

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12484

4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 20 MARS 1985

L'AGGRAVATION DE LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad affirme avoir repoussé l'offensive terrestre de l'armée iranienne

Une visite réconfortante

Le président irakien, M. Saddam Hussein, s'est sans doute senti réconforté par la visite inopiné, le lundi 18 mars, du roi Hussein et de M. Hosni Moubarak, le chef de l'Etat égyptien, venus lui manifester leur solidarité dans l'effort que la guerre du Golfe inflige à la République basiste. Si le déplacement du souverain jordanien n'est pas exceptionnel, celui du roi marocain peut-être un tournant dans les relations égypto-irakiennes.

En effet, c'est la première fois qu'un chef d'Etat égyptien se rend à Bagdad depuis 1977, date à laquelle Anwar el Sadate avait entrepris son « voyage historique » à Jérusalem. Désormais la visite comme une « tradition », l'Irak avait accueilli deux ans plus tard le sommet de la Ligne arabe, qui avait exclu l'Egypte de l'organisation.

Les choses ont depuis bien changé, essentiellement sous l'effet du conflit irako-iranien. Ne pouvant pas se battre sur deux fronts, le gouvernement basiste a graduellement glissé du « front du refus », auquel il appartenait, à celui du camp arabe « modéré », favorable à une paix de compromis avec Israël. En septembre 1982, l'Irak a fait sienne le « plan de l'été », qui reconnaît, il est vrai implicitement, le droit de l'Etat juif à l'existence. Plus discrètement, il s'est rallié au projet de règlement adopté conjointement, le 11 février dernier, par le roi Hussein et M. Yasser Arafat. On était alors perçu l'émergence d'un axe Amman-Bagdad-Le Caire qui ferait contrepoids à la coalition Damas-Tripoli-Téhéran. Le changement d'attitude plus net que l'Irak est en guerre avec l'Iran, tandis que la Syrie demeure l'un des principaux fournisseurs d'armes de la République islamique.

L'Irak n'a pas pour autant suivi l'exemple de la Jordanie quand celle-ci a rétabli, en septembre dernier, ses relations diplomatiques avec l'Egypte, craignant vraisemblablement d'embarrasser des pays « frères », en particulier l'Arabie saoudite, qui financent généreusement son budget de guerre. Et, malgré des échanges de visites au niveau ministériel entre les deux pays, le président Moubarak avait fait savoir qu'il s'abstenait de se rendre en Irak, comme on l'y conviait, aussi longtemps que les relations diplomatiques ne seraient rétablies.

Le chef de l'Etat égyptien a franchi le pas ce lundi, probablement pour accélérer le processus de normalisation et peut-être aussi pour obtenir un soutien plus net à son initiative de paix dans le conflit israélo-arabe, qui a été accueillie favorablement lors de sa récente visite à Washington. L'Irak, qui a renoué avec les Etats-Unis l'automne dernier, pourrait contribuer à infléchir la position américaine dans un sens favorable au projet Hussein-Arafat.

Le président Moubarak et le souverain basiste ont assuré M. Saddam Hussein de leur « soutien total ». On voit mal cependant ce qu'ils peuvent offrir au-delà de l'aide déjà fournie. Amman accorde à Bagdad des facilités de transit, l'acheminement de produits, militaires ou civils, via le port jordanien d'Akaba. L'Egypte a rendu à la République basiste, au cours des trois dernières années, des quantités considérables d'armements - d'une valeur totale de 3 milliards de dollars - puisés dans ses propres stocks. Le Caire a d'autre part autorisé quelque onze mille Egyptiens résidant en Irak à s'engager comme « volontaires » dans l'armée de Bagdad. Il paraît douteux que le président Moubarak soit disposé à dépêcher de nouveaux soldats réguliers, qui risquent fort de s'effriter.

Il n'en reste pas moins que la rencontre entre les présidents irakien et égyptien ouvre des perspectives d'une plus large coopération dans divers domaines qui ne manquent pas d'avoir des répercussions dans l'ensemble de la région.

L'ampleur des combats terrestres entre l'Iran et l'Irak est confirmée par les déclarations des deux parties au conflit, mais l'issue en est incertaine, d'après les informations dont on dispose. Bagdad affirme avoir repoussé l'offensive iranienne qui aurait, un moment, menacé la route stratégique reliant la capitale irakienne à Bassorah. D'autre part, « la guerre des villes » se poursuit.

L'Irak a reconnu, lundi soir 18 mars, que les forces iraniennes avaient réussi à traverser le Tigre et à prendre pied sur la rive ouest de ce fleuve, coupant pratiquement la route qui relie Bagdad à tout le sud-est du pays. Le communiqué militaire publié à Bagdad sur la « victoire » de l'armée irakienne dans les combats des marais de Howze, en territoire irakien, révèle en effet que la cinquième division a livré bataille et a anéanti les forces iraniennes « à l'ouest du Tigre ».

Le communiqué ne cache pas l'importance des troupes iraniennes qui avaient réussi à traverser le fleuve coulant au nord des marais, à 45 kilomètres de la frontière, et au sud, à 15 kilomètres seulement. Il précise que les 19^e et 20^e brigades ainsi que la 30^e brigade blindée irakienne ont été déployées sur les lieux pour empêcher leur progression. Le communiqué n'indique pas où les forces iraniennes ont traversé le Tigre, mais laisse entendre que l'opération s'est effectuée en plusieurs points du fleuve qui longe les marais sur quelque 60 kilomètres.

L'importance sans précédent des effectifs irakiens engagés en fil des jours dans la bataille, à mesure que les forces iraniennes avançaient dans cette zone marécageuse de 1200 kilomètres carrés, est confirmée dans le communiqué. Ces effectifs représenteraient, selon l'état-major irakien, la garde républicaine avec ses forces d'urgence et six brigades dont trois blindées, cinq divisions entières, dont la 10^e division blindée, sans compter les troupes d'élite de l'Armée populaire. De son côté, l'aviation a effectué plus de quatre mille missions de combat en l'espace

d'une semaine pour empêcher l'arrivée de renforts iraniens. Selon Téhéran, les forces iraniennes ont pris le contrôle de l'ensemble de cette zone marécageuse située entre la frontière et le Tigre jusqu'à la rive orientale du fleuve. Opérant leur percée la plus profonde depuis le début de la guerre, elles se trouveraient à 30 kilomètres de l'intérieur de l'Irak. Mais le dernier communiqué de guerre publié lundi à Téhéran indique que l'Iran a cessé sa poussée vers l'autoroute stratégique reliant Bagdad à Bassorah.

Le porte-parole du département d'Etat, pour sa part, a estimé, lundi, que l'issue de la bataille des marais demeure encore « incertaine ». Il n'a pas donné d'autres précisions sur le déroulement des combats et a déclaré que les autorités américaines n'avaient pas de chiffres concernant les pertes des deux parties.

(Lire la suite page 3.)

L'OPPOSITION APRÈS LES CANTONALES

Pour M. Giscard d'Estaing la victoire en 1986 passe par l'union RPR-UDF

Oublier Le Pen

par DANIEL VERNET

Il était partout, dimanche soir, M. Le Pen. Avec sa seconde tricolore, il vole, les soirs d'élections, la vedette aux habitudes de la télévision tout en se plaignant de ne pas y être souvent invité. Son but est d'être admis dans le petit cercle où se disputent le « bande des quatre » ou leurs représentants : il en attend un brevet de respectabilité. Il a même versé son droit d'entrée dans ce club fermé en appelant ses candidats aux cantonales à se retirer au second tour, chaque fois que leur maintien aurait favorisé la gauche. C'est le « discipline nationale », comme on parle de « discipline républicaine » pour les délégués entre communistes et socialistes. Son effort n'a pas été payé de retour, mais il peut espérer que la prochaine fois...

Il fait l'important, M. Le Pen, et il n'a pas tort. Toute la polémique tourne autour de lui. Et ça ne peut être avec M. Le Pen... Son score aux européennes avait fait frémir ; ses résultats aux cantonales sont un peu moins brillants en voix, catastrophiques en sièges du fait du scrutin majoritaire : un seul élu (à Marseille), et encore il n'est pas inscrit au Front national. On est loin d'une marche triomphale. Pourtant M. Le Pen n'a rien de moins le haut du pavé.

On a trop parlé de lui. On a été léger en suggérant qu'il apporte de « fausses réponses » à de vraies questions, quand il exploite des problèmes de société au profit de son idéologie. Même la dénonciation de son action pendant la guerre d'Algérie finit par le servir et le valoriser aux yeux de quelques égarés.

Et si le président du Front national n'avait d'autre importance que celle d'épouvanter l'opportuniste agité par les vents socialistes pour faire peur (ou honte) à l'opposition modérée ? D'autre fonction que d'enfoncer un coin entre les centristes bien-pensants et la droite autoritaire ?

Les résultats des sondages sont clairs. En l'état actuel de l'opinion, M. Le Pen n'aurait aucun député avec le scrutin majoritaire à deux tours et le maximum de représentations avec la proportionnelle nationale intégrale. Faut-il lui accorder l'option du parlementarisme parce qu'il incarne un courant réel de la vie politique française qui doit pouvoir s'exprimer à l'Assemblée nationale de préférence à la rue ? Faut-il lui offrir l'effet amplificateur de la tribune du Palais-Bourbon pour obtenir des bénéfices secondaires et empêcher la droite classique de remporter la majorité des sièges ? Au moment de réformer la loi électorale, ces questions posent lourd.

Oubliions M. Le Pen... Laissons-le désormais s'épuiser dans ses petits tours de piste, sans complaisance coupable mais sans craintes exagérées. Cela ne veut pas dire minimiser le danger d'extrême droite ni abandonner l'électorat du Front national - populaire, broyé par les rigueurs de la crise, ou modéré, poussé vers l'extrême droite par le rejet absolu de la gauche. Encore moins renoncer à combattre, dans les faits et sans mauvaise conscience, les thèses xénophobes de M. Le Pen. Mais cessons de faire la courte échelle à ce loup-garou.

Invité lundi soir 18 mars du journal d'Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé qu'au cours de la conversation qu'il avait eue le 21 mai 1981 avec le président de la République, M. Mitterrand lui avait parlé de la loi électorale. « Si déjà il y a quatre ans on s'occupe de la loi électorale, pourquoi ne pas l'avoir changée à temps ? » s'est demandé l'ancien chef de l'Etat, qui estime qu'on ne peut modifier les règles du jeu « avant chaque partie ». Selon lui, les changements de loi électorale « doivent être faits par référendum ».

Interrogé sur le phénomène Le Pen, M. Giscard d'Estaing a répondu qu'il ne voulait pas « tomber dans les pièges » que sont les débats sur la collaboration ou les relations avec l'extrême droite. Et il a souhaité que les « autres » se déterminent par rapport « au plus grand parti de France » qu'est « le parti de l'Union RPR-UDF ».

L'Anvergne ne servira pas de tremplin à M. Giscard d'Estaing. Ce « peuple de la raison », qu'il avait vu en marche lors de son élection dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, en septembre 1984, s'est arrêté en chemin. Il n'a pas, dimanche, fait basculer à droite le département du Puy-de-Dôme, et il n'a pas offert, de ce fait, à l'ancien chef de l'Etat le fauteuil de président de région... Une telle rampe de lancement aurait pourtant pu aider sérieusement M. Giscard d'Estaing, au moment où M. Barre continue, dans les sondages, à creuser l'écart avec le « peloton » qui regroupe M. Chirac et l'ancien président de la République. Deux hommes qui, depuis de longs mois, ont multiplié

les signes de rapprochement « absolutistes », sans en tirer le bénéfice escompté, si ce n'est de voir leur image se brouiller...

Deux hommes qui, malgré tout, persistent dans cette voie en appelant de leurs vœux la conclusion d'un « accord de gouvernement » dans l'opposition. Une grande manifestation unitaire est prévue le 9 juin, date du vingtième anniversaire des clubs giscardiens Perspectives et Réalités. Les principaux dirigeants de l'opposition y sont conviés.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 10.)

Tant qu'il y aura des élèves

I. - Le manteau de Noé de l'égalité

par HERVÉ HAMON et PATRICK ROTMAN

Hervé Hamon et Patrick Rotman, auteurs du livre très remarqué *Tant qu'il y aura des élèves*, publié aux Editions du Seuil (le Monde du 6 septembre 1984), sont retournés sur le terrain pour débattre avec de nombreux enseignants. Leur tome I, les a conduits dans vingt-cinq villes de France. Ils reviennent compte ici, dans une série de deux articles, de leurs impressions et de leurs conclusions.

Partout la même complainte : pour qui prend la peine d'écouter enseignants et chefs d'établissement, la dénonciation d'une telle administrative tatillonneuse revient comme une obsession. Tous les experts, tous les spécialistes qui ont étudié le fonctionnement de l'éducation nationale ont conclu de la même manière : la machine étouffe sous son propre poids et entrave initialement l'évolution.

Un quart de la population française est à l'école, « servie » par 1,2 million de salariés, avec un budget annuel qui absorbe la totalité de

l'impôt sur le revenu... Comment un tel gigantisme pourrait-il s'accommoder d'une gestion centralisée ? Comment les dizaines de milliers d'établissements, les centaines de milliers d'enseignants, les millions d'élèves pourraient répondre à une commande unique ? La distance, pas simplement géographique, entre le lieu où est prise la décision et celui où elle est appliquée stupéfie l'enquêteur. L'administration centrale - et ses prolongements régionaux, atteints par la même folie des grandeurs - prétend piloter l'ensemble du système éducatif et réglementer jusqu'à la dernière virgule la vie scolaire. Elle en est incapable. Non par incompetence des hommes, mais par volonté ou par désespoir, mais simplement parce qu'elle ignore la réalité concrète.

Prenons l'exemple de la répartition des moyens, élaborée selon des critères très précis que les naüfs pourraient juger équitables. Parents, élèves et enseignants peuvent à bon droit imaginer qu'un service public

centralisé est garant de la justice. Il n'en est rien : entre les académies, entre les établissements, la distribution des moyens matériels et humains est profondément injuste. Que tous les jacobins qui fustigent la décentralisation sous le prétexte qu'elle créerait l'inégalité demandent la publication de la répartition actuelle : on s'apercevrait ainsi que le taux de scolarisation à seize ans dans le second cycle long varie du simple au double suivant les départements, ou encore qu'il existe trois fois plus de lycées dans les Alpes-Maritimes que dans l'Oise ou l'Eure. L'égalité des jeunes Français devant l'école n'existe pas. La gestion centralisée du système éducatif est incapable de corriger les inégalités régionales.

Avec un brin de jouteuse, il est facile d'objecter que la décentralisation ne garantit pas un fonctionnement plus harmonieux et « égalitaire ». Peut-être serait-il temps de constater que pour tendre à l'égalité il devient indispensable de prendre en compte la diversité des situations et des besoins.

(Lire la suite page 13.)

« LE MONDE DE L'ECONOMIE »

L'avenir des télécommunications françaises

Le va-tout de la CGE aux Etats-Unis

La pénurie de bureaux à Paris

Pages 19 à 22

MAURICE SCHUMANN
de l'Académie française

Un certain 18 juin

Le 18 juin des autres : Churchill, Roosevelt, Staline, Hitler, Mussolini, Pétain, etc.

Plon

LIRE

6. URSS

Comment M. Gromyko a « parrainé » M. Gorbatchev.

8. DOSSIER

Le conflit du Sahara occidental.

14. AFFAIRE DE PORTIERS

Le rapport des policiers retient l'hypothèse de la culpabilité du docteur Diallo.

18. COMMUNICATION

Pour sortir de sa crise, le cinéma mise sur les médias.

40. DEVELOPPEMENT

Un entretien avec M. Clausen, président de la Banque mondiale.

AU JOUR LE JOUR

Question

Interrogé sur une éventuelle réforme du mode de scrutin avant les législatives, M. Giscard d'Estaing a fait à Antenne 2 un constat et une proposition. Le constat : « Ce n'est pas le sujet qui préoccupe les Français. » La proposition : organiser un référendum, car « ce n'est pas aux intéressés - les députés - d'en décider à la place des citoyens ».

En somme, les mieux placés pour décider seraient ceux qui ne sont pas intéressés. Il s'agirait de passer démocratiquement aux Français une question qu'ils ne se posent pas, et dont l'intérêt est inversement proportionnel à l'ampleur de leurs vraies préoccupations.

BRUNO FRAPPAT.

Sur le rif-Bis

l'Algérie tort

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

participe pas à la lutte

terroirisme

débats

Le féminisme sans objet ?

Des zones d'ombre et de lumière à la fin de la Décennie de la femme, lancée par l'ONU

par DENISE BRETON (*)

DISCRIMINATIONS

Journée de lutte contre le racisme le 21 mars. Elle doit être un point de rencontre de ceux qui veulent crier « Non à l'intolérance », demande Jean Pierre-Bloch. Plus diffuse, la discrimination à l'égard des femmes persiste. Le féminisme a encore des terrains à défricher, affirme Denise Breton.

LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS

Réédition du témoignage capital de Henri Morgenthau

Les événements de 1915, comme disent pudiquement les historiens turcs, le génocide des Arméniens comme disent beaucoup d'autres, ne justifient aucunement l'extermination internationale prétextée par l'Armée secrète de libération de l'Arménie (ASALA). Certes ! Il n'en demeure pas moins, si l'on veut avoir quelque chance de rompre ce cercle infernal, qu'il est urgent d'en revenir à son origine essentielle, à cette année 1915.

Si un jour une commission internationale d'historiens est créée pour enquêter enfin sur cet épisode sanglant - pourquoi pas, d'ailleurs, sous l'égide du Conseil de l'Europe ? - l'un des premiers documents dont elle aura à se saisir sont les étonnantes *Mémoires* de Henri Morgenthau, ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople de 1913 à 1916. Edités par Payot en 1919, ils étaient devenus introuvables. Remontés à l'origine par Henri Morgenthau de ses consuls ou de missionnaires qui, présents en Anatolie au moment des faits, les décrivent avec horreur et avec méfiance à la fois.

Le témoignage de Morgenthau, qui se lit encore aujourd'hui d'un trait, est dominé par la passion de la justice et par l'indignation. C'est dire qu'il n'est pas favorable aux thèses turques, fondées sur les horreurs intrinsèques à toute guerre et sur la « trahison » des Arméniens de Turquie au profit de la Russie. Pour lui, c'est bien à l'assassinat d'une nation que les dirigeants turcs se sont livrés, à un génocide - mais le mot n'existait pas encore - soigneusement préparé, « rodé » un peu moins d'un an avant par la déportation de centaines de milliers de Turcs grecs vivant dans la région de Smyrne.

Au passage, Morgenthau n'oublie pas de traiter de ce que les officiels turcs appellent la « révolte de Van » et qui, pour eux, justifierait le massacre postérieur de la communauté arménienne. Van, selon les versions actuellement diffusées par Ankara, se serait soulevée contre l'armée turque sans autre raison que nationalisme. Les choses sont moins simples pour Morgenthau,

qui rappelle que la rébellion de Van aux « corvées de bois » proposées aux hommes du village avait été précédée par des massacres qui avaient coûté déjà la vie à plusieurs dizaines de milliers d'Arméniens dans la région. Morgenthau n'ajoute nullement, cependant, que des Arméniens de Turquie aient déserté au début du conflit pour apporter leur aide à la Russie, mais toute une communauté devait-elle être exterminée pour cela ? Les trente années précédentes - avec leurs massacres d'Arméniens à une échelle moindre - n'expliquent-elles pas ce manque de loyauté ?

Autre point important du récit de Morgenthau : la responsabilité indirecte de l'Allemagne, qui encouragea les dirigeants turcs dans leur paranoïa anti-chrétienne. Ne citons sur ce dernier point qu'une déclaration de Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur, au *Berliner Tageblatt*, au lendemain de cette Saint-Berthelemy étendue à tout un peuple : « On nous a reproché de n'avoir pas fait, par les Arméniens, de différence entre les innocents et les coupables ; c'était absolument impossible, car les innocents d'aujourd'hui sont peut-être les coupables de demain. »

Il faut lire et relire les chapitres consacrés à l'assassinat de la nation arménienne pour comprendre, au travers de tant d'horreurs, de cynisme, de volonté d'avoir une communauté avant de la rayer du monde des vivants, ce qu'il peut en coûter encore aujourd'hui d'être Arménien. Et si cela n'autorise certainement pas la recours au terrorisme, il peut la nourrir à l'expliquer d'autant plus qu'en matière de « banalisation » du crime la Turquie officielle bat pas mal de records. Ne serait-il pas temps qu'elle accepte enfin l'ouverture d'un dialogue, comme le suggère récemment la patrie des Arméniens de Turquie, Snork Kaloutayan, pour que soit enfin établie « une vérité qui ne sera en mesure de rien » ?

JACQUES AMALRIC.

* *Mémoires*, suivis de documents inédits du département d'Etat par Henri Morgenthau. Préface de Gérard Chailand. Flammarion, 408 pages, 89 francs.

Au terme de la Décennie de l'ONU pour la femme, quel bilan ? Quelle perspective ? Sans vouloir anticiper sur les conclusions de la conférence de Nairobi qui, en juillet de cette année, réunira, d'une part, les représentants des gouvernements et, d'autre part, les organisations non gouvernementales, on peut déjà, en tant que participant active à cette Décennie, mettre en exergue ses zones d'ombre et de lumière.

1975, Année internationale de la femme, décrite parfois, ignorée souvent, moquée évidemment - mais la désignation accompagnée la lutte féministe au long de sa longue histoire - a pourtant projeté l'éclairage sur le malaise créé dans la population féminine, la distinction persistante entre les droits reconnus et la situation réelle.

La chance que représentait cette Année internationale pour avancer dans l'égalité homme-femme avait été perdue par de nombreuses organisations, dont l'Union des femmes françaises. Elles avaient en effet des pouvoirs économiques, politiques de leurs propositions tendant à abolir les discriminations, améliorer les conditions de vie, mettre les parents en mesure d'assurer leurs responsabilités, changer l'image d'un femme, préserver la paix. Elles avaient eu en conséquence conformément aux recommandations de l'ONU.

Pour sa part, l'UFFF organisait des manifestations de prestige : une exposition à l'UNESCO sur le thème « Les artistes et l'Année internationale de la femme », un colloque à la Sorbonne sur la participation des femmes dans la Résistance, les acquis qui en avaient résulté pour elles ainsi que de multiples actions lo-

cales plus discrètes mais non moins efficaces.

Cette année 1975 développait incontestablement la solidarité féminine née de buts communs, fit évoluer les mentalités tant dans le couple, la famille, que la société. Elle fit entrer la condition féminine dans les institutions.

On se souvient du secrétariat d'Etat de M^{me} Françoise Giroud, de ses cent propositions, lesquelles répondaient souvent aux vœux des mouvements féminins, familiaux, syndicaux et s'intégraient dans le plan mondial d'action de l'ONU adopté à Mexico, dans la Décennie pour la femme l'un et l'autre de l'Année internationale.

En 1980, la mi-temps de la Décennie fut sur le plan international marquée par une rencontre des gouvernements et un forum des organisations non gouvernementales. A ce dernier, les participantes, dont j'étais, purent mesurer combien les femmes, sur le plan mondial, avaient acquis de maturité politique et sociale, combien il semblait vain de vouloir isoler les problèmes posés à leur condition des réalités nationales.

Elles disposaient maintenant d'un instrument international, la « Convention de l'ONU contre toutes les formes de discrimination à leur égard ». L'UFFF la souligna comme une victoire de la solidarité féminine, la fit connaître, demanda immédiatement sa ratification par le gouvernement français (obtenue seulement en 1984), s'empara de ses recommandations pour diriger son activité. De grands rassemblements, pour la Journée internationale des

femmes, particulièrement en 1980 et 1982, la popularisèrent.

Elle méritait, à notre sens, une plus large information.

Mieux connue encore, elle servirait de référence, de point d'appui, à toutes celles, à tous ceux (il y en a) qui, selon les termes de la Convention « sont convaincus que le développement d'un pays, le bien-être du monde et la course de la paix dépendent de la participation maximale des femmes, à égalité avec les hommes, dans tous les domaines ».

Encore des droits à gagner

Les Françaises, à l'actif de leurs actions, et des recommandations internationales, au terme de la Décennie, peuvent noter avec satisfaction des modifications législatives et des mesures plus équitables dans les domaines de la protection sociale, de l'égalité professionnelle, de la maternité, de la contraception, de l'interruption volontaire de grossesse, de la reconnaissance du travail des femmes dans l'exploitation et l'entreprise familiales, dans leur dignité, avec la reconnaissance du viol comme un crime et la possibilité donnée aux associations féminines de se porter partie civile.

Suite à ces acquis surgissent des interrogations : le féminisme est-il aujourd'hui sans objet ? Des craintes : « Les femmes sont-elles plus heureuses libérées ? ». Des hommes s'émouvent, expriment leur trouble non seulement devant ces droits nouveaux mais devant la

femme autre, responsable, autonome.

Rassurons ces derniers et les bons esprits. Des droits demeurent à gagner. Dans la famille, le mari, le père, deviennent toujours la prépondérance dans la gestion des biens, la discrimination sexiste demeure imputée, les femmes divorcées non chargées d'enfants ne disposent d'aucun moyen pour recouvrer leur prestation compensatoire, l'image de la femme dans les manuels scolaires demeure hors du temps. Des lois existantes dans la législation du travail sont parfois bafouées, on ne dispose pas encore d'assez de recul pour juger de l'application de celle sur l'égalité professionnelle. Des lois acquises comme l'interruption volontaire de grossesse, de-ci, de-là, sont remises en cause.

Non, le féminisme n'est pas sans objet. D'autant plus que la situation de l'emploi, encore plus mauvaise pour les femmes, devient de plus en plus angoissante, que la dégradation des conditions de vie pèse encore plus lourd sur les femmes car ce sont les plus souvent elles qui gèrent le budget si elles ne gèrent pas les biens.

Le féminisme vivra tant que les conditions ne sont pas remplies pour prendre la place qui lui revient de droit dans la famille, la société. Il y a encore, des bonheurs à conquérir, des rendez-vous à ne pas manquer, dont celui avec les technologies nouvelles. La Décennie de la femme a été une étape. N'oublions pas de définir une nouvelle stratégie dirigée vers l'an 2000.

(*) Présidente de l'Union des femmes françaises.

« Non à la haine »

Comblent le fossé entre les discours publics et l'usage à l'égard des peuples

par Jean PIERRE-BLOCH *

De toutes les journées internationales que l'Organisation des Nations unies a proclamées, pour rappeler les grands principes moraux qui guident notre action, la Journée de lutte contre le racisme et la discrimination raciale est sans doute la plus chargée de sens et d'espoir.

Le 21 mars, elle sera célébrée à travers le monde. La LICRA, nous en profiterons pour rappeler les principes unanimes proclamés il y a plusieurs années pour lesquels des millions d'hommes et de femmes ont donné leur vie. Rejetter le racisme sous toutes ses formes, au-delà des clivages politiques et traditionnels, tel est le véritable enjeu de cette journée de mars 1985.

J'émets le vœu que la France propose à travers le monde que, dans tous les établissements scolaires, dans toutes les églises de toutes les religions, dans tous les Parlements et assemblées, soient lus et commentés le préambule de la charte des Nations unies, ainsi que la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée à la quasi-unanimité des Etats par l'Assemblée générale de l'ONU en 1948.

Il y aura la matière à édification. A partir de ce regard, les principes ainsi proclamés par chaque Etat et l'application qui en est faite aujourd'hui.

Il démentirait le fossé qui existe entre les discours publics et l'usage à l'égard des peuples. Il contribuerait à éclairer les nations libres et l'opinion publique du monde entier.

Nous savons que les préjugés de race, de couleur et de religion sont encore vivaces dans trop de pays, que ces pays soient blancs ou noirs. « Pour les scientifiques, le racisme est une affaire définitivement classée », a dit avec juste raison le professeur Jean Bernard Hélyas, elle n'est pas classée pour certains adeptes de Hitler encore puissants en France. En un temps où les idéologies racistes ravagent à nouveau les esprits et éousanglantent le monde, où tant de sympathisants pourraient faire craindre une nouvelle barbarie, je reprends confiance en jetant un regard sur le passé de notre pays : c'est qu'au fort des plus terribles crises, il n'a jamais désespéré. « J'appelle les vœux pour qu'il se défende contre le monstre qui apparaît à l'horizon » : ainsi parlait Schiller.

La France se doit de prendre la tête de la croisade de la fidélité à la tolérance. Au cours de cette journée, les sections de la LICRA auront comme mot d'ordre : « Non à la haine, non à l'intolérance. »

(*) Président de la LICRA.

COURRIER DES LECTEURS

Mégacrise et inconscience...

Je ne peux rester sans réagir à la lecture de l'article de M. Philippe Lemaître intitulé : « L'Allemagne est-elle en train de se dégrader de la Communauté ? » (*Le Monde* du 2 mars). Cet article, que je suppose délibérément provocateur (peut-être pour éveiller les consciences ?) (...), mérite une sérieuse mise au point.

Tout d'abord, affirmer que la Communauté connaît aujourd'hui sa situation la plus importante depuis la signature du traité de Rome est énoncer un fait reconnu par tous ; mais dire qu'elle se produit « presque en douceur », voilà qui s'appelle forcer l'analyse ! Non, l'Europe doit faire face à une intégration, c'est-à-dire à l'accumulation de facteurs centrifuges (...).

Comme l'écrivait fort à propos André Fontaine et Pierre Li : « La nouveauté de cette fin de siècle, ce n'est pas que les choses et les hommes changent. C'est que le changement soit si vaste et si général. (...) ». Mais, de grâce, comment peut-on écrire que cette mutation se passe en douceur ?

La République fédérale d'Allemagne fait ensuite l'objet d'un véritable réquisitoire de la part de

M. Lemaître. Celle-ci serait « schizophrénique » : elle refuse de « jouer le jeu ». « Ils militent (...) pour la destruction de l'Europe verte. (...) » Je trouve l'ensemble un peu fort...

Voilà des années que nous demandons aux Allemands de payer sans que leurs partenaires acceptent de leur accorder les avantages politiques qui devraient en découler. La RFA est la première contributrice nette au budget de la Communauté ; et pourtant, ce n'est pas elle qui a amorcé le débat sur l'« approche redistributive » chère à Mme Thatcher. Au contraire, la RFA a continué à aller de l'avant : la création du SME en est la preuve. (...)

L'outillage de la RFA n'est pas schizophrénique : simplement, elle s'interroge, et elle en a le droit, mais elle a aussi ses raisons, que, pour ma part, je trouve fondées. Les Français ont tendance, en général, à éluder leurs propres responsabilités dans cette affaire. N'ont-ils jamais perdu l'espoir que l'Europe soit, en dernier lieu, française ?

PATRICK MARTIN, Vice-président de la Jeunesse européenne fédéraliste.

(1) *Sortir de l'Hexagone*, Stock, 1984.

TÉMOIGNAGE

Savourez votre misère

Les riches ne sauront jamais. Ils n'auront jamais goûté certains de ces délices que seule la pauvreté apporte.

Vous le savez de dernier témoignage ? Je me rends à l'EDF à laquelle je suis redevable d'une facture de 3278 F. Je porte avec moi un chèque de 1000 F qui est le maximum de ce que je peux verser. Je sais qu'un moment difficile m'attend. Je vais tâcher de l'affronter. Ce sera un rude combat. Seul l'amour de l'art dramatique et le sens de l'humour me permettront d'y faire face. Je dois être coupé le lendemain. Si je perds, je n'ai plus qu'à fermer ma modeste entreprise artisanale. Celle-ci se compose d'une personne : l'employeur, l'employé, c'est-à-dire moi-même.

Première discussion au guichet, la personne appelle au téléphone la responsable. Je devine facilement ce qui se passe. L'autre refuse énergiquement de m'accorder des délais. Je suis coutumier de ce genre de choses. La fille, en face de moi, décide de me passer le téléphone sous le guichet. Je vais m'expliquer avec sa collègue qui ne veut rien savoir. Cela va être dur.

La tactique consiste à paraître très en colère. Il faut élever la voix mais sans exagérer. Il faut avoir l'air de la mettre en cause dans l'exercice de sa profession de bureaucrate mais ne pas le faire. Aucune injure, aucune insulte ne doit être prononcée, mais cependant elle doit avoir l'impression que vous l'avez fait. Après, quand elle vous le reprochera, vous lui direz, d'une voix douce : « Com-

ment, moi, j'ai dit cela ? Jamais je ne me le serais permis ! »

En attendant, elle doit sortir de ses gonds. Il faut qu'il y ait affrontement. Le sang doit moralement jaillir. Quand vous sentez qu'elle est épuisée par le combat qu'elle a livré, c'est alors que votre voix deviendra presque tendre. Vous devez toujours donner le ton. Employez des paroles apaisantes à ce stade. Le climat devient sympathique, confiant. A ce moment, lorsque vous n'avez plus de menaces et les injures qu'elle semblait avoir entendues, d'elle-même, sans que vous ayez le besoin d'insister, elle vous dira, d'un ton redevenu ferme : « Bon, je vous accorde encore huit jours. Mais à cette date, je vous prévins que si vous n'avez pas payé la totalité, vous êtes coupé. » Et vous o'coupez pas. Mais si vous apportez à nouveau un acompte, si vous ne pouvez faire plus, elle patientera encore.

L'essentiel est d'être sincère. Véritablement pauvre et gêné. Pour un riche, ce n'est qu'un exercice d'art dramatique gratuit, sans grande saveur. Le pauvre court des risques. Bourré de problèmes et de difficultés, il sera mieux à même de comprendre la peine de l'employé qui a des comptes à rendre et se fera enguirlander par ses supérieurs. C'est pourquoi je crois sincèrement que dans certaines circonstances, les pauvres sont parfaitement à même d'apprendre le bonheur aux riches.

JACQUES ESSEL (Paris).

« Conscience de classe » et « sens de l'Etat » sont-ils compatibles aujourd'hui ?

Anicet Le Pors

L'Etat efficace

Collection
FRANC-PARLER
ETAT-PROTECTOR

235 pages - 64 F

ROBERT LAFFONT

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650972 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaître (1982-1983)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Imprimerie de « Le Monde »

1, rue des Belles

Paroisses 75002

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE-TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande sous enveloppe en indiquant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

200 m. ; Allemagne, 170 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Cuba, 300 pesos ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1 \$;

G.-B., 56 p. ; Grèce, 85 dr. ; Hongrie, 80 p. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye,

6 360 DL. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège,

8,00 nor. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal,

100 esc. ; Suède, 216 F SFA ; Suisse,

7,75 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ud.

مكتبة الامم المتحدة

étranger

L'AGGRAVATION DE LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad affirme avoir repoussé l'offensive terrestre de l'armée iranienne

(Suite de la première page.)

Il a, d'autre part, estimé que la ville de Bagdad ne semblait pas menacée par une attaque militaire de grande envergure, et a indiqué que les Etats-Unis ne procédaient pas à l'évacuation de leur personnel diplomatique en Irak.

En tout cas la bataille des marais de Howeiza se révèle être, d'ores et déjà, l'une des plus meurtrières depuis le début des hostilités entre l'Irak et l'Iran. Selon un communiqué militaire irakien diffusé lundi matin, douze mille soldats irakiens ont été tués ou blessés en six jours. De son côté, le commandement général des forces armées iraniennes a annoncé, lundi, que quinze mille soldats iraniens avaient trouvé la mort dans la seule journée de samedi, lors d'une tentative pour s'emparer de l'axe routier Bagdad-Bassorah.

L'Irak a également accusé à nouveau l'Iran d'avoir recouru à des armes chimiques sur le front du sud. Dans un message adressé lundi par le président iranien Khamenei au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, le chef de l'Etat iranien affirme que la tolérance à sens unique ne peut pas se prolonger indéfiniment et annonce que si « ces lâches actions continuent (l'emploi des armes chimiques par l'Irak), il n'y aura pas d'autre choix que de recourir à une solution finale ». Le président iranien, qui accuse Bagdad d'avoir employé récemment et à deux reprises des armes chimiques, reproche au



secrétaire général de ne pas envoyer de mission à Téhéran pour enquêter sur l'emploi d'armes chimiques par l'Irak. Par ailleurs, M. Khamenei se déclare prêt à nouveau à observer une suspension des attaques contre les objectifs civils. L'Iran n'a cependant pas encore réagi à une proposition d'arrêt général des hostilités que l'Irak avait faite samedi au Conseil de sécurité de l'ONU.

L'aggravation du conflit irano-irakien a provoqué la suspension des vols réguliers d'un grand nombre de compagnies aériennes vers l'une ou

l'autre des capitales belligérantes. Après l'Alitalia la semaine dernière, les compagnies aériennes britannique, suisse, ouest-allemande et autrichienne ont annulé lundi leurs vols à destination de l'Irak. La compagnie Air France n'a pas encore pris de décision au sujet de la suspension ou du maintien de son vol hebdomadaire entre Paris et Téhéran, à la suite de la mise en garde du gouvernement irakien déclarant « zone d'exclusion » tout l'espace aérien de l'Irak. Air France qui assure une liaison aérienne par semaine entre Paris et Téhéran - départ le samedi

de Paris et retour de Téhéran le dimanche - indique que son dernier vol « s'est bien passé » et estime disposer encore d'une semaine pour voir.

Des missiles iraniens ?

Le mystère des missiles sol-sol iraniens demeure entier. Ce mardi matin, l'agence iranienne de presse a annoncé qu'un nouveau missile sol-sol - le quatrième depuis vendredi dernier - avait été tiré contre Bagdad et avait explosé peu après 5 heures dans un faubourg industriel de la capitale irakienne, où il aurait provoqué « des pertes et des dégâts très importants ».

Le correspondant d'Associated Press, à Bagdad, a signalé qu'une très forte déflagration avait secoué la ville à l'aube. Mais il n'a pu obtenir aucune indication sur la nature de l'explosion et ses effets.

Les autorités irakiennes ont démenté jusqu'ici que la capitale ait été touchée par des missiles iraniens et ont attribué les explosions, de vendredi et samedi, à des explosions. Elles ont encore fait aucun commentaire sur le troisième tir qui serait intervenu lundi, alors que des informations faisaient état d'une puissante explosion non loin du palais de président Saddam Hussein.

Pour sa part, l'agence iranienne IRNA a fait état d'une déclaration d'un porte-parole du ministère de la guerre qui a averti, à Téhéran, que ces tirs se poursuivraient « jusqu'à ce que Bagdad ne soit plus qu'un monceau de ruines », à moins que l'Irak ne cesse « ses attaques contre les villes et les objectifs civils iraniens ». Mardi matin, cet avertissement n'avait pas été entendu puisque Bagdad faisait savoir que quatre villes iraniennes venaient d'être attaquées : Bonshir, Ardebil, Karand-el-Gharb et Khorramabad. Enfin, réunis à Ryad, les ministres des affaires étrangères des six pays membres du conseil de coopération du Golfe ont proclamé mardi leur « solidarité totale » avec l'Irak.

AVEC LES FORCES IRAKIENNES SUR LE FRONT SUD

« Nous donnerons notre sang pour toi, Saddam »

Al Uzey (sud de l'Irak) (AFP). — Le poste de commandement des forces armées de l'est du Tigre, à Al Uzey, à une centaine de kilomètres au nord de Bassorah, sur la route de Bagdad : trois prisonniers iraniens, les mains liées dans le dos avec du tissu, sont assis au pied du bureau à la façade camouflée. Tout autour d'eux, les soldats irakiens : certains font la « V » de la victoire après avoir repoussé l'offensive iranienne déclenchée au début de la semaine dans les marais d'Howeiza.

Daoud, quarante-huit ans, le plus âgé, fixe les journalistes emmenés lundi pour la première fois sur le front. Ses compagnons, Goulam, dix-sept ans, et Ahmed, vingt et un ans, baissent les yeux ou échangent des regards furtifs. Ahmed raconte : « Samedi, le combat a été très dur... Tous mes camarades sont morts ou partis en courant ». Ahmed, blessé à une jambe, n'a pu se sauver. Tous les trois portent encore au cou leur plaque d'identification. Quelques minutes plus tard, un officier irakien les leur enlève et fait tourner les chaînes autour d'un doigt.

En tout, une trentaine de prisonniers iraniens seront présentés aux journalistes : parmi eux, trois officiers, un capitaine et deux lieutenants aux yeux bandés d'un tissu blanc, « par sécurité ». Le lieutenant s'appelle Hassan ; il dit avoir été capturé le matin même, mais ne veut pas révéler l'arme à laquelle il appartient. Près d'eux, des irakiens chantent en brandissant leur Kalachnikov : « Longue vie à Saddam. Nous donnerons notre sang pour toi, Saddam ».

Dans un salon du PC, le général saïvan Hashim, commandant des forces de l'est du Tigre, auriant, raconte la bataille.

« L'Irak pensait qu'il était facile d'occuper des parties importantes du territoire irakien », dit-il. Selon lui, les iraniens ont pénétré avec huit divisions appartenant pour la plupart aux Gardiens de la révolution (miliciens iraniens). Leur but était, pense-t-il, d'atteindre les îles de Qumrah et d'Azair, puis de se déployer vers le sud et le nord pour couper la route Bassorah-Bagdad et séparer ainsi le troisième et le quatrième corps d'armée irakiens.

Le général affirme : « Nous avions décidé de les arrêter et de les détruire. Dieu merci, nous avons réussi ». Selon le général, les iraniens avaient dit à leurs troupes que « ce serait la dernière offensive ». Dans celle-ci, a-t-il précisé, l'Irak a utilisé « tout ce qu'il possédait ».

Le général n'a pas voulu révéler les pertes iraniennes : « Si nous avions perdu un irakien pour chaque centaine d'iraniens tués, cela aurait été trop », s'est-il limité à dire. Quant à l'emploi des gaz de combat, le général est catégorique : « Nous n'en avons pas utilisés car nous n'en avons pas. Si on en avait, on les utiliserait ».

« La bataille a été dure... », reconnaît un colonel rencontré sur le terrain. Avec de grands gestes, il parle des « assassins » en montrant les corps décapités des soldats iraniens. Sur des dizaines de kilomètres, des cadavres. Des hommes jeunes pour la plupart, par groupes de deux ou trois, frappés, alors qu'ils étaient à demi-étendus dans des trous renforcés par des sacs de terre. D'autres corps brisés dans un ultime sursaut sont étendus, face contre terre, les poings serrés. A côté de certains corps, éparpillés, des casques rouilles sont posés les bandes rouges des Gardiens de la révolution. A leurs côtés, également, des vivres, des simples biscuits ou des fruits secs.

Liban

ALORS QUE LA DISSIDENCE CHRÉTIENNE SEMBLE L'EMPORTER

Le président Gemayel est de plus en plus isolé

Beyrouth. — La vie a repris son cours normal à Beyrouth-Est (zone chrétienne) où les écoles ont rouvert leurs portes après quatre jours de fermeture, mais le conflit ouvert entre les Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) d'une part, et d'autre part le président Amine Gemayel et le parti Kataeb, n'a toujours pas trouvé de solution. Les tractations se sont poursuivies toute la journée et une partie de la nuit du lundi 18 mars. Le comité tripartite chargé de régler le conflit poursuit ses travaux pour l'élaboration d'un projet de solution qui devrait être soumis pour approbation au président Gemayel, au Parti phalangiste et aux Forces libanaises (FL). Le comité d'urgence, cabinet de crise des FL, a, pour sa part, discuté la prochaine réorganisation à la tête des FL. La nomination de nouveaux commandants, qui devrait intervenir dans les prochains jours, pourrait consacrer la victoire du chef de la dissidence, M. Samir Geagea, sur M. Fouad Abou Nader, neveu du président Gemayel, qui n'avait rallié le « mouvement de la dissidence chrétienne » qu'après mûre réflexion.

Dans l'entourage de M. Geagea, on souligne en effet que M. Abou Nader, dont la nomination il y a quelques mois à la tête des FL avait été considérée comme une victoire du président Gemayel, ne peut rester commandant en chef puisqu'il détenait son pouvoir du parti dont l'autorité est aujourd'hui contestée. Les amis de M. Geagea, qui affirment contrôler toute la situation dans le pays chrétien, admettent que le seul problème est de trouver une solution qui permette au président et à ses alliés du parti Kataeb de se sortir de cette crise honorablement.

De source bien informée, on indique d'autre part que le Conseil national chrétien, qui, dans le projet défendu par le « mouvement de la dissidence chrétienne », jouerait le rôle du Parlement pour la communauté chrétienne, pourrait être mis en place dans un délai de deux à quatre semaines. Pour gagner du temps, ses représentants seraient tout d'abord nommés mais, « à moyen terme », ils devraient être élus. Le Parlement, une fois constitué, élirait à son tour le commandant des FL. Celui-ci deviendrait en quelque sorte le chef du gouvernement de la communauté chrétienne et aurait donc toute son autonomie par rapport au président de la République. Dans le projet défendu par la dissidence, le président de la République verrait d'ailleurs son rôle limité à celui d'arbitre au niveau de la communauté nationale. En fait, un président symbole, au-dessus des partis, mais sans véritables pouvoirs.

Les amis de M. Geagea assurent que la reconnaissance du fait communautaire est à la base de leur action et s'insurge contre les accusations de séparatisme au moment où, disent-ils, les communautés chiites ou druzes développent chacune leurs particularismes. Nous sommes, disent-ils, pour un Liban

De notre envoyée spéciale

« transcommunautaire », mais dans lequel « les particularismes de chacun seront reconnus, institutionnalisés et respectés ». Mais, pour cela, dit-on dans l'entourage de M. Geagea, « il faut d'abord redresser le rapport des forces intercommunautaires et redonner la place qui lui revient (et sous-entendu qui était en train de lui échapper) à la communauté chrétienne ».

Alors que le mouvement de dissidence semble triompher dans les régions chrétiennes où la population lui est pour l'instant largement acquise, tant est grand le rejet du président Gemayel, les condamnations de la dissidence se multiplient dans les autres communautés. Le premier ministre, M. Karame, s'en est pris très violemment lundi aux dissidents, déclarant que leurs propositions déboucheraient sur l'« annihilation du Liban » et étaient « un coup porté à la légalité ».

« Cela signifie partition »

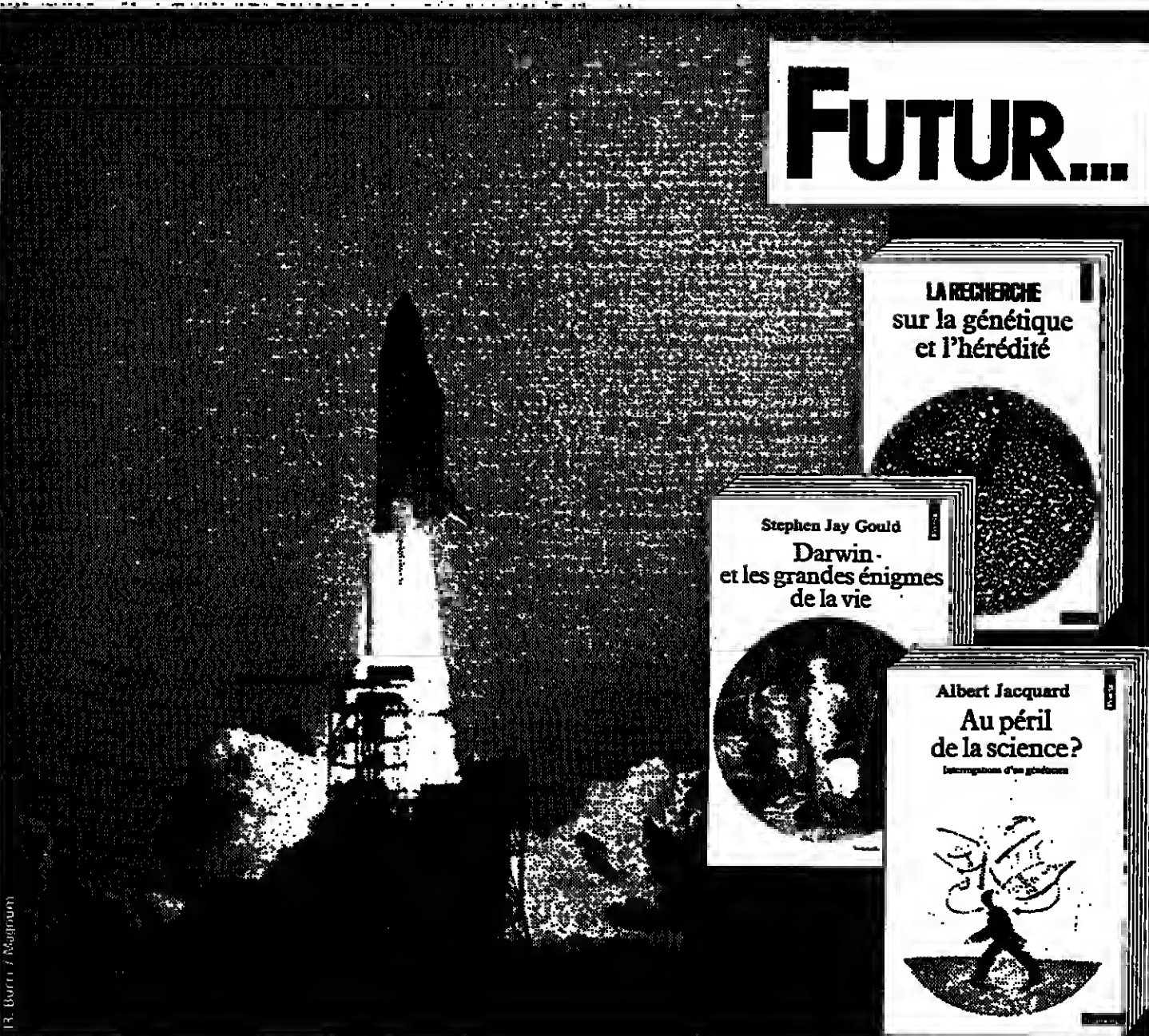
Après M. Walid Joublat, chef du PSP (Parti socialiste progressiste) druze, M. Nabih Berri, leader du mouvement chiite Amal, a fait dépendre son appui au président Gemayel de l'adoption le plus rapidement possible par celui-ci d'une attitude ferme à l'égard de la dissidence. M. Berri, qui a tenu une conférence de presse à son retour de séjour à Damas, a mis en garde le chef de l'Etat contre « tout compromis » avec le mouvement de dissidence, en l'exhortant à assumer son serment constitutionnel de défendre l'unité du Liban. « Le projet de Geagea débouchera dans le meilleur des cas sur une réorganisation du projet des cantons confessionnels », a déclaré M. Berri, et cela signifie la partition du Liban. Or, aucune force au monde ne saurait nous imposer un Liban divisé », M. Berri a, d'autre part, estimé que « la Syrie n'a pas besoin d'un feu vert officiel (libanais) pour agir, car le danger de cette tendance partitionniste menace également son territoire ainsi que le reste du monde arabe ».

La réaction de Damas demeure pour l'instant le plus gros point d'interrogation pour l'avenir et la situation au Liban. On voit mal en effet comment la Syrie pourrait admettre le « projet chrétien » défendu par la dissidence, qui, d'autre part, a déclenché son mouvement au moment même où les « efforts syriens » pour stabiliser la crise libanaise étaient, dit-on, sur le point d'aboutir. M. Khaddam, vice-président syrien, a, pour sa part, ajourné la visite qu'il devait faire lundi à Beyrouth.

Une chose est sûre : le président Gemayel, soumis à la fois aux pressions de son propre camp et à celles

des autres communautés qui exigent qu'il fasse taire le mouvement de dissidence, semble de plus en plus isolé. On n'exclut pas à Beyrouth qu'il puisse se rendre dans les tout prochains jours à Damas, qui demeure son principal soutien.

FRANÇOISE CHAPPAUX.



FUTUR...

LA RECHERCHE sur la génétique et l'hérédité

Stephen Jay Gould Darwin et les grandes énigmes de la vie

Albert Jacquard Au péril de la science? (interprétation d'un généticien)

COLLECTION DE POCHES

POINTS SCIENCES SEUIL

Offert par votre libraire pour l'achat de 3 Points : "Le château des destins croisés" d'Italo Calvino (Edition hors commerce)

ASIE

Inde

M. Gandhi réduit la fiscalité pour relancer les investissements

De notre correspondant

New-Delhi. — La présentation du premier budget (avril 1985-mars 1986) du nouveau gouvernement indien par M. Rajiv Gandhi, samedi 16 mars, a confirmé le « grand virage » promis depuis si longtemps. Un recentrage majeur de la politique économique indienne.

L'élection, l'année dernière, du fils d'Indira Gandhi, avait été perçue comme un premier pas important vers le changement. D'autant que le chef du gouvernement avait lui-même annoncé la couleur : rôle accru du secteur privé, acquisition de technologies étrangères, encouragement aux exportations.

La présentation du budget des chemins de fer (1) la semaine dernière et l'annonce d'une hausse considérable des tarifs avaient créé quelque émoi et accablé l'idée de bouleversements. Finalement, l'66ment la plus notable du nouveau budget est l'énormité du déficit prévu : 33,5 milliards de roupies (26 milliards de francs) sur un total de dépenses de 512,9 milliards de roupies (400 milliards de francs). Ce déficit 1985-1986 est inférieur à celui — effectif — de l'année qui vient de s'écouler (39,8 milliards de

Résorber une partie du secteur parallèle

Le budget 1985-1986 est surtout marqué par la volonté du gouvernement de relancer l'investissement en allégeant la fiscalité. Ainsi, les pouvoirs publics ont-ils annoncé une baisse de 5 % de l'impôt sur les entreprises, ainsi que l'abolition de certaines dispositions législatives limitant les capacités de production pour vingt-cinq types d'industries, une redéfinition de la notion légale de trust.

Toutes ces mesures — et d'autres encore, telle la levée de l'interdiction qui empêchait les entreprises de financer les partis politiques — devraient contribuer à résorber une partie importante du secteur « parallèle » qui représente, estime-t-on, entre 8 % et 10 % de la production nationale. Elles devraient également permettre une croissance économique au moins égale à celle enregistrée ces cinq dernières années (+5,2 % par an en moyenne). Il en va de même pour les impôts sur le revenu qui ne paieront plus que trois millions d'Indiens au lieu de quatre, sur une population de sept cent trente millions.

Par ailleurs, le gouvernement prévoit de réformer les droits de douane et d'en tirer des revenus supplémentaires. Si plusieurs taxes à l'exportation sont abolies (notamment celles frappant certains minerais), des tarifs beaucoup plus lourds vont être appliqués sur les importations de pétrole (3), de ciment et de papier. Malgré certaines hausses de prix et de tarifs (le litre d'essence va augmenter de 15 %), le ministre des finances est convaincu que l'inflation ne sera pas plus forte cette année que l'année dernière (environ 5 %).

Les milieux d'affaires respirent. Déjà, à la Bourse de Bombay, dans la soirée du 16 mars, la « compréhension » du gouvernement a provoqué une hausse de près de 10 points de presque toutes les actions cotées.

(Interim.)

- (1) En raison de son importance (56 milliards de roupies, soit 43,7 milliards de francs), le budget des chemins de fer fait l'objet d'une présentation indépendante.
- (2) Le déficit 1983-1984 était de 18,2 milliards de roupies (14 milliards de francs).
- (3) L'Inde a importé près de 15 millions de tonnes de pétrole en 1984-1985, soit 42 % de ses besoins.

Chine

M. Deng Xiaoping a relancé la campagne pour le renforcement de la discipline

De notre correspondant

Pékin. — « Camarades, où allez-vous ? La porte de la réforme économique est grande ouverte. Mais celle de la prison l'est aussi ! » Cette sévère mise en garde contre les fauteurs de « nouveaux abus », publiée récemment dans l'hebdomadaire *Liaowang* (Perspectives), indique que la campagne de rectification actuelle est passée à la vitesse supérieure. Car, avec les succès de la réforme, un « vent incorrect » de corruption souffle avec une force accrue sur le pays (le *Monde* daté 17-18 février), suscitant encore une fois un débat interne entre partisans du renouveau et tenants de l'immobilisme.

Après de multiples mises en garde, le ton a été donné par M. Deng Xiaoping dans un discours prononcé le 7 mars et publié en gros caractères le surlendemain dans le *Quotidien du peuple*. Il y insistait fortement sur le caractère marxiste du régime et sur la nécessité de respecter « l'idéal (socialiste) et la discipline ». « Comment unir un pays aussi grand que le nôtre ? », se demandait-il. Il faut compter sur l'idéal et la discipline. On est fort quand on est organisé. Sans discipline et idéal, on est effrayé, et il devient impossible de réussir la révolution et l'édification du pays. » Et il ajoutait que « les gens sont fort mécontents (...) des abus ».

M. Deng Xiaoping mettait également les points sur les i pour convaincre à la fois l'étranger et ses compatriotes qui pourraient en douter que « le but final de la Chine est de réaliser le communisme ». « La politique d'ouverture, de prospérité économique et la réforme sont destinées à développer l'économie socialiste (...). A long terme, nous voulons réaliser le communisme. Certains s'inquiètent pour la Chine. Mais ces inquiétudes ne sont pas tout à fait sans fondement. Nous devons faire disparaître ces doutes avec des faits, non des paroles. C'est aussi notre réponse à ceux qui souhaitent voir renaître le capitalisme en Chine (...). Nous devons donner aux générations nouvelles un idéal communiste. Il est absolument inadmissible que nos jeunes deviennent prisonniers des idées capitalistes ».

Les « quatre modernisations » et l'ouverture ne sont donc que des moyens, et non une fin en soi. Voilà de quoi rassurer les visiteurs qui y voient une sérieuse déviation de l'orthodoxie traditionnelle. Ces propos n'ont guère été commentés. Par contre, depuis une semaine, il ne s'est pas passé de jour sans que d'importants dirigeants interviennent sur le thème de l'idéal

et de la discipline, ou que les journaux y consacrent leurs commentaires. Il semble donc s'agir d'une véritable campagne qui s'amorce, à la mesure de la gravité du problème.

Le discours de M. Deng Xiaoping a permis le retour au premier plan d'une personnalité qui s'était faite plus discrète depuis la fin de la campagne contre la « pollution spirituelle », au cours de l'hiver 1983-1984, au point que certains observateurs avaient pu croire qu'elle avait disparu de la scène politique : M. Deng Liqun (aucun lien de parenté avec M. Deng Xiaoping), chef de la propagande, qui se trouvait aux côtés du numéro un du pays au moment où celui-ci parlait, et qui a commenté le 11 mars à la une de tous les journaux ses propos. « Tous les jeunes du pays doivent étudier minutieusement ce discours », a-t-il écrit.

Réprimer et rassurer

Pour ceux qui se rappellent comment M. Deng Liqun avait lancé la campagne contre la « pollution spirituelle » en s'appuyant également sur un discours — resté secret — de M. Deng Xiaoping, le parallèle est frappant. Les propos de M. Deng Xiaoping, ceux des autres dirigeants et les articles quotidiens de la presse témoignent de l'inquiétude qui s'est fait jour devant les dérives qui risquent, s'ils se multiplient encore, de faire capoter les réformes, sur lesquelles les dirigeants ont tout misé. Il faut à la fois prendre des mesures punitives sévères, et rassurer par quelques concessions ceux qui traitent les pieds.

Ces mesures, administratives et pénales, peuvent aller jusqu'à la condamnation à mort, comme ce fut le cas pour un trafiquant de tickets de cinéma. Mais elles ne s'arrêtent pas nécessairement à un individu. Car c'est parfois un organisme tout entier qui se livre aux trafics. Témoin ce « bureau industriel », créé par le département politique de la marine nationale à Pékin, qui a relevé au prix fort des télévisions colorées, limitées par cent cinquante et autres organismes officiels de la capitale.

La dévalorisation du rôle du PC et la possibilité accordée aux non-fonctionnaires de s'enrichir créent par ailleurs une grave crise morale. M. Hu Yaobang, secrétaire général du parti, s'en est ému. Le mensuel *Lilun Yuekan* (Revue théorique) a publié, en janvier, un discours de

Insensible durcissement

Tant que cette campagne ne frappe que les cadres, la population n'a guère de raisons de s'en faire. Bien au contraire, car elle est très sensible aux malversations auxquelles se livrent nombre de ceux qui la dirigent et qui sont censés lui montrer l'exemple. Mais il semble, si l'on en croit quelques petits événements recensés ces derniers temps, qu'un insensible durcissement se manifeste dans certains domaines. Par exemple, les Interiors, au moment autorisés, viennent d'être interdites, et la télévision d'Etat, qui en avait organisé une, a dû faire publiquement son autocritique.

S'agit-il d'empêcher que les autorités ne perdent le contrôle de la situation face à la « pollution » venue de l'univers capitaliste ? Ou bien faut-il y voir la main des derniers « gauchistes » du bureau politique, comme MM. Deng Liqun, Hu Yaobang, ou Chen Yun, auxquels les dirigeants feraient quelques concessions dans le domaine culturel et social pour apaiser leurs critiques sur la réforme économique ? Il est encore trop tôt pour le savoir.

Toujours est-il que la situation a été jugée assez grave pour que M. Deng Xiaoping intervienne en personne, alors qu'il se vent désormais en « deuxième ligne » derrière M. Hu Yaobang et le premier ministre, M. Zhao Ziyang. Est-ce parce que ces derniers ne font pas encore tout à fait le poids sur l'échiquier politique chinois, ou bien parce que, bon gré mal gré, M. Deng Xiaoping demeure l'arbitre suprême ?

Aujourd'hui comme hier, l'évolution de la Chine demeure à la merci d'un discours de dirigeant, que ce soit pour rectifier un faux pas ou pour promouvoir une nouvelle ligne. Pour le moment, c'est la première hypothèse qui semble la plus plausible.

PATRICE DE BEER.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● **RÉHABILITATION DE SYNDICALISTES.** — Tous les dirigeants syndicaux qui avaient été sanctionnés et privés de leur mandat par les régimes militaires entre 1964 et 1984 ont été réhabilités, lundi 18 mars, par le ministre du travail du nouveau gouvernement démocratique, M. Almir Pazzianotto. Parmi eux figurent notamment l'actuel président du Parti des travailleurs (PT), M. Luis Inácio Da Silva « Lula », et M. Jacob Bitar, membre de la direction nationale unifiée des travailleurs.

Portugal

● **MANIFESTATIONS ANTI-GOUVERNEMENTALES.** — Plusieurs dizaines de milliers de manifestants, réunis à l'appel de la Confédération générale du tra-

vail portugaise (CGTP), proche du Parti communiste, ont défilé samedi 16 mars à Lisbonne et dans dix-sept autres villes pour demander la démission du gouvernement de M. Mario Soares. — (AFP, Reuters.)

Singapour

● **EXPLOSION DANS LE CENTRE VILLE.** — Une explosion a ravagé, dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 mars, un immeuble du centre ville abritant les ambassades d'Israël et du Canada, sans faire de victimes. — (AFP.)

Uruguay

● **LES TUPAMAROS DÉCIDENTS À LUTTER SUR LE TERRAIN POLITIQUE.** — Les anciens dirigeants du Mouvement de libération nationale tupamaro (MLN), mouvement de guérilla d'extrême gauche dissous, remis en liberté la semaine dernière en compagnie de plusieurs dizaines de militants de cette organisation dans le cadre d'une amnistie gouvernementale, n'ont rien abandonné de leurs idées, mais envisagent d'agir désormais en tant que parti politique « dans le cadre de la légalité ». — (AFP.)

Vietnam

● **SEPT MILLE DÉTENUÉS EN RÉÉDUCATION.** — Dix ans après la chute de Saigon, sept mille détenus demeurent en « rééducation » pour collaboration avec les Américains et l'ancien régime sud-vietnamien, a déclaré, samedi 16 mars à Hanoï, M. Nguyễn Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, à des journalistes français. M. Thach a réaffirmé que le Vietnam était prêt à laisser ces détenus partir pour les États-Unis, à condition d'obtenir la « garantie » qu'ils n'exerceraient

de Hanoï et que Washington mette fin à sa « politique hostile » à l'égard du Vietnam. D'autre part, les Indonésiens ont fait savoir dimanche que le Vietnam avait accepté leurs « bons offices » pour régler la question des soldats américains disparus pendant le conflit vietnamien. — (AFP.)

● **M. PHAM VAN DONG NTRA PAS A BANDUNG.** — Le premier ministre vietnamien n'assistera pas, fin avril, aux cérémonies marquant le trentième anniversaire de la Conférence de Bandung, a déclaré, lundi 18 mars à Bangkok, M. Mochtar Kusumastadja, ministre indonésien des affaires étrangères, après avoir rencontré M. Deng à Hanoï (le *Monde* du 19 mars). Cette décision du premier ministre vietnamien met donc un terme aux spéculations sur une rencontre informelle en Indonésie avec le prince Sihanouk, lequel a accepté l'invitation des autorités de Djakarta. — (Corresp.)

● **CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé.** — Dix ans après la chute de Saigon, sept mille détenus demeurent en « rééducation » pour collaboration avec les Américains et l'ancien régime sud-vietnamien, a déclaré, samedi 16 mars à Hanoï, M. Nguyễn Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, à des journalistes français. M. Thach a réaffirmé que le Vietnam était prêt à laisser ces détenus partir pour les États-Unis, à condition d'obtenir la « garantie » qu'ils n'exerceraient

Du samedi 16 au samedi 23 mars

semaine de la CRAVATE et du MOUCHOIR

CRAVATE soie doublée 49 F les trois 142 F

MOUCHOIR coton, initiale brodée les six 72 F

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

pour les hommes grands

CAPEL est un grand homme

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts

● 74, boulevard de Sébastopol Paris 3

● 28, boulevard Malesherbes Paris 8

● Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

pour les hommes grands

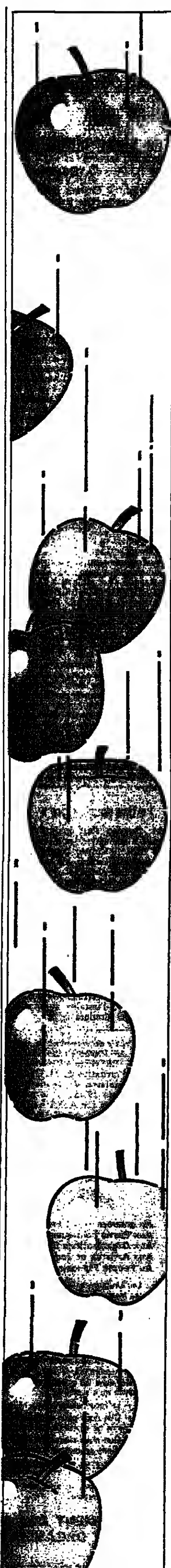
CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts

● 74, boulevard de Sébastopol Paris 3

● 28, boulevard Malesherbes Paris 8

● Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



DIPLOMATIE

AU COURS DE SA VISITE AU CANADA

M. Reagan accuse l'Union soviétique de violer plusieurs traités internationaux

De notre correspondant

Montréal. — Comme prévu, la visite du président Reagan au Canada, dimanche 17 et lundi 18 mars, a confirmé l'alignement du gouvernement canadien sur la politique de défense de Washington. Sans pour autant appuyer ouvertement la mise en application éventuelle de l'initiative de défense stratégique, mieux connue sous le nom de « guerre des étoiles », M. Mulroney s'est prononcé par « prudence » en faveur de la mise au point de ce système antimissiles.

Il y a quelques mois à peine, avant l'élection de M. Mulroney, les États-Unis se plaignaient de la faiblesse de la contribution canadienne à l'effort de défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Lundi, à Québec, où il a séjourné pendant vingt-quatre heures, M. Reagan n'a eu que des bonnes paroles pour le Canada, le félicitant pour sa récente décision d'envoyer des troupes supplémentaires en Europe, pour son engagement à participer à la modernisation de la ligne d'alerte radar de l'Arctique (Dew Line) et pour son soutien au projet de recherche sur la « guerre des étoiles ». A ce sujet, le président des États-Unis a évoqué « la possibilité de développer et de partager » avec le Canada les technologies mises au point dans le cadre de cette recherche.

Après avoir tenu ces propos très chaleureux à l'égard du Canada, M. Reagan s'est attaqué à l'Union soviétique dans des termes extrêmement durs. « Quels que soient nos espoirs pour une plus grande stabilité obtenue grâce au contrôle des armements, a-t-il déclaré, nous ne devons pas oublier que les Soviétiques n'ont pas toujours respecté les accords qu'ils avaient signés. L'Union soviétique a entrepris de dominer l'Europe de l'Est, après avoir signé les accords de Yalta qui prévoyaient des élections libres; elle a signé la convention de Genève bannissant l'utilisation d'armes chimiques, l'accord SALT 2 limitant le déploiement de nouvelles armes, ainsi que le traité sur les missiles antibalistiques, et pourtant elle viole actuellement ces trois traités. »

« Une nouvelle ère »

M. Reagan s'est malgré tout engagé à poursuivre les discussions avec Moscou sur le contrôle des armements à Genève « avec détermination, souplesse et patience ». Selon un haut fonctionnaire américain, le président aurait fait part à M. Mulroney de son souhait d'avoir un entretien approfondi avec le nouveau dirigeant soviétique, M. Gorbatchev.

Pour être grisé par l'euphorie qui a marqué la rencontre entre MM. Reagan et Mulroney, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a évoqué, dans une interview accordée à la chaîne de télévision privée CTV, la possibilité d'installer au Canada des missiles destinés à intercepter

« La visite du vice-ministre de la défense de l'Arabie saoudite à Paris. — En visite officielle en France à l'invitation de M. Charles Hernu, ministre de la défense (Le Monde du 19 mars), le prince Abdel Rahman Ibn Abdel Aziz devait être reçu, ce mardi 19 mars, dans l'après-midi, par M. François Mitterrand.

les missiles de croisière soviétiques. Sans pour autant écarter totalement cette hypothèse, le ministre canadien des affaires extérieures, M. Joseph Clark, a déclaré qu'il n'avait « aucune raison de penser que de tels missiles pourraient être installés au Canada ».

La visite de M. Reagan à Québec a été l'occasion de la signature de deux traités (outre l'accord sur la modernisation du système de radars) : l'un sur le pêche au saumon dans le Pacifique et l'autre sur la collaboration des deux pays en matière de lutte contre le crime organisé, en particulier le trafic de drogue.

Pour ne pas troubler l'harmonie du « sommet irlandais », qui, selon M. Mulroney, annonce « une nouvelle ère » dans les relations entre le Canada et les États-Unis, les deux parties sont convenues de confier à des groupes de travail l'étude des dossiers litigieux : les plus acides et le protectionnisme en matière commerciale. Sur le premier point, Washington et Ottawa ont annoncé la nomination d'ambassadeurs extraordinaires chargés d'étudier le problème des pluies acides (50 % de la pollution atmosphérique au Canada sont attribuables aux usines américaines) et décidé de proposer des solutions acceptables pour les deux parties. Les groupes écologistes et l'opposition à la Chambre des communes ont dénoncé ces « mesures dilatoires » destinées « à sauver la face et à gagner du temps aux dépens de ceux qui subissent les effets des pluies acides ».

Vers

le libre-échange

Sur le plan commercial — les échanges entre les deux pays dépassent 100 milliards de dollars et 73 % des exportations canadiennes vont vers les États-Unis — MM. Reagan et Mulroney se sont prononcés en faveur de « l'élimination des barrières, afin de faciliter le mouvement des marchandises et des capitaux ». Les ministres responsables du dossier devront fournir un rapport sur le sujet dans six mois et proposer des solutions qui tiennent compte des difficultés de certaines industries pour faire face à la concurrence des produits importés comme le bois et l'acier, vendus par le Canada aux États-Unis. Cette prise de position en faveur du libre-échange semble aussi destinée à l'Europe et au Japon, puisque 80 % des exportations canadiennes vers les États-Unis (65 % dans le sens inverse) seront hors taxes en 1987.

Les critiques les plus percutantes contre la visite de M. Reagan sont venues de l'opposition social-démocrate à la Chambre des communes. Le chef du Nouveau Parti démocratique, M. Broadbent, a dénoncé ce qu'il a appelé « la danse de la Saint-Patrick » (NM. Reagan et Mulroney, mutuels d'origine irlandaise, avaient choisi le jour de la Saint-Patrick, dimanche, pour se rencontrer). « Le président Reagan est arrivé à Québec avec deux objectifs, a déclaré M. Broadbent. Il ne voulait pas de progrès réel sur le dossier des pluies acides, et il voulait nous faire dépenser des millions de dollars pour la défense. Dans les deux cas, il n'a réussi. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

APPEL

Au gouvernement Français
Aux Partis politiques
Aux Organisations Syndicales, et de Solidarité
Aux Artistes et Journalistes,
Au Peuple Français.

- Les Uruguayens résident en France, membres des organisations politiques, culturelles et humanitaires signataires de ce message, font savoir au peuple et au gouvernement Français :
- 1 - Que la libération de tous les prisonniers politiques est le résultat de la lutte conjointe du peuple Uruguayen, de ses exilés et de la Solidarité internationale.
 - 2 - Notre joie et celle du peuple Uruguayen tout entier pour la libération des meilleurs hommes et femmes de notre peuple, symbolisés par : RAUL SENDIC, « Combattant de la Liberté ».
 - 3 - Aujourd'hui, le cœur serré, nous tenons, plus que jamais, à nous souvenir des camarades qui, ont dû, de leur vie, dans les prisons et dans la rue, payer le droit d'être des hommes dignes et justes, face à l'arrogance et à l'injustice qu'a subies le peuple Uruguayen, malgré ses désirs de bonheur.
 - 4 - La reconnaissance éternelle de nous tous et de notre peuple pour le soutien que nous avons reçu.
 - 5 - Que nous nous engageons, devant vous, à travailler pour un Uruguay libre et démocratique, de sorte que le fascisme ne s'écrive jamais plus dans notre patrie.
 - 6 - Que nous clamons haut, que nous soyons, la solidarité, la dignité du Gouvernement, des partis, des organisations syndicales et du peuple de France.
 - 7 - Que nous nous engageons à développer, encore plus, les liens de solidarité et d'amitié qui unissent nos deux peuples.
 - 8 - Que dans un futur très proche, nous aurons la joie de vous recevoir dans l'hospitalité d'une maison libre, juste, et souveraine.

MOUVEMENT DES INDÉPENDANTS DU 26 MARS, FPPU, AMULP,
ET ORGANISATION DES PIONNIERS « JOSÉ ARTIGAS ».
117, rue de Meaux 75019

EUROPE

URSS

EN « PARRAINANT » LE 11 MARS LA CANDIDATURE DE M. GORBATCHEV

M. Gromyko a lancé une mise en garde contre les risques de « divergences » au sein du bureau politique

De notre correspondant

Moscou. — La publication à tirage limité, lundi 18 mars, d'une brochure officielle sur la désignation de M. Gorbatchev comme secrétaire général du PCUS, éclaira d'un jour singulièrement nouveau le « parrainage » dont ce dernier a bénéficié de la part de M. Gromyko. On savait seulement jusqu'ici que le ministre des affaires étrangères avait proposé, le lundi 11 mars devant le comité central, la candidature à ce poste de M. Gorbatchev. Mais on ignorait en quels termes il l'avait fait. Ce vide est désormais comblé et permet de reconstituer avec un peu plus de précision le scénario redoutablement efficace, mais peut-être pas aussi bien huilé qu'il l'avait cru, qui a permis à M. Gorbatchev d'accéder au pouvoir suprême.

Dans son discours de « parrainage », M. Gromyko indiqua d'abord aux membres du comité central que « le bureau politique a décidé unanimement de [leur] recommander d'élire Mikhail Sergueïevitch Gorbatchev secrétaire général ». Pourquoi faire mention de cette unanimité ?

Celle-ci va tellement de soi dans le système... M. Gromyko donne un peu plus loin une indication intéressante à ce sujet : « Toutes sortes de téléscopes, grands et petits sans en petit nombre, se brisent sur l'URSS. On essaie de découvrir des lésions dans notre direction. A l'étranger, on aimerait bien voir des divergences entre les dirigeants soviétiques (...). L'opinion, unanime, du bureau politique est que cette fois nous ne donnerons pas ce plaisir à nos ennemis politiques », affirme-t-il.

En proposant le nom de M. Gorbatchev aux membres du comité central, le « Parlement » du parti, qui ne dispose ni d'un droit de veto ni d'un droit de veto, mais qui a le pouvoir réel face au bureau politique, M. Gromyko se livre donc à une mise en garde destinée aux contestataires éventuels. Il n'est pas question d'étaler des états d'âme et encore moins des « divergences ». Il faut serrer les rangs autour du plus jeune membre de la direction et l'élire comme un seul homme. Y aurait-il eu le risque de rébellion au sein du comité central ? On peut en douter vu la brièveté de ce « plénum extraordinaire » et ce qu'on sait de son déroulement. La mise en garde ne pouvait donc être que rétrospective et destinée aux membres du bureau politique, qui s'étaient réunis probablement dès le dimanche 10 mars pour régler la succession.

M. Gromyko emploie, au fil de son discours, une autre expression curieuse. Après s'être livré à une description minutieuse des qualités de M. Gorbatchev, sans d'ailleurs jamais tomber dans la flagornerie, le ministre des affaires étrangères estime : « Il faudrait encore ajouter ceci, qu'en raison de nos responsabilités [de chef de la diplomatie soviétique], je perçois probablement plus clairement que certains autres camarades : il (M. Gorbatchev) comprend très vite l'essentiel des événements qui ont lieu hors de notre pays dans l'arène internationale ».

Quels sont ces « certains autres camarades » qui n'avaient pas compris aussi « clairement » que M. Gromyko les qualités intellectuelles et diplomatiques de M. Gorbatchev ?

Ces « camarades » appartenant, à l'évidence, au bureau politique, si on suit la logique du discours du ministre des affaires étrangères. Celui-ci

Quant aux pays arabes, la plupart d'entre eux prennent très au sérieux le risque de faillite de l'Organisation, et ne manifestent guère, à l'exception de la Libye, l'empressement attendu pour remplacer par leurs pétrodollars les crédits désormais refusés par Washington. D'autre part, des rumeurs persistantes et concordantes circulent depuis quelques semaines à propos d'une réunion qu'aurait convoquée à Hambourg l'ayatollah Khomeini, au cours de laquelle des conditions draconiennes seraient été fixées aux emprunts de M. M'Bow par les autorités de Téhéran en échange du renforcement de l'UNESCO par l'Iran. Ce qui, pour le moins, ne réjouit pas l'Irak, mais inquiète également les pays arabes modérés.

Quant aux Chinois, qui n'ont manqué aucune des réceptions d'adieu de l'ambassadeur américain, M. Jean Gerard, ils insistent massivement sur la nécessité de renouer les États-Unis au bercail. Et à peine moins officiellement, sur celle de limiter la montée en puissance actuelle de l'URSS au sein de l'Organisation. Mais ce sont des problèmes plus immédiats et plus concrets qui attendent les délégués des douze Occidentaux réunis mercredi à Genève. On s'accorde généralement à considérer, au sein de leurs délégations respectives, que ces problèmes sont de trois

ci en effet présente son propos comme un compte-rendu de la réunion au cours de laquelle les dix titulaires survenants (et les six suppléants) de cet organisme ont choisi leur chef.

Les soupçons ne peuvent se porter que sur une poignée des intéressés. En l'absence de tout « télescope » et sans chercher à tout prix des « télescopes », il n'y a en ce point de vue pas de quoi s'inquiéter. M. Gueidar Aliev, naguère proche de Iouri Andropov, premier vice-président du conseil des ministres originaire d'Azerbaïdjan et membre titulaire du bureau politique depuis novembre 1982, soit apparu très loin du nouveau « parrainage » sur les photos officielles publiées ces derniers jours. Il est moins surprenant, en revanche, que l'autre « musulman » du bureau politique, M. Kounaev, premier secrétaire du Kazakhstan et vieux brejnévien notoire, ait été lui aussi relégué au second plan. Parmi les suppléants, le premier secrétaire de Géorgie, M. Chervachidze, était lui aussi singulièrement effacé. Il est vrai que, de façon générale, les non-Russes d'un genre ou d'un autre ont été l'honneur dans les portraits de groupe reproduits par la Pravda et les autres quotidiens soviétiques.

M. Vurotnikov, le président du conseil des ministres de la Fédération de Russie, était, en revanche, généralement mieux placé que ne l'aurait été son rang, et surtout sa faible ancienneté au bureau politique, dont il n'est devenu membre à tout juste qu'en décembre 1983. De là à penser que son étoile monte...

Quant à M. Kounaev, il n'a en tout cas voulu laisser subsister aucun malentendu sur son attitude puisque, au cours du même plénum, il a jugé utile d'intervenir pour affirmer que « les huit cent mille communistes du Kazakhstan voulaient cet homme » (M. Gorbatchev).

Dans son allocution, M. Gromyko a fait d'abord une révélation de taille. Il a indiqué que « comme vous le savez », M. Gorbatchev avait présidé les réunions du bureau politique en l'absence de Constantin Tchernenko. « Il a accompli cette tâche, sans exagération, de façon brillante », a-t-il déclaré. Cette remarque faite au passage et que les membres du comité central étaient censés connaître déjà, confirme le rôle prépondérant de M. Gorbatchev dans les derniers mois de la maladie de M. Tchernenko. M. Gromyko n'a pas jugé nécessaire d'insister sur les qualités du défunt, se livrant en revanche à un éloge circonstancié de M. Gorbatchev. Celui-ci « a une énorme expérience du travail au sein du parti, d'abord à l'échelle régionale, puis au centre, au comité central d'abord, au secrétariat puis au bureau politique (...). C'est un homme de principes et de fortes convictions ». M. Gromyko a surtout insisté sur la capacité du

nouveau numéro un à ne s'intéresser qu'à l'essentiel et à saisir rapidement « le cœur du problème ». Quelle humilité posthume pour Constantin Tchernenko dont Brejnev avait tout jadis publiquement, au cours d'une cérémonie, le goût pour le détail et la capacité à ne pas oublier aucun. M. Gromyko a en outre fait l'éloge de la « franchise » de M. Gorbatchev qui « parle directement, que cela plaise à son interlocuteur ou non ». Bref, a précisé le ministre des affaires étrangères, « au cours de la discussion au sein du bureau politique, on a bien précisé que Mikhail Gorbatchev avait un esprit profond et acéré ». Enfin, ce qui n'est pas sans importance en URSS, où ce qui ressemble à l'opinion publique ne cachait pas un certain mépris pour l'absence d'éducation du secrétaire général disparu, M. Gorbatchev est, selon M. Gromyko, « un homme de grand savoir, par son éducation et son expérience ».

M. Gromyko a peut-être voulu démentir les rumeurs qui couraient sur ses propres ambitions en présentant lui-même, en des termes aussi élogieux, la candidature au poste de secrétaire général du plus jeune membre de la direction soviétique. Mais on peut aussi imaginer qu'il a été choisi pour cette tâche par M. Gorbatchev lui-même afin de couper définitivement l'herbe sous les pieds d'autres candidats potentiels.

DOMINIQUE DHOMBRES.

UNESCO

LA RÉUNION A GENÈVE DE DOUZE ÉTATS OCCIDENTAUX

Comment sauver l'organisation ?

Les représentants des douze États occidentaux qui contribuent la plus au financement de l'UNESCO (ou plutôt pour l'un d'entre eux, qui contribuait, jusqu'à la fin de l'année 1983, par des versements mensuels de 10 millions de francs) se réunissent mercredi 20 mars à Genève, pour examiner les mesures qu'ils pourraient demander au directeur général de l'Organisation de prendre afin d'éviter que la crise très grave que celle-ci traverse, depuis de longs mois déjà, ne débouche en véritable catastrophe. Il s'agit, outre les États-Unis, de la Suisse, qui a pris l'initiative de la rencontre, de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon, de la RFA, de l'Italie, de l'Espagne, des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Australie et du Canada. Avant le retrait américain, la contribution de ces douze pays membres de l'OCDE représentait environ 70 % des ressources ordinaires de l'UNESCO.

L'inquiétude que l'on peut actuellement faire d'un grand nombre d'États membres ne se limite pas, même à l'intérieur du seul camp occidental, à ces douze pays. Chez les Scandinaves, par exemple, le Danemark et l'Islande s'interrogent sur leur maintien dans l'Organisation, même s'ils n'ont encore formulé aucun avis officiel. En Suède, on se demande, contrairement à Singapour, à la Grande-Bretagne et dans une moindre mesure aux Pays-Bas ou à la RFA.

Quant aux pays arabes, la plupart d'entre eux prennent très au sérieux le risque de faillite de l'Organisation, et ne manifestent guère, à l'exception de la Libye, l'empressement attendu pour remplacer par leurs pétrodollars les crédits désormais refusés par Washington. D'autre part, des rumeurs persistantes et concordantes circulent depuis quelques semaines à propos d'une réunion qu'aurait convoquée à Hambourg l'ayatollah Khomeini, au cours de laquelle des conditions draconiennes seraient été fixées aux emprunts de M. M'Bow par les autorités de Téhéran en échange du renforcement de l'UNESCO par l'Iran. Ce qui, pour le moins, ne réjouit pas l'Irak, mais inquiète également les pays arabes modérés.

Quant aux Chinois, qui n'ont manqué aucune des réceptions d'adieu de l'ambassadeur américain, M. Jean Gerard, ils insistent massivement sur la nécessité de renouer les États-Unis au bercail. Et à peine moins officiellement, sur celle de limiter la montée en puissance actuelle de l'URSS au sein de l'Organisation. Mais ce sont des problèmes plus immédiats et plus concrets qui attendent les délégués des douze Occidentaux réunis mercredi à Genève. On s'accorde généralement à considérer, au sein de leurs délégations respectives, que ces problèmes sont de trois

ordres : politique, administratif et « programmatique ».

Sur le plan politique, le départ des États-Unis a désormais laissé le champ libre à l'URSS. L'influence de Moscou se manifeste de plus en plus, par exemple, dans les décisions prises en matière de grandes orientations, mais un certain climat s'installe, qui oblige les Occidentaux à s'interroger. Parmi les affaires mineures mais symboliques figure celle du concours de l'Aéroflot. Un tract est actuellement diffusé très largement place de Fontenay à propos de la part prise par l'URSS dans la seconde guerre mondiale sous couvert d'un jeu permettant de gagner des voyages en Union soviétique. Beaucoup de fonctionnaires de l'Organisation ont été profondément choqués par cette opération de propagande, dont l'anniversaire du 8 mai est le prétexte, et qui intervient alors que l'Assemblée générale de l'UNESCO s'est vu interdire, elle-même, de distribuer son bulletin de liaison.

Plusieurs gouvernements doivent, en outre, faire face à l'hostilité croissante d'une partie de leur opinion intérieure et de leur presse à l'égard de la gestion actuelle de l'Organisation. C'est notamment le cas au Japon. En Suisse, ce débat se complique de celui qui porte sur l'adhésion de la Confédération aux Nations unies. En Belgique, la réponse de M. M'Bow à la lettre inquiète de M. Tindemans, ministre des relations extérieures, (réponse DG 15/85.006 en date du 8 février) a été divulguée et alimentée, par son ton et son contenu, la campagne des adversaires du directeur général. Ces considérations ne peuvent que peser sur les débats de Genève.

Sur le plan administratif, en second lieu, l'inquiétude des Occidentaux est également grande. Le divorce est désormais total entre M. M'Bow et l'association du personnel de l'UNESCO, qui vient (document STA/A.86/6) d'exprimer « son indignation » devant les mesures de censure dont ses communications font désormais l'objet et de réclamer le rétablissement de la liberté d'expression à l'intérieur de l'Organisation, conformément aux règles de fonctionnement du système des Nations unies. Mais surtout, beaucoup déplorent que, malgré le retrait américain, aux redoutables ennuis budgétaires, deux cent soixante-deux nominations extérieures aient été prononcées en 1984, cette politique étant poursuivie depuis le début de 1985. Quant à la quasi-rétrogradation de M. Vessak, le juriste français qui avait émis une opinion différente de celle de M. M'Bow sur l'opportunité de saisir la Cour de la Haye d'une plainte contre les États-Unis, elle a fait l'objet d'une protestation

officielle et courtoise, mais ferme, de M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

Il n'est jusqu'à une récente circulaire (n° 1440-1 du 11 mars) sur l'usage du téléphone à des fins privées, en elle-même fort justifiable, qui ne vienne aujourd'hui alourdir l'inquiétude des Occidentaux en ce qui concerne la gestion administrative de l'Organisation. Les fonctionnaires de l'UNESCO y sont en effet explicitement accusés par un sous-directeur général, de passer leur temps à appeler... le PMU, pour connaître « le résultat des courses hippiques ». Et ils sont avisés que leurs appels pourront être dorénavant, systématiquement repérés et fichés. Kafka n'est jamais loin de Courteslaine... Quand à la suppression de la revue de presse quotidienne, naguère destinée aux cadres — elle est désormais réservée à douze membres de la « nomenclature » unescoïenne — elle a également été sévèrement jugée par les Occidentaux.

Le programme

Reste la question du programme. Celui de la période 1986-1987 risque fort, pour des raisons budgétaires mais aussi en raison du climat ambiant, d'être à la fois très réduit, en retard et très décevant. Les pays réunis à Genève souhaitent, au moins dans leur majorité, que les projets en cours soient revus sérieusement par le secrétariat et ajustés aux conditions budgétaires nouvelles créées par le retrait des États-Unis, qui fournissaient un quart des ressources de l'Organisation.

Pour partager un certain nombre d'éléments du diagnostic, les douze pays réunis à Genève ne sont pas nécessairement prêts à tirer des conclusions communes de l'examen de la situation actuelle de l'UNESCO. Un plan de sauvetage ne devrait pas être facile à élaborer, si tant est qu'il ait la moindre chance de voir le jour. Il y a ceux qui ont déjà rompu, mais qui ravisseraient si M. M'Bow parlait : les États-Unis. Ceux qui envisagent ou ont envisagé la rupture, mais hésitent beaucoup à sauter le pas : les Japonais, les Britanniques, les Suisses, les Belges, les Néerlandais. Ceux qui cherchent désespérément un moyen de ne pas sortir : les Allemands, les Italiens, les Espagnols. Et ceux qui ne partent jamais, parce que l'UNESCO est installée chez eux, emploie plus de mille de leurs ressortissants et travaille, y compris au sommet, majoritairement dans leur langue : les Français.

Entre toutes ces positions, une attitude commune pourra-t-elle être dégagée sur l'avenir de l'UNESCO et de son actuel directeur général ?

BERNARD BRIGOLEUX.

Paris domine sur les soviétiques

Liquidation d'un

M.D., d

MID

EUROPE

Pologne

Paris demande une « enquête » sur les sévices infligés à M. Castaing

Le gouvernement français a décidé de demander aux autorités polonaises des explications sur le traitement subi à Cracovie par M. Frédéric Castaing, le libraire français enlevé et gravement brutalisé par des « inconnus » au sortir d'un commissariat où il avait été détenu quarante-huit heures (le Monde des 16, 17 et 19 mars). Le chargé d'affaires français à Varsovie, accompagné par le consul de France, a remis lundi 18 mars au ministre polonais des affaires étrangères une lettre demandant « qu'une enquête soit ouverte dans les meilleurs délais pour retrouver les auteurs des sévices infligés à

M. Castaing ». Et à Paris, le Quai d'Orsay s'apprête à attirer sur cette affaire l'attention de l'ambassade de Pologne en France — mais en s'abstenant toutefois de « convoquer » l'ambassadeur, M. Stefanowicz. Paris a donc choisi de réagir avec une grande modération à un incident sur lequel il ne lui était pas possible de fermer les yeux. Mais le souci de rechercher, envers et contre tout, un apaisement dans les relations franco-polonaises l'a visiblement emporté au Quai d'Orsay.

A Gdansk, M. Bogdan Lis, ancien dirigeant clandestin de Solidarité, de nouveau arrêté en février dernier, deux mois après sa libération en

vertu de l'amnistie, a pu faire savoir lundi 18 mars à son avocat qu'il observait depuis sept jours une grève de la faim pour protester contre sa détention arbitraire. Les deux autres personnalités de l'opposition arrêtées en même temps que Bogdan Lis, MM. Wladyslaw Frasyniuk et Adam Michnik, n'ont encore pu recevoir aucune visite de leurs avocats on de leur famille, et sont strictement isolés dans des cellules individuelles.

Grèce

La section grecque du lycée franco-hellénique d'Athènes ne sera pas fermée. — La France et la Grèce ont abouti à un accord aux termes duquel la section grecque du lycée franco-hellénique d'Aghia-Paraskevi, près d'Athènes, ne sera pas fermée comme cela avait été envisagé, indigna un communiqué commun franco-hellénique publié le lundi 18 mars. Les deux parties, dans le cadre de la neuvième commission mixte consacrée aux échanges culturels et à la coopération scientifique et technique, « ont élaboré des solutions satisfaisantes qui permettent d'améliorer la section primaire grecque du lycée ».

La fermeture de la section grecque (500 élèves) avait été envisagée en décembre dernier d'un commun accord, après une série de problèmes portant notamment sur des dérogations demandées par la France sur les droits de scolarité et l'enseignement du français dans la section (le Monde du 16 mars).

Le projet de fermeture avait provoqué un tollé de la part des parents d'élèves grecs, qui ont protesté auprès des autorités grecques et françaises. Les parents d'élèves de la section française (900 élèves) se sont également élevés contre la mise en place d'un lycée uniquement français, alors qu'un accord intergouvernemental signé en 1975 entre la Grèce et la France prévoyait une école biculturelle.

Maroc

1 MILLIARD DE DOLLARS POUR LA MODERNISATION DE L'ARMÉE

Le roi Hassan II est arrivé, lundi 18 mars, à Tantan, dans le Sud marocain, à l'issue d'une visite de cinq jours au Sahara occidental, la première dans l'ancienne colonie espagnole. Avant de quitter El-Aïoun, le roi a déclaré que la modernisation des FAR (Forces armées royales) était une nécessité impérieuse parce que le conflit saharien pouvait durer encore de nombreuses années. Dans cette perspective, le souverain, qui a déploré que l'armée marocaine utilise toujours un matériel vieux de dix ans, a annoncé une dotation de 1 milliard de dollars pour les FAR, dans les cinq années à venir.

Le roi a également annoncé de nouveaux projets d'exploitation des gisements de phosphate, de minerai de fer, de pétrole ainsi que des richesses sylvicoles de la région, précisant que ces nouveaux projets serviront à financer en partie les dépenses d'armement, avant d'assurer aux notables saharais que les richesses de leur sol profiteraient d'abord à l'ensemble de la population locale avant d'aller au nord du pays. — (Reuters, AFP.)

(Lire page 8 notre dossier sur le Sahara occidental.)

La chemise personnalisée

Formule idéale pour les personnes qui recherchent le confort, l'élégance et la qualité à des prix raisonnables, en évitant déplacements et dépenses.

Un procédé d'un sérieux incontestable, appliqué depuis plus de 35 ans, permet de recevoir directement, à bref délai, des chemises de haute qualité (luxe), réalisées sur mesure individuelles de chaque client, dans la forme et le tissu préférés.

En outre, un « chemise-service » assure : rénovation, retouches, etc.

A. SCHNEIDER

Chemisier modéliste
194 bis, rue Saint-Denis, PARIS-2
75001 (90-42-13 après 18 h)
*Notice M.385 grut. contre 1 timb.

République sud-africaine

Le gouvernement a présenté un budget d'austérité

De notre correspondant

Johannesburg. — Le ministre des finances, M. Barend du Plessis, a présenté, lundi 18 mars, devant le Parlement, son budget pour l'année fiscale 1985-1986. Celui-ci se traduit par une hausse de 11,4 % par rapport à l'exercice précédent, soit moins que la taux d'inflation (13,9 %), M. du Plessis ayant appelé les Sud-Africains à « se serrer la ceinture » pour faire face aux difficultés économiques que traverse le pays.

La diminution du niveau de vie annoncée par le ministre est illustrée par une augmentation des impôts directs et indirects et par l'accroissement de 10 % à 12 % de la taxe générale qui frappe tous les produits de consommation à l'exception de quelques denrées de base. Cette taxe a ainsi doublé en l'espace d'un an après avoir déjà été relevée de 7 % à 10 % le 1^{er} juillet 1984. Cette hausse avait provoqué le mécontentement de la population noire, plus directement frappée par la récession.

Certains droits de douane sur les produits de luxe (voitures, matériel électronique) seront également augmentés et les sociétés, les banques et les compagnies d'assurances seront taxées davantage (de 20 % à 25 % des profits des mines d'or et de diamants).

Dans ce budget, dont le montant total est de 30,9 milliards de rands (1), un seul secteur, concernant l'administration régionale, les *homelands* et la Namibie, est en augmentation, de 27 %.

En revanche, les budgets de l'éducation et de la défense ne s'accroissent respectivement que de 19 % et de 8,1 %, alors que, l'an dernier, ces pourcentages atteignaient 23 % et 21,4 %. L'éducation, le plus important des dépenses de l'Etat. Mais pour la première fois depuis longtemps, l'armée est défavorisée puisque la progression de son budget est de loin inférieure au taux de l'inflation. Sa part passe de 14 % à 13,8 %.

Malgré ces mesures drastiques, le déficit représentera 3,7 % du produit intérieur brut au lieu de 3,2 %

lors de l'exercice précédent. Le ministre des finances a averti la nation tout entière : « Nous entrons dans une nouvelle période de difficultés et de sacrifices inévitables pour redonner à l'économie du pays des bases solides et relancer la croissance, qui sera pratiquement nulle cette année », a-t-il souligné.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) Un rand vaut environ 5 francs français.

Depuis vendredi

15 MORTS AU COURS D'ÉMEUTES DANS LES CITÉS NOIRES

Johannesburg (AFP). — Au moins quinze Noirs ont été tués, des dizaines d'autres blessés, et de nombreuses propriétés endommagées lors des émeutes qui se sont déroulées depuis vendredi dernier dans les ghettos noirs d'Afrique du Sud, selon un bilan officiel publié mardi 19 mars.

Selon la police, la situation était calme, ce mardi matin, dans les cités noires et à Port-Elizabeth, sur l'océan Indien. Les ouvriers noirs sont retournés au travail, après trois jours de grève et de boycottage pour protester contre la ségrégation raciale.

Selon un porte-parole de la police pour la province du Cap, douze personnes ont été tuées dans cette région depuis vendredi. Des émeutes ont également éclaté à l'Etat libre d'Orange et la province du Natal. Lundi, le boycottage des cours était total à Port-Elizabeth, et dans de nombreuses villes de la province du Cap, où les émeutiers ont pris pour cibles les demeures de policiers noirs vivant dans les ghettos et les résidences de conseillers locaux noirs, qu'ils ont incendiés. Plusieurs policiers, qui ont utilisé des balles en plastique, des grenades lacrymogènes et des fusils de chasse pour disperser les manifestants, ont également été blessés au cours des affrontements, a précisé l'Agence sud-africaine de presse.

Albanie

Liquidation d'un suicidé

L'organe du Parti du travail albanais, *Zeri i Popullit*, est revenu, dans un éditorial publié samedi 16 mars, sur la « liquidation » de l'ancien premier ministre, Mehmet Shehu, étonnement associé au pouvoir de M. Enver Hoxha pendant plus de trente-cinq ans, et présenté depuis sa mort, en décembre 1981, comme un ennemi du service de tous les ennemis présents et passés de l'Albanie socialiste. Un premier éditorial de *Zeri i Popullit*, daté du 27 février dernier, avait attiré l'attention de la presse internationale (le Monde des 3-4 mars) : le quotidien officiel y écrivait que Mehmet Shehu avait été « liquidé parce qu'il s'était heurté à l'unité indissoluble du parti avec le peuple ». Cette formulation semblait passablement différente des deux versions successives officiellement présentées à Tirana après la mort de l'ancien dirigeant : d'abord, un suicide dû à une « dépression », ensuite un suicide commis au moment où l'intéressé sentait qu'il allait être « démasqué ».

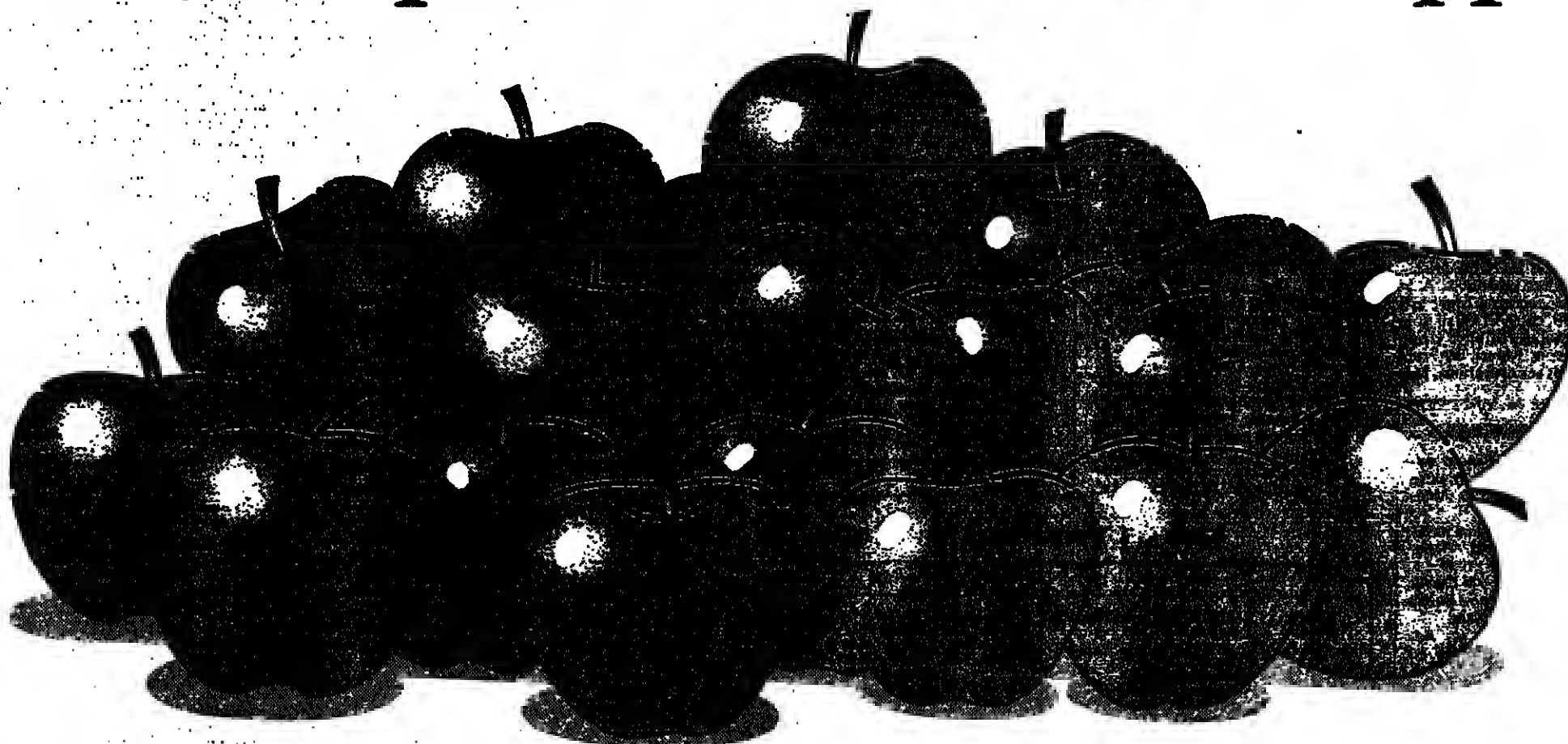
C'est à cette seconde version que revient dans son dernier éditorial l'organe du parti, tout en

accompagnant cette mise au point de l'habituelle kyrielle de commentaires selon lesquels le « camarade Hoxha et le parti » ont toujours suivi « la juste ligne révolutionnaire », faisant échouer toutes « les intrigues et les complots ourdis par les révisionnistes soviétiques, yougoslaves et chinois, les impérialistes américains et la réaction mondiale ».

Parallèlement, l'Association des amitiés franco-albanaïses a adressé au Monde une longue lettre où elle reproche avec véhémence à notre journal d'avoir relayé (comme bien d'autres titres de la presse mondiale) l'utilisation du terme « liquidé » à propos de M. Shehu. Selon l'Association, cette liquidation était à entendre « au sens politique ». Dont acte. Il reste que Mehmet Shehu est bien mort, qu'il n'est plus là pour raconter comment s'est passée sa liquidation « politique », et qu'après son « suicide » plusieurs membres de sa famille qui exerçaient des fonctions dirigeantes ont été exécutés.

J. K.

M.I.D., de quoi tomber dans les Apple !



De quoi tomber dans les pommes ! La plus belle récolte d'Apple jamais vue ! Toutes les variétés, pour tous les goûts. A consommer nature, mais surtout à déguster façon M.I.D.

Durant 3 jours, fins connaisseurs et néophytes, utilisateurs et constructeurs, concepteurs de logiciels et conférenciers échangeront points de

vue et recettes en matière d'informatique personnelle.

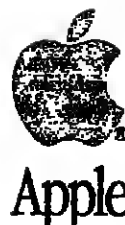
Chacun pourra s'essayer à ses préparations favorites et des démonstrateurs seront là pour ceux qui ne savent comment croquer la pomme !

Du 21 au 23 mars, il y a vraiment de quoi tomber dans les Apple !



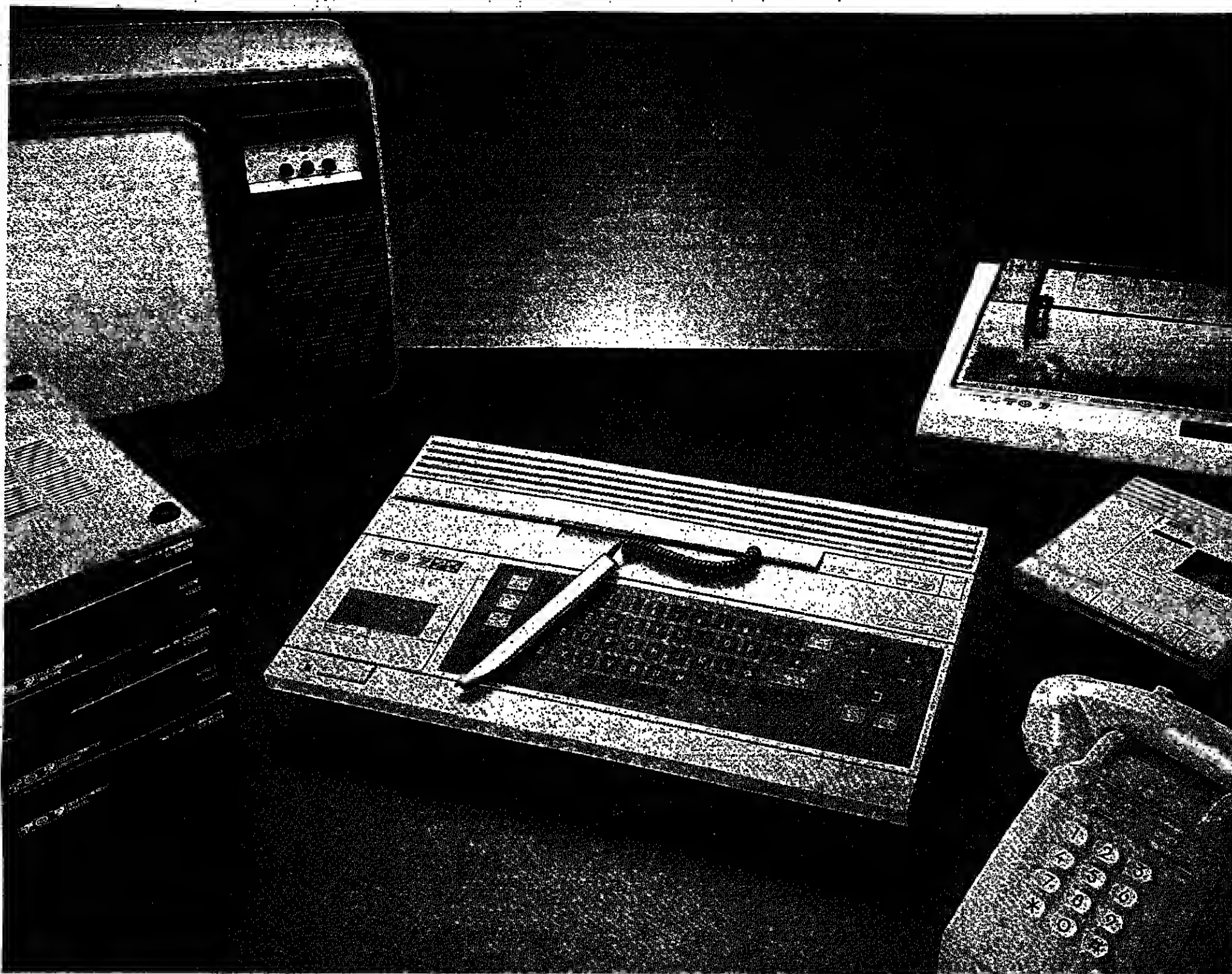
Micro Informatique
Diffusion

Les 21, 22 et 23 mars
96, bd Richard Lenoir 75011 Paris. Tél : 357.83.20



Apple

TO7.70 - MO5: les géants de la micro.



Décider. En 1979, les Français sont loin de croire tous en l'avenir de la micro-informatique. L'informatique au bureau, oui bravo ! Mais à la maison, franchement ! Deux hommes pourtant, deux chercheurs du groupe THOMSON ne partagent pas le scepticisme général. Pour eux, non seulement la micro-informatique domestique ne relève pas du gadget, mais elle devrait devenir une véritable "machine à apprendre". De plus, elle offre des perspectives fantastiques à l'économie française. L'avenir va leur donner raison ! En 1979, en effet, THOMSON GRAND PUBLIC décide d'orienter ses efforts sur ce nouveau marché qui va bouleverser la vie quotidienne dans les années à venir.

Investir. Si la micro-informatique française existe aujourd'hui, c'est aux efforts du groupe THOMSON que nous le devons. Parce qu'il a compris avant d'autres les débouchés immenses de la "micro", THOMSON GRAND PUBLIC a pris une longueur d'avance sur ce nouveau marché. Pour y parvenir, il a fallu investir bien sûr. Investir en matériel, mais surtout en matière grise. Le résultat s'appelle TO7.70 - MO5 : deux petits génies qui, avec leurs périphériques, ont des possibilités presque infinies grâce à leurs 500 logiciels. Pour apprendre, programmer, jouer, créer, communiquer, gérer, etc... vous pouvez compter sur eux, ils sont signés THOMSON !

Réussir. De 5.000 exemplaires de TO7 en 1982, la production de TO7.70 - MO5 passera à 400.000 cette année, dont plus de 100.000 seront exportés. Cette courbe spectaculaire des ventes a fait de THOMSON GRAND PUBLIC le leader incontesté en France avec plus de 30 % de part de marché. Un tour de force ! Le succès de TO7.70 - MO5, n'est pas celui d'un produit, c'est d'abord celui d'un système. De prototype il y a trois ans seulement, TO7.70 - MO5 est devenu aujourd'hui le "standard". En micro-informatique, il n'y a pas de hasard... Un avenir meilleur ; pour THOMSON, ça se construit un peu tous les jours.



THOMSON

Pour nous, l'avenir a un sens.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

La gauche gagne vingt-trois sièges dans les DOM

Outre-mer, la modification de la carte électorale, qui s'est traduite par la création de vingt-deux nouveaux cantons (douze en Martinique, sept en Guadeloupe et trois en Guyane) a favorisé presque exclusivement la gauche. Ce redécoupage a permis aux partis qui soutiennent en général la politique de la majorité parlementaire de rattraper la droite le contrôle des conseils généraux de la Guadeloupe et de la Guyane.

En Guadeloupe, la gauche dispose maintenant de vingt-quatre sièges sur quarante-deux au sein de l'assemblée départementale. Le principal bénéficiaire est le Parti socialiste, qui a enregistré un gain de cinq sièges, malgré ses divisions locales. Le Parti communiste guadeloupéen a gagné un siège et le conseil général compte deux «divers gauche» de plus.

Ce renversement de majorité va peut-être mettre fin au règne local de M. Lucette Michaux-Chevry (div. opp.), ancienne socialiste devenue le principal adversaire du gouvernement dans ce département antillais où la «Dame de fer des Caraïbes» — ainsi la surnomme-t-on parfois — a fondé son propre parti, le Parti de la Guadeloupe. La progression de la gauche se fait surtout au détriment de l'UDF qui perd trois sièges tandis que le RPR, dont les conseillers n'étaient pas renouvelables, enlève un nouveau siège.

En Guyane, c'est le Parti socialiste guyanais (PSG) qui sort grand vainqueur du scrutin en remportant trois sièges supplémentaires et en disposant désormais à lui seul, avec dix conseillers sur dix-neuf, de la majorité absolue à l'assemblée départementale. Les représentants de l'opposition, qui avaient jusqu'à présent fait jeu égal avec la gauche

et contrôlaient le conseil général au bénéfice de l'âge, perdent au total quatre sièges. Le RPR et l'UDF, qui en perdent deux chacun se retrouvent réduits à la portion congrue : ils n'ont plus que deux élus chacun.

Pour la première fois dans un département d'outre-mer, un même parti — le PSG — défendra les présidences des deux assemblées locales.

En Martinique aussi, la gauche a beaucoup progressé. Le Parti progressiste martiniquais (PPM), dont le président est M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, maire de Fort-de-France, remporte la bagatelle de sept sièges, et notamment tous les nouveaux cantons de Fort-de-France, à l'exception du troisième, conquis par le candidat de l'UDF. Mais malgré les dix élus du PPM, les trois élus du Parti communiste martiniquais (PCM), qui gagnent un siège, et le renfort de l'extrême gauche et des «divers gauche» la gauche martiniquaise reste minoritaire. Les partisans de l'opposition parlementaire contrôlent encore vingt-six des sièges du conseil général contre dix-neuf à l'ensemble de la gauche.

A la Réunion, où il n'y avait pas eu de redécoupage, le rapport des forces n'évolue guère. Avec onze sièges seulement (sept pour le Parti communiste réunionnais, deux pour le PS, un élu «divers gauche» et un d'extrême gauche) la gauche demeure très minoritaire face à une droite qui compte vingt-cinq élus.

An total, dans les quatre départements d'outre-mer concernés par le scrutin cantonal la gauche a gagné vingt-trois sièges alors que la droite n'en a gagné que huit.

• **LE COSIER II**
M. Viralon, div. opp., 1 305 ÉLU
M. Morton, div. g., 778.

• **LE LAMENTIN**
M. Dagnia, c.s., sén., PS, 1 626
M. Tardieu, div. g., 1 372.

• **MORNE-A-L'EAU II**
M. Bardail, PS, 1 508 ÉLU
M. Davrain, c.s., LPG, 1 420.

• **LE MOULEI**
M. Munnicom, sout. LPG, 2 058 ÉLU
M. Beaube, div. g., 1 606.

• **POINTE-A-PITRE I**
M. Parize, PCG, 1 563 ÉLU
M. Adelaide, div. opp., 1 516.

• **SAINT-CLAUDE**
M. Tamas, RPR, 1 061 ÉLU
M. Winter, div. opp., 1 051.

• **NOUVEAU CONSEIL** : (prés. sort. : M. Michaux-Chevry (div. opp.) : 2 PCG ; 10 PS, 6 div. g. ; 7 UDF ; 4 RPR ; 7 div. opp.)

• **MARTINIQUE**
M. Belfroy, RPR, 2 138 ÉLU
M. Marliac, PS, 2 058.

• **RECTIFICATIFS** : — Voies : dans le canton de Gérardmer, c'est M. Bonne (RPR) qui a été élu avec 2 661 voix. M. Boulay, conseiller sortant (PC), a recueilli 2 605 suffrages.

— **Eure-et-Loir** : dans les résultats du second tour des élections cantonales (Le Monde du 19 mars), il faut lire, pour le canton de Chartres-sud-ouest :
M. Poirier, c.s., sén., div. opp., 6 587 ÉLU
M. Vallot, PS, 3 015.

• **PRÉCISION** : — Dans les résultats du canton d'Arles-Ouest, nous avons écrit, à propos des reports de voix de gauche, qu'il a manqué « 700 voix et près de 8 points à M. Perrot ». Ce calcul était fait en tenant compte des 422 voix obtenues au premier tour par M. Leclercq, candidat divers gauche. Si l'on ne prend en compte que les voix obtenues au premier tour par M. Vauzelle (PS) et par M. Perrot (PC), il a manqué 279 voix (sur un total de 5 800 voix au premier tour) au candidat communiste.

Le conseil régional d'Aquitaine en jeu

De notre correspondant

Bordeaux. — Le groupe socialiste du conseil régional d'Aquitaine s'est réuni lundi après-midi 18 mars pour examiner les conséquences du second tour. La stricte répartition des sièges entre majorité et opposition à la suite du renversement de majorité au conseil général de Gironde pourrait conduire le conseil régional d'Aquitaine à désigner un président et un bureau au bénéfice de l'âge, à moins qu'une solution politique ne soit trouvée.

Dès dimanche soir (Le Monde du 18 mars), M. Chaban-Delmas avait pris l'initiative en proposant une « formule de neutralisation politique agissante ». Dans le même temps M. Philippe Madrelle (PS), président du conseil régional d'Aquitaine se déclarait en « disponibilité de la région et du département ». A l'issue de sa réunion le bureau du groupe socialiste d'Aquitaine n'avait pas de solution qui, selon lui, a l'avantage de tenir compte de l'importance prédominante du socialisme dans la région et de constituer une base de négociation : l'application de la proportionnelle.

Grâce à elle les conseils généraux pourraient désigner leurs représentants au conseil régional dans la transparence la plus complète et avec un sond de pluralisme. Ce système aurait, selon lui, le triple avantage d'associer toutes les sensibilités à la gestion, d'anticiper la future élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct, enfin d'éviter le recours au doyen d'âge.

Cette proposition n'a pas soulevé un grand enthousiasme, y compris dans les rangs socialistes. Elle poserait de gros problèmes dans la plupart des départements, surtout dans les Pyrénées-Atlantiques, en Gironde et dans le Lot-et-Garonne. Entre autres inconvénients, elle aurait surtout, pour l'opposition, celui de donner une majorité de quatre sièges à la gauche.

Dans le camp de M. Jacques Chaban-Delmas, on dit ne pas pouvoir envisager sérieusement de passer au niveau local une pratique qui est refusée au niveau national (il a été question de désigner à la proportionnelle les représentants départementaux au conseil régional). « Ce que l'on appelle déjà le décret Joxe

n'a finalement jamais été adopté », fait remarquer M. Jacques Valade, sénateur RPR et plus proche collaborateur du maire de Bordeaux.

Improvisation

Proportionnelle ou pas, les négociations ne font que commencer. Les socialistes aquitains ont avancé une solution qui ne paraît guère susceptible d'aboutir. Il est clair aussi qu'ils ont abordé sans aucune préparation une séance qui était facilement prévisible. Cette improvisation rappelle étrangement les mésaventures survenues aux socialistes girondins lorsqu'ils s'étaient retrouvés à la tête de la communauté urbaine de Bordeaux au lendemain des municipales de 1977. Vainqueurs dans les urnes, ils avaient finalement perdu sur le tapis vert des négociations.

Imprévoyants, ils sont aussi peut-être victimes d'une grande lenteur de décision. Sous couvert de démocratie interne, M. Philippe Madrelle paraît ne plus agir que sous le contrôle étroit des ministres aquitains. M. André Labarère, qui avait arraché la région à M. Chaban-Delmas, M. Roland Dumas, rival de M. Madrelle pour la présidence en 1981, M. Henri Emmanuelli et M. Catherine Lalumière.

Le recours à l'hypothèse des doyens d'âge est-il inéluctable ? Nul ne le pense parce que personne n'en veut, même si l'on avance parfois le nom d'un « doyen-présentable » comme le docteur Guesnot, quatre-vingt-trois ans, maire de Bayonne. On se suive, à gauche, que M. Chaban-Delmas était resté président d'Aquitaine beaucoup plus longtemps qu'il n'aurait dû. Les vieilles recettes sont toujours valables et il pourrait bien les remettre en pratique.

Théoriquement minoritaire en 1976, M. Jacques Chaban-Delmas s'était maintenu à la présidence du conseil régional grâce aux « défaites » de quelques radicaux de gauche et socialistes. En 1979, M. André Labarère (PS) le lui avait enlevé, au prix d'une surveillance active et individuelle du comportement électoral de ses amis, afin d'éviter toute « défection » coupable.

PIERRE CHERRUAU.

DANS L'ISÈRE

M. Mermaz ne désespère pas de conserver la présidence

De notre correspondant

Grenoble. — M. Louis Mermaz, président sortant du conseil général de l'Isère n'a pas perdu tout espoir de renverser une situation qui paraît pourtant bien compromise. La gauche, qui dispose de vingt-cinq sièges, et la droite de vingt-deux sièges doivent, en effet, compter, pour s'assurer la majorité, avec les dix conseillers généraux non inscrits.

An PS, on pense pouvoir encore faire pencher à gauche quatre non-inscrits pour assurer la réélection de M. Mermaz. Mais surtout les collaborateurs du président misent sur « la division de l'opposition », qui s'est pourtant montrée très unitaire pendant toute la campagne, en présentant partout des candidatures communes, ou en soutenant des non-inscrits comme M. Pierre Grataloup à Bourgoin-Jallieu-Sud, président de l'Association des maires de l'Isère, ou M. Raymond Aguiard à Fontaine-Seyssinet.

De nombreuses ambitions se font jour au sein des formations de l'opposition pour diriger le conseil général : les sénateurs Guy Cabanel et Jean Royer pour le PR, M. Jean Faure, également sénateur, pour le CDS, dont la réputation est celle d'un homme de dialogue et d'un battant, M. Alain Carignon pour le RPR qui, cependant, a pour principal handicap d'être le plus « pointu » des prétendants et risque d'effrayer les non-inscrits peu enclins, par réflexe rural, à porter à

la tête du conseil général le maire du chef-lieu de l'Isère ; enfin, la candidature d'un conseiller général non inscrit, comme celle de M. Grataloup qui, dès son élection, a rallié ouvertement le camp de la droite, n'est pas à écarter.

Toutefois, l'espoir des amis de M. Mermaz repose sur un nombre élevé d'abstentionnistes chez les non-inscrits lors de l'élection du président de l'assemblée départementale. En effet, seuls deux conseillers généraux, MM. Grataloup et Péquignot, ont une « dette » à l'égard du RPR et de l'UDF qui ne présenteront pas d'adversaires contre eux ; un autre conseiller non inscrit, mais non renouvelable, M. Camille Barbier, a toujours manifesté sa sympathie pour la droite. Quant aux sept autres non inscrits, ils ont généralement fait la preuve de leur « indépendance d'esprit » vis-à-vis des grandes formations de droite comme de gauche : trois d'entre eux d'ailleurs, MM. Carlin, Micoud et Chaze, n'ont eu à affronter ni d'adversaire socialiste ni de candidat de l'UDF ou du RPR lors des scrutins des 10 et 17 mars.

La complexité de l'attitude des non-inscrits de l'Isère laisse peut-être à M. Mermaz un petit espoir de conserver in extremis sa présidence.

CLAUDE FRANCELON.

(A la suite d'erreurs techniques, nous republions ci-dessous le tableau de la simulation IFOP-RTL-Le Point paru dans nos éditions du 19 mars.)

SIMULATION IFOP - RTL - LE POINT en nombre de sièges en cas de scrutin législatif

	Scrutin majoritaire à deux tours	Proportionnelle intégrale	Proportionnelle départementale système IV ^e République	Système Girard Seul 540 000 habitants
Parti communiste	13	52	31	27
Divers gauche	128	134	156	159
Parti socialiste	128	134	156	159
Radicaux	333	285	264	276
UDF / RPR	—	42	18	18
Front national	—	—	—	—

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

à lire de toute urgence

ALAIN ROLLAT
LES HOMMES DE L'EXTREME DROITE
LE PEN, MARIE, ORTIZ ET LES AUTRES



Calmann-Lévy

«S'il n'est pas raciste Jean-Marie Le Pen fait du racisme sans le savoir. Le Président du Front National ne saurait contester que son courant nationaliste est porteur de racisme et d'antisémitisme.»

ALAIN ROLLAT

Chez votre libraire

Calmann-Lévy

POLITIQUE

APRÈS LE SECOND TOUR DES CANTONALES

Les Sections pour un parti des travailleurs et le PCI

Le bureau national provisoire des Sections pour un parti des travailleurs nous a adressé la mise au point suivante :

« Lors de la publication des résultats du premier tour des élections cantonales (le Monde du 12 mars), nous avons constaté que le sigle PCI avait été substitué à l'étiquette Pour un parti des travailleurs, sous laquelle se présentaient nos candidats. Nous avons la avec stupéfaction, dans la rubrique « abréviations » : « PCI : Parti communiste internationaliste (sont étiquetés ainsi les candidats « Pour un parti des travailleurs ») ».

« Pourquoi cette falsification d'étiquettes ? Pourquoi nier, ainsi, notre existence ? Nos sections rassemblent des adhérents de tendances diverses, nos résultats prouvent que nous représentons un courant modeste, mais non négligeable, que nous refusons de laisser réduire à la seule aire d'influence du PCI : 11,4 % à Fournels (Lozère).

plus de 17 % dans un canton de l'Aisne, 10,6 % à Behren-lès-Fortbach, dans la Moselle (32,13 % à Behren-Ville, plus que les PS ou PC), plus de 5 % dans de nombreux cantons, dont Epinal.

« Nous voulons être reconnus pour ce que nous sommes réellement : des militants d'origines politiques diverses, rassemblés pour construire une nouvelle représentation politique, car nous estimons que la majorité de 1981 a été trahie par la politique des gouvernements Mauroy et Fabius. »

« Nous nous efforçons, dans un souci d'information et chaque fois que possible, de faire apparaître les forces politiques qui présentent ou qui soutiennent les candidats aux élections. Que les Sections pour un parti des travailleurs rassemblent « des militants d'origines diverses » ne change rien au fait que la création, l'organisation et l'animation de ces sections forment, depuis le printemps de 1984, l'activité principale du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste). »

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à leurs lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani étudie plusieurs variantes de son plan

De notre correspondant

Nouméa. — Après la montagne, la mer. Quatorze jours après sa dernière rencontre secrète, dans la chaîne calédonienne, avec M. Jean-Marie Tjibaou, le chef de file des indépendantistes, M. Edgard Pisani avait organisé, dimanche 17 mars, une discrète journée de travail sur l'île Leprédour (côte ouest de la Nouvelle-Calédonie), où se trouve la résidence secondaire du haut commissaire. Pendant cinq heures, neuf fonctionnaires et deux membres du bureau politique du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), dont M. Tjibaou lui-même, qui avait quitté pour quelques heures sa retraite de Hienghène, ont fait le point de la situation. Tous les grands thèmes ont été abordés, y compris celui des « garanties » qui pourraient être offertes aux résidents non mélanésiens dans un futur Etat indépendant, et la question du statut juridique particulier dont pourrait bénéficier la ville de Nouméa.

Lundi matin, une autre rencontre a eu lieu, au haut commissariat cette fois, entre MM. Pisani et Tjibaou, avant que ce dernier ne reparte à Hienghène.

Tous ces points ont été aussi évoqués mardi, lors de la rencontre hebdomadaire du délégué du gouvernement avec la presse. M. Pisani remettra son rapport au chef de l'Etat et au premier ministre dans une dizaine de jours.

De ce projet, on connaît les grandes lignes : « Quand je reviendrai il n'y aura plus de plan Pisani ; il y aura une décision gouvernementale, qui sera soumise à l'Assemblée territoriale, au Parlement, et qui aboutira à un vote. M. Ukeiwé se trouvera alors dans une position

rentes composantes ethniques et la Nouvelle-Calédonie. Mais plusieurs variantes sont à l'étude. « J'analyserai trois ou quatre autres solutions, a expliqué mardi M. Pisani, pour essayer d'en souligner les mérites et les insuffisances, et je suggérerai au président de la République d'en adopter une qui sera la transposition de mes propositions du 7 janvier. »

La principale nouveauté de cette « transposition » portera sur le contenu du « pacte communautaire », qui apparaît à M. Pisani comme l'élément déterminant sans lequel ce projet sera rejeté lors du scrutin d'autodétermination maintenant prévu pour septembre. « Les garanties internes qu'il doit comporter doivent faire de ce caractère pluri-ethnique un élément fondamental et positif de la Nouvelle-Calédonie », a précisé le délégué du gouvernement. Mais il subsiste dans cette perspective une incertitude. Au vu du contentieux existant entre le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), le gouvernement territorial, d'une part, et l'administration, d'autre part, rien n'indique que les anti-indépendantistes acceptent de venir discuter du « pacte communautaire », dans la mesure où ils ont refusé toute négociation sur l'ossature du plan Pisani.

A cela l'ancien ministre de ce Grand républicain répond : « Quand je reviendrai il n'y aura plus de plan Pisani ; il y aura une décision gouvernementale, qui sera soumise à l'Assemblée territoriale, au Parlement, et qui aboutira à un vote. M. Ukeiwé se trouvera alors dans une position

singulière, dont je verrai comment il se sortira avec un œil attentif, amusé et sympathique. » Croyant fermement à la disparition d'un différend qu'au RPCR on estime au contraire irréductible, M. Pisani poursuit : « Il va donc recevoir un document qui sort du gouvernement national, et ce document sera présenté par moi. Il faudra donc bien qu'il me vole (...) et je verrai alors comment les refus de rencontre pourront être maintenus (...) ». Je crois les hommes politiques calédoniens très et politiquement braves, mais je ne peux pas les croire suicidaires ni collectivement ni individuellement, car les destinées individuelles prendront aussi tournure. »

Des baux de longue durée

En ce qui concerne l'éventuel statut juridique de Nouméa, la position des indépendantistes semble avoir évolué : plus question d'une extraterritorialité pour Nouméa, qu'elle soit douanière ou administrative, cela sans doute par peur d'une partition qui priverait un éventuel Etat indépendant de son poumon économique au profit de la communauté d'origine européenne.

Le FLNKS paraît s'orienter davantage vers l'idée d'une location du foncier bâti et non-bâti de Nouméa pour une durée n'excédant pas cinquante ans. Il resterait alors à définir la forme juridique que prendrait cette « entité municipale ». A ce sujet le délégué du gouvernement a catégoriquement déclaré : « Quel que soit le statut final, Nouméa

aura une place à part. En cas d'indépendance-association, le peuplement particulier de cette ville amènera sûrement un statut municipal qui devra être compatible avec la loi générale. » L'une des composantes du statut particulier de Nouméa pourrait venir de la présence d'une base militaire, dont les installations stratégiques, a précisé M. Pisani, « feront l'objet d'un cantonnement géographique spécifique ».

Enfin, la réforme foncière que proposera M. Pisani sera fondée sur l'introduction de baux emphytéotiques que signeront les broussards européens avec les Mélanésiens. Selon M. Pisani, les mentalités ont suffisamment évolué pour permettre d'envisager ce système. « J'ai rencontré, a-t-il dit le haut commissaire, des agriculteurs qui, tous en se déclarant très attachés à la propriété de leur terre, admettent que, si des baux de très longue durée et éventuellement transmissibles leur étaient garantis, la question mériterait d'être étudiée. » Sur un plan purement économique, estime M. Pisani, les avantages sont considérables : « En France, remarque-t-il, les régions les plus prospères sont des zones de fermage et non celles de faire-valoir direct. »

Que ce soit sur le statut particulier de Nouméa ou sur les garanties d'une pérennité pour les non-Canakanes, M. Pisani - il l'a réaffirmé mardi avec force - espère bien convaincre les Calédoniens. Il se donne encore quatre à cinq mois pour cela. Mais il faudrait que le président de la République lui en donne la possibilité en sousscrivant sans réserve à son plan.

FREDERIC FILLOUX.

LA FRANCE
FETE SON
10.000^{EME}
TEXTOR*

L'informatique doit devenir la 2^e langue des français pour jouer le rôle qui fut celui de l'automobile dans la nouvelle croissance économique.

L'informatique c'est avant tout le logiciel, c'est avec lui que les machines deviennent utiles.

TEXTOR est le logiciel bureautique de traitement de texte avec des fonctions étendues aux calculs, tableaux, fichiers, publipostage.

TEXTOR est en tête des ventes sur le marché français jusqu'alors occupé par des logiciels importés.

La société TALOR conçoit, édite et distribue des produits logiciels pour ordinateurs personnels à usage professionnel.

TALOR est exemplaire de ce que peut faire une équipe française de 10 personnes dans un domaine de pointe lorsque l'imagination rejoint l'industrialisation d'un service.

La FRANCE peut gagner la guerre du Soft, elle impose son savoir-faire, TALOR participe à ce défi en lançant demain sur le marché d'autres produits logiciels.



TEXTOR, de TALOR
LA FRANCE PEUT GAGNER LA GUERRE DU SOFT



TALOR SA - 69, boulevard Saint-Marcel - 75013 PARIS - Tél. : (1) 707.42.75 - Télex : 642056
TALOR DISTRIBUTION - 74-80, rue Roque-de-Fitrol - 92800 PUTEAUX - Tél. : (1) 776.41.71 - Télex : 615282

* TEXTOR, logiciel de traitement de texte bureautique pour IBM PC et compatibles dont BULL MICRAL 301, LOGABAX, OLIVETTI M.24, THOMSON, ERICSSON P.C., COMPO, ZENITH P.C., SANYO P.C., etc., ainsi que sur VICTOR S.I. TEXAS, APRICOT A.C.T., TOSHIBA PAP. Développé en France par Thierry LORHOIS.

FSL L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE
S. NESO, 11 rue de la République, 92000 Nanterre
ADULTES : stages intensifs, séjours en famille, université, circuits
10, rue de la République, 92000 Nanterre - Tél. : (1) 41.42.00 - M.183

OFFICIER MINISTÉRIEL
VENTE PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

VENTE d'office immobilière, au Palais de Justice de CHARTRES (Eure-et-Loire), le JEUDI 11 AVRIL à 14 heures
UNE MAISON D'HABITATION - Cne de GILLES
Lien dit « Le Bourg », avec dépend. appelé « Le Manoir de la Boétie », avec grange à usage de garage et cave, petit débarras dans la cour, jardin potager, cour entre les bâtiments, terrain boisé derrière la maison.
Le bâtiment principal à usage d'habitation comprend :
Rez-de-cha., salon avec un range de meuble, salle à manger avec gde cheminée d'ajustement, cuisine, salle de bains (v.c.).
1^{er} étage, grenier av. 2 chambres aménagées (1 gde, 1 pte av. coin toilette).
2^e étage, grenier sur l'ensemble dans lequel se trouve 1 chambre aménagée.
Chauffage central par chaudière installée dans un appentis attenant. Cave à fuel.
Terrain boisé derrière la maison.
L'ensemble cad. sect. AB n° 37, 38, 39 Lien dit Le Bourg pour une CONT. de 49 a 89 ca.
Travaux par le rd du Radeau.
LIBRE - MISE A PRIX : 450 000 F
S'adr. pour renseignements à M. JOSEPH DORE, avocat, 17, Châteauneuve à CHARTRES (28). Tél. 36-50-49 - M. VIGNAT, huissier de justice à DREUX (28), pour visiter. Tél. 46-05-69 ind. (37).

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique / permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

IAE Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Berges 75015 Paris
DIPLOME NATIONAL DE 3^e CYCLE
• LE CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (DESS)
• UNE FORMATION A LA GESTION
• 2 FORMULES D'ENSEIGNEMENT ADAPTEES A VOS BESOINS

FORMULES "classiques"	FORMATION PERMANENTE
9 mois d'études à plein temps (cycle court - étudiants) ou 18 mois d'études à temps partiel en soirée (cycle long)	9 mois d'études à plein temps : 2 jours de T.D. + 3 jours de préparation (salariés, demandeurs d'emploi) ; -18 mois d'études, une journée par semaine : dans le cadre de la formation continue
Renseignements : M.C. SCAGLIA 554.40.10 N. BLONDIN 557.62.62	Renseignements : M.C. SCAGLIA 554.40.10 J. SALOMOND 554.40.10 554.97.24 poste 401

Inscriptions : cycle court jusqu'au 16/7/85 - cycle long jusqu'au 17/9/85
Tests d'entrée : cycle court le 7/9/85 - cycle long le 28/9/85
Début des cours : courant octobre 85
M. : _____ Tél. : _____
Adresse : _____
Entreprise : _____ Fonction : _____
Souhaite recevoir une documentation sans engagement de sa part.

Cherement annoncé
Recoller
FAITS DIVERS
La sous-direction et son...
de la... de Fleury-S...
avant leur complice
Étranger au « milieu
SEULE
marchées ou séparées...
100.000 enfants. Pas t...

مكتبة النسخ

société

M. Chevènement annonce dix mesures pour favoriser la lecture à l'école

La première journée de la lecture à l'école, fixée au 19 mars par le ministère de l'éducation nationale, a été l'occasion pour M. Jean-Pierre Chevènement d'annoncer dix actions en faveur de la lecture. Il devait visiter, mardi 19 mars, une bibliothèque municipale et une bibliothèque centre-documentaire (BCD) aux Ulis (Essonne) en compagnie de l'écrivain Michel Tournier.

Ces dix mesures regroupent quelques idées nouvelles à côté d'actions déjà décidées ou en cours de réalisation.

Trois d'entre elles visent à intensifier les relations entre l'école et les milieux du livre (écrivains, libraires, conteurs, journalistes, etc.) :

- Chaque conseil d'école et d'établissement consacrera, en 1985, au moins une de ses réunions à étudier un programme d'actions en faveur de la lecture ;

- Les projets d'actions éducatives (PAE) tournés vers la maîtrise du langage bénéficieront d'une priorité financière ;

- Des informations régionales sur les écrivains susceptibles d'intervenir dans les établissements seront diffusées à l'automne.

Trois initiatives cherchent à développer des lieux pour la lecture des jeunes (coins lecture, BCD, etc.) :

- Un document d'information sera diffusé aux communes en 1985-1986 ;

- Deux cents BCD seront créées en 1985 avec le ministère de la culture et le Fonds d'action sociale ;

- De nouveaux centres de documentation et d'information (CDI) seront ouverts à la rentrée 1985.

Les autres mesures visent à « inciter à l'écriture » (en installant au moins une imprimante d'ordinateur dans chaque établissement) et à favoriser la diffusion d'instruments pédagogiques (priorité à la lecture dans les publications du Centre national de documentation pédagogique, les travaux de l'Institut national de la recherche pédagogique et les programmes de formation des personnels).

Recoler les morceaux choisis

Les « vrais » livres envahissent l'école. Nouvelles, romans, auteurs modernes ou classiques, on peut tout lire intégralement aujourd'hui dans les établissements scolaires, une fois surmonté l'obstacle de l'apprentissage de la lecture. Des morceaux choisis aux textes complets, l'évolution a été douce, mais continue, depuis une quinzaine d'années.

Pour transmettre leur amour de la littérature, les enseignants tentent d'adapter leurs méthodes à un contexte doucement neuf : les élèves ont changé ; le statut du livre aussi. L'ouverture des collèges à toute la population a révélé d'énormes disparités dans l'aptitude à la lecture. A l'entrée en sixième, 20 % des élèves sont de bons lecteurs, 20 % n'ont pas dépassé le stade du déchiffrement, et 60 % doivent fournir un tel effort pour lire que cela ne peut être pour eux un plaisir (1). Quant au livre, concurrent par les médias audiovisuels, il n'est plus que l'une des voies d'accès au savoir et à l'information.

Mais le maître ou le professeur de français dispose de nouveaux atouts pour faire naître le plaisir de lire. Les collections de poche, en cassant le prix des livres, en popularisant les grandes œuvres, ont opéré dans les classes une révolution souhaitée depuis longtemps par les pédagogues. Désormais, chaque élève peut posséder sa *Madame*

Bovary ou son *Pantagruel*. A côté des exercices classiques de « lecture expliquée » (analyse d'un extrait de texte), les instructions officielles pour le collège font une large place aux textes intégraux.

Joffo et Sabatier

L'utilisation de livres entiers en classe est devenue un véritable enjeu commercial pour les éditeurs. Les collections de poche, à elles seules, diffusent annuellement quelque huit millions d'exemplaires à destination du public scolaire. Même si ce dernier n'est pas facilement identifiable parmi l'ensemble des acheteurs, le formidable envol des ventes des titres classiques à chaque rentrée des classes est un indice qui ne trompe pas. En septembre, le *Père Goriot* double sa vente habituelle, et le *Grand Meaulme*, autre best-seller scolaire, atteint des sommets dans le « Livre de poche ». Les responsables de cette collection estiment à près de 25 % la part de leur diffusion destinée à la lecture scolaire. L'effort de tous les éditeurs en direction des enseignants s'est traduit, dans le cas du « Livre de poche », par la diffusion gratuite d'un dossier qui présente une trentaine d'œuvres parmi les plus fréquemment étudiées, fournit quelques éléments d'analyse, et propose des thèmes d'étude. Vol-

taire et Balzac y côtoient les deux « locomotives » de la collection en milieu scolaire : *Un sac de billes*, de Joseph Joffo, et *Les Allumettes suédoises*, de Robert Sabatier.

L'irruption dans les classes des collections de poche a considérablement étendu la liberté de choix du professeur. Trois auteurs se détachent très nettement dans les collèges depuis une dizaine d'années : Zola, Vian et Claire Etochelli (avec *Elise ou la Vraie Vie*). Ils sont aujourd'hui, toujours présents, mais parmi une multitude d'autres (Bosco, Daudet, Labiche, Tournier, Cuvillier...). Des auteurs contemporains de romans et de livres documentaires destinés à la jeunesse pénètrent aussi à l'école élémentaire et au collège, par les collections spécialisées et par des revues comme *Jeune lire* (130 000 exemplaires vendus chaque mois).

Au-delà du cours de français proprement dit, les livres ont conquis d'autres lieux de travail. A l'école élémentaire, les bibliothèques centres documentaires (BCD) se sont répandues depuis 1975. La BCD est mise à la disposition de l'ensemble des élèves d'une école : elle doit favoriser l'accès à la lecture personnelle, à la documentation, permettre le travail en équipe et la participation des parents. Leur fonds propre peut être complété par les dépôts de diverses bibliothèques (centrales, municipales, associatives...). Le succès de cette formule a décidé les ministères de l'éducation nationale et de la culture à agir de concert. Ils sont engagés à financer à partir de 1984-1985 une centaine de projets visant à implanter des BCD ouvertes sur l'extérieur et favorisant l'animation autour du livre dans des quartiers sensibles.

Dans le secondaire, les centres de documentation et d'information (CDI) concentrent les fonctions de bibliothèque scolaire et de centre documentaire. Ils jouent aussi le rôle de salle d'étude, de foyer socio-éducatif et de catalyseur des activités interdisciplinaires. Le réseau des CDI s'est considérablement étendu depuis une dizaine d'années : il couvre à la rentrée 1984 près de 70 % des collèges et la quasi-totalité des lycées.

Ce puissant mouvement en faveur de la lecture à l'école prend en compte officiellement le succès des textes intégraux. Leur utilisation a été consacrée dans les instructions pour l'oral de l'épreuve anticipée de français du baccalauréat entrées en vigueur en juin dernier. On ne peut plus présenter désormais à l'examen

que des œuvres complètes et des « groupements de textes » étudiés de façon thématique. Plus radicalement encore, un texte issu des travaux de la commission permanente de réflexion sur les contenus de l'enseignement du français, créée en juin 1983 au ministère de l'éducation nationale, constate que les recueils de morceaux choisis « se révèlent désormais inefficaces pour une large part du public scolaire ».

Lagarde et Michard
toujours là

La pratique réelle des professeurs n'est toutefois pas si tranchée. Lecture de textes intégraux et travail sur morceaux choisis coexistent dans les classes. Le fameux Lagarde et Michard modernisé reste « le premier au lycée », affirme M. Jean-Louis Napp, inspecteur général, qui n'a rencontré « aucun professeur complètement rebelle aux morceaux choisis ». En fait, les manuels de littérature ont su s'adapter aux nouvelles exigences de leur public. Richement et souvent astucieusement illustrés, ils balisent les siècles et les genres et regroupent des textes autour de thèmes qui parlent aux élèves contemporains. En troisième, Rousseau et Lévi-Strauss, illustrés par Reiser et Van Gogh, nourrissent la réflexion sur « l'homme et la nature ». Raymond Chandler offre Alfred Sauvy et Isaac Asimov, Christian de Troyes (2). Confrontés aux réticences à l'égard de la lecture, les enseignants tentent d'aborder le livre à partir des préoccupations exprimées par leurs élèves et cherchent à utiliser l'attrait qu'exerce spontanément sur eux certains formes littéraires (roman policier, publicité, etc.).

Textes intégraux ou morceaux choisis ? Un fort courant favorable aux premiers traverse le système éducatif. Au-delà de ce débat, tranché et il a eu des sensibilités et des circonstances, on assiste à une prise de conscience : l'enjeu de la lecture est essentiel, au-delà même de l'école élémentaire. Dans les milieux imperméables au livre, « si l'école ne donne pas le goût de lire aux enfants, personne ne le fera à sa place », remarque M. Pierre Vandoorbe, inspecteur général et ancien directeur du livre.

PHILIPPE BERNARD.

(1) D'après les enquêtes effectuées par Bayard Presse Jeunes, pour le lancement du magazine *Jeune lire*.
(2) Mots et Merveilles, classe de troisième, Magnard, 1984.

Tant qu'il y aura des élèves

(Suite de la première page.)

L'« explosion démographique » des années 60 (poussée démographique, allongement de la scolarité, ouverture massive du secondaire) a bouleversé la population scolaire des collèges et des lycées. Le brassage social, la révolution des mœurs et des mentalités dans la jeunesse, ont fait éclater les élèves en une mosaïque culturelle, sociale, intellectuelle. La diversité des publics, des intérêts, des capacités, impose aux professeurs une véritable gymnastique. Seule une réelle différenciation pédagogique, une prise en charge collective par les équipes enseignantes des difficultés, peuvent apporter un remède. Mais ce n'est que sur place, dans les établissements, que les enseignants pourront trouver des réponses appropriées et efficaces.

Encore faut-il qu'ils en aient les moyens et le pouvoir, qu'ils ne soient pas ligotés par une réglementation aveugle. A l'heure actuelle, le carcan des normes nationales entrave la mise en place d'une organisation appropriée aux besoins réels. Les enseignants et les établissements ont besoin de liberté et d'autonomie. Le service public doit être au service du public ; le public en sont les élèves. Si l'on souhaite assurer une démocratisation qualitative et non niveler ou éliminer, il faut bien prendre les élèves tels qu'ils sont.

Les exclus du système

Il ne semble pas qu'on ait encore, en haut lieu, tiré les conséquences de l'ampleur de l'échec qui ronge l'école. C'est par centaines de milliers qu'on compte les exclus d'un système qui ne fonctionne que pour les « meilleurs ». La raison en a été donnée par tous les rapports : « La démocratisation de l'enseignement a conduit à dispenser à un public radicalement différent un enseignement inchangeant... On tente vainement d'inculquer une culture conçue pour une élite à la grande masse des enfants du pays ». Ce constat de bon sens date de 1972, il a été établi par une commission présidée par M. Louis Joxe à la demande du ministre de l'époque, M. Olivier Guichard. Il reste foncièrement d'actualité.

On entend déjà d'ici les sectateurs de l'unité nationale : « Vous ne voulez pas que les enfants du peuple aient accès à la culture, il faut donc à tous le même programme, à la même cadence, c'est cela l'égalité ». Les effets de cette politique sont connus : il suffit d'entreprendre un voyage à l'intérieur du système éducatif comme nous l'avons fait pour constater que cette prétendue égalité masque hypocritement la plus insupportable des inégalités. Présenter le même programme pour tous alors que les besoins, les goûts, diffèrent, revient à gaver les uns et contraindre les autres à la diète. Ce n'est pas seulement une question de programmes, encore qu'ils soient aujourd'hui inadéquats, y compris aux élèves qui réussissent. (Qui applique vraiment aujourd'hui les programmes nationaux ? Les profs en jouent, s'en accommodent ou s'en passent.) C'est aussi, surtout, une question de méthode, de manière de travailler.

Les élèves, particulièrement au collège mais aussi au lycée, ont surtout besoin qu'on les aide, qu'on leur apprenne à apprendre. Cela ne peut se faire qu'à l'école et en petits groupes sous forme de travaux dirigés. Il y a trop d'heures de cours et pas assez de suivi individuel où l'en-

seignant aide pas à pas l'enfant à s'accaparer les connaissances. Là encore, cette individualisation pédagogique exige de la souplesse, de la liberté, de l'initiative pour les profs, de l'auto-organisation dans le cadre d'horaires prévus à cet effet et compris dans le temps de travail. Une telle organisation n'est possible qu'au niveau de l'établissement. L'autonomie pédagogique n'est pas un gadget, mais un moyen indispensable pour lutter contre l'échec scolaire.

Ghettos pour déclassés

La tâche la plus urgente d'aujourd'hui est bien de faire la part des responsabilités. Au ministre de définir des objectifs, fixer des buts, coordonner, faire circuler l'information, assurer la transparence, former les enseignants. Aux établissements eux-mêmes de déterminer dans la concertation à quel rythme et par quel chemin atteindre ces objectifs. Prétendre imposer une unité des pratiques est absurde : on n'enseigne pas de la même manière dans un collège de banlieue et dans un établissement de centre-ville. Aujourd'hui, l'éclatement des pratiques est bien réel mais clandestin, innové : on dissimule une hiérarchie occulte entre « bons et mauvais » lycées en laissant à la rampe établir une cote subjective. Les établissements n'ont ni les mêmes élèves, ni les mêmes profs, ni les mêmes moyens, et on prétend le juger avec les mêmes critères. Il serait nettement préférable pour tous que l'établissement, dans le cadre d'objectifs nationaux, se fixe un ou des projets en fonction de son public, de son environnement, de ses profs. Dans la transparence, au vu et au sa de tous. Tous les collèges ne feront pas exactement la même chose - c'est déjà le cas aujourd'hui - les méthodes seront différentes, mais ainsi le service public pourra être son propre recours. L'attraction des établissements privés ne s'en trouvera-t-elle pas réduite ? Bien loin de privatiser le service public, la diversité renforcera son efficacité. Cette perspective effraie à deux vitesses, des ghettos. Soyons clairs les ghettos pour déclassés, ils existent aujourd'hui dans le cadre de l'éducation nationale. Nous tenons les adresses à disposition.

Au-delà de la polémique, ne vaut-il pas mieux que les établissements et les enseignants aient la possibilité de prendre en charge leurs élèves tels qu'ils sont, qu'ils puissent s'adapter à un public différent, qu'ils puissent organiser entre les établissements de multiples passerelles afin de favoriser le rattrapage et la réinsertion ? Les « bassins de formation » préconisés dans le rapport d'Antoine Prost, en facilitant la concertation entre les établissements, permettent justement de concilier autonomie et ouverture, différenciation et unité.

Le choix n'est plus entre un système public centralisé et un système décentralisé. Il est entre un service public décentralisé, diversifié, pluraliste, et la privatisation. Mieux vaut en prendre conscience avant les prochaines élections.

HERVÉ HAMON
et PATRICK ROTMAN.

Prochain article :

LE SPECTRE
DU SAVOIR

FAITS DIVERS

LA TENTATIVE D'ÉVASION DE BRUNO SULAK

Un sous-directeur et un gardien de la prison de Fleury-Mérogis avouent leur complicité

Thierry Sauter, sous-directeur stagiaire de la prison de Fleury-Mérogis, et Marc Metzger, gardien stagiaire, ont avoué, pendant la nuit du lundi 18 au mardi 19 mars, être les complices de Bruno Sulak, lors de son évasion manquée. Les deux hommes devaient toucher 4 millions de francs en échange de leur complicité.

Sauter et Metzger ont avoué avoir fourni à Bruno Sulak les explosifs, le talkie-walkie et les clés des portes de la prison. Bruno Sulak est toujours dans un état jugé désespéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, après avoir sauté d'une hauteur de 8 mètres.

Recherchant un complice parmi le personnel de la prison, Bruno Sulak avait choisi Marc Metzger, qui lui semblait le plus facile à corrompre. Metzger avait proposé

l'affaire à son ami Thierry Sauter, originaire comme lui de Bordeaux. Il est prévu que Bruno Sulak saute du premier étage du bâtiment administratif de la prison dont les fenêtres donnent sur un parking à l'extérieur de l'enceinte. Mais une porte, habituellement ouverte, se trouvait ce soir-là fermée. De cette porte-là, Sulak n'a pas la clé. Il appelle alors Thierry Sauter dans son appartement de fonction par talkie-walkie, pour qu'il vienne lui ouvrir. Mais une rampe de gardiens entend la conversation. Pris au piège, Sulak monte au deuxième étage et tentant le tout pour le tout saute dans le vide.

Thierry Sauter arrive quelques secondes trop tard. Il prétend avoir oublié des papiers dans son bureau, mais cette explication n'était guère convaincante aux yeux des policiers du SRPJ de Versailles.

Étranger au « milieu »

A l'exemple d'un autre maître de sa génération - il est âgé de vingt-neuf ans - Lionel Cardon, Sulak s'est toujours voulu étranger au « milieu », à ses rites et à ses codes. Pendant un temps, barman à la gare Saint-Charles de Marseille, il s'engage dans la Légion étrangère, « parce que j'en avais ras le bol de servir des cafés-crèmes », explique-t-il lors de son procès. Il obtient alors son brevet de « chasseur opérationnel » : « c'est vaut dire que l'on monte à 5000 mètres, qu'on prend son pied pendant quatre ou cinq minutes, mais pour retomber aussitôt dans le merde. En bien moi, j'en ai eu merde de marcher dedans... J'ai déserté, voilà ! » expliquait-il encore.

Du parachutisme, Sulak devait passer aux « braquages » d'hy-

permarchés de province, puis de boutiques parisiennes et de la Côte d'Azur pour un montant total estimé à 100 millions de francs. Toujours « en douceur », sans jamais tirer un coup de feu.

De sa prison, il collaborait au magazine littéraire *L'autre journal*, il signe dans le dernier numéro un texte consacré au Brésil, à l'occasion du rétablissement de la démocratie : « de Porto-Alegre à Belém, en passant par Bahia et Fortaleza (...) montrez alors (...) la même sabbat à la même heure, millions de corps, de ventres, de cœurs et d'âmes (...) pour dire à son président, Tancred Neves, ses joies et ses illusions, ses peines et ses désespoirs, ses doutes ou sa confiance... sur un air de samba ».

TELEX
AVEC VOTRE MINITEL...
24 H SUR 24 H... AU BUREAU... CHEZ VOUS...
EN VOYAGE... ÉMETTEZ ET RECEVEZ VOS TELEX.

Pour en savoir plus, appelez

NUMERO VERT 16.05.11.13.33

APPEL GRATUIT

APPRENEZ L'ANGLAIS UNIVERSITY OF CALIFORNIA SANTA BARBARA

Le programme de langue anglaise vous offre durant toute l'année les cours suivants avec assistance dans les domaines de l'immigration et du logement :

10 semaines de cours intensifs d'anglais \$1.295.00

4 semaines de cours de conversation anglaise - \$ 850.00

10 semaines de cours spéciaux d'anglais à plein temps avec options Commerce

Session - Informatique ou Enseignement de l'anglais pour enseignants étrangers approx. \$1.100.00

Pour demande de documentation écrivez à :

ENGLISH LANGUAGE PROGRAM

UNIVERSITY OF CALIFORNIA,

SANTA BARBARA/EXTENSION

SANTA BARBARA, CA 93106 USA

TWIX 910-334-4802

SEULE AVEC UN ENFANT

Divorcées ou séparées, veuves ou célibataires, 800.000 femmes assument l'éducation de 1.600.000 enfants. Pas facile d'être à la fois femme, seule, et mère de famille.

L'Éducation

NUMÉRO DE MARS, 11,50F
EN VENTE PARTOUT

JUSTICE

LE PROCÈS DES FRÈRES WILLOT

La réplique du banquier

« Je n'ai pas l'habitude de fuir mes responsabilités, mais je n'ai pas l'habitude d'assumer celles des autres. » La phrase qui terminait, lundi 18 mars, au procès des frères Willet, la déposition de près d'une heure de M. Jean-Maxime Lévêque, ancien président du Crédit commercial de France (CCF), a été volontairement sèche. C'est que ce témoin, tant attendu depuis que M. Antoine Willet avait qualifié, le 5 mars, d'« acte déguisé » la lettre du 22 juin 1981 par laquelle le banquier rejetait sans appel un chèque émis par Bouscassac-Saint-Frères et contraignait ainsi la société à déposer son bilan deux jours plus tard, n'attendait pas se trouver en posture d'accusé. Il avait en la presse. Il savait, par elle, qu'il était devenu, du coup, celui dont les déclarations pourraient donner lieu à une confrontation aussi rude que spectaculaire.

Pourtant, il n'y eut finalement ni ruses véritables ni spectacle. D'abord parce que M. Antoine Willet, hospitalisé dans une clinique de Roubaix où il est soigné pour des ennemis rénaux, n'était pas là. Comme de son côté M. Jean-Pierre Willet avait choisi de rester silencieux, M. Jean-Maxime Lévêque n'a pas eu à affronter, mais seulement à répondre, sur la fin, à quelques questions du président Pierre Cluël et du bâtonnier Letartre qui assiste Antoine.

Dans ces conditions, l'ancien président du CCF a pu sans accroc exposer l'histoire mouvementée de ses relations avec un client qui, au cours des ans, devait lui donner bien du fil à retordre. Une longue histoire. Les Willet pour le CCF apparaissent voici une vingtaine d'années lorsqu'ils prirent le contrôle de la société Agache. Comme à ses autres clients, la banque proposa « sa politique ordinaire » : ne pas essayer de la dominer mais s'efforcer de leur rendre les services qu'ils étaient en droit d'attendre, de leur donner des conseils, soit qu'ils les sollicitent, soit que le CCF estime avoir à les prodigier dans son propre intérêt.

Sciemment M. Lévêque mesura assez vite qu'il n'avait pas avec eux « des clients de tout repos ». Avec de tels gâillards, « atteints d'une véritable fringale », avec un groupe « aux structures en perpétuelle évolution », que peut faire « un banquier prudent » ? Car M. Lévêque le répéta à qui mieux mieux : « C'était vraiment le client turbulent, je dirais même agité, toujours lancé dans de nouvelles opérations. Certes le CCF fut consulté. Ce fut pour la reprise de la Belle Jardinière. Nous avons organisé cette reprise et à ma connaissance aucune critique ne nous fut jamais adressée. Mais ce fut notre seule et unique intervention dans une reprise. »

Pour le reste, le CCF essaya de rendre des services. C'est lui qui après réflexion commune sur le choix d'un président du conseil de surveillance d'Agache-Willet présenta M. Jacques Héral. C'est lui encore qui plaça à ce conseil un des ses représentants.

Mais tout cela, c'était avant 1978, « dans cette période où, bien qu'ils aient tendance à tirer toujours davantage sur la corde, ils laissaient quand même à leurs banquiers l'impression de toujours retomber sur leurs pieds ». C'est après, enchaîne M. Lévêque, « que tout a singulièrement évolué quand le groupe mit successivement la main sur les Galeries Anspach à Bruxelles, sur Korvettes aux États-Unis et sur Bouscassac en France. Des reprises considérables. »

A cette reprise de Bouscassac, le CCF aurait été hostile. Mais il n'a pas eu à émettre d'opinion car tout s'est fait en dehors de lui. A la réflexion, M. Lévêque pense que la reprise de Bouscassac aurait pu être « avantageuse, à condition de se débarrasser de certains actifs non indispensables et de diminuer des frais financiers devenus considérables ».

Une succession d'avertissements

Rien de tout cela n'a été fait. L'ancien président du CCF juge qu'il était « tout aussi imprudent de laisser ce groupe aux mains d'hommes qui avaient toujours été d sa tête ». C'est pour cela qu'il leur proposa M. Jacques Darmon, qui devait rester président de Bouscassac-Saint-Frères de janvier à novembre 1979, date à laquelle il devait démissionner faute de pouvoir obtenir un accroissement des fonds propres de 300 millions de francs.

M. Jean-Pierre Willet n'a-t-il pas assuré, pourtant, que le CCF se comportait en véritable dirigeant de fait ? M. Lévêque, tranquille : « Ma réponse est absolument négative. L'opération Korvettes, comme celle des Galeries Anspach, je les ai apprises par la presse. »

C'est au printemps 1980 que tout va se gâter irrémédiablement. « Dans, souligne M. Lévêque, plus d'un an avant la chute. » Et il raconte que ce fut la Banque de France qui, la première, formula des avis réservés et critiques sur le délai de cent quatre-vingt jours consentis par les fournisseurs pour le paiement de leurs achats ; que, de leur côté, les banques du groupe prirent le relais pour inviter à la prudence. Ainsi fut élaboré le protocole d'août 1980, qui consentait une consolidation contre un engagement de cession de 500 millions d'actif, indispensable dans une situation de trésorerie extrêmement tendue.

M. Lévêque : « Là encore, rien n'a été fait ou presque et cela par la volonté indéniable des dirigeants du groupe. Ce qui devait arriver est arrivé. D'abord une véritable crise chez les fournisseurs, qui se sont inquiétés. Nous avons organisé cette reprise et à ma connaissance aucune critique ne nous fut jamais adressée. Mais ce fut notre seule et unique intervention dans une reprise. »

Pour le reste, le CCF essaya de rendre des services. C'est lui qui après réflexion commune sur le choix d'un président du conseil de surveillance d'Agache-Willet présenta M. Jacques Héral. C'est lui encore qui plaça à ce conseil un des ses représentants.

Sur quoi, l'ancien dirigeant du CCF a sorti une épigramme sur laquelle est mentionné jour par jour, de mai à juin 1981, le montant quotidien des dépassements de débit.

« Là nous avons mesuré que l'on était en train de nous embarquer. Et le CCF a eu à se poser la question que toute banque se serait posée : Est-ce raisonnable et même licite de faire confiance à un groupe incapable de réagir ? »

Alors ce fut la décision du 22 juin 1981, ce fameux rejet fatidique d'un chèque de Bouscassac-Saint-Frères.

Connotations politiques

Sur ce chapitre, le président Cluël a posé une seule question : « Ce 22 juin était le lundi qui suivait le deuxième tour des élections législatives. Les frères Willet nous ont dit que votre décision d'exécuter leur groupe n'avait pas eu que des motifs techniques car votre « lachage » mettait sur les bras du nouveau gouvernement une question sociale bien épineuse. »

M. Lévêque a répondu avec une certaine hauteur : « Je n'ai jamais mêlé les relations banque-clients et les questions politiques. Il y a eu, effectivement, une coïncidence entre cette aggravation de la situation du groupe Willet et les événements politiques auxquels vous faites allusion. M. Ernaud, qui était directeur financier de BSF, a été informé de notre rejet de chèque le 22 juin au soir. Il devait nous rappeler le 23. Il ne l'a pas fait. Les événements politiques qu'on put tenter Jean-Pierre et Antoine Willet. Dès le lendemain du dépôt de bilan, le CCF comme la Société générale ont fait tout le nécessaire pour venir en aide à l'administrateur judiciaire et aux syndicats, pour éviter toute rupture dans le paiement des salaires et empêcher que les conséquences du dépôt de bilan ne s'étendent à des sociétés tout à fait viables comme Dior et Conforama. »

Sur quoi M. Lévêque est reparti sans avoir eu à ferrailler davantage. Les autres témoins du jour, anciens directeurs ou présidents du CCF, qui de la Belle-Jardinière, de la Agache-Willet se sont divisés entre les fidèles et les autres. Les fidèles jugent que ce fut la faute de M. Lévêque. Les autres, comme M. Christian Brizard, aujourd'hui retraité, rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière, ne furent pas d'accord, notamment avec l'opération Korvettes aux États-Unis. La raison de ce désaccord ? M. Brizard pour sa part a surpris son auditeur et fait grogner la salle en donnant sa réponse personnelle paisiblement et textuellement : « Il est très difficile pour des Français de se mêler d'affaires comme celles de la Belle-Jardinière et de grands magasins sont venus par des jults. Il est impossible à des Français de pouvoir espérer prendre pied. »

JEAN-MARC THÉLÉYRE.

Le Conseil de l'Europe veut accélérer la procédure des recours individuels

Vienne. — Les droits de l'homme ne sont jamais assez protégés : c'est la conviction des représentants des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe, qui sont réunis dans la capitale autrichienne les 19 et 20 mars. Deux thèmes sont à l'ordre du jour : la protection des droits de l'homme en Europe occidentale et les interrogations que suscitent les progrès de la science, comme l'insémination artificielle, la fécondation in vitro et les utilisations d'embryons humains.

A cette première conférence ministérielle du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme, la France est représentée, mardi, par M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État auprès du ministre des relations extérieures. Elle le sera, mercredi, par M. Robert Badinter, garde des sceaux, qui doit présenter un rapport sur « les droits de l'homme face au développement de la science et de la technologie ».

De notre envoyé spécial

Le Conseil de l'Europe souffre d'une image floue. L'opinion publique le confond le plus souvent avec le Parlement européen, mais aussi avec la Communauté économique européenne. Cette confusion vaut également pour la Cour de Strasbourg, chargée de sanctionner les violations des droits de l'homme dans les pays membres du Conseil de l'Europe, et pour la Cour de justice de Luxembourg, qui veille à la bonne application des règles communautaires.

Faces aux Dix, les Vingt et Un (1) ont du mal à s'imposer. Tandis que le CEE s'élargissait, le Conseil de l'Europe traversait une crise. Quelque peu somnolent ces dernières années, il cherche un second souffle. La conférence de Vienne, voulue par le nouveau et entreprenant secrétaire général, M. Marcelino Oreja, ancien ministre des affaires étrangères espagnol, est, enfin, celui-ci, l'occasion de redorer son image.

A la différence des deux autres grands systèmes internationaux de protection des droits de l'homme (Nations unies et Acte final d'Helsinki), le Conseil de l'Europe dispose d'un organe de contrôle relativement efficace, la Cour de Strasbourg.

Filtrage

Pierre angulaire de ce système, la convention européenne des droits de l'homme et ses sept protocoles additionnels sont un catalogue de principes fondamentaux que les États se sont engagés à respecter. Ces obligations sont relativement contraignantes, bien que les signataires puissent les mettre provisoirement entre parenthèses, « en cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation ». La France use actuellement de cette clause pour la Nouvelle-Calédonie, de même que la Turquie, comme le fit, par le passé, la Grèce des colonnes et le Grand-Bretagne pour l'Irlande du Nord.

La convention européenne des droits de l'homme, que la France a mis plus de trente ans à ratifier, ne serait qu'une déclaration de bonnes intentions de plus si elle ne donnait

chacunement à la commission et à la cour, s'agisse, au-delà, de franchir un pas de plus en fusionnant ces deux juridictions.

Il reste que beaucoup d'États supportent mal d'être condamnés à Strasbourg, et plus il y a de filtres mieux c'est. A cet égard, le point de vue de la Grande-Bretagne a, par exemple, été sanctionné pour des écoutes téléphoniques illégales et l'Autriche pour avoir détenu vingt-huit mois sans jugement un de ses ressortissants.

Les réserves françaises, aujourd'hui surmontées, restent un hommage à l'efficacité de ce système. Ce mécanisme est néanmoins souvent grippé. Sous prétexte de ménager la susceptibilité des États signataires, la convention prévoit, préalablement à l'examen public d'une plainte par la cour, une procédure de filtrage et de conciliation par une commission, qui rejette 97 % des requêtes qui lui sont présentées.

Cette course d'obstacles et son caractère interminable sont fortement dissuasifs. Lorsqu'une affaire est jugée par la cour, il s'est généralement écoulé six ans (quatre ans en moyenne devant la commission, deux devant la cour). Il n'en faut pas plus pour jeter le discrédit, chez les juristes et dans l'opinion publique, sur le mécanisme de contrôle institué par la convention.

lit-on ainsi dans le rapport qu'a présenté, mardi à Vienne, M. Pierre Aubert, chef du département fédéral des affaires étrangères de Suisse.

Les Vingt et Un souhaitent, en conséquence, accélérer la procédure. Un huitième protocole additionnel à la convention, qu'une quinzaine de délégations, dont celle de la France, s'apprêtent à signer mardi, prévoit que la commission pourra se dédoubler en chambres pour examiner les requêtes « qui ne soulèvent pas de questions graves relatives à l'interprétation ou à l'application de la convention ». Ce protocole additionnel n'entrera cependant en vigueur que lorsque les vingt et un États membres l'auront ratifié. M. Aubert, qui parle d'un « incontestable et regrettable

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

L'AFFAIRE DE L'HOPITAL DE POITIERS

Le rapport de synthèse des policiers retient l'hypothèse de la culpabilité du docteur Diallo

Poitiers. — Un volumineux rapport sur l'affaire du CHU de Poitiers vient d'être remis à la justice. Établi par le commissaire Christian Signorel, chargé de la sûreté urbaine de Poitiers, qui a mené l'enquête policière, ce document constitue le premier rapport de synthèse sur cette affaire. Il contient une série d'éléments inédits et retient, au premier chef, l'hypothèse de la culpabilité du docteur Bakari.

« L'état se ressente », avait cru devoir déclarer, dans les premiers jours de novembre, un avocat poitevin, soucieux de faire partager la satisfaction qu'il éprouvait devant la diligence de la justice de sa ville. Deux médecins étaient inculpés d'assassinat. Un mandarin — leur maître — les accusait « preuves » à l'appui. La belle, la superbe affaire ! L'homme devait, par la suite, déclancher. Faute de preuve directe, l'état, lui, ne s'est guère ressenti.

Dans l'attente des conclusions du collage des experts médicaux commis dans cette affaire, le rapport de synthèse établi par le commissaire Signorel offre une première grille de lecture cohérente sur un ensemble d'éléments et de déclarations parfois incomplets, souvent contradictoires.

On se souvient que, entre le 30 octobre, date du décès de Nicole Berneron, et le 7 novembre, jour où le procureur de la République de Poitiers a choisi de rendre les faits publics, l'affaire était restée secrète. A l'évidence, les policiers de la sûreté urbaine de Poitiers ont mis ces huit jours à profit. Leur rapport de synthèse témoigne en effet du caractère minutieux et méthodique de l'enquête.

Éléments inédits

Toutes les personnes concernées, de près ou de loin, directement ou non, par le décès de Nicole Berneron ont été entendues à de multiples reprises. Les emplois du temps des uns et des autres ont été établis, plusieurs fois vérifiés (celui du professeur Pierre Mériel, celui du professeur Pierre Mériel, celui du professeur d'anesthésie-réanimation du CHU, fait actuellement l'objet d'une nouvelle vérification). De même les déplacements, les propos,

Diallo, médecin anesthésiste-réanimateur, soupçonné d'avoir inversé les tuyaux d'arrivée des gaz sur un respirateur du CHU.

Le docteur Diallo, inculpé d'assassinat, est toujours sous contrôle judiciaire. Il a pris, le 18 mars, ses nouvelles fonctions à l'hôpital de Parthenay (Deux-Sèvres).

De notre envoyé spécial

Plusieurs éléments visant le docteur Diallo laissent aussi les enquêteurs perplexes. Pourquoi, par exemple, ce médecin demeure-t-il une gracieuse partie de la journée du 30 octobre présent dans son bureau du septième étage du CHU, alors qu'il s'est vu muté dans un autre hôpital de Poitiers ? Pourquoi donne-t-il à trois ou à quatre de ses intermédiaires, de 12 h 30 à 15 heures, l'impression que ces derniers lui apprennent la mort de Nicole Berneron ? Pourquoi, surtout, lorsque le docteur Archambeau lui apprend que le professeur Mériel a découvert une inversion des tuyaux sur le respirateur, manifeste-t-il une vraie surprise, déclarant alors en substance : « Ce que je voulais faire n'est plus possible » ?

A ces interrogations s'ajoutent le comportement du docteur Diallo dans les jours précédant le drame (il voulait qu'une enquête administrative soit menée dans le département d'anesthésie-réanimation) et le « trou » existant dans son emploi du temps de la veille, ces éléments constituant, aux yeux des enquêteurs, un faisceau d'indices concordants permettant de retenir, en premier lieu, l'hypothèse de sa culpabilité.

Rien, cependant, n'est acquis. D'autres emplois du temps de médecins pourraient, dans les semaines qui viennent, être repris et vérifiés. Pour leur part, les défenseurs du docteur Diallo continuent à démenter les failles du dossier d'instruction, avec, en premier lieu, la manière — très critiquable, il est vrai — dont fut conduite l'autopsie de la victime. Il est acquis que, à leur demande, un autre spécialiste en anesthésie-réanimation (le professeur Viars, de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris) se joindrait au collège des experts. Ce collège pourrait aussi entendre le docteur Diallo.

JEAN-YVES NAU.

Trois requêtes recevables contre la France

Trois requêtes contre la France ont été déclarées recevables par la Commission de Strasbourg depuis que le gouvernement de M. Mauroy a reconnu le droit de recours individuel prévu par l'article 25 de la Convention européenne des droits de l'homme. Cette déclaration de recevabilité ne préjuge évidemment pas la suite qui sera donnée à ces requêtes.

La première est la plainte déposée par M. Lorenzo Bozano, actuellement incarcéré dans son pays, l'Italie, pour avoir enlevé et tué le fils d'un industriel. En 1977, la chambre d'accusation de Limoges avait refusé son extradition, mais le ministère de l'Intérieur français l'avait fait expulser vers la Suisse. La requête de M. Bozano contre la France vient de franchir une nouvelle étape à Strasbourg puisqu'elle sera bientôt examinée par la Cour.

La seconde requête a été présentée par M. Rolf Dobbertin, un ressortissant de l'Allemagne de l'Est, accusé en 1979 par la France d'avoir livré à son pays des documents scientifiques confidentiels. M. Dobbertin, aujourd'hui en liberté mais toujours sous jugé, se plaint de la longueur de sa garde à vue (six jours) sous le régime de la Cour de sûreté de l'État et de la durée de sa détention provisoire.

La troisième plainte émane de M. Christian Farragut, un cadre licencié par son employeur, qui avait également porté plainte contre lui pour harcèlement. M. Farragut a mis près de huit ans à faire reconnaître par le tribunal de commerce de Paris que son licenciement était abusif et par le tribunal correctionnel qu'il n'était pas coupable d'escroquerie. Pendant ce laps de temps, M. Farragut estime exorbitant, les deux juridictions se sont constamment renvoyé la balle, aucune ne voulant se décider à trancher avant que l'autre ait pris sa décision.

B. L. G.

EN BREF

Des décisions en faveur des enseignants associés des universités

M. Olivier Schrameck, directeur du cabinet du secrétaire d'État chargé des universités, a présenté, lundi 18 mars, les mesures prises pour régler le contentieux entre les enseignants associés des universités et le ministère. Ces personnels sont généralement étrangers ou issus des milieux professionnels. Pour les trois cents assistants, maîtres-assistants et professeurs associés nommés avant 1978, il est proposé un recrutement sur liste d'aptitude, après avis des instances scientifiques.

Une centaine d'emplis réservés — seront, d'autre part, accessibles aux associés recrutés entre 1978 et 1982 (ils sont un peu plus de trois cents), dans la mesure où ils réussissent aux concours de recrutement.

Pour favoriser la mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures, le secrétaire d'État a décidé de « rendre possible le renouvellement de tous les associés jusqu'au 30 septembre 1986 ».

Enfin, M. Schrameck a souligné que les associés étrangers ayant le statut de réfugié politique bénéficieront de mesures garantissant « leur activité professionnelle et leurs conditions matérielles d'existence ». Ils pourront donc « être maintenus en fonction aussi longtemps qu'ils relèveront de ce statut ».

Un millier de jeunes se suicident chaque année en France

Un millier de jeunes se donnent la mort chaque année en France. Chez les quinze-vingt ans, le suicide représente la deuxième cause de décès après les accidents. Selon le Comité national de l'enfance, qui révélait ces chiffres lundi 18 mars à Paris, il y aurait dix mille à quarante mille tentatives de suicide d'adolescents par an. Les filles sont trois fois plus nombreuses que les garçons à tenter de se supprimer. En revanche, les garçons se tuent moins souvent et représentent les deux tiers des décès.

Comme l'a souligné le professeur Didier-Jacques Duché, il faut distinguer les tentatives de suicide pour lesquelles le désir d'autodestruction est incertain (elles s'apparentent alors plus à un besoin de communication, à un appel à l'affection) des suicides répétés avec volonté réelle de se donner la mort, qui ont un rapport direct avec la pathologie mentale.

● **Attentat contre un journaliste à Corte.** — Un attentat à l'explosif a détruit lundi 18 mars, vers 22 heures, à Corte (Haute-Corse), la voiture de M. Antoine Ferracci, chef de l'agence locale du quotidien *Nice-Matin*. La charge, qui était placée sous l'autonomie du journaliste, a endommagé les locaux de l'agence ainsi que deux magazines.

culture

MUSIQUE

A L'OPÉRA DU NORD

« Les Mamelles de Tirésias », selon Topor

L'Opéra du Nord connaît, depuis un an, des difficultés qui ont fait craindre pour sa survie (l'Atelier lyrique de Tourcoing a repris son autonomie) ; mais, profitant, visiblement, de la période de l'été, son nouveau directeur, Humbert Ceccato, a choisi de donner le change en plaçant sa saison sous le signe de la bonne humeur et de l'économie. Après *Costa fan tutte*, par l'Opéra national de Belgique, l'enlèvement au sérail, par l'Atelier lyrique de Tourcoing et le spectacle *Vive Offenbach!* venu de l'Opéra-Comique, la première production locale est celle des *Mamelles de Tirésias*, opéra-bouffe de Francis Poulenc sur un livret d'Apollinaire créé en 1947 et qui n'a pas pris une ride.

On avait déjà pu le constater, il y a quatre ans, lorsque l'École d'art lyrique l'avait présenté, à la salle Favart, dans une mise en scène assez appuyée de Jean Le Poulain. A Lille, on a mieux compris l'esprit facétieux de cette bouffonnerie tendre et corrosive. La conception des décors et des costumes a été confiée à Roland Topor, qui a trouvé le moyen de déployer toutes les ressources de son imagination, tant dans l'alliance des couleurs vives sur fond pastel que dans le symbolisme des décors : un buste de femme et un phare figurant les deux principes du couple, un blocage à journaux en forme de main puis la masque géant d'Apollinaire enfoncé dans le sable.

Tous ces éléments glissent ou virulent au gré des événements et de la fantaisie de Stéphane André, le metteur en scène. Les barreaux qui, traditionnellement, encombraient la scène au deuxième acte, ont été remplacés par des œufs qui défilent à point nommé et esquissent quelques pas de danse. Le costume le plus singulier est celui du Directeur s'adressant au public, dans le Prologue, coiffé de la pointe

d'un obus géant auquel une petite fille vient mettre le feu. Ainsi, le ton est donné dès le début, et Stéphane André sait le conserver avec un brio exempt de vulgarité.

Des voix agréables

Sous des dehors d'opéra, la partition exige des chanteurs très sûrs, doublés d'excellents comédiens. La distribution réunie à l'Opéra du Nord ne mérite que des éloges : on ne perd pas un mot du texte et les voix sont agréables ; on remarque particulièrement l'impressionnant Directeur de Michel Vannieu, l'agilité de Pauline Vailancourt (Tirésias), la trulence de Jean Brun (la Gendarme), et si l'on est surpris d'abord d'entendre le rôle du mort tenu par un baryton - au lieu d'un ténor - Jean-Marie Frémont n'a aucune peine à justifier qu'il se conforme à la première version de l'œuvre. Sous la direction de leur chef, Hervé Gaillet, les musiciens de l'Orchestre de l'Opéra du Nord réalisent, eux aussi, des prouesses dont on ne se doute pas.

En lever de rideau, la Compagnie des Ballets du Nord danse *Parade*, d'Erik Satie, décors et costumes de Picasso, chorégraphie de Léonide Massine (réalisée par Sissi Della Pietra), dans la reconstruction historique présentée à l'Opéra-Comique en 1979.

Cela pourrait avoir un côté « musée », mais l'effet de provocation a été désamorcé par les ans, il reste une fraîcheur d'autant plus touchante qu'on ne l'attendait pas.

GERARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations les 19, 26, 28 et 30 mars, à 20 h 30 et le 31 15 h 30.

(1) Pathé-Marocni a réédité récemment l'enregistrement réalisé en 1953 sous la direction d'André Cluytens avec Denise Benoît et Jean Girardeau dans les rôles principaux.

LE CHEF D'ORCHESTRE DU BAROQUE

William Christie et le carré du bon goût

Hippolyte et Aricie se donne salle Favart pour dix jours encore (le *Maïde du 19 mars*). L'Opéra de Rameau est magnifiquement dirigé par William Christie. Cet Américain de Paris, chef exigeant avec les chanteurs français, a confiance : le baroque n'est pas seulement une mode.

William Christie fume des Pall Mall dont il jette le cendre dans sa chemise, où il doit y avoir parfois d'agréables foux. Il a quarante ans, juste, l'allure de l'étudiant qu'il a été et brillamment à Harvard et à Yale. Il parle un français admirable ; porte des chaussures à semelles épaisses style croquetons confortables ; habite au fond d'une cour déguisée et calme - à trois pas de la place de l'Étoile - un vaste appartement aménagé avec discrète recherche.

Ici, boiserie blanche, les murs peints d'un parfait rose pâle où sont accrochés des assiettes de porcelaine bleue et des sanguines probablement italiennes. D'un côté de la pièce, un piano, de l'autre un clavier, et au centre, sous un lustre en cristal ancien, une immense banquette Louis XV recouverte de velours vert. Rangement simple, plancher ciré, tout cela lui correspond.

La France, une ambiance

Le musicologue et clavicembaliste, arrivé en France il y a près de quinze ans, y est devenu l'un des chefs d'orchestre les plus en vue dans le domaine de la musique baroque. Son groupe permanent - un noyau d'une dizaine de chanteurs réunis depuis 1979 - s'appelle les Arts Florissants, et fait florir comme le nom l'indique. Si, après un bref passage à Londres, William Christie a choisi de s'installer à Paris, c'est, dit-il, parce qu'il peut y vivre et travailler dans une harmonie plus

accessible, plus apparente qu'ailleurs.

Il s'explique : « La grande force qui reste en France est culturelle. Les gens rêlent, parlent de déclin, de décadence. On sent encore pourtant très fort une sorte d'ambiance : ici la beauté reste une préoccupation. En tout cas, la beauté que, moi, j'aime. Je la prends comme un privilège, une cure de luxe ».

Et il ajoute : « J'étais imprégné de l'art européen, grâce à ma famille, à mes maîtres, mais j'ai découvert l'Europe en m'installant à la fin d'une telle éducation. Bizarrement, alors que mes parents sont de souche anglaise et écossaise, j'ai toujours été fasciné par la culture du bassin méditerranéen, et par la langue française ».

Il évoque surtout sa mère, « qui dirigeait une très bonne chorale » dans l'Etat de New-York, où il est né. Elle lui a appris la musique. Son père ? Ingénieur-architecte, mais aussi fermier, un mélange de citadin et de rural. William Christie entre dix et quinze ans perfectionne son piano auprès des « plus grands pédagogues ». Joue de l'orgue aussi pour les offices religieux. Arrive à l'université pour étudier l'histoire de l'art. Après quatre ans il se recycle : piano, mais plus seulement en amateur. Musique toute. Rien d'autre. Débuts à Buffalo dans le concerto en sol mineur de Mendelssohn. Aa cas où on ne l'aurait pas dénoté, il précise que le répertoire romantique lui est précieux, et qu'il a aussi pratiqué la musique contemporaine. « Les effets de voix en musique ancienne sont, dit-il, très compatibles avec l'écriture d'aujourd'hui ».

Donc il a tout appris. Hélas, on ne peut tout faire. Cinq siècles de musique c'est trop. Il a choisi mais regrette sans cesse mille choses. Il aurait aimé par exemple, en même temps qu'il se consacrait davantage à la musique de la fin dix-septième début dix-huitième siècle, devenir historien de l'architecture à la même époque. « La musique d'alors, dit-il,

a un aspect extrêmement visuel, ou, architectural. Pourquoi je l'aime mieux que celle plus mûre des aboutissements et fins de tradition ? Justement à cause de sa jeunesse d'esprit ».

L'art Louis XV

« On sent chez Lully, Charpentier, Rameau le début d'une expression, une manière nouvelle de concevoir les sons, l'annonce d'un geste. Par geste, je veux dire mouvement juste : ici, une expression en correspondance avec l'art Louis XV. Le Louis XV pour moi est la définition de l'art français : on va jusqu'au bord, jusqu'aux limites, on ne prend pas le risque d'oublier, d'exagérer. On ne sort jamais du carré du bon goût. Il y a un contrôle de la violence, du tragique même - Dieu sait si l'histoire de Phèdre et d'Hippolyte est tragique. Ce contrôle, on ne le retrouvera pas du tout au grand siècle. Il va jusqu'à la manière de penser les sons. Ravel et Debussy l'ont compris, Gluck aussi, on voit la dette envers Rameau, en ce qui concerne l'émotion et cette complexité d'un orchestre avec la voix. La voix est là pour ajouter des syllabes, quelques paroles, mais l'argument a été donné par les instruments, les chanteurs sont impliqués dans un monde énorme. Ça demande à l'orchestre d'être superbement lyrique ».

William Christie continue d'un trait : « Nos instrumentistes font des choses dont les musiciens normaux sont incapables ». Il dit « nos » comme il dit « mes » chanteurs. Le baroque, un gilet ? Comme dans toutes les sectes il y a des exagérations, mais, répond-il, « Contrairement aux foules qui pensent qu'il s'agit d'une mode passagère, je crois que nous allons vivre ces prochaines années des moments extraordinaires. Déjà le public, fatigué des messes en si et des oratorios de Haendel interprétés d'importants comment, nous donne nos lettres de noblesse ».

« Depuis des années, je n'ai travaillé qu'avec des chanteurs intelligents. Non seulement ils ont une nature mais ils se renseignent. On cherche par exemple où se trouvent les documents pour un morceau italien d'avant 1650. Mais, attention, ce travail-là, d'archéologie, ne doit pas ou presque pas être perceptible à l'audition. Sinon c'est fatal. La musique, avant tout, c'est communiquer : une question de personnalité, de passion, de conviction ».

Passion, conviction. William Christie se verrait presque comme un prophète de la musique française en ce pays.

Francis recueilli par FRANCIS MARMAIDE.

MATHILDE LA BARDONNIE.

VARIÉTÉS

A L'OLYMPIA

Etienne Daho, l'adolescent romantique

La passion de la musique est venue tardivement chez Etienne Daho, ancien étudiant d'anglais qui avait la curieuse ambition de rédiger le sous-titrage des films américains. A Rennes, sa ville natale, Daho a travaillé longtemps en marge de la scène musicale, passé des jours et des nuits en compagnie du groupe rock local, Marquis de Sade. Une rencontre, une histoire d'amour, l'a brusquement propulsé dans l'écriture spontanée de chansons, dans la mise en forme des images fugaces, des émotions et des incertitudes de la vie.

Etienne Daho a publié son premier album (*Mythomane*) chez Virgin, une firme dynamique qui, malgré la crise, continue à travailler à long terme avec les jeunes artistes et les aide à franchir l'étape de la maturité. Il y a plus d'un an, un deuxième 33 tours (*La Notte*) faisait peu à peu l'attention par une exploration des espaces intérieurs, sans grandiloquence, avec le langage le plus simple, à la limite de la naïveté. Par une mise en valeur de couleurs sonores douces et brillantes, claires et aérées. Par une voix chaude, fragile, voilée de murmures.

Daho proposait une image (un chanteur qui n'a pas encore quitté le romantisme de l'adolescence), des idées et un bon enregistrement. L'album n'a pas crevé les plafonds de vente (50 000 exemplaires vendus). Il a permis néanmoins à l'auteur de *Week-end à Rome* et du *Grand Sommeil* de commencer vraiment son aventure.

Lundi soir, Etienne Daho proposait son spectacle à l'Olympia. Le music-hall du boulevard des Capucines n'avait pas connu pareille affluente depuis longtemps. La salle était en symbiose avec un chanteur dont le premier aboiement est d'être naturel.

Un large complet sombre sur un tricot marin, à la fois timide et désinvolte, la tête pleine de rêves et de nostalgie, Daho charme et séduit, chante ses histoires d'amour et sa séduction de la nuit, et aussi Gene Tierney, l'actrice américaine des années quarante et cinquante, l'étrange fascination de son visage, de son allure meurtrie et mystérieuse. Le public, âgé de dix-sept à trente ans, s'est levé à la quatrième chanson et il est resté debout jusqu'à la fin, envoûté par ce nouveau héros des années 40 et 50, qui ne cache pas ses racines (le rock) et chante, en hommage, un titre du Velvet Underground.

CLAUDE FLÉOUTER.

CINÉMA

« LA RIVIÈRE », de Mark Rydell

Mélodrame de la terre

Cela débute par une scène de catastrophe. Dans une vallée du Tennessee, des pluies abondantes ont provoqué une crue de la rivière ; elle inonde les terres et les récoltes des petits fermiers. Parmi eux, Tom Garvey (Mel Gibson), et sa courageuse femme, Mac (Sissy Spacek). On sait qu'aujourd'hui, en certains États agricoles des Etats-Unis, les paysans sont aussi mal lotis que ceux des années 30, victimes de la dépression économique.

C'est là le seul lien avec les *Saisons du cœur*, de Robert Benton. Le film de Mark Rydell, en revanche, est proche des *Moissons de la colère* de Richard Pearce (sortie début avril), qui traite à peu près des mêmes problèmes et des mêmes situations, mais en allant jusqu'à l'étude sociale et politique. Chez Mark Rydell, le conflit entre les exploitations modestes, condamnées à plus ou moins longue échéance, et l'industrialisation (un barrage doit être construit dans la vallée volontairement inondée et il faut, d'abord, racheter les terres) devient une affaire personnelle.

En effet, Joe Wade (Scott Glenn), le directeur de la compagnie achetant le maïs et faisant pression sur les cultivateurs, est épris de Mac Garvey et veut ruiner le mari, son rival. Le sursaut de solidarité des gens de la terre contre les débordements de la rivière (grande scène finale répondant à celle de début) prend une dimension mélodramatique, édifiante, après tous les malheurs dont la famille Garvey est accablée, après la lutte de Sissy Spacek, la transformant en héroïne de l'agriculture en détresse. Mel Gibson, beau et cabochard, et Scott Glenn, incarnation à la fois du progrès et de la perdition, ont l'air de se reavoyer des bras d'honneur. Curieusement, la partie la plus intéressante de ce film-spectacle (bravo, la technique) est dans un opéra d'une grève ouvrière en cours de laquelle Tom Garvey, venu s'embarquer par besoin d'argent, souffre la honte d'être un « jaune ».

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

JAZZ

AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Michel Portal, double jeu

Interprète de Mozart et de Brahms, compagnon de route de Stockhausen, Boulez, Berio, Kagel ou Globokar, auteur de musiques de films, jazzman, Michel Portal se produit au Théâtre de la Ville du 19 au 23 mars : trois concerts classiques, avec le quatuor Hagen de Salzbourg et le pianiste Michel Daltorio ; deux concerts de jazz avec Harry Pepl, J.-P. Jemmy-Clark, Mino Cinelu et Daniel Humair.

Sous les cimbales du Théâtre de la Ville, une immense salle faiblement éclairée par huit hublots : la « comédie ». Fémoraire, théâtre aux airs de décor moderne, avec citernes, avants et spots éteints : se mêlent de quatre chaises vides, celles du quatuor Hagen, météorisme électronique en sautoir, écharpe ou cou, Michel Portal continue de répéter. Alignées à ses côtés, signes du choix difficile et de l'égoïsme, des dizaines de boîtes d'anches.

Michel Portal a été un interprète classique qui s'offre des débauches dans le jazz ou, réciproquement, qui garantit le sens de l'improvisation par des démonstrations techniques. Là où les autres, sans exception, ne fréquentent les deux domaines qu'avec une inévitable inégalité de traitement, il pratique, lui, le bilinguisme comme un double jeu. Avec évidence. Avec la marque indéniable de la vérité et de la présence à la musique : « Le jazz donne le sens du reste de ma musique. C'est sa sortie, l'envers du miroir. Le jazz suppose une discipline terrible. Avec les gens du classique, je continue d'apprendre, soit en les choquant, soit en me trompant avec eux. Mais dans chaque composition, ce que j'essaye de saisir, ce sont les vitesses, les différences de vitesse. Prenons Mozart par exemple (il se met à jouer), il peut être gai ou triste, s'amuser ou se lamenter, mais brusquement la danse revient. Et la danse, je la connais. S'il y a un passage de danse (il le chante) qu'un musicien de classique pourrait ne pas sentir, je suis là pour le rappeler. Je dis, n'oubliez pas la danse... »

« On m'a fait écouter du jazz très tôt, Lester Young, Ben Webster... J'ai été profondément séduit. Je pensais que c'était impossible d'apprendre. La musique s'est toujours imposée à moi par chocs. Enfant,

j'étais fou de Lomax, Louise. « Va petit moussu » (il chante), etc. Je passais des heures à manœuvrer le gramophone. Un jour on m'a offert une mandoline. Et surtout, il y a ce type qui est passé à la maison avec une clarinette. Le choc de ma vie. Il a dû jouer à peu près comme ça : Le carnaval de Venise, avec un son assez classique, et surtout en faisant des variations, des paraphrases, sans vraiment d'improvisation. Je n'en croyais pas mes oreilles. Je ne savais pas qu'on pouvait tirer de son d'un instrument, lui faire ça d'a la musique. J'étais éberlué. Je ne suis pas remis de cette double découverte : le jazz et ces variations de clarinette... »

« La musique s'est alors imposée comme une religion. Dans la famille il y avait des accordéonistes, des trompettistes et cet oncle chef d'harmonie. Au fond de l'impression de mon père, tous les instruments de la clique étaient là, rangés, les tambours, les cuivres, les clarinettes : une caverne d'Al-Baba... »

Le mystère de la clarinette

« La clarinette continue d'être un mystère. C'est un instrument ingrat. On ne peut jouer trente-six mille choses. Il n'y a aucune flexibilité. Un flûtiste peut s'amuser (il finit), pas un clarinetiste. C'est pourquoi on parle très peu des clarinettes. Peu de littérature - je ne vais tout de même pas jouer des transpositions, - peu de souplesse, l'instrument est douloureux. Avec ce morceau de bois, je cherche à longuement de journe, j'ai l'impression de chercher depuis cinquante ans. En jazz, je n'y touche pas : en dehors de la clarinette basse, pas de clarinette... »

« En jazz, mon plaisir serait de jouer avec les très grands. Jouer avec des types auprès de qui je serais le plus mauvais : pour apprendre, pour avancer. Mais aujourd'hui les gens sont « médiatisés » à bloc. On n'ose plus. Moi, j'ai besoin de ceux qui viennent d'ailleurs, pour inventer d'autres expressions, d'autres vitesses. Paradoxalement, l'époque n'est pas si communicative. Ça ne circule pas, quoi qu'on dise. L'expression qui ne vient le plus à l'esprit ces temps-ci, c'est « les bâtons dans les roues ». Guerres des genres et des carrières, les musiques sont spécialisées. Je ne vois plus de folie et très

peu de fête. Beaucoup d'application. Tout est compartimenté par le commerce, les jalouses, la solitude. Aujourd'hui, c'est mon sentiment, la musique ne rassemble plus les gens... »

« Mon deuxième César des musiques de film ? Il éclate de rire : « Au fond, il y a dans tout homme quelque chose qui accepte les récompenses... »

Francis recueilli par FRANCIS MARMAIDE.

PETITES NOUVELLES

■ CONCERTS POUR FELA. - L'opération internationale commencée à se multiplier pour le saxophoniste et chanteur algérien Fela Aduki. Ainsi, dimanche 6 novembre dernier à cinq ans de prison (motif invoqué : trafic de drogues). Une caravane va entreprendre, dans les prochains jours, des tournées à Fela avec le groupe rock Fizza. A Rome, le rocker italien Pino Daniele participera à un concert spécial, puis ce sera au tour d'Udo Lindenberg à Berlin, du groupe Téléphone à Paris (fin juin à l'Opéra de Paris), de Peter Gabriel à Londres. Steve Wonder célébrera la sacro-sainte Fela à l'Hollywood Bowl, de Los Angeles.

Avant son incorporation, Fela avait confié à ses agents artistiques français des bandes d'enregistrement réalisées il y a deux ans. Le producteur américain Bill Lawwell a retravaillé le son à New-York avec des musiciens américains. La réédition, paraît-il, aujourd'hui, sous la forme d'un album intitulé *Arrogance* sera éditée et distribuée chez Celidisc.

■ CHORALES D'ILE-DE-FRANCE. - La délégation régionale aux affaires culturelles d'Ile-de-France et plusieurs associations recherchent des choristes pour les chorales d'Ile-de-France. La clôture des inscriptions est fixée au 31 mars. Les dossiers doivent être adressés à : DRAC Ile-de-France, Chantale de Corbiac, 5, rue La Bruyère, 75009 Paris (tél. : 285-45-28).

■ UN DON POUR LA COLLECTION GUGGENHEIM A VENISE. - Le public sera plus de temps cette année pour visiter la collection Peggy Guggenheim de Venise. Le palais de la machine américaine sera en effet ouvert trois mois de plus (jusqu'au 31 décembre). C'est un don de la fondation de l'Etat de New-York (500 000 dollars) qui vient de faire à la fondation le groupe industriel américain United Technologies (UTC). Pour assurer l'entretien des quarante-trois œuvres de maîtres contemporains, dont Kandinsky, Picasso, Calder, prêtées par le Guggenheim de New-York, viennent s'ajouter à l'exposition *Marcel Duchamp* (sculptures de Goya et de Picasso) inaugurée le 3 mars.

MERCREDI

ANTARCTICA

« Cette histoire m'a complètement bouleversé par cette leçon de respect des êtres qu'ils soient, humains ou animaux, cette réflexion sur la dignité, l'humanité, l'esprit d'équipe, l'espoir et la solitude... »

Robert Hossein

TARO et JIRO : ils ont réussi là où les hommes ont échoué.

une aventure racontée par ROBERT HOSSEIN



COMMUNICATION

POUR SORTIR DE SA CRISE ÉCONOMIQUE Le cinéma mise sur les médias

L'année 1984 n'a pas été bonne pour l'économie du cinéma français, et 1985 risque d'être préoccupante. Le premier bilan dressé par le Centre national de la cinématographie montre que la fréquentation des salles accuse une baisse d'environ 4 %. Face à cette tendance à l'érosion du marché, on produit toujours

beaucoup de films (161 en 1984 contre 131 en 1983), et les coûts de production, qui avaient spectaculairement dégrisé de 30 % l'an dernier, n'ont pas diminué.

La situation n'a rien de catastrophique, comparée à celle des autres pays européens, mais elle contraste singulièrement avec l'opti-

misme affiché après les bons résultats de 1981. Les premières victimes de ce mouvement de balancier sont les distributeurs, dont la disparition risque d'asphyxier la production. La profession et les pouvoirs publics cherchent des solutions du côté des nouveaux réseaux audiovisuels.

Le cinéma français dispose d'une grande réserve de talents. Acteurs, scénaristes, réalisateurs et producteurs peuvent créer environ cent vingt films de qualité par an. De l'autre côté, le public fait un excellent accueil au film français, et un réseau de salles modernisé et bien structuré peut assurer l'exploitation de quelque cent soixante longs métrages par an. Tout cela pour le mieux s'il ne manquait le maillon intermédiaire. Il ne reste plus en France que quatre entreprises de distribution susceptibles de traiter chacune une quinzaine de nouveaux films français par an. Ce goulet d'étranglement est la plus grave menace qui pèse sur la cinématographie.

Ce vigoureux signal d'alarme, c'est M. Denis Chateaux qui le tire, lors d'une récente séance du séminaire multimédias du CESTA (1). Ancien directeur chez Gaumont, personnage-clé du cinéma français - il a assuré la programmation de plus de six cents salles - Denis Chateaux connaît parfaitement les rouages économiques de la profession. Il sait que, de tous les cinémas, ce sont ceux qui ont le plus de difficultés (baisse de fréquentation, chute de la production, difficultés de Gaumont et de Parafrance), la disparition de distributeurs, la perte de la liste des films à distribuer, la liste est longue, et il faut y ajouter Gaumont et Parafrance, dont les difficultés financières risquent de réduire sensiblement l'activité.

Certes, il reste quelque cent cinquante entreprises inscrites à la fédération des distributeurs, mais la plupart ne distribuent qu'un ou deux longs métrages par an et n'ont pas la surface financière suffisante pour être l'interlocuteur de la production. Car le distributeur, dans le cinéma, a cessé depuis longtemps d'être un simple grossiste, agent technique assurant le tirage des copies et le lancement des films. Par l'intermédiaire du « minimum

garanti », il anticipe sur les recettes des salles et assure la plus grande part du financement de la production.

Dérèglement généralisé

Ce rôle de banquier rend les distributeurs particulièrement sensibles à la crise qui affecte les mécanismes économiques du cinéma. L'augmentation des coûts de production des films entraîne celle des minima garantis chargés de les couvrir. Les frais de lancement subissent un dérapage généralisé. Un film comme *Le Serpent à plumes* est tiré à plus de quatre cents copies pour être diffusé massivement et simultanément dans toute la France. La publicité qui accompagne sa sortie s'élève à 6 millions de francs. Soit un total de 10 millions de francs, qui vient s'ajouter au minimum garanti dans l'investissement du distributeur.

Cette surenchère ne va pas sans risques. Pour avoir en distribution *Le Serpent à plumes*, la société AMLF doit avancer quelque 30 millions de francs sur un devis de production qui s'élève à 60 millions de francs. Mais Gérard Oury est un metteur en scène à succès et Coluche a triomphé l'année précédente dans *Tchao Pantin* : le projet présente donc toutes les garanties de succès. Hélas ! les vieilles recettes ne sont pas toujours les plus sûres. *Le Serpent à plumes* ne fait pas la moitié des entrées nécessaires pour couvrir ses frais. La perte est sèche pour AMLF, et il faudra les succès répétés d'*Amadeus*, des *Ripoux* et d'*Un dimanche à la campagne* pour boucher ce trou.

Tous les distributeurs n'ont pas cette chance... La baisse de la fréquentation, la concentration des bonnes recettes sur une quarantaine de films rendent ce métier aussi risqué qu'un jeu de casino. Sur la dizaine de distributeurs français d'aujourd'hui, seuls quatre ont vu leur chiffre d'affaires augmenter : UGC, Gaumont, AMLF, AAA, auxquels il faut ajouter Hachette, qui s'est lancé depuis un an dans le cinéma. C'est insuffisant pour valoir l'ensemble de la production française. Dès lors une seule question hante aujourd'hui toute la profession : combien de films français resteront, dès cette année, sans financement faute de distributeurs ?

Que peut-on faire rapidement ? Certains professionnels songent à modifier les mécanismes du fonds de soutien, ce remarquable système d'épargne collective, alimenté en grande partie par une taxe sur le billet de cinéma. Celui-ci ne profite que peu à la distribution : 32 millions de francs en 1984 pour 221 millions de francs pour l'exploitation et 192 millions de francs pour la production (auxquels on peut ajouter les 90 millions de francs de l'avance sur recettes).

Mais beaucoup de producteurs redoutent qu'une aide aux entreprises de distribution ne renforce leur poids sur la production. Ils suggèrent que l'aide du fonds de soutien soit directement au secours de la production, même s'il faut un peu rogner sur les subventions accordées à l'exploitation. « Le parc de salles français a achevé sa modernisation et sa restructuration, entend-on dans les milieux de la production. Pourquoi encourager des entreprises de distribution qui ne font que profiter de la fréquentation baissée ? »

Taxer la télévision

Mais ce type de propositions risque de rallumer la guerre entre les différentes branches de la profession, et le Centre national de la cinématographie (CNC), autorité de tutelle, tente de l'éviter. Son nouveau directeur, M. Jérôme Clément, ancien conseiller technique de M. Pierre Mauroy à Matignon, essaye de faire évoluer les choses en douceur : « La salle de cinéma restera toujours une étape essentielle pour la valeur d'un film et on ne peut retirer un soutien financier à l'exploitation sans risquer de compromettre ce qui fait le cinéma. Mais la salle perd peu à peu son poids dans l'économie du film et il faut bien modifier les mécanismes d'aide en fonction de cette situation. Nous étudions le moyen de faire contribuer à cette aide tous les supports de diffusion du film, en instituant une taxe sur la publicité télévisée et une taxe sur les cassettes, qui remplacerait le régime fiscal actuel de la vidéo. »

Taxer la télévision : la proposition ne sera pas très populaire et elle

heurtait de front les responsables des chaînes publiques et les promoteurs de télévision privée, qui s'inquiètent déjà pour leurs ressources. Mais il faudra bien que le cinéma règle son vieux contentieux avec la diffusion des films à domicile. Le déséquilibre est flagrant : d'un côté 190 millions d'entrées dans les salles, qui rapportent à l'industrie près de 4 milliards de francs ; de l'autre environ 5 milliards de « visions » (2), qui correspondent à 250 millions de francs d'achat de droits par la télévision et 120 millions de francs investis en coproduction.

Les producteurs de cinéma se plaignent que le même film soit consommé pour 30 francs en salles, pour 20 francs en vidéo, pour 2 francs environ sur Canal Plus et pour quelques centimes à la télévision. Ils savent parfaitement que la solution de la crise qui les frappe aujourd'hui se trouve sur le petit écran. Le film, programme favori du public et produit d'appel de tous les nouveaux réseaux, est un capital précieux, dont il faut renégocier le prix. Déjà Canal Plus, avec ses 270 000 abonnés, apporte au cinéma plus de la moitié des recettes en provenance des chaînes publiques.

Demain, les télévisions privées feront monter les prix pour concurrencer le service public. Les banques suivent les professionnels du cinéma dans leur analyse. Si la Compagnie financière de Suez crée une filiale avec le groupe MK 2, si la banque Worms, à la tête d'un groupe bancaire, entre dans le capital du distributeur AMLF, c'est pour constituer des sociétés dotées d'une solide assise.

« Dans quelques années, explique M. Chateaux, le cinéma verra ses films trois fois plus cher aux télévisions. Les recettes de la diffusion à domicile équilibreront enfin la baisse de la fréquentation des salles et la profession aura retrouvé sa santé économique. Il suffit aujourd'hui de tenir bon jusqu'à là. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

- (1) Centre d'études des systèmes et technologies avancées.
- (2) Chiffre obtenu en multipliant le nombre de films diffusés par an à la télévision par l'audience moyenne des films.

SCIENCES

LA NASA S'INQUIÈTE DE LA CONCURRENCE D'ARIANE

L'administrateur de la NASA est « préoccupé par Ariane ». Dans une interview au *Washington Post*, publiée le 18 mars, M. James Beggs, représentant des déclarations qu'il avait faites il y a un mois, a déclaré qu'un an la NASA a signé cinq contrats de lancement de satellites par une navette, mais que quatre autres sont allés à Ariane, la société européenne qui commercialise Ariane. « C'est la première fois que nous devons partager le marché avec eux, et cela m'inquiète », déclare M. Beggs.

Il faut sans doute replacer ces déclarations dans leur contexte, la préparation du budget de la NASA. Au siège d'Arianespace, on maintient que, en face d'un marché des télécommunications spatiales qui croît de 10 % par an, la navette et Ariane sont beaucoup plus complémentaires que concurrentes, que ces deux lanceurs n'offrent pas exactement le même service de lancement, et qu'il ne faut pas oublier que, contrairement à Ariane, la navette américaine assure bien d'autres missions que le seul lancement de satellites.

M. ANDRÉ BERROIR EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'INSTITUT DES SCIENCES DE L'UNIVERS

Le *Journal officiel* du 16 mars publie un arrêté nommant M. André Berroir directeur du nouvel Institut des sciences de l'univers (INSU), récemment créé.

(Né à Chambéry (Savoie) le 10 juin 1933, M. Berroir est agrégé de mathématiques et docteur en sciences. Il enseigne à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) depuis 1970. Spécialiste de la mécanique des fluides et de la physique de l'atmosphère, M. Berroir dirigeait depuis 1974 le laboratoire de météorologie dynamique du CNRS (à Palaiseau et à Paris). En 1981, il a créé et installé à l'École polytechnique le centre de calcul vectoriel pour la recherche.)

Le *Nautille* entre en service. — Le petit sous-marin français de recherche, le *Nautille*, est opérationnel depuis le 17 mars. Le 14 mars il a plongé à vide dans la fosse de Porto-Rico, à 6 000 mètres de profondeur, soit à 600 mètres au-delà de sa profondeur limite nominale de 5 400 mètres. Le 17 mars, avec trois hommes à son bord, il a plongé à 5 800 mètres de profondeur. Les essais habités jusqu'à 6 000 mètres de profondeur vont continuer jusqu'au 11 avril au large de Porto-Rico.

SPORTS

JUDO

La collection de Brigitte Deydier

Le judo français en général et le judo féminin en particulier se portent bien. Après les six médailles rapportées des championnats du monde de Vienne, en novembre dernier, ce sont cinq places de podium qui sont venues récompenser les efforts des daines en kimono, les 16 et 17 mars, aux championnats d'Europe de Landshut (Suisse).

Le chef de file de cette équipe est incontestablement la Montalbanaise du RCF Brigitte Deydier, qui, à ses deux titres mondiaux, a ajouté en Suisse un troisième titre européen en moins de 68 kg, avec un sens tactique parfait. Les autres médailles ont également enrichi un palmarès

déjà brillant : ancienne championne du monde, Béatrice Rodriguez a repris son titre des moins de 56 kg ; deux fois vice-championne du monde des moins de 48 kg, Marie-France Colignon a décroché l'or pour la première fois, ainsi que Pascale Doger, habituelle des troisièmes places, en moins de 62 kg. La cinquième médaille est revenue à l'ancienne championne du monde des plus de 72 kg, Nathalie Lupino, qui tentait sa chance dans la catégorie inférieure : elle a été stoppée par la championne du monde belge Ingrid Berghmans, mais a néanmoins pu se classer troisième.

Football

REPORT PROBABLE DE DNEPROPETROVSK-BORDEAUX

Le match retour des quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football entre les Soviétiques de Dnepropetrovsk et les Girondins de Bordeaux, qui devait être joué mercredi 20 mars à Kirov-Rog (Ukraine), sera probablement reporté au lendemain 17 heures (15 heures en France). Après une escalade à Kiev, lundi, l'avion charter des Bordelais n'avait pu rallier Kirov-Rog à cause du brouillard. Les champions de France envisageaient de prendre un train de nuit pour arriver à destination mercredi matin vers 7 heures, après onze heures de voyage. Pour les mêmes raisons, les joueurs soviétiques, qui entraient de Tbilissi, étaient bloqués à Dnepetrovsk (Ukraine), tandis que les arbitres de la rencontre se trouvaient encore à Moscou.

Une semblable mésaventure est arrivée aux joueurs de la Juventus de Turin, dont l'avion n'a pu atterrir à Prague à cause de chutes de neige. Déçus sur Bratislava, les coéquipiers de Michel Platini ont dû emprunter un car pour rallier Prague mardi vers 3 heures du matin.

HOCKEY-SUR-GLACE

Le championnat du monde « C », — Le quatrième tour du championnat du monde « C », organisé en Haute-Savoie (Chamonix, Megève et Saint-Gervais), a permis à la France, victorieuse de la Yougoslavie (2-1), de prendre la tête du classement. Les autres matches ont donné les résultats suivants : Roumanie bat Corée du Nord, 18-5 ; Chine bat Danemark, 6-1 ; Bulgarie bat Espagne, 9-3. — Classement : 1. France, 7 pts ; 2. Roumanie et Yougoslavie, 6 ; 4. Chine, 5 ; 5. Bulgarie et Danemark, 4 ; 7. Corée du Nord et Espagne, 0.

Le *Tennist* : « Masters » féminin. — Doté de 50 000 dollars, le « Masters » féminin, organisé au Madison Square Garden de New York, s'est ouvert, lundi 18 mars, par deux surprises : l'Australienne Wendy Turnbull (tête de série n° 4) a été battue par la Suédoise Catarina Lindqvist (3-6, 6-2, 6-2) et la Canadienne Carling Bassett (tête de série n° 8) a été éliminée par l'Américaine Cathy Rinaldi (6-3, 6-2). Dans le troisième match, la Tchécoslovaque Helena Sukova a battu l'Allemande de l'Ouest Clnidia Kohde-Kilsch (7-6, 7-6).

— *Tournoi de Nancy*. — La première soirée du tournoi de Nancy, doté de 80 000 dollars, n'a pas été favorable aux Français. Jérôme Potier, Loïc Courteau et Eric Wino-gradsky ont été éliminés respectivement par l'Australien Rod Frawley (7-5, 6-4), l'Américain Bernard Pils (6-1, 6-0) et l'Américain Mike De Falmer (3-6, 7-6, 6-4).

VU

Miroir familial

Barjo, cas Bergout ? Pas autant qu'on pourrait l'imaginer. Tout d'abord, c'est un portrait, et non un reportage, en France, à se retrouver en miroir sur la petite écran. On attendait de pied ferme cette tribu parnassienne par Stéphane Collaro. On n'a pas eu le temps de se poser des questions. En deux temps trois mouvements, la famille Bergout a déboulé dans nos foyers avec ses tics, ses problèmes, ses contradictions. Et en moins d'un quart d'heure on avait fait connaissance avec chacun des sept membres de cette maison-banquissarde plus française que nature.

Outrances, humour, gros bon sens y sont poussés jusqu'à la caricature. Une manière habile de déclencher la bonne humeur qui ne sert peut-être pas du goût de tout le monde.

Les auteurs de ce feuilleton (ils sont quatre) n'ont pas dormi dans la nuée. Ils ont cherché à rassembler sous le même toit un père autoritaire, Raymond, membre du RPR - et fier de l'être - ne cachant pas ses tendances racistes, sa femme Odile, mère au foyer, écorchée par sa grande gaule de mari, leurs trois enfants (Robert, en pleine crise d'adolescence, Nicolas, le petit surdoué à la langue bien pendue, Sandrine « imbibée » par ses études en psychologie), la grand-mère Lucienne Roblochon, complot de sa fille Odile, et son époux Gustave, militant au Parti communiste. Un cocktail qui a déjà explosé lundi soir.

ANITA RIND.

« La Famille Bergout », TF 1, du lundi au vendredi, 19 h 40.

Le SNES critique la prise de contrôle du « Matin de Paris » par des organisations proches de la FEN

De notre envoyé spécial

La FEN avait donné son accord à cet achat. « Nous avons pu lire dans l'École libératrice (2) que la direction du Syndicat national des instituteurs avait fait de même. Son secrétaire général ayant précisé, en réponse à des questions, qu'il fallait que nos organisations s'achètent à l'air des investissements politiques. » Pour M. Vuillat, tous les syndicats de la FEN sont concernés par cette affaire, car il s'agit « d'un investissement politique qui s'est fait en notre nom sans qu'il y ait eu aucun moment quelconque ait été consulté ». S. S.

(1) L'Union d'économie sociale média, que préside M. Pierre Roussel, regroupe divers organismes, la plupart liés à la FEN (le Monde du 2 mars).

(2) Organe du Syndicat des instituteurs et PEOC.

Benagou. — Lors de l'ouverture du congrès du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), lundi 18 mars à Benagou, le secrétaire général de cette organisation, M. Monique Vuillat, s'est livré à une vigoureuse attaque contre la direction de la Fédération de l'éducation nationale, à laquelle appartient le SNES, à propos du rachat du quotidien *Le Matin de Paris*. La responsable du SNES, proche du Parti communiste, constate que les associations et mutuelles qui constituent l'empire de la FEN (à majorité socialiste) « ont pris la décision de constituer une UES-Média (1) dont le premier acte est l'achat de *Le Matin*, quotidien d'opinion, avec l'ambition de se placer dans le réseau des télévisions privées de la télématique ».

Selon M. Vuillat, le SNES a appris le 14 mars que la direction de

EXPOSITION

67^e Foire internationale de Lyon

Lyon. — « Le monde des idées neuves », slogan ambitieux pour la 67^e Foire internationale de Lyon, qui doit se tenir, du 16 au 25 mars, dans le très récent parc des expositions Eurexpo de Chassieu dans la banlieue est de l'agglomération. En changeant de cadre, en abandonnant le décor démodé des quais du Rhône, la Foire change de dimension. Certes, les ratios —

De notre correspondant régional

nombre de visiteurs, d'exposants, surfaces de stands — ne changent pas fondamentalement. Mais la co-bénéficiaire architecturale — manifestée par une structure en étoile qui prend en compte les besoins divers par nature des exposants, des acheteurs et du grand public — du nouvel Eurexpo rend crédible la volonté des responsables locaux (Ville de Lyon, conseil général et chambre de commerce) de donner une impulsion nouvelle à cette foire ode avec le siècle.

Quatre-vingt-cinq mille mètres carrés de plain-pied accueilleront pendant plus d'une semaine quinze sections regroupant des activités grand public allant de l'équipement de la maison au jardinage en passant par le bricolage et un espace « trouvailles ». Cette énumération, au fond traditionnelle, masque l'effort très sensible de renouvelle-

ment tenté pour donner un nouveau souffle à une manifestation qui essai de plus en plus de toucher les catégories de population plus perméables à l'innovation.

La Foire a été précédée du 20 au 25 février par un salon multi-professionnel fermé au public. Le salon Pro-Contact a été qu'un demi-succès ou point que les organisateurs ont dû renégocier avec les exposants les conditions de leur participation financière.

Cette première démarche difficile prouve l'ampleur de la tâche : il n'est pas aisé de changer des habitudes commerciales inscrites dans une longue tradition locale. Une « avant-première » sans public n'est pas encore entrée dans les mœurs. D'où l'importance du « parti » de M. Pierre-Marie Maisonneuve, commissaire général de la Foire de Lyon, qui souhaite réussir à partir de samedi une « grande fête à vocation commerciale ».

CLAUDE RÉGENT.

Le Monde
dossiers et documents

MARS 1985

LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Dans ce numéro un second dossier
L'ÉCONOMIE REAGANIANNE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,80 F

Le Monde ECONOMIE

L'AVENIR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS FRANÇAISES

Le va-tout de la CGE aux Etats-Unis

L'avenir des télécommunications françaises va se jouer dans les trois ans qui viennent aux Etats-Unis. Alcatel-Thomson, filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE), qui porte désormais la responsabilité de ce secteur, multiplie depuis quelques mois les accords avec des firmes d'outre-Atlantique. Objectif : se glisser sur un marché américain « ouvert » depuis l'écroulement du monopole d'ATT début 1984. Au sein de la CGE, on ne cache pas qu'il s'agit d'un véritable quitte ou double.

Thomson résonne en général mieux... car il est anglo-saxon. Surtout, le groupe français n'a pas perdu toutes ses habitudes d'arsenal. Il exporte 70 % de ses équipements dans les pays en voie de développement grâce au puissant soutien politique et financier des PTT français. Indispensable pour emporter le marché en Inde, et encore tout dernièrement en Chine, M. Mezardieu, le ministre des PTT, sera de peu de secours cette fois dans « le grand bain » américain.

Or M. Poberon dans les années passées n'a pas fait que des bons choix dans ses tentatives à l'étranger. Les critiques pleuvent sur ses opérations plus spectaculaires que réfléchies et qualifiées même d'« aventuristes » par les syndicats. C'est le cas des acquisitions cot-

A telle enseigne que la première question qui vient à l'esprit est de se demander s'il est indispensable de risquer 2 milliards de francs (le coût de l'opération d'ici à 1988) dans une aventure américaine. Renault trébuche outre-Atlantique. La CGT s'alarme au moindre dollar détourné de l'emploi hexagonal. Et le dollar, précisément, vaut très cher. Est-ce bien le moment ? Les Etats-Unis sont-ils vraiment incontournables ? A la CGE, la réponse est unanime : oui.

Le raisonnement tenu rue La Boétie, au siège, est le suivant. Pour survivre dans le secteur des centraux téléphoniques, il faudra vers 1988-1990 détenir 6 % à 8 % du marché mondial estimé à 150 milliards de francs par an. En 1983, l'ensemble Alcatel-Thomson, (né du rapprochement décidé en

par un, on n'encre huit cent mille lignes téléphoniques, l'équivalent de la moitié de ce qu'achètent les PTT français chaque année. C'est considérable. A ce jour, la CGE, au travers de sa filiale CIT-Alcatel Inc., a vendu quarante-trois mille six cents lignes aux Etats-Unis (soit 12 millions de dollars) aux compagnies locales indépendantes des BOC. Il lui faut, en trois ans, multiplier ses ventes par vingt.

Mais le pari américain ne s'arrête pas là. Car s'il faut vendre, encore faut-il déterminer quels centraux. C'est ici que la partie est la plus difficile. D'abord parce que la CGE ne peut pas développer seule à l'horizon 1988 ce central dit « de conquête » du marché américain. Une grande partie sera commune avec celui vendu ailleurs... en particulier aux PTT. Autrement dit, l'administration française n'est pas mot à dire sur ce choix. Ensuite parce que de la fusion Alcatel-Thomson, le groupe hérite de deux lignes de produits, les MT de Thomson et les E de CIT-Alcatel. Un choix a été fait dès le début de 1984 en matière de centraux de transit (1) par un abandon du E-12 de CIT au profit du MT-20 de Thomson. Mais, pour les centraux d'abonnés, les deux systèmes E-10 B de CIT et MT-25 de Thomson ont été vendus en France et à l'étranger. Il n'est pas question de sacrifier ces clients. La CGE a d'ailleurs semblé hésiter à ce propos puisqu'elle a laissé dire en 1984 qu'un choix allait être fait entre le E-10 B et le MT-25. La conséquence ne s'est pas fait attendre. A chaque fois qu'une administration étrangère s'apprêtait à acquiescer un E 10 ou un MT, la concurrence lui faisait dire discrètement qu'il allait être abandonné au profit de l'autre... Meilleur moyen pour geler l'achat. La pratique est habituelle mais le groupe français y a prêté le flanc par une indication de ses dirigeants qui a duré toute l'année. Aujourd'hui le choix en question est de conserver les deux lignes et de « les faire évoluer en les rapprochant. Dès 1986, la partie dite de rapprochement d'abonnés sera commune ».

Au demeurant, le problème n'est pas résolu car la CGE a développé, dès 1980, un petit central le E-10 Fivo (2) qu'elle destinait particulièrement au marché américain. Celui-ci ayant été vendu et ayant même été soumis à l'ingratitude technique des BOC, il n'est plus possible là non plus de faire machine en arrière.

ERIC LE BOUCHER.
(Lire la suite page 20.)

Que transfère-t-on avec les techniques ?

par PIERRE DROUIN

DANS les relations entre l'Occident et les pays du Sud, la question des transferts de techniques a toujours été saisiée avec des pinces. Elle brûle, tellement la charge idéologique est forte. L'exportation des connaissances par les pays qui ont des surplus vers ceux qui sont en état de disette semble être un mouvement naturel, que l'on baptise cela division internationale du travail ou non. Seulement, l'intérêt du fournisseur de matériel ou de services s'accroît-il naturellement avec celui du récepteur ? Rien n'est moins sûr.

On s'est interrogé notamment sur ce thème lors d'un colloque qui vient de se tenir à Bordeaux (1) et qui rassemblait pour la plus grande part des professeurs et des experts de France et des Etats-Unis. C'est Jacques Ellul qui campe le décor, dès l'ouverture, en prenant la précaution de rappeler qu'il convenait de parler de « techniques », ce dernier terme, traduit de l'anglais, ne pouvant s'employer dans notre langue que lorsqu'il signifie « discours sur la technique ».

On ne transfère jamais une technique seule - a rappelé fort opportunément Jacques Ellul - il ne s'agit pas d'un simple savoir-faire, mais de tout ce qui l'a conditionné : nos mœurs, notre culture, notre organisation sociale, et un certain mode de raisonnement sur les relations entre l'homme et la société, qui évacue, par exemple, la pensée mythique ou symbolique, richesse de nombre de pays en développement. On ne peut faire coexister les deux mondes, et si un ingénieur japonais revêt son kimono ou participe à la cérémonie du thé en rentrant chez lui, il s'agit là de folklore, non de la forte expression d'une culture. La technique n'est pas détachable du milieu qui l'a portée, et les pays du tiers-monde « techniciens » adoptent des façons d'être étrangères, comme par exemple le syndicalisme, inconcevable dans une société traditionnelle.

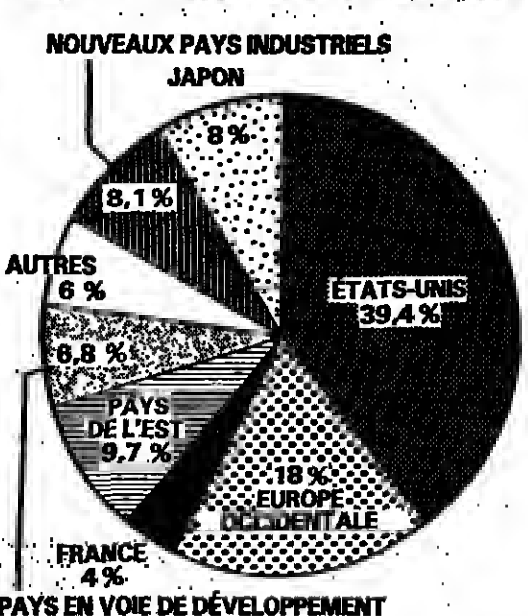
La technique bouleverse aussi la totalité de notre paysage économique et politique et nous faisons pénétrer non plus dans un ordre international, où les éléments se jouent entre nations, mais dans un ordre mondial. La distorsion entre le marché planétaire et les réflexes de souveraineté est de plus en plus apparente. Au reste, les autres divisions entretenu ne sont pas plus congruentes, par exemple celles du Nord-Sud.

(Lire la suite page 20.)

(1) Dans un réseau téléphonique les abonnés sont reliés à des centraux d'abonnés. Ces centraux disposés sur le territoire sont connectés entre eux par l'intermédiaire d'autres centraux dits de transit, constituant le deuxième étage de la structure du réseau.

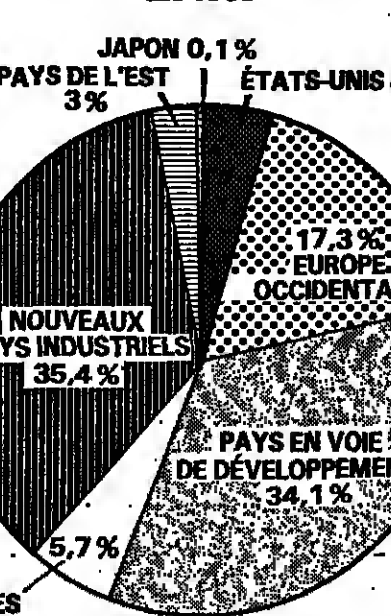
(2) Il est appelé aussi E 10 S dans une version française télématique.

LE MARCHÉ MONDIAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS EN 1988



Source : Rapport du groupe de stratégie industrielle.

LES CLIENTS DE LA FRANCE EN 1983



Le total des exportations françaises de ce matériel a représenté en 1983 4,7 milliards de francs, dont 4,4 % vers les Etats-Unis.

Ce marché représentera sans doute en 1988 environ 400 milliards de francs (francs 1983). Les Etats-Unis s'y tailleront la part principale avec près de 40 %.

Pour le groupe français, l'opération est grosse de risques. La technique française, pourtant en avance, ne dit rien de même riche de bon au Kansas ou dans l'Illinois. Malgré un chiffre d'affaires réalisé sur place en 1984 de 500 millions de dollars - c'est la moitié de celui d'Apple - la CGE y est totalement inconnue (le nom de

tenses de Ronéo en Grande-Bretagne, et aux Etats-Unis de Friden. L'achat du distributeur américain Lynch dont la CGE se félicite est - peut-être - une bonne opération financière mais elle ne s'est encore traduite que par peu de ventes de matériels d'origine française. Bref, le doute est permis.

septembre 1983 de CIT-Alcatel filiale de la CGE avec Thomson-Télécommunications) en détiennent environ 7 % dont 4,5 % proviennent du seul marché des PTT français. Or la fin du programme d'équipement national va provoquer un plafonnement ou même une baisse des achats des PTT si bien que la France, dont la CGE ne pourra en outre rester le seul fournisseur, ne représentera que 2,8 % du marché mondial en 1988. Il faut donc, selon ce raisonnement, d'ici là conquérir une part de 4 ou 5 % à l'exportation, complètement indispensable.

33 % du total mondial

Exporter donc, mais où ? La seconde partie de la démonstration de la CGE consiste à observer que la délocalisation aux Etats-Unis et l'écroulement d'ATT début 1984 ont enlevé à ce groupe la monopole dont il jouissait précédemment. Les sept compagnies régionales (Bell Operating Companies ou BOC), nées de cet écroulement, vont chercher de nouveaux fournisseurs. Or les Etats-Unis sont équipés d'une technologie mécanique mais sont, en matière de centraux électroniques (ceux que fabrique la CGE), très en retard. Le marché des BOC va donc croître rapidement et représenter 33 % du total mondial (voir les graphiques qui sont à la fin de l'article).

A regarder de plus près et en excluant les pays où les marchés sont « fermés », c'est-à-dire réservés aux constructeurs nationaux, le ressort de l'analyse poussée à laquelle s'est livré le groupe français, que les Etats-Unis représenteront même 48 % du marché mondial « accessible en 1988 ».

« Aucun des grands constructeurs mondiaux ne peut se désintéresser d'une telle cible, observent-on à la CGE. Le Suédois Ericsson, l'Allemand Siemens, le britannique Plessey, le canadien Northern Telecom, le japonais NEC et même l'américain ITT, qui y fait un « come-back », tous investissent sur le marché américain. »

Convenons donc qu'il n'est pas de solution de rechange, la CGE s'est fixée pour objectif de prendre 8 % à 10 % du marché américain en 1988 soit 200 millions de dollars

Les PDG des conseils généraux

EN participant les 10 et 17 mars aux élections cantonales, les Français n'ont pas seulement exprimé leurs préférences politiques pour la droite, la gauche ou le centre. Ils ont désigné à travers les conseils généraux, les dirigeants des départements. Dans la mesure où, un département peut être comparé à une entreprise, le rôle du conseil d'administration est tenu par le conseil général et celui des actionnaires par les citoyens du département. Le président du conseil général est un peu le PDG du département.

L'analogie apparaît particulièrement justifiée depuis que les lois de décentralisation notamment le texte de base du 2 mars 1982 ont confié au président du conseil général un rang, des pouvoirs, et des responsabilités considérables. Pouvoirs politiques renforcés certes, mais aussi champ d'action économique et financier beaucoup plus étendu que par le passé.

Dans la seule année 1984, en application des décisions gouvernementales sur le transfert progressif des compétences, jadis exercées par l'Etat, aux régions, départements et communes, les conseils généraux ont hérité de l'action sociale et de la santé, de la gestion des ports (sauf les grands ports autonomes) et des voies d'eau, des cultures marines, des transports scolaires (à partir du 1^{er} septembre).

De même que les entreprises peuvent être amenées à élargir leur fond de commerce ou leurs secteurs d'activité, les départe-

ments ont un peu plus chargé leur hotte, et ce sont désormais des interlocuteurs à part entière vis-à-vis de l'Etat, des entreprises, voire de certaines provinces ou partenaires étrangers.

Toujours responsables en première ligne du remboursement de l'aménagement et de l'électrification rurale, de l'alimentation en eau, les départements sont désormais impliqués de plus en plus directement dans la vie économique. Ils proposent des aides aux entreprises, accordent leurs garanties d'emprunt, subventionnent l'achat des terrains, participent plus activement à la politique du logement. Déormais, les 3/4 des dépenses d'aide sociale et d'action sanitaire (aide à l'enfance, aux personnes handicapées et âgées, vaccination, protection maternelle et infantile, prévention des maladies) sont de leur ressort. A partir du 1^{er} janvier 1986, ils auront en charge les collèges (5 000 établissements pour 2 800 000 élèves) tant en ce qui concerne la construction que l'entretien des bâtiments.

A compétences nouvelles, charges nouvelles évidemment. C'est sur ce chapitre que s'engagent les politiques. La politique de rigueur a produit ses effets même si on peut discuter la période de référence choisie ou la composition des dépenses indirectes (difficiles à comptabiliser) qui entraîne la conquête de l'autonomie de gestion. Si de 1979 à 1984 les budgets départementaux (plus de 100 milliards de francs) avaient progressé de 16,6 % par an, l'an dernier ils n'ont augmenté que de 2 %.

Pour financer les charges supplémentaires, des ressources fiscales nouvelles viennent s'ajouter aux impôts directs traditionnels. Il s'agit du vignette automobile (dont chaque département fixe le taux à sa guise) et qui a rapporté 7,6 milliards en 1983 ; des droits d'enregistrement ; de la taxe de publicité foncière (6,2 milliards). La dotation générale de décentralisation (9,19 milliards) versée par l'Etat doit, en principe, combler la différence entre la coût des charges dont héritent les départements et le produit des impôts qui leur sont transférés.

On le voit, ces complexes montages financiers ont déjà et vont encore donner lieu à des byzantines querelles de chiffres auxquelles se surajoutera la question de savoir si tel fonctionnaire de l'action sanitaire et sociale de la Crouse ou tel ingénieur de l'équipement du Var a pour patron le préfet et l'Etat ou bien le département et le président du conseil général. L'affaire n'est pas secondaire lorsque l'on sait l'attachement des fonctionnaires à leur statut propre et la spécificité des règles et garanties de chaque statut. Les préfets, commissaires de la République d'une part, et les présidents de conseils généraux d'autre part, savent que leur pouvoir ne dépend pas seulement des millions qu'ils gèrent mais aussi de l'armée de fonctionnaires qu'ils dirigent. Quant aux citoyens, qu'ils soient contribuables du département ou de l'Etat, ils ont toujours affaire au fisc... FRANÇOIS GROSCHARD.

PROGRAMME DOCTORAL

HEC

Le programme doctoral HEC a pour objet de former des enseignants et chercheurs de haut niveau dans le domaine de la gestion. Il est soutenu par la fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises.

Durant les deux années de leurs études (thèse non comprise), les doctorants acquièrent une formation approfondie dans les domaines suivants :

- une discipline déterminée de la gestion (contrôle de gestion, finance, gestion des ressources humaines, marketing, stratégie) ;
- la recherche appliquée à la gestion ;
- la pédagogie du management.

Les doctorants peuvent bénéficier d'aides financières leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études. Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires d'un diplôme de grande école ou de diplômes de deuxième ou troisième cycle de l'enseignement supérieur.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS : 10 MAI 1985

Pour tous renseignements, et pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à Programme doctoral HEC, BP 100, 78350 Jouy-en-Josas

Tél. : 956-80-00 ou 01-23

Centre HEC-ISA
Chambre de commerce et d'industrie de Paris

La pénurie de bureaux à Paris

Paris et sa banlieue manquent de bureaux disponibles. L'allégement des procédures administratives permettrait-elle de redonner une certaine souplesse au marché ?

PARIS et l'Ile-de-France connaissent-ils réellement une pénurie de bureaux ? Si c'est le cas, les récentes mesures qui suppriment ou allègent les procédures d'agréments, c'est-à-dire de contrôle administratif, sont-elles de nature à rééquilibrer un marché tendu, sans remettre complètement en cause les grandes lignes de l'aménagement du territoire ?

Pour pouvoir se faire une idée exacte du marché des bureaux dans la région parisienne, il serait souhaitable de connaître avec quelque précision le patrimoine existant, l'importance des terrains disponibles et la surface des locaux vacants. Malheureusement, aucun recensement de ces surfaces n'a jamais été fait, et c'est par estimation que l'on procède.

L'Institut d'aménagement d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) estime à 26 millions de mètres carrés la surface totale des bureaux de la région, dont 14 millions de mètres carrés à Paris intra muros (1).

Ces dernières années, la construction d'immeubles de bureaux a stagné, après une période d'emballement qui s'était traduite par la mise sur le marché de bureaux disponibles, de qualité variable, parfois mal situés, qui ne trouvaient preneur ni à la vente ni à la location. Aujourd'hui, des immeubles construits depuis près de dix ans à Aubervilliers, Pantin, Bagneux, Montrouge, ont fini par se remplir, tandis qu'en 1983, et surtout en 1984, les prix augmentaient, deux signes révélateurs d'un marché très tendu. L'ampleur du phénomène reste cependant difficile à apprécier. Il implique de très nombreux acteurs : promoteurs, investisseurs, agences spécialisées dans l'immobilier d'entreprise, sociétés candidates à l'achat ou à la location de bureaux... Ces acteurs sont aussi très hétérogènes : qui de commun en effet entre la multinationale à la recherche de plus de 10 000 m² dans un quartier d'affaires de haut standing et la minuscule entreprise en non personnel qui se contentera de 40 m² pour héberger trois personnes dont une secrétaire ?

Disparité aussi entre les locaux offerts, qui font penser à un jeu de Monopoly grandeur nature : on y trouve des bureaux tristes et sans lumière, cachés dans l'arrière-cour d'un immeuble lépreux dans une banlieue mal desservie ; les étages futuristes et (souvent) fonctionnels des tours de la Défense, les entassements d'appartements à peine transformés des immeubles du Sentier, où conduisent les escaliers aux marches usées par des générations de détaillants, ou encore, douillettement installés derrière d'orgueilleuses façades en pierre de taille, les grands immeubles prestigieux du quartier de l'Étoile.

L'estimation du stock des bureaux offerts à la location ou à la vente varie d'un spécialiste à l'autre. Selon Auguste Thouard et Conseils, le plus gros cabinet français d'immobilier d'entreprise, ce « stock » était au 1^{er} janvier 1985 d'environ 730 000 m². Pour Bourdais, autre grand de la profession, il était à la même date de 933 000 m², comprenant à la fois les locaux neufs, les locaux vacants et les locaux qui se libèrent au cours de 1985 et de 1986, dont près de 398 000 m² seront disponibles dès 1985. Tout autre est la définition de l'IAURIF, qui ne prend en compte que ce qui est disponible immédiatement : le stock retombe ainsi à 250 000 m² environ.

Quant aux prix, il est vrai qu'ils se sont envolés. En dehors de quelques opérations exceptionnelles comme celle réalisée par le groupe japonais Mitsui Fudosan France sur les 3 200 m² de l'hôtel de Guinbourg, un des douze hôtels particuliers dits « des ministères », qui bordent la place de l'Étoile, offert à la location il y a un an à 2 200 F le mètre carré, hors taxes et hors charges, il est vrai que le seul des 1 500 F le mètre carré par an est franchi dans de nombreux arrondissements. Une augmentation moyenne des loyers de 13,67 % a été enregistrée en 1984 à Paris, selon Auguste Thouard, de 7 % à 10 % dans l'ensemble de l'Ile-de-France, selon Bourdais. Nous avons tenté de synthétiser, dans le tableau ci-joint, quelques montants de loyers pratiqués qui ne peuvent

qu'être indicatifs. On notera le large éventail de ces valeurs locatives, qui ne sont que des fourchettes moyennes.

De plus en plus, les chefs d'entreprise préfèrent être locataires des bureaux qu'ils occupent, plutôt que d'en être propriétaires. L'acquisition de bureaux par leurs futurs occupants ne constitue guère que 5 % à 9 % des transactions, selon M. Jean-Claude Bourdais.

Les charges, d'autre part (chauffage, éclairage, air conditionné, ascenseur, accès), peuvent atteindre 700 F à 800 F par mètre carré et par an dans certains ensembles luxueux des Champs-Élysées. Elles peuvent n'être que de 150 F dans un

LA PROCÉDURE D'AGREMENT

La procédure d'agrement a été parmentée et simplifiée (selon les termes des décisions du conseil des ministres de 12 décembre 1984) dans deux cas :

- implantation de locaux de toutes natures (bureaux, locaux industriels, agricoles) dans les villes nouvelles de la région parisienne ;
- construction de bureaux non affectés (« en blanc ») et rénovation de bureaux sans extension de surface.

De plus, les seuls des agréments délivrés aux utilisateurs pour la construction ou l'extension de locaux professionnels sont abolies :
- pour les locaux industriels, l'agrement n'est nécessaire qu'à partir de 3 000 m² (au lieu de 1 500 m²) ;
- pour les bureaux, l'agrement n'est nécessaire qu'à partir de 2 000 m² (au lieu de 1 000 m²).

Quant aux prix, il est vrai qu'ils se sont envolés. En dehors de quelques opérations exceptionnelles comme celle réalisée par le groupe japonais Mitsui Fudosan France sur les 3 200 m² de l'hôtel de Guinbourg, un des douze hôtels particuliers dits « des ministères », qui bordent la place de l'Étoile, offert à la location il y a un an à 2 200 F le mètre carré, hors taxes et hors charges, il est vrai que le seul des 1 500 F le mètre carré par an est franchi dans de nombreux arrondissements. Une augmentation moyenne des loyers de 13,67 % a été enregistrée en 1984 à Paris, selon Auguste Thouard, de 7 % à 10 % dans l'ensemble de l'Ile-de-France, selon Bourdais. Nous avons tenté de synthétiser, dans le tableau ci-joint, quelques montants de loyers pratiqués qui ne peuvent

chefs d'entreprise. La réaction est en fait plus nuancée devant une liberté dont il va falloir faire bon usage : la concurrence va se faire plus vive entre promoteurs, comme entre agents immobiliers spécialisés.

Personne, en tout cas, ne se fait d'illusions : les pouvoirs publics ne vont pas pour autant se désintéresser de l'aménagement de la région parisienne. Le comité de décentralisation continuera à veiller à l'évolution des implantations en Ile-de-France, et, de son côté, le conseil régional Ile-de-France restera vigilant. Des contacts réguliers avec les représentants des grands cabinets immobiliers, regroupés dans la Chambre syndicale d'Ile-de-France de la FNAIM, permettront de déterminer des règles de conduite, d'établir des notes de conjoncture. Si nécessaire, nul doute que le conseil régional trouvera les moyens d'inciter les promoteurs aussi bien que les chefs d'entreprise à la sagesse, grâce à l'action de primes notamment.

A terme, un double risque existe : que trop de bureaux aient été construits à l'ouest de Paris, en dépit des efforts faits pour que des entreprises s'installent dans l'est de la capitale ; que la croissance des villes nouvelles soit perturbée. Un observatoire va être mis en place. La DATAR coordonnera les études faites à la fois par le ministère de l'urbanisme et du logement et par le conseil régional.

Il faudra plusieurs années pour que les effets des récentes mesures soient visibles. C'est toute l'ambition de l'Ile-de-France d'être une plaque tournante de l'Europe qui est en cause. Outre le grand axe est-ouest de Saint-Quentin-en-Yvelines à Marne-la-Vallée, les liaisons aériennes, la TGV poursuivie et terminée, les équipements de communication informatique en place ou en cours d'installation, la France a un carrefour où il est indispensable de s'installer et de venir ? Cela suppose aussi de favoriser la réhabilitation, voire la rénovation de quartiers entiers de bureaux, dans le centre de Paris comme en banlieue, car ils sont mal adaptés au mode des affaires du vingt et unième siècle tel qu'on l'imagine.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) La Défense, une fois terminée, représentera à elle seule 1,7 million de mètres carrés au sein du patrimoine parisien.

Des valeurs locatives de 1 à 8

	PARIS INTRA-MURS							BANLIEUE PROCHE				VILLES NOUVELLES		
	Opéra	Arts-et-Métiers	St-Lazare	Champs-Élysées	Madeleine	Jules-Garret	Belleville	La Défense	Neuilly	Deuil-la-Croix	Clichy	Saint-Quentin-en-Yvelines	Marne-la-Vallée	
Valeur locative neuve ou récente en F/m ² /an	1 500 à 2 000	1 000 à 1 500	1 100 à 1 700	1 600 à 2 400	800 à 1 100	800 à 1 400	800 à 1 000	1 000 à 1 800	1 100 à 1 600	400 à 650	400 à 800	600 à 850	500 à 700	
Valeur locative ancienne en F/m ² /an	900 à 1 500	700 à 1 000	850 à 1 300	1 200 à 1 700	550 à 800	600 à 850	500 à 700							
Valeur vénale en F/m ²	1 500 à 28 000	8 000 à 20 000	10 000 à 25 000	13 500 à 36 000	5 500 à 12 000	7 000 à 15 000	4 500 à 10 000	12 500 à 25 000	12 500 à 25 000	4 000 à 7 500	6 000 à 10 000	5 500 à 10 500	4 500 à 9 000	

Les chiffres ci-dessus ne sont qu'indicatifs des prix pratiqués au début de 1985. Ils sont cependant significatifs de la valeur locative (qui n'est pas fiscale mais réelle) du mètre carré de bureau, par an, hors taxes et hors charges, ainsi que de la valeur vénale des surfaces de bureaux. Ils permettent de constater

ter que l'est (Paris et banlieue) attire beaucoup moins que l'ouest de l'Ile-de-France. Pour la banlieue et les villes nouvelles, aucune indication n'est fournie sur le parc ancien, encore plus hétérogène.

Sources : Auguste Thouard et Conseils Bourdais.

Que transfère-t-on avec les techniques ?

(Suite de la page 19.)

Quant au Sud, il a complètement éclaté entre les pays producteurs de pétrole, les nouveaux pays industriels, l'Afrique, etc. Même lorsque l'on parle de l'Asie du Sud-Est, il faut bien se rendre compte qu'il y a là trois secteurs : l'un est très sous-développé (Cambodge, par exemple), l'autre industrialisé (Taïwan, Corée du Sud), le Vietnam se situant lui-même dans une catégorie à part.

La technique, qui a forcé un reclassement du monde, n'a un tel pouvoir de fascination qu'elle n'apparaît comme un bien, alors que, au mieux, elle est une nécessité. Trop souvent, son irruption dans les pays pauvres répond à un besoin de prestige, et l'on trouve après coup la justification de son transfert.

Même son de cloche chez Dennis Goulet, conseiller pour les problèmes de développement à Washington. La rationalité que diffuse la technique est en conflit avec deux autres rationalités : celle de la politique et celle de l'éthique.

Pour la première, il s'agit de traiter de façon instrumentale tout ce qui empêche d'arriver au but, alors que la politique veut d'abord survivre et naviguer plutôt que d'atteindre la rive. Quant à la rationalité éthique, elle s'occupe moins de l'objectif ou du la survie et de l'efficacité que de l'affirmation de certaines valeurs (liberté, justice, amour) qui relativisent tout le reste. Quand ces trois rationalités entrent en jeu dans quelque arène, chacune veut s'imposer aux autres, alors qu'il faut qu'elles dialoguent pour la prise de décisions.

Paradoxes

Il est important de savoir ce que charrie le transfert des techniques pour mieux comprendre certains phénomènes économiques. Ainsi, malgré les risques de perte d'identité culturelle, nombre de pays de ce qu'il est encore convenu d'appeler le tiers-monde ont souhaité ardemment obtenir les procédés les plus élaborés de fabrication pour leur propre compte.

Prenez le cas de l'Algérie examinée dans une communication de Jacques Perrin. Son industrialisation a été mise en œuvre dans le cadre d'entreprises publiques nationales, et le gouvernement souhaitait manifester ainsi son indépendance vis-à-vis des firmes multinationales. Or ces entreprises ont utilisé de plus en plus des contrats globaux « clés en main » pour la réalisation de leurs investissements, transférant ainsi à des firmes étrangères des fonctions de conception et de coordination.

Paradoxalement, la Corée du Sud, qui s'est située sans ambiguïté dans le camp des économies de marché et a contrôlé ses importations de matériel et de savoir-faire tout en développant son ingénierie, a réussi non seulement à affirmer son indé-

pendance par rapport aux firmes multinationales mais aussi à s'imposer comme pays exportateur de techniques.

Toutes, au reste, ne peuvent être transférées librement. Il en est ainsi de celles qui touchent au nucléaire et d'autres qui comportent des risques stratégiques. Dans le premier cas, nombre de pays en développement protestent contre les contraintes mises par l'Occident (Agence internationale de l'énergie atomique et traité de non-prolifération). Comme le rappelle Jean-Bernard Ouvrier, certains pays du tiers-monde critiquent d'autant plus contre l'embargo mis sur certaines connaissances de la technique nucléaire que cette mesure était compensée par l'engagement pris par les « États nucléaires » de désarmer. On sait qu'il en est de ce veni !

Le contrôle international de certaines ventes vers les pays de l'Est, par l'intermédiaire du COCOM (Comité de coordination des contrôles multilatéraux à l'exportation) est beaucoup plus subtil. Monique Dors, examinant la position française, met en garde contre les déviations possibles comme la tentation de faire des contrôles un instrument de guerre économique (ex. : l'affaire des gazoducs sibériens), de représailles politiques (après l'entrée des Russes en Afghanistan) ou de concurrence commerciale. Les contrôles excessifs peuvent en outre dégrader des effets pervers. Ils poussent les satellites à s'aligner de plus en plus sur l'URSS qui devient la seule source d'innovation. L'embargo conduit en outre à un surcoût national. C'est ainsi qu'en 1956, du fait des obstacles opposés par l'Occident, la Russie s'est lancée énergiquement dans la construction de pétroliers.

Américain pourtant, le professeur Gary Bertsch a parlé dans le même sens, estimant que ses compatriotes commettaient une erreur en voulant renforcer les contrôles, car cela augmentait la tension entre les Deux Grands et mettait les industriels des États-Unis dans une position très inconfortable.

Du fond des mers à la région

Étrange paysage que celui des transferts des techniques. Alors que, presque toujours, le droit et les réglementations suivent l'évolution des faits, on a bâti à grand renfort de réunions et d'arguments byzantins une Convention sur le droit de la mer. Pourtant, aucune exploitation des fameux modules polymétalliques du fond des océans n'a encore commencé. Surfaçage ? En fait, la pression des pays en développement n'est la plus forte. Avant même que des techniques puissent être diffusées, ils entendaient que soient préservés leurs droits sur ce « patrimoine commun de l'humanité » (Christophe Pinto, Roger Jeannel).

Enfin, on pense trop exclusivement aux circuits des techniques à travers le monde. Pourquoi n'intéresseraient-ils pas aussi les régions ?

Une table ronde fut consacrée à ce sujet lors du colloque de Bordeaux, dont les participants s'accordaient à chercher une synergie dans la collaboration université-centres de recherche-industrie. D'aucuns pensent qu'il faut bien identifier les points forts, l'image, la vocation de la région avant de penser à des transferts vers l'extérieur. Pourquoi ne pas imaginer d'abord ceux-ci « à l'intérieur de notre propre région » ? demande M. Gilles Savary, conseiller économique auprès du président du conseil régional d'Aquitaine.

André Daznin rappelle que 10,5 % de l'effort américain de recherche étaient accomplis dans les universités contre 1 % environ en Europe et souhaita que l'on puisse faire naître en France des sociétés d'études à but lucratif où participent les industries et les universités, ce qui serait possible si l'on donnait plus d'autonomie à ces dernières, comme le réclamait Laurent Schwartz. Des initiatives intéressantes ont été prises dans cette direction à Glasgow et à Edimbourg.

Ce que l'on transfère avec les techniques, c'est de plus en plus du savoir-faire. Le paradoxe de la civilisation matérialiste - c'est, en effet, d'engendrer des consommations immatérielles, les besoins de connaissances, d'information, étant de plus en plus pressants. Encore faut-il être assuré que le terrain d'accueil est préparé à recevoir cette sorte de services. C'est-à-dire que la formation des hommes - on en revient toujours là - a été suffisamment poussée, faite de quoi les pays occidentaux se contenteront d'exporter des « boîtes noires » vers les nations pauvres. C'est-à-dire façon de participer à leur développement !

ERIC LE BOUCHER.

PIERRE DROUIN.

Dunod

pour une meilleure fiscalité 180F

La gestion financière des groupes

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.F., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 12 avril 1985

Nom : _____
Age : _____
Diplôme : _____
Adresse : _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management avancé

IGS
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Établissement privé d'enseignement supérieur

Le va-tout de la CGE aux États-Unis

(Suite de la page 19.)

Le central américain sera le E-10 Five que la CIT-Alcatel Inc. va faire évoluer « vers le haut » (jusqu'à cent mille lignes). Voilà donc un groupe qui dispose de trois produits sans pouvoir en abandonner aucun : un casse-tête qui rappelle les mauvais jours de la CIT.

La CGE n'est sans doute pas responsable entièrement de cette situation, mais lors de la fusion Alcatel-Thomson qu'elle a tant souhaitée, avait-elle bien vu tous ses inconvénients prévisibles et aujourd'hui criants ? Les avait-elle exposés au gouvernement ?

De cette pléthore, il ressort un chiffre : le groupe devra dépenser 17 % de son chiffre d'affaires de diminution en recherche-développement pour faire évoluer les E 10 B, MT 25 et E 10 Five. Une proportion « insupportable », de l'aveu même de ses dirigeants. Même si un appoint peut être trouvé du côté de certaines opérations européennes (l'accord commun de recherche avec Italtel, Siemens ou Plessey : ou les études communes qui seront faites avec la Générale de Belgique), il faut obtenir d'une façon ou d'une autre, une aide des PTT. Du Centre national d'étude des télécommunications (CNET) d'abord et ensuite au travers d'une politique d'achat : la CGE « propose » aux PTT des achats programmés sur trois ans et non pas année par année, ce en quoi elle n'a pas forcément tort, mais qu'il est difficile d'obtenir compte tenu de la mise au rencart par le gouvernement de la « charte de gestion » des PTT qui seule permettrait cette

conduite à moyen terme. Par parenthèse, voilà un sujet supplémentaire qui fait remonter à la surface le statut actuel, paralysant, des PTT. La CGE propose ensuite une augmentation des prix d'achat par l'administration de 5 % l'an et l'équipement du réseau français en E 10 Five (version E 10 S) dès l'an prochain.

Les PTT ont reçu ces « propositions » avec un vif intérêt. « Elles méritent qu'il nous dicte notre conduite. Il faut savoir qui gère les PTT français », s'exclame un haut dirigeant. D'autres cadres des PTT, conscients de l'impasse actuelle de la CGE et de l'impératif américain, sont plus ouverts. Mais, quoi qu'il en soit, les besoins de l'administration, c'est-à-dire de l'usage français, ne correspondent pas totalement avec ceux de la CGE. Les PTT continueront de commander des E 10 B et MT 25, « de très bons centraux », jusqu'en 1990 au minimum. Le besoin d'un autre central n'apparaît qu'ensuite avec des capacités qu'il est encore difficile de définir aujourd'hui. Bref, il faut attendre un peu... ce que la CGE ne peut faire : « La porte des BOC s'ouvre, mais va se refermer bien vite. Il faut un central pour réussir dès 1988 ». Le dilemme est ici réel.

Il en existe d'autres, sur les aides, sur la stratégie européenne que les PTT voudraient plus importante qu'une simple « force d'appui », et sur une question stratégique : la CGE peut-elle partir seule à la conquête de l'Amérique ? Ne vaut-il pas mieux trouver des partenaires pour partager les risques ? Les négociations notées par la CGE en 1984

avec Plessey, qui possède Stromberg Carlson aux États-Unis, ou avec l'américain GTE, sont un point mort. L'entente est difficile car chaque groupe propose son central à la CGE, qui en a déjà trop.

A ces questions, il faut en ajouter une autre. Dans le rapport du GSI (Groupe de stratégie industrielle), le groupe écrit qu'il doit « rassembler ses activités sur les télécommunications ». La CGE, pour « mettre le paquet » sur ce secteur, ne va-t-elle pas le faire au détriment d'autres marchés en forte croissance, comme la productique ou la bureautique ?

« Nous n'avons pas le choix, il faut aller aux États-Unis », martèle une CGE assez convaincante sur cet impératif. Mais que de changements nécessaires, à commencer par ceux d'une gestion interne plus appliquée, et que d'interrogations, à commencer par celle de la confiance très mitigée que les PTT et le gouvernement accordent à la personnalité de M. Peberreau. L'atout technologique de son groupe est réel, ses centraux électroniques fonctionnent alors que nombre de ceux de ses concurrents, Siemens, Plessey, NEC, Ericsson et même ITT doivent faire face, aux États-Unis, à des difficultés qui ne sont pas moindres que celles de la CGE. Hors ATT et Northern Telecom, en France, tous les candidats sont sur la même ligne. Le pari de prendre une part de marché de 8 % à 10 % est cher mais, tout à fait jouable. Toutefois la moindre erreur sera impardonnable, avec des conséquences sur toute l'électronique française.

ERIC LE BOUCHER.

PIERRE DROUIN.

La cure d'amaigrissement de l'Etat-providence aux Pays-Bas

« Le déclin économique s'est arrêté. Nous voilà arrivés à un tournant. » C'est en ces termes que le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, s'était adressé à la Chambre des députés lors de la présentation, en septembre dernier, du budget pour 1985. Quelques semaines plus tard, cet ancien manager arpentait fièrement, un gros bouquet de roses à la main, le gigantesque marché aux fleurs de la ville d'Aalsmeer, près d'Amsterdam. Il s'agissait de fêter la publication des chiffres attestant que les Pays-Bas étaient devenus les plus grands exportateurs de fleurs au monde.

RÉCEMMENT des statistiques furent une nouvelle fois prêtes à une explosion de joie dans les milieux industriels et commerciaux. On s'attendait à ce que les exportations néerlandaises aient pour la première fois franchi la barre des 200 milliards de florins (540 milliards de francs), en 1984. Cela représentait une augmentation de 15 % par rapport à l'année précédente.

Comme les autres pays industrialisés, les Pays-Bas vivent une renaissance économique grâce à la reprise du commerce mondial, en particulier aux Etats-Unis. La croissance des exportations est due également à l'amélioration de la compétitivité des entreprises néerlandaises sur le marché international en raison d'une stricte politique de modération salariale menée pendant les cinq dernières années.

Cette austerité a fait baisser les coûts salariaux néerlandais, qui figurent parmi les plus faibles du monde industrialisé. Aussi les bénéfices du secteur privé se sont-ils considérablement accrus : 8 milliards de florins (1) en 1984, tandis qu'il est envisagé pour 1985 entre 11 et 12 milliards. En outre, l'austerité salariale a limité l'inflation à 4 % l'année dernière, la moitié de ce qu'elle était il y a cinq ans.

Toutefois, il est à prévoir que cette austerité va cesser de faire l'objet d'un consensus, auquel les syndicats ont si longtemps souscrit. Non seulement ces derniers, mais aussi les entreprises qui couvrent uniquement le marché néerlandais sont d'accord pour dire que le pouvoir d'achat des Néerlandais est en train de régresser dangereusement.

Sur ce point, les chiffres officiels sont formels. Ces cinq dernières années, le salaire moyen dans le secteur privé a vu diminuer son pouvoir d'achat de 10 %. Pour sa part, le

fonctionnaire moyen a souffert d'une baisse de 17 %.

Les économistes gouvernementaux ne manquent jamais de faire le lien avec le dramatique taux de chômage. Là aussi, il s'agit d'un record - ou presque - dans le monde industrialisé. Les Pays-Bas comptent : actuellement 800 000 chômeurs, soit 15 % de la population active. Un sur six Néerlandais qui vivent ne peuvent travailler n'arrive pas à trouver un emploi.

Ce taux exorbitant - M. Lubbers avait en 1984 annoncé qu'il démissionnerait si le chiffre devait atteindre le million - est dû en grande partie à une entrée massive de femmes sur le marché du travail, bien plus tard que dans d'autres pays européens. Pendant les années 60, les femmes qui travaillaient étaient encore l'exception, la grande majorité des femmes mariées restait au foyer.

Compte tenu de cette situation, ces dernières années le monde syndical a donné son aval à la politique d'austerité salariale. Grâce à la réduction des coûts salariaux, les entreprises devaient être en mesure de réaliser davantage de bénéfices et éviter ainsi la mise au chômage des salariés, tandis que la réduction de la semaine de travail créait de nouveaux emplois.

La consommation en berne

Tel était du moins le *modus vivendi* entre patronat et syndicats qui a assuré, ces dernières années, une relative paix sociale aux Pays-Bas. La rupture est peut-être proche. Car, si M. Lubbers se vante volontiers de ce que l'austerité a permis de porter ses fruits, les syndicats FNV (socialiste) et CNV (protestant) font valoir que cette politique est loin d'avoir assuré les résultats escomptés quant à la baisse du chômage.

Selon les syndicats, une réduction plus importante de la semaine de travail - qui est de 38 heures depuis le 1^{er} janvier dernier - jusqu'à 36 heures, à partir de 1986, s'impose d'urgence. Pour le moment, les organisations patronales font valoir qu'une telle diminution posera trop de problèmes en ce qui concerne la réorganisation du fonctionnement des entreprises. L'impasse dans les négociations semble totale. L'examen de la revendication relative à la semaine de 36 heures est ajournée sine die.

L'austerité salariale a souvent soulevé la grève du directeur de la plus grande chaîne de supermarchés, M. Albert Heijn, qui a affirmé que son chiffre d'affaires ne cessait de baisser en raison des économies auxquelles les consommateurs néerlandais se soumettent. Selon les chiffres officiels, les dépenses de consommation ont diminué de 4 % depuis 1979, ce qui ne s'était pas vu depuis la grande dépression des années 30.

En raison de la cure d'amaigrissement du provincial Etat-providence néerlandais, les coûts pour les soins médicaux ont augmenté de 5 % ces dernières années, tout comme les tarifs du gaz, de l'électricité, des loyers et du chauffage. L'augmentation des prix des biens de première nécessité a entraîné une baisse de 17,5 % des dépenses pour les meubles et les appareils ménagers et de 12,5 % pour les vêtements. De moins en moins de Néerlandais peuvent se permettre de devenir propriétaires d'une maison.

Comme le pouvoir d'achat, les investissements ont en baisse aux Pays-Bas : moins 15 % entre 1978 et 1983, alors que, pendant cette même période, les exportations ont, en volume, augmenté de 6 %. Selon les employeurs, des investissements aux Pays-Bas ne sont pas rentables alors que le pouvoir d'achat de la population est en baisse constante. Pour leur part, les entreprises exportatrices qui ont le vent en poupe représentent seulement un tiers du nombre d'emplois aux Pays-Bas.

Ainsi, paradoxalement, la coalition entre les chrétiens-démocrates et les libéraux conservateurs, censée former une équipe de managers, est en train de s'aliéner non seulement le monde syndical, mais également une bonne partie du patronat, arguant que les allègements fiscaux sont insuffisants pour stimuler la relance de la consommation. Pris entre deux feux, le gouvernement a

toutefois donné la priorité à la diminution du déficit public, qui est actuellement de quelque 31 milliards de florins, soit 9,4 % du produit national brut. Il s'agit d'une légère amélioration par rapport à 1983 (10,7 %), mais on est encore loin de l'objectif de 7 % en 1986, année d'élections. L'année dernière, le service de la dette représentait 20 milliards de florins sur un total de dépenses publiques de 170 milliards.

La discipline budgétaire restera donc de rigueur et les allègements fiscaux demeureront modestes. Le gouvernement continuera de faire appel au sens du sacrifice d'importantes catégories professionnelles et sociales, en premier lieu des fonctionnaires, réputés pour être choyés dans un passé encore récent. Le niveau de la plupart des allocations sociales ne cessera de baisser. Ainsi, l'allocation chômage est désormais fixée à 70 % du dernier salaire,

contre 75 % l'an passé. Dans le domaine de la santé publique, les assurés verront augmenter leurs cotisations, les ministères ont reçu la consigne de limiter leurs effectifs au strict minimum nécessaire.

Une mise en garde de l'opposition

Une politique d'une telle austerité laisse le champ libre aux attaques de l'opposition socialiste, dont le dirigeant, l'ancien premier ministre M. Joop Deen Dijk, ne cesse de mettre en garde M. Lubbers contre une trop grande confiance dans le secteur de l'exportation. Selon les socialistes, le gouvernement ferait mieux de stimuler lui-même une relance aux Pays-Bas mêmes, au lieu d'accepter une dépendance à l'égard du commerce international.

Le gouvernement de M. Lubbers, entré en fonctions en 1982 pour quatre ans, ne paraît pas en tout cas

trop se soucier des conséquences électorales de sa stricte politique d'austerité dans tous les domaines. Le ministre des finances, M. Onno Ruding, aime en souligner les résultats : la baisse de l'inflation et du déficit de l'Etat : l'excédent de la balance des paiements (15 milliards de florins en 1984).

Toutefois, le chiffre du chômage est très élevé - le gouvernement en convient - et croît dans d'autres pays industrialisés « un climat de révolte », selon les diplomates étrangers. En tout cas, le mécontentement de ceux qui paissent le plus de l'austerité ne cesse de grandir. A la fin du mois de février, un sondage d'opinion donnait, pour la première fois dans ces dernières années, une majorité parlementaire aux socialistes et aux partis de gauche, si des élections avaient lieu maintenant.

RENÉ TER STEEGE.

(1) 1 florin = 2,7 francs.

Plus de subventions pour les « canards boiteux »

Une débâcle économique, au cours de laquelle près de trois milliards de florins n'ont pas suffi à maintenir à flot le conglomérat de construction navale RSV, a sonné le glas de l'économie de subventions aux Pays-Bas.

Dans les milieux gouvernementaux, on laisse entendre, ces dernières semaines, alors que la Chambre des députés se penche sur l'écablant dossier RSV, que, désormais, un trait avait été tiré sur l'octroi quasi automatique d'aides à des industries malades dans le seul objectif de sauvegarder des emplois.

L'affaire RSV (Rijn Schelde Verolme) a eu un effet traumatisant sur le monde économique et politique aux Pays-Bas. Il y a deux ans, l'actuel ministre des affaires économiques, M. Gips van Aardenna, avait mis fin à la survie artificielle du conglomérat. Du jour au lendemain, près de 16 000 employés, à Rotterdam et aux environs, perdirent leur emploi.

Par la suite, la Chambre des députés institua une commission d'enquête afin de reconstituer les

étapes de la déconfiture. Les auditions d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires et de représentants du monde des affaires, furent retransmises en direct à la télévision. Les émissions furent suivies avec presque autant d'assiduité que *Dallas*, tant il était question d'intrigues, d'incompétences et d'investissements douteux réalisés avec l'argent des contribuables néerlandais.

La commission d'enquête devait, dans ses conclusions, prononcer un jugement sévère à l'endroit de M. van Aardenna, accusé d'avoir induit en erreur le Parlement quant à la véritable situation financière de l'ancien conglomérat. Le ministre, qui devait avouer avoir agi ainsi afin de ne pas alarmer les nombreux créanciers de RSV, était dès lors considéré comme le principal responsable par l'opposition de gauche, qui a exigé sa démission.

Toutefois, M. Lubbers a exprimé, à plusieurs reprises, son soutien au ministre libéral conservateur. Dans les milieux politiques on évoque le retrait plus ou moins

volontaire de M. van Aardenna, comme l'ont suggéré plusieurs dirigeants de son propre parti politique, le VVD.

Alors que le Parlement débattait de l'affaire RSV, le gouvernement annonçait qu'il avait refusé une demande de subventions de plusieurs millions de florins émanant du chantier de réparation navale ADM d'Amsterdam. Récemment ADM a déposé son bilan et ses quelque 800 employés venaient rejoindre les 800 000 chômeurs dénombrés aux Pays-Bas.

Depuis le début des années 70, les gouvernements successifs ont accordé des subventions et des prêts à taux préférentiels pour un montant d'environ 90 milliards de florins à des entreprises en difficulté. D'ores et déjà, affirme-t-on à La Haye, après l'échec de RSV, seules les entreprises économiquement viables pourront compter sur l'aide financière de l'Etat, quelles qu'en soient les conséquences pour le taux de chômage.

R. T. S.

Nixdorf, voir le présent et regarder l'avenir.



Choisir l'informatique Nixdorf, c'est porter un autre regard sur la vie de son entreprise, un regard neuf, lucide, créatif. C'est voir le présent et regarder l'avenir.

Utiliser l'informatique Nixdorf, c'est préserver ses investissements et augmenter la productivité de chacun de ses collaborateurs.

Équiper son entreprise avec l'informatique Nixdorf, c'est opter pour la modularité des logiciels et des matériels compatibles entre eux du micro-

ordinateur au grand système.

Le concept Nixdorf du logiciel évolutif, c'est pour vous la sécurité d'un logiciel "sur mesure", quelle que soit la taille de votre entreprise, aujourd'hui et demain.

Avec Nixdorf Comet*, par exemple, le logiciel leader de Nixdorf, près de 30.000 sociétés, dans 42 pays, ont choisi la souplesse, la facilité d'utilisation, les performances Nixdorf.

Choisir l'informatique Nixdorf, c'est voir le présent et regarder l'avenir.

Nixdorf Computer S.A.
7-13, bd de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 747.12.70

Nixdorf Computer Lyon S.A.
2, avenue Georges Pompidou
69003 Lyon - Tél. : (7) 234.96.00

NIXDORF
COMPUTER

Je désire recevoir :

- ☐ la visite d'un ingénieur commercial,
- ☐ une documentation sur la gamme des matériels et logiciels Nixdorf

M. _____
Société _____
Activité _____
Adresse _____
Tél. _____

nsfère-t-on
techniques?

l-Unis

UN COLLOQUE DE L'ASSOCIATION D'ÉCONOMÉTRIE APPLIQUÉE

Le monde pris comme une entité par les nouveaux « modèles »

L'internationalisation croissante de l'économie ne pouvait manquer de provoquer une révolution dans ses modes de représentation (sous forme de « modèles »). C'est ce qui est en train de se faire.

L'ÉCONOMÉTRIE des relations internationales s'est profondément transformée depuis trois ans. Les méthodes ont été affinées, les techniques se sont diversifiées. C'est la première conclusion du colloque de l'Association d'économétrie appliquée, « Modélisation des marchés internationaux de matières premières ». Plus de trente communications y ont été présentées, portant sur les méthodes de modélisation et sur trois types de marchés : les matières premières agricoles et alimentaires, les matières premières énergétiques, les minerais et métaux (1).

Dans sa conférence d'ouverture, Othman Givonen a souligné combien l'accélération du mouvement d'ouverture des économies nationales sur le monde extérieur avait influencé l'approche de la modélisation des marchés internationaux. L'interconnexion de plus en plus fine de modèles microéconomiques et de modèles de matières premières est alors devenue nécessaire.

Troisième génération

On assiste actuellement au développement de la troisième génération de la modélisation internationale. Le premier génération, 1955-1972, est caractérisée par une approche post-keynésienne. La demande joue le rôle essentiel; les modèles nationaux mettent à jour les multiplicateurs des dépenses publiques, des exportations et de l'investissement. Les modèles nationaux ont une structure hétérogène et sont de taille différente. L'interconnexion entre les modèles des économies nationales se fait par la matrice des échanges commerciaux. Beaucoup de questions jugées aujourd'hui essentielles ne sont pas traitées, qu'il s'agisse de l'endettement ou des prix des matières premières énergétiques, par exemple.

La deuxième génération se développe entre 1973 et 1982; l'évolution des échanges internationaux oblige à affiner les analyses; on assiste alors à la création de modèles spécifiques de matières premières. Certains modélisateurs utilisent des structures identiques pour les modèles nationaux, mais ce n'est pas toujours le cas.

La troisième génération enfin, qui commence en 1983, est très différente des deux autres. Le monde est vu comme une entité; un modèle central doit en rendre compte. Autour de ce modèle central, on construit des modèles satellites pour traiter des matières premières, de l'énergie, ou d'une question particulière.

À la suite de questions de méthode, Alban Richard a présenté un papier sur « une approche ludale (sic) de la stabilité des marchés de produits de base ». Le titre, qui n'aurait rien perdu par le choix du mot « ludique », plus conforme à l'usage, ne doit pas faire illusion; il s'agit d'utiliser la théorie des jeux pour examiner les chances d'une cartellisation des pays exportateurs des produits de base. Pour ces pays, il s'agit de trouver un moyen d'augmenter le surplus normal des producteurs en déjouant à leur profit une partie du surplus qui revient aux consommateurs. Pour cela, il leur faut obtenir la fixation d'un prix sur

le marché, supérieur au prix de concurrence. On ne peut cependant pas utiliser la théorie traditionnelle du monopole, car les pays producteurs de produits de base sont très hétérogènes et les pays importateurs ne restent pas sans réaction. La théorie des jeux permet de traiter ce type de situation.

Faible espérance de vie pour les cartels

Les marchés de produits de base peuvent être de quatre types :

● le premier est la situation de concurrence;

● le deuxième est celui où les pays développés ne se sont pas associés, mais où les pays en voie de développement sont associés dans un cartel. La différence avec la situation précédente est que les pays producteurs contrôlent les quantités produites et négocient entre eux des quotas;

● le troisième est celui dans lequel les pays producteurs d'un côté, les pays importateurs de l'autre, se sont organisés en cartels qui s'affrontent.

● le quatrième est celui dans lequel le cartel des producteurs arrive à un accord avec le cartel des importateurs. A supposer que les pays agissent de façon rationnelle, on peut évaluer le profit que tire chaque pays des différentes situations. Les possibilités de cartel et leur chance de stabilité dépendent directement de la compatibilité des choix de ses membres potentiels. Des études sur la durée de vie de cartels de pays producteurs de produits de base ont montré que ceux-ci n'avaient qu'une espérance de vie de 3,4 années et que leur chance de survie n'était grande que s'ils rassemblaient l'intégralité des producteurs. Le cartel des producteurs ne peut pas faire n'importe quoi; en particulier, il ne peut pas décider d'un prix producteur inférieur au prix de concurrence, car certains de ses membres vendraient leurs recettes basées. Il ne peut pas non plus décider d'un prix très élevé, car les importateurs risquent alors de substituer à leurs importations traditionnelles des productions locales.

La théorie des jeux permet encore d'analyser la négociation de quotas d'exportation entre pays producteurs et celle d'un prix entre producteur et consommateur.

Un sujet renouvelé

Marian Radetzki et Walter Labys se sont aussi intéressés à des questions de méthode dans leur papier : « Un modèle de marché intégré du comportement des ressources épuisables ». L'originalité de leur approche est d'examiner le marché des ressources épuisables, comme les ressources minières, en dépassant une dichotomie traditionnelle entre les modèles de court terme et ceux de long terme.

Les modèles économétriques de court terme sont le plus souvent muets sur le long terme; en outre, du fait des changements rapides de structures qu'ont connus les marchés de ressources épuisables, les

économétriciens ont eu le plus grand mal à obtenir des résultats stables, c'est-à-dire fiables. De l'autre côté, les modèles de long terme, dont l'origine remonte aux travaux de Harold Hotelling dans les années 30, cherchent à déterminer l'intensité d'exploitation d'une ressource minière non renouvelable. La conclusion généralement admise est que la valeur actualisée de la rente (ou le prix net) doit être identique à toutes les périodes. Mais ce modèle, présente le défaut de faire trop d'hypothèses simplificatrices. Les auteurs veulent donc articuler le court et le long terme; ils ont pour cela une approche de déséquilibre.

Pour réaliser l'articulation entre le court et le long terme, ils distinguent les variables de « stock » et les variables de « flux ». Les variables de stocks sont définies à un moment du temps; il s'agit, par exemple, des équipements installés ou des stocks de produits finis; les flux, au contraire, sont estimés sur une période; il s'agit, entre autres, de la demande, de la production ou des investissements. La liaison entre l'équilibre des flux et l'équilibre des stocks est le reflet du processus d'ajustement à court terme et à long terme.

En effet, à un moment donné et pour un certain prix, il existe un équilibre entre la production, les capacités de production et les réserves. Si la demande se déplace de façon durable pour une raison quelconque, ce mouvement détruit l'équilibre; le prix varie, ce qui incite à modifier les capacités de production. Une fois les investissements réalisés, ce qui demande du temps, le prix peut retrouver son niveau initial, mais l'équilibre stock-flux entre les capacités de production et les réserves, d'un côté, la pro-

duction, de l'autre, se réalise à un niveau supérieur à ce qu'il était initialement. L'intégration dans le modèle des stocks des produits de la mine permet de ne pas considérer que l'équilibre entre la production et la demande se réalise à chaque instant. Au contraire, on peut ainsi lier les périodes successives par le biais des réserves; il y a aussi un apport du modèle présent.

Au cours de la session consacrée aux modèles de matières premières énergétiques, Michel Karaky a présenté un papier en contrepoint de tous les autres : « Le marché mondial du pétrole brut : que se serait-il passé si... ? ». Il s'agit d'utiliser le modèle du marché pétrolier d'ELF-Aquitaine pour rechercher ce qui aurait pu se produire s'il n'y avait pas eu d'anticipations à l'occasion de certains événements récents qui ont tenu le devant de la scène politique et perturbé le marché pétrolier; il s'agit de la révolution en Iran et de la guerre entre l'Irak et l'Iran.

Que se serait-il passé s'il n'y avait pas eu d'anticipations d'évolution des prix spots (au comptant) ? La révolution en Iran aurait de toutes les façons contribué à une forte hausse des prix, du fait de la baisse importante de la production de ce pays. Au contraire, la guerre entre l'Irak et l'Iran aurait eu un effet mécanique de hausse des prix limité à 2 ou 4 dollars au lieu de 10 dollars !

Que se serait-il passé s'il n'y avait pas eu d'anticipations de modification des prix planchers ? Cette hypothèse n'implique pas l'absence d'achats de précaution par d'autres motifs que les anticipations de hausse des prix planchers. Il s'agit de la période où les pays de l'OPEP décidaient régulièrement de relever

les prix planchers à la suite des hausses de prix spots. Les réunions de l'OPEP étaient connues à l'avance et précédaient des achats de précaution. Les résultats sont très surprenants : les prix auraient suivi à peu près la même évolution jusqu'en septembre 1980, puis auraient beaucoup plus augmenté qu'en réalité. L'explication de ce phénomène repose sur l'état des stocks. Lorsque les capacités de stockage sont remplies, il ne peut plus à l'évidence y avoir d'achats spéculatifs générateurs de hausses de prix. C'est ce qui s'est produit en septembre 1980.

Où le marché a le dernier mot

J.-F. Lebrun, A. Sapir et A.-M. Ulph ont présenté « une tentative d'intégration d'une structure non compétitive, avec une application au cas du cuivre ». Il s'agit d'intégrer des structures de marché qui répondent rarement, du côté de l'offre des matières premières au moins, aux conditions de la concurrence. L'originalité de leur démarche est de ne pas préjuger la structure du marché, mais de laisser aux données économiques le soin de la déterminer. Il suffit alors de spécifier un certain nombre de paramètres qui prendront des valeurs différentes en fonction de la structure du marché analysé. On peut ainsi couvrir toutes les possibilités séparant la concurrence parfaite du monopole; en outre, on peut rendre compte de structures variables dans le temps.

Les paramètres chargés de prendre en compte la situation du marché englobent trois éléments : il s'agit des profits à court terme de chaque producteur, de ses recettes et enfin de la somme des profits à

court terme des autres producteurs intervenant sur le marché. Du fait des données disponibles, les producteurs, comme les consommateurs du reste, sont des pays et non des entreprises.

Les auteurs ont appliqué leur méthode au cas des quatre principaux membres du Comité intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, le CIPEC, créé en 1967. Les pays en question sont la Zambie, le Zaïre, le Chili et le Pérou; le cuivre dont il s'agit ici est le cuivre raffiné. Des différents tests et des simulations effectués, il résulte que le gain qui est réalisé par la cartellisation au sein du CIPEC n'est finalement pas très important. Le marché du cuivre semble beaucoup plus orienté par la demande que par un pouvoir des producteurs.

DANIEL VITRY,

professeur à l'université Paris-11.

(1) Les papiers sont disponibles en écrivant à : AEA, 16, rue de Chateaubriand, 75008 Paris.

Les auteurs sont les suivants :

Othman Givonen est directeur de recherche à l'université Paris IX. Alban Richard est professeur de sciences économiques à l'université de Grenoble.

Marian Radetzki travaille à l'Institut d'études économiques internationales de l'université de Stockholm.

Walter Labys travaille au département d'analyse économique des ressources minières et énergétiques de l'université West Virginia, aux États-Unis.

Michel Karaky est à la direction recherche, développement et innovation d'ELF-Aquitaine.

J.-F. Lebrun, A. Sapir et A.-M. Ulph appartiennent à l'université libre de Bruxelles.

Le rôle du FIDA pour promouvoir l'« autre développement »

par IDRISS JAZAIRY

L'auteur de l'article est président du Fonds international de développement agricole (FIDA), organisme dépendant de l'ONU.

Il défend ici les méthodes dites de l'« autre développement » qui consiste à favoriser des petits projets visant à assurer l'autosuffisance des populations locales, dans l'espoir que ces réalisations feront tâche d'huile et entraîneront le développement de l'ensemble d'un pays. Gilbert Etienne avait, dans ces colonnes, critiqué cette conception (le Monde du 15 janvier 1985).

tion éternelle s'ajoutant au lourd endettement extérieur qu'ils contractent. Tel est le cas pour certains grands projets d'irrigation, ainsi qu'il ressort d'un rapport du FIDA

selon lequel « les superficies irriguées qui sont maintenant abandonnées pour cause de salinité (drainage insuffisant) sont problématiques à peu près égales aux superficies nouvellement mises en valeur et irriguées » (« L'environnement mondial », PNUE, 1983). Le FIDA, quant à lui, met l'accent sur les projets d'irrigation à dimensions plus restreintes, de conception simple et ayant une durée de gestation brève.

Critique

de la « révolution verte »

Un autre écueil qui guette les projets hautement capitalistes est celui d'une répartition peu équitable de ses retombées entre grands et petits exploitants agricoles. La révolution verte en est le meilleur exemple. Celle-ci a incontestablement contribué à la croissance de la production alimentaire. Tel est le cas dans certaines régions de l'Inde et du Pakistan. Mais cette réussite n'est grandement facilitée par des circonstances particulièrement propices, l'existence de réseaux d'irrigation, l'adoption de la part des paysans, publiée de politiques favorables en matière d'impôts et de subventions, l'apport de ressources extérieures massives et un niveau de compétence relativement élevé parmi les populations intéressées. Étant donné que la participation des populations pauvres n'était pas intégrée à la révolution verte, leur revenu n'a pas progressé avec la croissance de la production. Au contraire, la mécanisation, associée à la révolution verte, a entraîné des déplacements de main-d'œuvre. Ce phénomène, joint à d'autres formes d'investissement à forte intensité en capital dans les secteurs rural et agricole, accroît la migration des po-

pulations rurales vers les zones urbaines.

En outre, les pauvres, dans les zones rurales, sont atteints de plein fouet par l'évolution défavorable des termes de l'échange entre zones rurales et zones urbaines et par les fluctuations des prix de leurs produits. Qui pourrait alors nier l'importance qu'il y a à aider les pays en développement à tirer le meilleur parti possible de leurs propres ressources pour accroître la production et réduire par là leur vulnérabilité aux aléas tant naturels que ceux attribuables à l'action humaine ? Tel est l'objet des 160 projets bénéficiant d'un financement du FIDA depuis sept ans, pour un montant de 8 milliards de dollars, dont 2 milliards provenant des ressources propres du Fonds. Outre leur impact social, ceux-ci sont appelés à réduire de 20 % les besoins des pays en développement en matière d'importations alimentaires.

En Afrique, où il est bien connu, sur les vingt-six pays à déficit vivrier qui sont actuellement confrontés à des situations d'extrême urgence, vingt-quatre pourraient accroître dans des proportions considérables leur production vivrière, le FIDA a financé des projets de petite envergure axés sur le renforcement institutionnel, la vulgarisation, la recherche et la formation, ainsi que sur le rôle des femmes dans la production vivrière.

Le FIDA est le seul à apporter un appui vigoureux à la mise au point de variétés nouvelles d'aliments de base traditionnels tels que le manioc, le sorgho et le mil, produits par les petits paysans, à la différence des autres activités internationales de recherche qui privilégient les céréales internationalement échangées, tels le blé, le riz, le maïs.

Une deuxième caractéristique du FIDA a trait à l'attention particulière qu'il accorde à la femme, désignée explicitement comme bénéficiaire dans plus de la moitié des projets dus à l'initiative du Fonds.

L'expérience acquise par le FIDA en matière de réalisation de projets « au ras du sol » donne à penser qu'ils sont susceptibles de généralisation contrairement à la thèse développée dans vos colonnes. Un exemple peut en être trouvé dans le projet de la banque Gramscian au Bangladesh, dans le cadre duquel une expérience novatrice au niveau local en matière d'octroi de crédit aux paysans sans terre (y compris les femmes) a été transformée en programme à l'échelon national.

Cependant, il est hasardeux de faire des généralisations hâtives, car il ne saurait y avoir de recette unique pour toutes les situations. Si le FIDA axe son activité sur les petits agriculteurs et les paysans sans terre, ce n'est pas seulement pour des raisons humanitaires, bien que celles-ci soient pertinentes. C'est aussi parce qu'il s'agit d'un potentiel humain considérable mais trop souvent inexploité, qui peut être efficacement mobilisé aux fins du développement. Il ne s'agit pas là pour autant d'une panacée valable pour tous les problèmes du développement, un seul domaine d'intervention bien délimité relevant des attributions du FIDA. Dans d'autres secteurs, d'importants investissements inspirés par des considérations touchant au rapport capital/prédateur peuvent être nécessaires.

LIPLAN Les Collections du Plan

Quels intermédiaires financiers pour demain ?

- Les moyens de paiements électroniques
- Banques et assurances : coopération ou compétition
- Planification des effectifs et formation des personnels

Le rapport : 50 F
Annexe 1 : 80 F
Annexe 2 : 75 F
Vente en librairie

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Vente par correspondance : 124, rue Henri-Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

Dunod

Pierre Maître

Plans d'entreprise et contrôle de gestion

un guide systématique d'action

189 F

prix Harvard Expansion 1984

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 12 avril 1985

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle Gestion de Personnel

IGS

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Établissement privé d'enseignement supérieur

محرم النعمان

RELIGION

LE CARNET DU Monde

Mgr DECOURTRAY A «L'HEURE DE VÉRITÉ»

Méditation tranquille

Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon, primat des Gaules et vice-président de la conférence épiscopale française, n'est pas le genre de prêtre à faire des éclats. Modéré par tempérament, classique dans sa doctrine et charitable envers ses frères, il n'aurait sans doute pas été l'invité de «l'heure de vérité» sur Antenna 2, lundi 18 mars, s'il n'avait pas été le premier d'une demi-douzaine d'évêques à dénoncer la montée de xénophobie en France et à condamner certaines thèses politiques actuelles. L'allusion au Front national de M. Le Pen était transparente.

Mgr Decourtray reconnaît que ce qui a dérangé dans son honneur de mercredi des Cendres était moins sa dénonciation du racisme que le ton qu'il a employé et la répétition de la phrase : «Nous en avons assez...» Face au feu roulant des questions les plus diverses de ses trois interlocuteurs - l'homosexualité, la contraception, la cohabitation juvénile, les «mères porteuses», l'authenticité, les femmes prêtres, l'archevêque de Lyon n'a pas bronché. Souriant, courtois, réfléchi, il a répondu avec sérénité.

Quelques questions cependant, et notamment celle de la querelle entre l'épiscopat français et Rome à propos du renouveau de la cathédrale, ont provoqué des réponses plus passionnées. Qui ou non, les Français reviendront-ils au petit catholicisme de leur enfance, sous forme de questions-réponses ? Mgr Decourtray défend le renouveau cathédral mané en France depuis une vingtaine d'années avec ses deux parties : les textes bibliques (le recueil *Pièces vivantes*) et les «parcours catéchétiques» (une tran-

taine de manuels adaptés aux différents milieux). Mais, ajoute-t-il, un troisième élément est demandé par Rome : «Un ou plusieurs exposés systématiques de la foi». Pour l'archevêque de Lyon, il s'agit d'un exposé d'une cinquantaine de pages, pas sous forme de questions-réponses, mais adressé aux adultes et aux adolescents.

Trois autres sujets ont fait sortir Mgr Decourtray de sa méditation tranquille. Sur la peine de mort, il a répondu sans hésiter : «Je suis absolument contre». L'abolition de celle-ci représente à ses yeux une évolution morale sur laquelle il ne faut pas revenir. Même dans les pires des cas. Le procès de Klaus Barbie : on ne peut pas, a-t-il dit en substance, prononcer les deux syllabes «Barbie» sans penser aux horreurs de la guerre, à l'antisémitisme et à ce qui s'est passé à Lyon. Mais, même là, il ne faut pas rétablir la peine de mort mais essayer de comprendre que, dans tout jugement, la justice est inséparable de la charité.

Troisième sujet brûlant : l'arme nucléaire. Se réfugiant derrière l'argument casuistique selon lequel on peut légitimement menacer d'utiliser une arme immorale du moment qu'on ne passe jamais à l'acte, Mgr Decourtray a néanmoins reconnu que cette situation, défendue dans le document des évêques «Gagner la paix», n'est tenable que si tout est fait pour abolir les armes nucléaires. «La réflexion se poursuit depuis deux ans, a-t-il ajouté, et peut-être arriverons-nous à rédiger un document plus nuancé».

ALAIN WOODROW.

MÉDECINE

- A PARTIR DE MERCREDI

Grève nationale des internes de CHU

Les internes de CHU (centres hospitalo-universitaires) ont décidé de maintenir leur préavis de grève nationale pour le mercredi 20, jeudi 21 et vendredi 22 mars. «Jusqu'à présent, les négociations avec les représentants du ministère des affaires sociales n'ont rien donné de concret», souligne Bruno Silbermann, président de l'intersyndicat des internes des villes de faculté et de spécialité. Cette grève, qui durera au minimum trois jours, risque d'être totale, comme cela avait été le cas à Paris la semaine dernière. Il appartient aux internes de chaque ville de décider des modalités de cette grève. D'ores et déjà, tout semble indiquer qu'à Paris cette grève touchera les services d'urgence.

Judi et vendredi derniers, les urgences avaient été assurées en grande partie par les chefs de clinique.

Or ces derniers, ou du moins certains d'entre eux, semblent également sur le point de se mettre en grève. «Nous voulons manifester notre volonté de soutenir actifs aux internes», déclare le docteur Jean Charles Piette, président du syndicat national des chefs de clinique. Déjà, dans des villes comme Clermont-Ferrand, Rennes et Nice, des préavis de grève ont été déposés pour le 21 mars. Et il se pourrait que nous déposions un préavis de grève nationale pour la semaine prochaine.

An ministère des affaires sociales, on indiquait mardi matin : «Des propositions concrètes seront faites aux internes. On verra alors si c'est le désir de négocier ou la volonté de faire grève qui l'emporte».

F. N.

ENVIRONNEMENT

Une des îles Galapagos en feu

Quito (Equateur) (AFP). Roulant. Un incendie ravage depuis le 12 mars l'île Isabela, la plus grande des îles Galapagos. C'est la troisième à être déclarée depuis trois semaines sur Isabela. Attisé par de forts vents, le front du feu progresse sur 25 kilomètres dans la sud de l'île. 50 000 hectares auraient déjà été la proie des flammes. Des soldats, des habitants (l'île en compte environ 700), des volontaires essayent de faire des coupes-feu. Mais les hommes et le matériel sont difficilement acheminés sur Isabela : l'île n'a pas de piste d'atterrissage et il faut plusieurs heures de bateau de l'île Baltra, où est situé l'aéroport de l'archipel, jusqu'à Isabela. Pour le moment, Puerto Villamil, la principale agglomération d'Isabela, n'est pas menacée. L'état d'urgence a été proclamé dans tout l'archipel.

[Les Galapagos sont des îles volcaniques, situées dans le Pacifique oriental, à quelque 1 100 kilomètres à l'ouest de l'Amérique du Sud. Isolées depuis leur apparition, il y a trente millions d'années, elles ont été peuplées par

des espèces animales et végétales venues d'Amérique du Sud, qui se sont développées et ont évolué dans le petit monde clos que constitue chacune des îles. Parmi les espèces les plus célèbres : les tortues géantes, les iguanes terrestres et marines, les cormorans pélagiques, les manchots et les pinsons. Ce sont les pinsons, adaptés aux différents milieux naturels, qui ont donné à Charles Darwin - lorsque celui-ci visita l'archipel en 1835 - le point de départ à la théorie de l'évolution.

Découvertes par hasard en 1535, les Galapagos ont été ravagées par les hommes. D'innombrables animaux y furent tués. Beaucoup d'espèces disparurent ou devinrent fort rares. En 1934, le gouvernement équatorien donna à une partie de l'archipel le statut de «réserve de nature», ce qui ne changea pas grand-chose, faute de surveillance efficace. En 1959, 95 % de l'archipel ont été déclarés «parc national» et, en 1968, le Service du parc a été créé. Depuis lors, les zones de colonisation ne peuvent plus être étendues, les visites touristiques sont très contrôlées et l'on essaye de sauver les espèces les plus menacées.]

Y. R.

Mariages

- Sabine TUST
et
Jacques ZILLER
sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 16 mars 1985 à Marnay (Yonne).

7, avenue de la Sœur-Rosalie,
75013 Paris.

Décès

- Les enseignants de l'UER de sciences humaines cliniques (université Paris-VII) ont la tristesse de faire part du décès du

professeur
Paul ARBOUSSE-BASTIDE
qui participait à la fondation de l'UER, y enseignait et fut son directeur.

- Les membres du Laboratoire de psychologie clinique, l'équipe de psychologie sociale (université Paris-VII) ont le grand chagrin d'annoncer le décès du

professeur
Paul ARBOUSSE-BASTIDE
qui ne cessait de leur offrir son dynamisme, son ouverture d'esprit et sa bienveillance.

Tous prennent part à la peine de sa famille.

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 14 mars 1985, de

M. Roger AYRAULT,
professeur honoraire
à la Sorbonne.

De la part de son épouse.
Les obsèques ont eu lieu à Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Maritime).

73, rue de l'Eglise,
75015 Paris.

- On nous prie de faire part du décès de

M. Charles BARANGE,
ancien député de Maine-et-Loire
et rapporteur
de la commission des finances,
ancien président
de la CODER des Pays de Loire,
décédé le 14 mars 1985 à Angers, dans sa quatre-vingt-huitième année.

De la part de toute sa famille.
31, rue Léopoldine,
49000 Angers.

(Voir page 44.)

- Les auteurs de Radio-Retz-Beauvais. Ses camarades de France-Culture et des émissions vers les départements et territoires d'outre-mer ont la tristesse de faire part de la mort de

Pierre BARRET,
journaliste,
décédé à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) dans sa soixante-quinzième année.

- M. Jean Brédoux,
M. et M^{me} René Brédoux,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Chantrel,
sa fille et ses petits-enfants,
M^{me} Servignat
et ses enfants,
M^{me} Bourard,
ses enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Roland BRIDOUX,
survécu dans sa quarante-septième année, le 28 février 1985, à Paris.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Sallière (Indre), le vendredi 8 mars 1985, dans l'intimité.

La Maison-Rochereau,
Belaires (Indre),
19-23, rue de l'Indre-Finlay,
75015 Paris. (Tél. : 577-95-67.)

- M. et M^{me} Louis Pierre Chateaux,
M. et M^{me} Antoine Chateaux,
M. et M^{me} Jean-Pierre Crémier,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Chateaux, Buviu
et Dima,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Victor CHATENAY,
dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur, les prient de trouver ici l'expression de leur très vive gratitude.

- M^{me} Françoise Frizziero
et sa fille Julia
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Patrice FRIZZIERO,
survécu accidentellement en Malaisie, à l'âge de trente-sept ans.

Le service religieux sera célébré le jeudi 21 mars 1985, à 14 h 15, en l'église de Gif-sur-Yvette, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.
8, rue Pascal,
94230 Cachan.

- M^{me} Louis Gougerot,
née Fienstinger,
M. et M^{me} Jean-Jacques Picodale,
M. et M^{me} Dominique Gougerot,
M^{me} Noëlle Gougerot,
M. et M^{me} Armand Camille,
M. et M^{me} Pierre Gougerot
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 16 mars 1985, du

docteur Louis GOUGEROT,
professeur de médecine
à l'université Paris-VI.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 22 mars, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Association, 75016 Paris.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- La comtesse de Montbail,
M. et M^{me} Thierry de Montbail,
Thibault et Alexandra,
M. et M^{me} Jean Guibon,
Virginie, Cyril et Thibault,
M^{me} Walter Camerlynck,
Et toute la famille,
ont l'immense douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

François de MONTBAIL,
inspecteur général honoraire
de la Banque de France,
Leur époux, père, grand-père et beau-frère,

qui s'est éteint dans la paix du Seigneur, le 18 mars 1985, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Maurice de Bécon, 218, rue Armand-Sylvestre, à Courbevoie.

38, avenue Flechat,
92600 Asnières.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Albert SAUVAGET,
survécu le 18 mars 1985.

De la part de
M^{me} Sauvaget
et de sa famille.

Les obsèques auront lieu le jeudi 21 mars 1985, à 15 heures, en l'église de Cornat (Seine-et-Marne).

La Bergerie,
Cornat, 71460 Saint-Gengoux-le-National.

[Albert Sauvaget est entré au service corporatif du journal en qualité de chroniqueur le 26 octobre 1949. De 1970 jusqu'à son départ, il a occupé le poste de chef de service, où sa compétence et sa gentillesse ont été fort appréciées. La direction et le personnel du journal présentent à sa femme et à sa famille leurs sincères condoléances.]

- Elisabeth Zoller,
Les familles Pardon, Schults,
Les familles Sagot, Zoller,
Marchand, Jallouin,
La famille Hubatska,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre ZOLLER,
née Jeanne Chatelet,
survécue à Nice, à l'âge de soixante et onze ans, le 8 mars 1985.

Selon ses vœux, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Nice, le 12 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cornel University,
Cornel Law School,
Myron Taylor Hall,
Ithaca N. Y. 14853-4901.

Remerciements

- M^{me} Alfred Girault
et ses enfants,
expriment leur gratitude à tous ceux qui ont eu une pensée d'amitié à la suite du décès de

général (CR) Alfred GIRAULT.

Anniversaires

- Le 20 mars, il y a cinq ans,

Jean-Michel CARLES

mourait. Il avait trente-quatre ans.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de lui.

- Ce 18 mars est le neuvième anniversaire de la mort de

Léon CELLIER.

- Pour la dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Pierre SCHWARTZ,

une pensée est demandée par Elizabeth et sa maman à ceux qui l'ont connu et aimé.

84740 Valléron.

- Une pensée printanière en souvenir de

Maxime VIBERT-GUIGNE
qui nous a quittés le 15 mars 1981,
et de son mari,

André WAHL,
tous deux résidents au château de Le Vaudoué (Seine-et-Marne).

- Le 18 mars 1975 disparaissait

Cécile WILLARD,

Agée de trois ans.

En ce dixième anniversaire,
Ses parents, ses frères et sœur
Et toute sa famille
demandent à ceux qui l'ont connue de s'unir à leur prière.

Communications diverses

- Le Collège international de philosophie organise le vendredi 22 mars, à partir de 14 heures, et le samedi 23, à partir de 9 h 30, à l'École polytechnique, 1, rue Descartes, un colloque sur l'Asie. Des interventions de MM. Abensour, Clavel et Schérer sont prévues, ainsi que celles de plusieurs chercheurs français et étrangers. (Renseignements : tél. (1) 634-36-99, 634-37-78, 634-36-91.)

- Dans le cadre du cycle des « Rencontres démocratiques », le centre de réflexion du Mouvement des démocrates organise, le jeudi 21 mars, à 20 heures, 71, rue Ampère, une rencontre-débat avec notre collaborateur Philippe Boucher, sur le thème : « Ordre pénal et citoyenneté ». Entrée libre. (Renseignements : téléphone : (1) 763-99-40.)

- Cinquantième anniversaire du pèlerinage des étudiants à Chartres. Les 4 et 5 mai prochains, environ trois mille cinq cents étudiants prendront la route de Chartres pour le traditionnel pèlerinage étudiant, avec comme thème : Croire en l'homme, croire en Dieu. A l'occasion du cinquantième anniversaire de ce pèlerinage, le CEP (Communauté chrétienne des étudiants de Paris, ancien centre Richelieu) et les Chrétiens en grandes écoles invitent les participants de toute génération des pèlerinages précédents à partager

leur démarche. Ceux-ci sont attendus le dimanche 5 mai 1985, à 12 h 30, pour un rassemblement commun.

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, ancien aumônier du centre Richelieu et du CEP, présidera la célébration finale, le même jour, à 18 heures, à la cathédrale de Chartres. Les anciens qui souhaiteraient « faire la route » comme les étudiants sont invités à se manifester dès maintenant. Pour tout renseignement : secrétariat de Chartres. Le CEP, 5, rue de l'Abbaye, 75006 Paris. Tél. : (1) 325-41-71.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-III, vendredi 22 mars, à 14 heures, salle Gréard, M. Polycarpe Oyé Ndzé : « Le chef dans le théâtre négro-africain d'expressions françaises ».

- Université Paris-III, vendredi 22 mars, à 14 heures, salle Liard, M. Jean-Yves Debrulle : « L'école de Rochefort. Théories et pratiques de la poésie entre 1941 et 1961 ».

- Université Paris-III, samedi 23 mars, à 14 heures, salle Bourjau, M. Alfred Melon : « De l'identité nationale comme idéologie. Recherches sur la production poétique et la critique cubaine de l'ère républicaine (1902-1959) ».

- Université Paris-1, samedi 23 mars, à 15 heures, salle Gréard, M. Dibo Hamani : « Au carrefour du Soudan et de la Berbérie. Le sultanat touareg de l'Ayaz ».

- Université Paris-1, samedi 23 mars, à 14 heures, salle Liard, M^{me} Janine Ponty : « Les travailleurs polonais en France (1919-1939) ».

- Université Paris-1, mardi 26 mars, à 9 h 30, salle C-204, centre Pierre-Mendès-France, M^{me} Saad Kamel Rish : « La genèse du sous-développement économique en Egypte (1810-1882) ».

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 25 mai 1983, M. Jean-Charles, Claude Attel, né le 13 mars 1939 à Tunis (Tunisie), demeurant 5-7, passage Bullouze à Paris (11^e), a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Journal officiel*, *le Figaro*, *le Monde*, *le Parisien* et *le Progrès*, le 27 octobre 1917 à Saint-Maur-des-Fossés (94), demeurant à La Varenne-Saint-Hilaire (94), 11, rue du Caporal-Peugeot, à la peine de deux ans d'emprisonnement avec sursis, trente mille francs d'amende pour exercice illégal de la profession de banquier par application des articles 1 et 21 de la loi du 13 juin 1941. La Cour a, en outre, ordonné :

- la publication de la décision par extrait dans *le Monde* et *le Figaro* ;

- l'affichage de la décision par extrait au domicile du condamné.

Pour extrait conforme. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FAUTE FISCAL.

Par jugement en date du 5 juillet 1984 la 11^e Chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale sur les sociétés à la peine de deux mois d'emprisonnement avec sursis, Jean-Charles, Claude Attel, né le 28 décembre 1929 à Versailles (Yvelines), caissier, demeurant 6, rue Mora à Engennes-Bains (Val-d'Oise).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Journal officiel*, *le Figaro*, *le Monde*, *le Parisien* et *le Progrès*, le 27 octobre 1917 à Saint-Maur-des-Fossés (94), demeurant à La Varenne-Saint-Hilaire (94), 11, rue du Caporal-Peugeot, à la peine de deux ans d'emprisonnement avec sursis, trente mille francs d'amende pour exercice illégal de la profession de banquier par application des articles 1 et 21 de la loi du 13 juin 1941. La Cour a, en outre, ordonné :

- la publication de la décision par extrait dans *le Monde* et *le Figaro* ;

- l'affichage de la décision par extrait au domicile du condamné.

Pour extrait conforme. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 23 janvier 1985, M. FAURE Jean-Alexandre, né le 10 octobre 1920 à Marçong (59), demeurant 8, avenue de la République à Pierrefitte (93380), a été condamné à 20 000 F d'amende pour fraude fiscale. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Journal officiel*, *le Figaro*, *le Monde*, *le Parisien* et *le Progrès*, le 27 octobre 1917 à Saint-Maur-des-Fossés (94), demeurant à La Varenne-Saint-Hilaire (94), 11, rue du Caporal-Peugeot, à la peine de deux ans d'emprisonnement avec sursis, trente mille francs d'amende pour exercice illégal de la profession de banquier par application des articles 1 et 21 de la loi du 13 juin 1941. La Cour a, en outre, ordonné :

- la publication de la décision par extrait dans *le Monde* et *le Figaro* ;

- l'affichage de la décision par extrait au domicile du condamné.

Pour extrait conforme. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES.

Par arrêt en date du 15 juin 1983, devenu définitif, la Cour d'appel de Versailles, a condamné : M. SCHELLENBERG Pierre, commerçant-restaurateur ambulancier à l'enseigne de la « Taverna de Munich », demeurant à Bagneux, 20, sente des Courveron, aux peines de six mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour, courant 1975 et 1976, s'être frauduleusement soustrait au paiement de la TVA, au paiement partiel de l'impôt sur le revenu, avoir omis de passer ou faire passer des écritures au livre journal ; a ordonné la publication, par extraits, de l'arrêt au *Journal officiel de la République française*, et dans les journaux *le Monde* et *le Progrès* ; a ordonné l'affichage, par ex-

trait, dudit arrêt pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où le contribuable a son domicile ainsi que sur la porte extérieure de l'immeuble ou des établissements professionnels. Pour expédition certifiée conforme. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL D'AMIENS.

Par arrêt contradictoire du 11 décembre 1984, la cour d'appel d'Amiens, 4^e chambre correctionnelle, a condamné BOIME Jean, né le 27 octobre 1917 à Saint-Maur-des-Fossés (94), demeurant à La Varenne-Saint-Hilaire (94), 11, rue du Caporal-Peugeot, à la peine de deux ans d'emprisonnement avec sursis, trente mille francs d'amende pour exercice illégal de la profession de banquier par application des articles 1 et 21 de la loi du 13 juin 1941. La Cour a, en outre, ordonné :

- la publication de la décision par extrait dans *le Monde* et *le Figaro* ;

- l'affichage de la décision par extrait au domicile du condamné.

Pour extrait conforme. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FAUTE FISCAL.

Par jugement contradictoire en date du 15 juin 1984, la 3^e chambre correctionnelle de Paris a condamné pour non-respect des dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs du bâtiment - pour avoir, à Paris, courant novembre 1982, étant travaillant, en qualité de chef de chantier ébéniste et par délégation du chef d'entreprise, d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du code du travail et de celles du décret du 13 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler 3 ouvriers sur un chantier situé à Paris (15^e), 5, rue de la Saïda, alors que : 1^o le matériel et notamment les élingues et crochets de suspension étaient en mauvais état et rouillés ; 2^o les crochets de suspension étaient soit dépourvus de systèmes de sécurité, soit insuffisamment sûrs ; 3^o les câbles, cordages et crochets n'avaient pas fait l'objet des vérifications trimestrielles obligatoires ; 4^o à la peine de trois amendes de deux mille francs chacune (trois salaires concernés) le sieur COPPOLA Giuseppe, né le 26 avril 1936 à Bari, en Italie, chef de chantier ébéniste, demeurant 7, rue Dantus à Vauvres (Haute-Seine). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS	La ligne*	Le 1/100e TTC	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne/col*	Le 1/100e TTC
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34	OFFRES D'EMPLOI	59,00	69,87
IMMOBILIER	31,00	36,76	DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
AUTOMOBILES	69,00	81,83	IMMOBILIER	46,00	53,37
AGENDA	88,00	81,83	AUTOMOBILES	46,00	53,37
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,84	AGENDA	46,00	53,37

ANNONCES CLASSEES

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une Direction Technique de pointe

En matière d'engins de manutention lourde, nous sommes notoirement à la pointe du progrès et tendons à rester, pour conforter notre place prépondérante sur le marché national et notre très forte activité à l'export (les 3/4 de notre CA de 450 MFF). Faire encore progresser le haut niveau de technologie déjà atteint par nos modèles en y apportant le "plus" d'innovation qu'exigent le marché et la concurrence internationale, ce sera la responsabilité du Directeur Technique que nous recherchons. Il l'assumera avec une équipe rodée d'une cinquantaine de cadres et techniciens très motivés, équipés en CAO.

Ingénieur diplômé de solide formation (Centrale, Mines de Paris, Sup Aéro...) atteignant la dizaine d'années de métier, vous entrevoirez l'opportunité d'un pas à franchir dans votre évolution professionnelle. Plus que l'expérience d'un secteur d'activité s'apparentant au nôtre (ce n'est pas exclu pour autant !), vous avez celle de la conception technique dans un contexte CFAO, et vous aimez ça ! Vous avez déjà une certaine pratique de l'animation d'une équipe technique. Vous avez peut-être aussi travaillé dans le cadre d'une production en petites séries de produits lourds sur catalogue ou sur devis. Mais ce dont nous ne pouvons nous passer, c'est de votre potentiel de créativité technique et de votre volonté de l'utiliser jusqu'au succès.

Ce poste, naturellement rattaché au DG, est à pourvoir dans un coin de Bourgogne qui vous garantira une réelle qualité de vie. Les consultants de Sirca, qui nous aident dans cette recherche, vous en diront davantage sur nous en vous recevant. Dans l'immédiat, merci d'écrire, sous référence 336 251 M, en précisant votre rémunération actuelle.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

150 Millions chiffre d'affaires, en forte expansion en France et à l'exportation, 300 personnes, appelée à être cotée en Bourse à moyen terme, siège en région Parisienne, cherche son futur

DIRECTEUR GÉNÉRAL

à terme de 2 à 4 ans - 35 ans minimum

- pouvant prouver une réussite évidente dans une activité de même type,
- animateur d'hommes sachant assumer ses responsabilités,
- intéressé particulièrement par les aspects gestion et développement,
- gégneur et ambitieux pour lui-même et pour son entreprise,
- Connaissance d'anglais nécessaire.

Rémunération jusqu'à :

400.000 Francs ou +

seules les candidatures répondant en tous points aux critères définies et indiquant le niveau salarial actuel seront prises en considération.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à M. Jean Peigney
3, Avenue Paul-Cleudel - 77400 GUERMANTES

SUD-EST

TECHNOLOGIES
DE POINTE

Directeur technique

Notre entreprise, filiale d'un très important groupe, conçoit des produits et matériel de haute technologie. Nous recherchons le Directeur Technique de son département systèmes composé de plusieurs ingénieurs de haut niveau en télémesure numérique et analogique, radiocommunication, systèmes d'acquisitions rapides, stockages et traitement.

Responsable de l'animation et de la gestion technique et administrative de son département, il peut être amené à soutenir des argumentations auprès des clients en collaboration avec les ingénieurs commerciaux. Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur grande école d'électronique, âgé de 35 ans ou moins et possédant 10 ans d'expérience dans des domaines similaires. Animateur et homme de communication, il doit par ses compétences techniques et son tempérament de leader, obtenir l'adhésion de son équipe. Ses responsabilités pourront ensuite être élargies à d'autres services.

La pratique de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, sous réf. 10748 (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System Méditerranée, 29 La Canebière, 13001 Marseille, qui transmettra.

directeur des opérations et gestion des relations humaines

PROCHE BANLIEUE OUEST 200.000

PME de 250 personnes, nos services s'adressent aux entreprises sur un marché porteur (+ 30% par an).

Nous recherchons notre futur Directeur des Opérations qui aura en charge la supervision de nos 3 Divisions sur le plan opérationnel, l'animation et le contrôle de l'encadrement, la gestion des relations humaines (C.E., Délégues, etc.), le suivi de la clientèle existante tant sur le plan financier (contrôle des budgets) qu'au plan des Relations Humaines.

Nous recherchons un Manager, de formation supérieure, de plus de 30 ans, disposant de préférence d'une expérience de 3 ans dans le secteur des services, ayant acquis une solide expérience d'encadrement et rompu à la gestion des ressources humaines. La forte expansion de l'entreprise au sein d'un groupe national favorisera une évolution attrayante de la rémunération et de la carrière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 8413-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

P.D.G.

créer et développer une filiale
dans la région Lyonnaise

Un groupe Italien, recherche, pour sa filiale française en création dans le domaine du moulage des pièces en plastique, un **PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL**.

C'est un véritable MANAGER,

diplômé d'études supérieures, excellent gestionnaire, parfaitement à l'aise dans tous les problèmes administratifs, juridiques et fiscaux, rompu aux négociations commerciales, ayant déjà acquis une expérience de direction en milieu industriel, de préférence en relation avec les grands constructeurs automobiles.

Il rendra compte à la maison-mère Italienne et devra mettre en place les structures et recruter le personnel nécessaire au développement de la société.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prétentions, sous réf. 50.10-M à H. CARON

CLA RECRUTEMENT
56 RUE DE PONTHEU 75008 PARIS

CLA

COMITÉ D'ENTREPRISE RÉGION PARISIENNE

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

- Expérience exigée en gestion et commandement
- Connaissances juridiques

Téléphone : 838-82-98.

VILLE DE LAON - AISNE

30.000 hab. Préfecture

RECRUTE

DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

selon les conditions statutaires

Il aura en charge la Direction de l'ensemble des Services techniques (Matériel - Véhicule - Réseau - Ordinateurs, etc.) soit environ 200 agents.

Cette direction s'effectue dans le cadre d'une réorganisation des services de la Mairie.

PROFIL SOUHAITÉ

- Expérience de direction d'hommes
- Aptitude à la coordination de services et à la planification de travail dans le public ou dans le privé
- Justifier de cette expérience
- Formation technique supérieure et aptitude à la polyvalence
- Sens de la communication et goût de l'animation.

RÉMUNÉRATION

- Salaire statut : 115.500 F net, début de carrière
- Avantages en nature.

Adresser candidature avec C.V. détaillé et photo à :

M. DOSTÈRE - MAIRE - Hôtel-de-Ville

Pl. de Général-Leclerc - 02011 LAON Cedex, T. (23) 23-22-05.

RENSEIGNEMENTS auprès de M. le secrétaire général.

DATE LIMITE : 28 août 1985.

VILLE DE THORIGNY- SUR-MARNE

8.000 habitants, recrute

d'urgence par voie de mutation ou de concours sur titres, aux conditions statutaires :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

expérience communale mini-

mum, niveau licence ou maîtrise, droit public, sciences économiques, notions informatiques, comptabilité analytique.

Adresser candidature, curriculum vitae et photo à M. le Maire

1, rue Gambetta, 77400 THORIGNY-SUR-MARNE.

SSCI

recherche

UN DIRECTEUR DE BOUTIQUE MICRO INF.

C.F.M.I. S.A.
115, Boulevard de la Coline
92213 Saint-Cloud
Téléphone : 802-41-41.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

O.N.U.D.I.

Organisation des Nations unies pour le développement industriel
(Vienne - Autriche)

L'O.N.U.D.I. organise des examens d'aptitude pour le recrutement et la constitution de listes de réserve de dactylographes pour le Central dactylographique français de son Service des Conférences.

Les candidat(e)s doivent posséder une formation de secrétaire, de bonnes connaissances générales, une parfaite connaissance de la langue française écrite, une vitesse de frappe d'au moins 50 mots à la minute et justifier d'une expérience professionnelle préalable. L'aptitude à transcrire des enregistrements magnétiques est indispensable et la connaissance des machines à traiter les textes constitue un atout.

L'examen aura lieu à Paris en mai 1985.

Rémunération intéressante, nombreux avantages sociaux liés au statut de fonctionnaire international. Durée initiale du contrat : deux ans renouvelable.

Les candidatures et un curriculum vitae détaillé doivent être adressés avant le 30 mars 1985 au

Service du Recrutement du Secrétariat - Bureau E0643,
O.N.U.D.I. - Centre International de Vienne,
Boîte Postale 300,
A-1400 VIENNE (AUTRICHE).

Société, filiale Groupe Financier important
recrute en vue interventions à l'étranger
(missions et séjours prolongés)

SPECIALISTES ORGANISATION, GESTION ET FINANCES

Expérience 8 ans minimum
Formation Sup. (Grande Ecole, HEC ou équiv.).
Anglais, espagnol souhaités.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo
sous référence AFK6/9330 à AXIAL Publicité
27, rue Taubout - 75009 Paris, qui transmettra.

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi

emploi



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

INTERMETALL

DIGITAL SIGNAL PROCESSING

*L'Electronique
de pointe aux portes de l'espace.*

Branches Microélectronique/ Service Développement

Postes à pourvoir: Ingénieurs Hardware/Software

Nous sommes l'Entreprise Allemande de Semiconducteurs et le Siège du Groupe International ITT-Semiconductors. Nos efforts de développement se concentrent essentiellement dans les domaines de l'électronique grand-public et de l'automobile ainsi que de l'audio-visuel. Dans l'électronique grand-public nous sommes les créateurs des processeurs de signaux en temps réel, à fréquence de fonctionnement élevée et les premiers à les avoir réalisés ainsi que commercialisés.

Ingénieur CONCEPTION (Traitement de signaux)

Réalisation de concepts de processeurs de signaux numériques dans le domaine de l'audio-visuel, en collaboration avec les utilisateurs. Expérience souhaitée: connaissances en Analyse de Systèmes ainsi qu'en programmation (ex. FORTRAN). De la pratique dans le domaine de traitement des signaux serait souhaitable.

Ingénieur de DESIGN (MOS et Bipolaire)

Réalisation des Circuits Logiques, contrôle technique des «Layouts», élaboration des séquences de test ainsi que contrôle des premières plaquettes («Wafers») et des échantillons. Expérience souhaitée: Bonnes connaissances dans le domaine du «Design» de Circuits Intégrés.

Ingénieur CONCEPTION (Software)

Développement et réalisation de systèmes asservis par microprocesseurs, conception des programmes correspondants en collaboration avec les utilisateurs. Expérience souhaitée: Bonnes connaissances en programmation (FORTRAN 77, PASCAL, Système VAX/VMS, UNIX) et connaissances de base en microélectronique.

Ingénieur CAD (Computer-Aided-Design)

Réalisation et maintenance de Programmes CAD, pour le développement des circuits LSI. Vous aurez à votre disposition les ordinateurs PRIME, VAX, ainsi que CALMA, VALID 80 Terminaux dont 35 Graphiques. Expérience souhaitée: Bonnes connaissances en programmation (FORTRAN 77, PASCAL, Système VAX/VMS, UNIX) et connaissances de base en microélectronique.

Nous recherchons des personnes avec une expérience dans les domaines cités. L'autre condition indispensable est une bonne connaissance de la langue allemande ou de la langue anglaise. Freiburg (Fribourg-en-Brisgau) est situé près de la frontière franco-allemande (ou aux portes de l'Alsace). Vous pouvez donc vivre en France et travailler en Allemagne (avantages fiscaux). Vous bénéficierez de six semaines de vacances et de onze jours fériés ainsi que de notre aide pour votre recherche d'un logement adéquat. Nous prenons en charge vos frais de déménagement. Envoyez votre dossier complet de candidature à l'adresse indiquée ci-dessous:

INTERMETALL Halbleiterwerk der Deutsche ITT Ind. GmbH, Hans-Bunte-Straße 19, 7800 Freiburg



emplois régionaux **emplois régionaux** **emplois régionaux** **emplois régionaux**

Responsable Financier

Rennes

Une importante société internationale de biens d'équipements recherche, pour une de ses filiales à taille humaine,

Un «Controller»

Il assistera la Direction Générale dans la gestion comptable et financière de la société: supervision de la comptabilité et transformation en comptabilité US, préparation et plans en liaison avec la direction financière du groupe, élaboration des prévisions de trésorerie etc... et définira, à court terme, les besoins en informatique.

De formation supérieure, vous avez acquis depuis 3/4 ans une bonne maîtrise des systèmes comptables français et anglo-saxons et vous connaissez bien l'anglais. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser cette expérience en exerçant des responsabilités opérationnelles et variées que seule une PME peut vous offrir et qui favorisera l'évolution de votre carrière, éventuellement internationale.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 371 à notre Conseil Nicole ANCESS.

SODERHU,
22 rue Saint Augustin,
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYNTec

Chef de Produits Micro informatique industrielle

L'Europe commence à Paris ou Grenoble

Division Microsystèmes de l'un des grands de l'électronique, nous sommes organisés en centre de profit autonome. Sur le marché - porteur mais concurrentiel - des microsystèmes ou bus VME, nous avons des objectifs de croissance ambitieux, que nous soutenons par une politique offensive.

Responsable d'une ligne de produits vous développerez ces marchés en Europe auprès d'une cible essentiellement industrielle (Robotique, Télécom, CAO, laboratoires...). Il s'agit d'un marketing très opérationnel (animation des ventes, suivi des produits), dans un contexte de lancement de nouvelle gamme nécessitant l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement Marketing.

Il peut être assuré par un Ingénieur en électronique + CESMA, ISA ou INSEAD ou par un HEC, ESSEC ayant l'expérience de produits haute technologie, de préférence informatique ou électronique. En tout état de cause, il aura une expérience Marketing/Vente de ce type de marché (3 à 7 ans) et une excellente pratique de l'anglais.

Notre Conseil ALGOE étudiera, en toute confidentialité requise, votre candidature sous réf. 899 M. Merci de préciser votre rémunération actuelle.



ALGOE 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

MEMBRE DE SYNTec

Conseiller l'entreprise dans le choix de ses dirigeants

C'est d'abord situer ses enjeux économiques et humains, participer à l'évolution de son organisation, définir et conduire ensuite la démarche de recherche la plus appropriée.

Exercer ce métier chez PEAT MARWICK, l'un des premiers cabinets internationaux de Conseil, c'est bénéficier de toute la culture d'équipes pluridisciplinaires dont la valeur professionnelle a fait notre réputation. C'est apporter ainsi à nos clients, PME ou grandes entreprises, fiabilité et rigueur dans l'étude de leurs problèmes, dynamisme et créativité dans la recherche des candidatures, technicité dans leur évaluation.

Le CONSULTANT qui rejoindra notre équipe partagera notre conception du Conseil. Il allie la rigueur à l'imagination, le sens de l'équipe à l'autonomie. De formation Grande Ecole, 5 à 10 ans d'expérience, il est dès à présent membre de l'équipe de Direction d'une PME ou de la filiale d'un Groupe, et parle couramment anglais.

Le Conseil est pour lui un élargissement de ses fonctions à des secteurs d'activités économiques variés et un engagement à accompagner notre développement dans la moitié Sud de la France (Poste basé à Lyon).

**PEAT
MARWICK**

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Catherine MILLET sous réf. CRH-M (en indiquant votre rémunération actuelle).
PEAT MARWICK - Le Britannia - 20 bd E. Deruelle - 69432 Lyon Cedex 3



DEMURGER leader du sciage des métaux, est présent dans le monde entier grâce à sa gamme d'outillage mécanique pour le sciage, les outils de serrage et les machines à scier les métaux.

Ingénieur responsable d'études

et mise au point machines spéciales

pour prendre en charge aux plans technique et humain la responsabilité de l'animation d'un bureau d'études, d'automatismes et machines spéciales et d'outillages (mécanique, hydraulique, pneumatique, électronique), et participer de façon permanente au développement, à la mise au point et l'application des techniques nouvelles dans l'entreprise.

Il pilotera également des études nouvelles réalisées dans d'autres établissements du groupe.

Le candidat est un ingénieur généraliste ou à dominante mécanique (AM ou équivalent), de 35 ans environ et possédant une bonne expérience d'ingénieur d'études, de mise au point de produits nouveaux.

Le poste est à pourvoir en région Rhône-Alpes.

Adresser votre candidature, C.V., photo sous réf. 695 M à: DEMURGER et CIE Service du Personnel, BP 506, 42306 Roanne Cedex.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Responsable
Qualité Alimentaire
Bagdad

La Société GALLIA, spécialisée en diététique infantile, a passé un contrat d'assistance technique et de licence de marque avec un groupe laitier irakien.

Une usine de 120 personnes, située près de Bagdad, fabrique de la poudre de lait infantile selon le process Gallia. Sa production atteint actuellement 3.000 tonnes et sa capacité est de 10.000 tonnes.

Pour garantir l'application du knowhow et du process Gallia, nous cherchons le responsable qualité de cette usine.

Il travaillera en relation étroite avec les responsables techniques en France et sera formé aux produits et procédés avant son départ.

Ce poste constitue une opportunité intéressante pour un INGÉNIEUR DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE AGRO-ALIMENTAIRE, ayant acquis quelques années d'expérience en production, contrôle qualité ou laboratoire dans une industrie alimentaire et parlant anglais.

Il bénéficiera d'un contrat d'expatriation assorti de conditions financières particulièrement attractives.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F12M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolbiac - 75361 Paris Cedex 06.

Leading US-based corporation with extraordinary growth rates producing, distributing and installing world-wide accepted products of high technological standards in the field of pollution control and environmental protection is looking for its Operations Manager France and Northern Africa acting as

SALES / COUNTRY MANAGER
Construction Industry / Civil Engineering
CA. FF 400.000

The position requires:

- an intimate knowledge of how to sell to public administrations and experience in negotiating public tenders.
- Proven experience in the construction industry.
- Best contacts to general contractors in France.
- An excellent sales record of technically advanced plants

and projects in France.

- Experience in selling to and managing dealers and agents.
- French as mother-tongue and fluency in English.
- Civil engineering background if possible.

France and Northern Africa represent a huge market potential for our client and a real challenge for a strong entrepreneurial and strategic thinking pioneer. The position demands a dynamic salesman and aggressive market penetrator who is able to work under pressure and independently. Outstanding references and installations exist at major sites throughout Europe. The position is presently located in Paris. It can, however, be geographically relocated.

Please send complete resumes with present income and starting date to our consultants in Frankfurt stating project-no. 41209/54. Interviews will be held in Paris. For questions, please contact Dolan Consulting by telephone. Dolan Consulting assures you of the utmost discretion.



DOLAN CONSULTING

34, Untermainkai, D-6000 Frankfurt-Main 1, Tél.: (069) 23 08 76, Telex 413 418 kchs d
Germany • United Kingdom • Benelux • Switzerland • USA

...for the lion's share of executive search!

You are now looking at six of the most exciting Marketing and Sales
Support opportunities in Europe

To continue the unique growth of Digital, which has made us the second largest computer manufacturer in the world, we have now opened the European Competence Centre for Manufacturing Industries in Munich. It is staffed by the foremost applications professionals drawn from all over Europe, to make available the highest level of application and technology expertise within Digital.

Our goal is to be recognised as the leading supplier of complete solutions in Computer Integrated Manufacturing (CIM). To this end, we are still expanding our activities, and six exceptional opportunities have arisen in the following key roles:

Sales Support Consultants

covering one of the following:

- Mechanical CAD
- Manufacturing Management (MRP II)
- Factory Automation (Process Control)

You will support our sales operation in Europe in major accounts, proposing solutions for customers in terms of applications and computing concepts, and participating in the introduction of new applications and CIM products.

As all are senior positions, you will need to have had several years experience in manufacturing industries, implementing software solutions. For these European appointments based in Munich, West Germany fluent English is required.

If you have the very highest qualifications in one of the above mentioned application disciplines, and enjoy designing computer solutions to meet today's business problems, we would like to hear from you.

Marketing Support Consultants

covering one of the following:

- Mechanical CAD
- Manufacturing Management (MRP II)
- Computer Integrated Manufacturing (CIM)

You will provide support and advise our Marketing Organisation across Europe. The roles include defining market needs and product requirements, evaluating application products, and driving our marketing projects and programmes.

Please apply to Mr. Siegfried Rheinwald, Manager, European Competence Centre for Manufacturing Industries, Digital Equipment GmbH, Freischuetzstr. 91, D-8000 Munich 81, West Germany. Ref: 29K.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Spic Batignolles

Notre chantier: le monde

La Division électricité nucléaire réalise 6,5 Milliards de F de CA dont 40 % à l'export. Elle s'appuie sur un effectif de 15 000 personnes, une expérience et des moyens d'études considérables.

Ingénieur responsable mise en route et essais
GRANDS PROJETS EXPORT

Ingénieur Généraliste Electricien-Mécanicien (ESME, ESTP, A & M, INSA...) vous avez une première expérience dans le domaine des MT/BT et des Automatismes sur des chantiers à l'exportation.

Vous souhaitez franchir une nouvelle étape dans votre carrière: dans le cadre d'une très grande mobilité géographique, vous prendrez la responsabilité de la mise en route sur sites d'importantes installations électromécaniques, hydrant systems d'aéroports par exemple.

Vous aurez ainsi l'occasion de mettre en valeur votre goût pour les contacts et vos capacités d'organisation et d'animation d'une équipe.

Pour un premier contact, adressez votre candidature à SPIE-BATIGNOLLES, SB 85/22/M, Monsieur J.M. LAMBERT, 202, quai de Clichy - 92111 Clichy Cedex.

A l'Université de la Sorbonne département d'Etudes Romaines, une place de LECTEUR (équivalent de maître de conférences) est à pourvoir à compter du 1^{er} octobre 1985 (durée limitée à 3 ans).

Le (la) candidat(e) aura la responsabilité de cours de langue et de civilisation françaises (l'accent sera mis sur l'actualité de l'information); il (elle) devra participer aux sessions d'examen.

Conditions: résidence habituelle en France, français langue maternelle, très bonne pratique de l'anglais, expérience de l'enseignement; niveau d'études: Maîtrise, CAPES ou Doctorat du 3^e cycle. Les lettres de candidature, accompagnées de toute la documentation démontable, sont à faire parvenir avant le 10 avril 1985 à l'adresse suivante:

An den Geschäftsführern der Leiter der FR 8.2 Romanistik, Universität des Saarlandes, 6600 Saarbrücken.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

benson

Société du groupe Schlumberger recherche un

Jeune cadre diplômé
grande école
de gestion

Vous souhaitez vous orienter dans le contrôle de gestion. BENSON leader international de l'informatique graphique, vous offre la possibilité de débiter en prenant la responsabilité de la COMPTABILITE ANALYTIQUE de notre établissement industriel situé à proximité de la Baule (44). Vous aurez à utiliser et à développer un système informatisé moderne de gestion, permettant une analyse fine des coûts de fabrication, des stocks et des achats.

BENSON, permet à des candidats de valeur de pouvoir évoluer dans un grand groupe en diversifiant leur expérience.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à la Direction du Personnel, sous 16183 Benson, Zone Industrielle des Petites Hales, 1 rue Jean Lemoine, 94015 Créteil.



benson

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Vallée du Rhône

Organisme de recrutement de cadres, axé essentiellement sur l'industrie recherche un

Consultant Psychologue

possédant le DESS Psychologie du travail ou l'équivalent en sciences humaines.
Il se verra confier des missions de recrutement de plus en plus autonomes après une période d'adaptation.
Cette fonction est à même d'intéresser un spécialiste possédant une première expérience réussie dans un environnement libéral ou en entreprise et souhaitant une évolution vers un statut plus large.
Adresser CV et prétentions, sous réf. 1668, mentionnée sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

VALLEE DU RHONE

PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des équipements industriels alliant la mécanique, l'électronique et l'informatique, filiale d'un groupe français à rayonnement international crée le poste suivant:

Jeune ingénieur automaticien

Nous accueillerons un jeune ingénieur possédant une première expérience significative de l'industrie ou un débutant à fort potentiel. Il sera responsable à la tête d'une petite cellule de techniciens d'un projet devant déboucher sur l'industrialisation d'un produit nouveau en technologie de pointe. Cette fonction autonome engagera sa responsabilité dans le domaine des essais, de la mise au point de prototypes et de l'installation sur site.
Nous exigeons de bonnes bases en électronique digitale, analogique et en informatique.
Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême, 69006 LYON, sous réf. 820 M.

Cabinet Gatier



usine de Boigny - Orléans

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES H/F. ECP - ENSAM - ESE - ENSIMAG - ESPCI ou équivalents

Pour ses Départements :

- Production
- Etudes techniques (produits magnétiques, modules, rubans)
- Méthodes
- Assurance de la qualité
- Travaux et installations techniques
- Informatique

CADRES DE GESTION GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES H/F. HEC - ESSEC - ESCP ou équivalents

Pour ses Départements :

- Plans et contrôles
- Contrôle de production
- Achats
- Distribution

L'ensemble de ces postes s'adresse à de jeunes ingénieurs ou cadres débutants, et nécessite une bonne connaissance de l'anglais. Ils permettront d'évoluer vers différentes fonctions industrielles et pourront déboucher sur un développement de carrière intéressant.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature et C.V. détaillé à :
Scribe - 4, avenue Hoche - 75008 Paris, en mentionnant la référence BI-M.

MASH

C.M.P.E. recrute des CHARGES D'INFORMATION POUR ANIMER DES CENTRES D'INFORMATION RÉGIONAUX

NOUS SOUHAITONS :

- Connaissance des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population, etc.) ;
- Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication ;
- Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

NOUS OFFRONS :

- Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeune, dynamique et performante ;
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe ;
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'effort.

Si vous êtes passionné (e) par la communication et libre immédiatement, écrivez sous référence CV/RP.
Société BEVAN, C.M.P.E.
59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.



Nous sommes un important groupe industriel français, leader mondial pour les Accumulateurs Alcalins, les Générateurs Spéciaux et les Piles à usage technique.

Nous participons activement au développement de secteurs d'activité de technologie avancée, communication, bureautique, électronique, aéronautique, spatial, ferroviaire et militaire.

Notre Direction Technique Accumulateurs (environ 80 personnes), basée sur notre site industriel de BORDEAUX, recherche dans le cadre du développement de nos activités :

LE RESPONSABLE DU GROUPE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Réf. A.18.33

De formation à dominante mécanique, vous avez une expérience d'au moins 5 ans en Bureau d'Etudes.

Vous prendrez en charge le Bureau d'Etudes et les Ateliers mécanique et électronique.

Vous réaliserez les prototypes et prototypes de l'ensemble des Groupes d'Etudes. Vous gèrerez une vingtaine de personnes dont plusieurs techniciens supérieurs.

UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN (CENTRALE, ARTS & METIERS...)

Réf. A.7.16

Au sein du Groupe d'Etudes concevant des accumulateurs Nickel-Cadmium pour l'aéronautique et le ferroviaire, vous prendrez la responsabilité des études mécaniques.

UN JEUNE INGENIEUR ELECTROCHIMISTE (GRANDE ÉCOLE CHIMIE + THÈSE)

Réf. A.5.14

Dans le cadre du développement des accumulateurs alcalins, nous souhaitons renforcer le potentiel scientifique de notre service Recherche. Vous mènerez à bien les études dans ce domaine et suivrez les contrats d'études avec les milieux universitaires et scientifiques.

Si l'une de ces opportunités correspond à vos compétences et à vos motivations, merci de nous adresser un dossier de candidature sous la référence choisie à :
SAIT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Gestion des ressources humaines

A 30 ans environ, vous avez déjà acquis une bonne expérience de l'entreprise, epré une formation supérieure de type Sup de Co, CELSA... Vos responsabilités (opérationnelles : animation d'équipe commerciale, et/ou fonctionnelles : Direction du Personnel) vous ont confronté très directement aux problèmes de gestion de personnel : recrutement, formation, animation d'équipe... Vous êtes donc très motivé à la fois par l'adaptation nécessaire et permanente des structures et le développement du potentiel "RESSOURCES HUMAINES".

Rattaché au Responsable du Service EMPLOI, vous aurez en charge plusieurs de nos Directions : opérations de recrutement (tous niveaux), détection de potentiel, création et organisation des filières, mutations, analyse de l'évolution des métiers, prévisions concernant l'emploi... Vous deviendrez ainsi l'interlocuteur "EMPLOI" des Responsables de Service.

Ce poste (basé à Roubaix) vous impliquera dans un travail d'équipe et vous permettra une vue d'ensemble de la Société. Un bon tremplin pour évoluer chez la leader de la VPC (8000 personnes) à la Direction du Personnel ou dans d'autres Directions.

Salaire de départ : 170 000 F +.

Merci d'adresser votre candidature (Lettre, CV, Photo et Prétentions) sous réf. 55 à Gilles WOLLEZ
57, rue de Blanchemette - 59100 ROUBAIX.

La Redoute

POUR BIEN VIVRE SON VIEUX

Sucrerie, Raffinerie, Distillerie de Vauciennes

Dans l'OISE, 25 km de Soissons et de Compiègne, 5 km de Villiers-Cotterêts - 330 personnes - CA. 350 Millions de F - adhérente d'un des tout premiers groupes agro-alimentaires français (CA. 4 Milliards de F) CRÉE le poste

ADJOINT DIRECTEUR RAFFINERIE

Relevant du Directeur Raffinerie, il bénéficiera d'une large autonomie pour animer et contrôler une équipe d'environ 90 personnes chargée plus particulièrement des activités :

- production de sucres cristallisés et liquide (process automatisé),
- conditionnement de sucres secs (environ 30 références),
- entretien, réglages et travaux neufs,
- magasins produits finis et chargement.

Il veillera à l'optimisation des résultats avec la meilleure qualité.

Possibilités de logement - PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION.

Le candidat - 31 ans minimum - aura une formation d'ingénieur (ENSAM, INSA, ENSIA, IDN, etc.) et une expérience confirmée dans un poste analogue. Ses capacités d'animation et de gestion seront aussi importantes que ses compétences techniques.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 106/M en précisant votre salaire actuel et notre conseil, Richard BÉATOUIL - GROUPE BEC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS. Discretion absolue et réponse rapide assurées à tous les candidats.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Hewlett-Packard France : 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel en 1984 à Lyon - l'île d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS

Ingénieurs informaticiens recherche et développement

Passionné par l'informatique et les micro-ordinateurs vous souhaitez évoluer dans le domaine de la recherche opérationnelle. Notre laboratoire de Grenoble compte plus de 90 ingénieurs qui travaillent en étroite collaboration avec le marketing pour concevoir des produits à impact immédiat. Aujourd'hui nous avons des projets ambitieux, orientés sur le développement de logiciels sur ordinateurs personnels, dans des domaines aussi variés que les messages vocaux, la téléphonie, la vidéo, les simulations de terminaux. Ces postes conviendront à des ingénieurs débutants de formation informatique ou à des ingénieurs expérimentés dans le domaine des logiciels. La connaissance du système UNIX et du langage C est fortement appréciée. Merci d'envoyer votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - sous réf. GPCD/16/M à Françoise Moulinjeune, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 avenue Raymond, Champs 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France : **HEWLETT PACKARD**
le partenaire de vos ambitions.



Le GIAT est un groupement industriel de 17 000 personnes, chargé par le Ministère de la Défense, de l'étude, du développement et de la production de systèmes d'armes. L'Efab Etablissement de fabrication d'armement de Bourges est plus particulièrement chargé au sein du GIAT de la recherche appliquée, de la production industrielle et de l'assistance technique de matériels et munitions d'artillerie. Employant actuellement 2 500 personnes, l'Efab renforce son potentiel humain et propose d'intéressantes opportunités à :

INGENIEURS DEBUTANTS
INFORMATICIEN (réf. 85083)
MECANICIEN (réf. 85015)
INTERESSE PAR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE.

Possédant une bonne formation en mathématiques appliquées (ENSIMAG, EUDIL, ou équivalent), Directement rattaché au chef de centre de calculs, il sera chargé en collaboration avec des ingénieurs d'études de déterminer leurs besoins en codes de calculs de simulation (BALISTIQUE INTERIEURE, BALISTIQUE TERMINALE), de vérifier l'adéquation des codes existants, de les modifier le cas échéant ou d'en créer d'autres. Bonne maîtrise de l'anglais souhaitée.

Après une formation acquise au sein du service et au cours de stages, il sera notamment chargé de la gestion d'un portefeuille de brevets, d'assurer la protection des droits de propriété industrielle des inventions nées à l'Efab ou chez ses coopérateurs, de veiller à la concurrence, d'effectuer des études de liberté d'exploitation, des relations avec les correspondants du siège et les organismes étatiques. Pour assurer cette mission, il sera assisté d'un collaborateur technique et bénéficiera d'une documentation gérée par ordinateur.

CES DEUX POSTES SONT A POURVOIR A BOURGES (18).
Adresser dossier de candidature complet (C.V. photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à :
E.S.A.T. - Service Recrutement
24, avenue Prieur de la Côte d'Or - 94114 ARCUEIL Cedex.

Du B.E. aux investissements : valorisez donc vos compétences

Votre expérience de jeune ingénieur est essentiellement pratique. Vous avez notamment travaillé en B.E. sur des questions de mécanique et d'automatismes. Et, dans ces domaines, vous êtes un très bon technicien. Nous vous proposons un superbe champ d'application à vos compétences. Lisez attentivement. Nous sommes la Division Elastomères de GERLAND, et notre base est à Lyon. Le groupe emploie 4000 personnes et réalise un peu plus de 2 milliards de chiffre d'affaires. Notre division, quant à elle, est constituée de 5 unités de production en France, une en Belgique et une en Irlande. Au total 600 personnes, 300 ME. Votre responsabilité à vous sera double : gérer, d'une part, un budget d'investissement et apporter d'autre part, une assistance technique de grande qualité aux différents départements. Vous aurez ainsi à étudier et à concevoir des équipements propres à développer la productivité dans les ateliers, à les faire évoluer par des B.E. extérieurs. Vous suivrez l'avancement des travaux, vérifierez le respect des délais et des coûts. Vous assurerez par ailleurs la liaison technique entre nos usines françaises et étrangères.

Est-il utile de préciser qu'à côté de vos connaissances, répétons-le indispensables, vous aimez dialoguer et négocier - y compris en anglais - avec tous les partenaires concernés ? Venez donc en parler d'abord avec notre Conseil SEFOP qui vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence RI 330 M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

BUREAU D'ETUDE SPECIALISE EN AERONAUTIQUE
nous faisons partie d'un Groupe Régional en pleine expansion, notre équipe jeune, qui a doublé son effectif en 1 an (67 pers.), souhaite intégrer un **INGENIEUR COMMERCIAL** basé à Toulouse, afin de développer nos activités vers de nouveaux marchés nationaux (Automobile, Armement, Machines-outils...). NOUS SOUSCRIVONS rencontrer un ingénieur doté d'une expérience de 4/5 ans en Bureau d'étude, possédant une bonne connaissance du milieu industriel et disponible pour de fréquents déplacements en France. NOUS LUI PROPOSONS une rémunération très motivante, ainsi que la période d'adaptation nécessaire pour mener à bien sa mission.

Merci d'adresser votre candidature à :
ECLAIR SERVICE, 32, rue d'Asclap, 31000 Toulouse.

TRT
TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES
Centre d'Etudes de Lannion (70 personnes)
recherche
UN INGENIEUR
Débutant ou première expérience.
Intéressé par les systèmes intégrés de télécommunications. Aspects Matériel et Logiciel.

Adresseur C.V. à : T.R.T. - R.P. 340
22304 LANNION CEDEX - Tél. : (96) 48-42-01.

Equipe pluridisciplinaire propose détachement longue durée sur poste ECR à **AGREGE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**
Travail soigné disponibilité et esprit d'initiative pour formation travailleurs sociaux.
RÉGION CENTRE
Intéressé pour économie sociale, expérience via associative appréciée. Enseignements, économie politique et gestion.
Ecrire à : 178 HAVAS, 37047 TOURS CEDEX.
Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux
Région NORD, recherche **FISCALISTE CONFIRME**
Rémunération attractive. Ecrire avec curriculum vitae au n° 7.028 le Monde Publiée, 8, rue des Indes, 75427 Paris Cedex 08.

ENERTEC
recherche pour son usine de fabrication de matériel électronique (230 personnes) située à PONT-AUDEMER (20 km de Honfleur) un **Ingénieur de test et industrialisation**
Au sein d'une équipe technique il sera responsable du développement et des études de testabilité et assurera en collaboration avec les bureaux d'études, l'industrialisation des nouvelles fabrications.
Electronicien de formation ESE, Télécom, ENSI, le candidat devra valoriser une première expérience d'étude ou de test. La vocation internationale de notre société et de nos produits offre de réelles possibilités de développement de carrière pour un candidat de valeur.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, à M. DARGNIES, ENERTEC Schlumberger Z.I., Saint Ulfran, 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC
Schlumberger

Région Rouen
JEUNE CONTROLEUR DE GESTION
Cette Société Industrielle, filiale d'un important groupe français, emploie 450 personnes et réalise un CA de 600 M de francs. Sous l'autorité de la Direction Générale, il assure le suivi de la réalisation des objectifs (budget, investissements...) et en analyse les écarts. Il contrôle et améliore les procédures existantes. Nous souhaitons rencontrer pour ce poste quelqu'un diplômé de l'enseignement supérieur commercial, justifiant d'une première expérience de gestion industrielle de 3 à 5 ans. Belles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et références actuelles, sous réf. M11/1182 B à : **EGOR PROMOTION**, 63, rue de Pontbieu 75008 Paris.

egor

URGENT
MUTUELLE REGIONALE CENTRE-OUEST recherche **2 CONSEILLERS COMMERCIAUX**
ILS SERONT BAC + 2
- Agés de 24/28 ans.
- Dotés de préférence d'une expérience commerciale (même limitée).
- Très disponibles dans les horaires.
ILS DEVRONT développer les produits de prévoyance et de garantie, auprès des adhérents dans le cadre d'objectifs convenus.
ILS AURONT
- Une rémunération fixe (env. 80.000 F bruts annuels).
- Une voiture de fonction fournie.
- Leurs frais remboursés sur justificatifs.
- Des avantages sociaux importants.
- Des possibilités d'évolution rapides.
Postes à pourvoir en MAL.
Envoyer C.V., maxims, et photo à : **DE MENDEZ CONSEIL**, 11, rue de Monceau, 75008 PARIS, qui transmettra.

MINISTERE DE LA DEFENSE
ETABLISSEMENT SECTEUR AEROSPATIAL recherche **UN INGENIEUR D'ETUDES**
Chargé du suivi technique et des essais de gyroscopes de grande précision, il devra assurer de nombreux contacts avec les industriels de l'aéronautique.
Il encadrera une petite équipe et participera à la mise en place d'un nouveau laboratoire.
FORMATION : automatique, électromécanique, électronique.
Poste à pourvoir à **VERNON**. Logement assuré.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à **LRBA** Recrutement, R.P. 914, 27207 VERNON Cedex.

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES MECANIQUES
AM, ENSI, INSA ou similaire ou première expérience BE
Un très important constructeur d'équipements mécaniques de production, de technologie française, exportant 80% de sa production, recherche ce jeune ingénieur qui participera à l'étude et à la mise au point de nouveaux matériels, tant en BE qu'aux essais de prototypes, en liaison avec les services méthodes et fabrication. Résidence ville de l'Est, agréable région touristique, proche d'une grande ville universitaire.
Ad. CV dès le réf. 1116 à **SELECTEC** Conseil 67000 STRASBOURG CEDEX

ORGANISME FORMATION AGENTS ECONOMIQUES cherche **CHARGE (E) DE FORMATION**
SPECIALITE :
- Gestion et économie des petites entreprises.
- Leur insertion et développement dans le tissu économique.
● Formation gestion et économie demandée.
● Expérience professionnelle souhaitée (notamment dans l'information).
● Poste à pourvoir immédiatement région Sud-Est.
● Salaire annuel 120.000 F à débattre.
Envoyer curriculum vitae et photo à : **REGIE-PRESSE** sous n° 302.801 M, 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

Industrie moderne en expansion
Leader de sa spécialité
Produits complémentaires grande série pour le conditionnement, répartis Est recherche **JEUNE ATTACHE COMMERCIAL EXPORT**
ESCE - ESC - formation export, ou similaire
Disposant d'une expérience de l'exportation de 1 à 2 ans, parlant bien l'anglais + l'allemand.
Mission : Développement et gestion des marchés déjà actifs. Déplacements fréquents. Larges possibilités d'avancer liées à la vocation exportatrice de la DE.
Ad. CV dès le réf. 1150 à **SELECTEC** Conseil 67000 STRASBOURG CEDEX

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE recherche pour une de ses usines, implantée en PERIGORD **ingénieur informatique** avec 1ère expérience de vente **POUR ACHETER** les sous-ensembles fonctionnels - disques, floppy, moniteurs, lecteurs divers, etc...
Il travaillera en relations très étroites avec les chefs de produits et avec l'équipe d'industrialisation. Il fera des déplacements fréquents en France et à l'étranger.
ANGLAIS ECRIT ET PARLE.
Ecrire lettre maxims, CV et prêt. sous réf. 7314 à **CONTESSA PUBLICITE** 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI
SEDOC
SAINT-ETIENNE
INDUSTRIEL
INGENIEUR D'EXPL
INGEN
STATISTICIEN-
ECONOMISTE
JEUNE AUDIT
SOCIETE LYONNAISE
JEUNE AUDIT

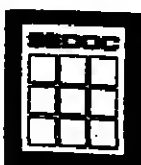
REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



SEDOC SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE DOCUMENTATION INDUSTRIELLE INGÉNIERIE D'EXPLOITATION

Notre société, filiale du Groupe THOMSON, recherche pour la région parisienne, des

INGÉNIEURS électronique-informatique

Ils se verront confier :

- l'assistance technique spécialisée,
- la rédaction de documents techniques sur des équipements et systèmes cibés et complexes,
- la maintenance industrielle,
- la formation des utilisateurs,
- l'audit et le conseil.

L'anglais lu et des compétences pédagogiques sont indispensables.

Ces postes, nécessitant une certaine mobilité, conviendront à des **INGÉNIEURS DÉBUTANTS** ou **AYANT QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE**.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à M. QUENTRIC - SEDOC, 283, rue de la Minière, 78530 BUC.

Responsable laboratoire analytique Centre International de Recherche

BSN, 1^{er} groupe alimentaire français, est le leader mondial des produits laitiers frais avec des marques renommées comme Danone et Gervais. Il fabrique et commercialise une large gamme de produits : yogourts, desserts, fromages frais.

Un Centre International de Recherche, situé près de Paris, réunit des équipes scientifiques et techniques de haut niveau qui conduisent d'importants programmes de recherche et de développement pour le compte de 20 sociétés dans le monde.

Nous recherchons le Responsable du Laboratoire Analytique de ce centre. Animant une équipe de 6 chercheurs et techniciens, il étudiera et proposera les méthodes analytiques les plus adaptées à chaque projet de recherche, participera à l'élaboration des protocoles d'essais, assurera les analyses et l'interprétation des résultats.

Il apportera son expertise aux autres départements de recherche du centre et aux différentes sociétés de la Branche. Il la développera par des contacts réguliers avec des laboratoires extérieurs tant en France qu'à l'étranger.

Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur chimiste possédant une expérience de 5 à 10 ans en chimie et biochimie analytiques acquise de préférence dans le domaine agro-alimentaire.



Merci d'adresser votre candidature, sous référence MIM, au présentement actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes, 75001 Paris Cedex 01.

statisticien- économiste

DE NIVEAU MAÎTRISE, éventuellement débutant pour effectuer des synthèses économiques et statistiques dans le domaine des petites entreprises. Il mettra en œuvre à son initiative, les outils statistiques nécessaires et participera à leur définition. Il aura une connaissance au moins théorique de la comptabilité d'entreprise.

Rémunération brute mensuelle environ 7500 à 9500 F selon expérience et diplômes.

Adresser CV manuscrit sous réf. 33778 (à préciser sur l'enveloppe) à JEAN RIGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui tr.

Adjoint directeur commercial carrière évolutive

SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES, leader sur le marché européen, filiale d'un puissant Groupe Alimentaire de dimension internationale, crée le poste d'Adjoint à son Directeur commercial.

L'activité de cette société concerne le marché des boissons sans alcool ainsi que le secteur vitivinicole et elle réalise 65% de son CA à l'exportation. Ce poste conviendrait à un candidat ESC ou équivalent ayant environ 5 ans d'expérience de vente de matières premières à l'industrie.

La connaissance du secteur des industries agro-alimentaires ainsi qu'éventuellement une formation d'analyste seraient des atouts, mais le choix sera essentiellement basé sur les qualités personnelles du candidat :

- capacité de négociation auprès d'une clientèle française et européenne,
- bonnes compétences en organisation (logistique - suivi des affaires),
- connaissance approfondie de l'allemand et bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste constitue une importante et réelle opportunité de carrière pour candidat dynamique et résilient.

Poste : ville bord Méditerranée.

Ecrire sous réf. PK 387 AM

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris



Responsable du service droit des sociétés

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN (CA supérieur à 20 milliards) recherche pour l'intégrer ou sein de sa Direction Juridique le ou la Responsable du Service Droit des Sociétés.

Pour la Maison Mère et un grand nombre de filiales il(elle) sera chargé(e) :

- d'effectuer l'ensemble des opérations concernant les assemblées et conseils : convocations, informations des actionnaires et porteurs de parts, liaisons avec les commissaires aux comptes, registre du commerce...
- de participer aux opérations de modifications d'actifs,
- de tenir les registres des titres des sociétés et ceux concernant les documents sociaux importants.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) :

- de bonne formation juridique : Licence Droit, Ecole de Notariat ou équivalent,
- ayant une réelle expérience dans le domaine du droit des sociétés acquise dans un groupe ou dans une étude de notaire,
- capable de mettre en œuvre des moyens modernes de bureautique,
- témoignant de qualités marquées d'organisation, de rigueur, de méthode et de contact.

Poste : Paris-La Défense.

Ecrire sous réf. TA 343 AM

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris



Un ANALYSTE CHEF DE PROJET

(réf. A 1903)

(environnement CICS-DLI) pour mener des actions de conseil, et de réalisation de logiciels à haut degré de performance possédant une bonne connaissance de la programmation, des applications françaises ou des systèmes d'achats évolutifs.

Un INGENIEUR-ANALYSTE

(réf. I 1903)

maîtrisant les techniques de bureautique et d'informatique classique sous UNIX Système V, rompu aux techniques de bases de données relationnelles.

Un INGENIEUR-SYSTEME

(réf. IS 1903)

Environnement : RVS-CICS-DLI-TSO / SPSF sollicitant d'abord ses interventions au domaine Appliqué.

Pour ces postes, nous souhaitons :
- une formation de base Grandes Ecoles ou Universités,
- un esprit d'initiative,
- du dynamisme et de l'autonomie,
- une bonne capacité à la communication,
- plusieurs années de pratique dans les domaines précités.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum-vitae et d'une photographie à EUROPE INFORMATIQUE 12, rue Godot de Mauroy 75009 PARIS

EUROPE INFORMATIQUE



Ingénieur mécanicien débutant CÔTE D'AZUR

PUISSANT ORGANISME D'ÉTAT recherche, pour l'un de ses services, spécialisé dans l'étude d'ensembles mécaniques automatisés pour des bâtiments de la Marine Nationale, un jeune Ingénieur Mécanicien, diplômé d'une grande école (ECN, ECL, AM, ENSI...).

Associé au développement d'un nouveau projet ou sein d'une petite équipe, il sera spécialement chargé des aspects mécaniques :

- élaboration des cahiers des charges destinés aux industriels auxquels seront confiés les études et la réalisation,
- suivi de l'avancement des travaux (études, fabrication, essais, mise au point, qualification) sur les plans technique, coûts et délais.

Le choix se portera sur un candidat capable de s'affirmer auprès des industriels sous-traitants, possédant un fort dynamisme et des capacités d'initiatives. Des connaissances en hydraulique seraient appréciées.

Poste à Toulon.

Ecrire sous réf. AX 388 CM

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris



Juriste d'entreprise accords industriels

UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL, CA 23 milliards, recherche pour l'intégrer à sa Direction Juridique, un Juriste ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise en entreprise et capable d'assumer avec dynamisme, autonomie et esprit d'équipe des responsabilités d'étude, de conseil auprès des directions opérationnelles et de négociation avec des partenaires extérieurs dans le domaine des accords industriels.

Ce poste conviendrait à un candidat Docteur en Droit ou niveau équivalent, ayant si possible de bonnes connaissances en comptabilité. Une parfaite maîtrise de l'anglais est demandée. Réelles possibilités d'évolution selon performances.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. IP 334 CM

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

JEUNE AUDITEUR INTERNE

LYON

communiquer, animer, puis évoluer...

Première banque inter-régionale française avec 300 agences et 4 200 personnes, nous intervenons dans la vie économique de 25 départements du Sud-Est de la France. Notre direction de l'Inspection Générale faisant largement appel à des méthodes d'audit opérationnel souhaite accroître ses interventions et recherche un jeune auditeur interne pour renforcer son équipe.
De formation HEC, ESSEC, Sup de Co ou universitaire avec des connaissances informatiques vous permettant d'évoluer dans un environnement hautement informatisé, vous possédez une expérience de

deux ans environ dans un cabinet d'audit ou dans le service audit interne d'un grand groupe. Vos qualités de communication et d'animation vous permettront, après 3 à 4 ans dans cette fonction, une évolution au sein de notre réseau d'exploitation ou dans l'une de nos directions centrales.

Basé à Lyon, le poste comporte 40% de déplacements dans le Sud-Est de la France.

Pour informations complémentaires, vous pouvez contacter Monsieur J. Girard, Inspecteur Général (7) 827.71.71, poste 0241 et adresser votre candidature à la Société Lyonnaise de Banque, Service Relations Humaines, 8 rue de la République, 69001 Lyon.



inspecteur commercial

Notre organisme, qui se situe parmi les plus importants des établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier et couvre l'ensemble du territoire national, désire pourvoir deux postes :

- l'un à Strasbourg : le titulaire interviendra sur l'Alsace et le Territoire de Belfort
- l'autre à Rouen : ce collaborateur interviendra sur la Seine Maritime.

Chaque inspecteur dépendra du directeur de région à laquelle il sera rattaché après une formation complémentaire polyvalente, ils devront mener des actions de vente auprès des promoteurs, banquiers et notaires.

Ils suivront l'évolution du marché immobilier et participeront à l'élaboration des objectifs de développement régional ainsi que des mesures à mettre en œuvre pour les atteindre.

Ils travailleront avec les agents commerciaux et le personnel affecté à leur secteur respectif pour assurer le suivi des clients.

Ces postes requièrent une formation supérieure (ESC ou équivalent) ainsi qu'un réel profil commercial.

Une première expérience constitue un atout certain.

Si l'un de ces postes vous intéresse, adressez courrier manuscrit, CV et prétentions sous référence DM au :

cog hébert conseil

Poissonnière Commercial Building
11, Fg Poissonnière 75009 PARIS
Discrétion assurée

ENT TOUTVAU/ASCOM

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DÉPARTEMENT RADARS.
CONTRE-MESURES. MISSILES de THOMSON-CSF:
rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Vous êtes attirés par les domaines suivants:

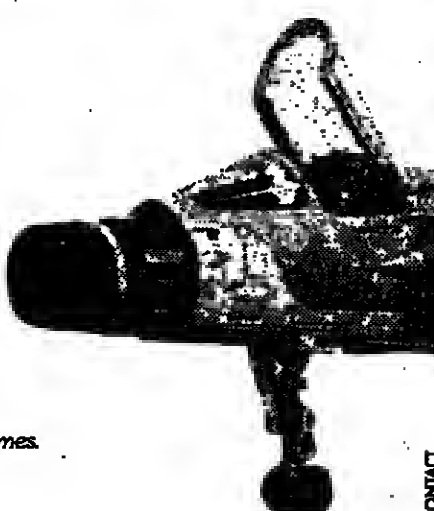
ÉTUDES ÉLECTRONIQUES AVANCÉES

- Circuits et sous-ensembles de traitement du signal en laboratoires (Algorithmes numériques, onologie).
- Micro-ondes: ontennes et circuits hyperfréquences en micro-électronique.
- Conception et réalisation de circuits intégrés.

ÉTUDES DE SYSTÈMES RADARS

- Définition et intégration de sous-systèmes harmonisés avec l'ensemble des équipements aéroportés, maîtrise d'œuvre de projets industriels.
- Études théoriques de projets, prospective, simulations, études de faisabilité.
- Définitions, mises au point, réalisations d'essais au sol et en vol (anglais indispensable).

Adressez-nous votre candidature en précisant vos centres d'intérêt technique:
Madelaine GUIGUES - THOMSON - CSF - Service du Personnel
68, avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF CEDEX.



THOMSON
ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le cadre du développement de ses activités
RADARS MILITAIRES

INGÉNIEURS grandes écoles

ENSEM, ENST, ESE, DOCTORAT ou équivalent
pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

- | | | | |
|--|--------|---|--------|
| 1) Etudes théoriques. | réf. A | 2) Etudes et réalisations | réf. B |
| • très bon niveau mathématiques | | • expérience de plusieurs années en circuits numériques et VLSI | |
| • connaissances souhaitées en analyse spectrale moderne. | | • bon niveau mathématiques. | |

Pour ces 2 postes:

- goût de l'analyse
- travail en équipe
- anglais lu
- nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à LCT - BP 40
78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.

PECHINEY électrometallurgie

l'un des Premiers Producteurs Mondiaux de Ferro-Alliages
recherche

pour son Service Technique d'Application en Acierie

UN INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

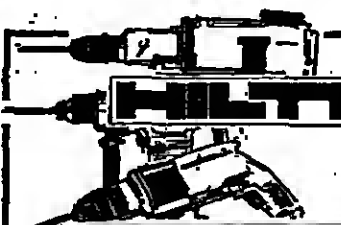
ayant une expérience confirmée de l'élaboration de l'acier
(Production - Recherche - Méthode)

Il lui sera confié la responsabilité de conseiller les utilisateurs,
de définir les produits futurs et d'assurer le développement.

Il s'agit d'une activité internationale nécessitant de fréquents déplacements
et la parfaite maîtrise de l'anglais.

Lieu de travail: PARIS LA DÉFENSE.

Adresser C.V. + photo sous n° 302.811 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



HILTI, N° 1 mondial et national des outils de scellement, du matériel électroportatif et des systèmes de fixation - 9 000 personnes dans le monde - 12 unités de production - 450 personnes en France - usine à Munster (Alsace) - pour son siège social à Morangis (91), recherche

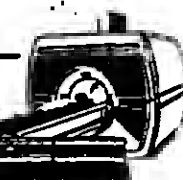
Jeune chef de produit

- Profil:
- ESC ou similaires.
 - Possédant déjà 3 à 4 ans d'expérience d'une ligne de produits techniques.
 - Des connaissances en allemand et/ou anglais seraient appréciées.

Mission:

- Sous la responsabilité du Chef du département marketing produits, il assure la promotion et la gestion de sa ligne de produit et s'informe de l'évolution du marché de son créneau.
- Il contribue au développement des nouveaux produits et à l'amélioration des produits existants.
- Il assure la promotion de ses produits auprès du réseau de vente, des techniciens régionaux et des clients les plus importants.
- Il entretient les relations avec la maison mère.
- Il établit et gère son budget.
- Il anime 1 à 2 techniciens.

La rémunération sera fonction de l'âge et de l'expérience du candidat embauché.
Adresser C.V., ph. et prêt., s/réf. DMP, à M. SCHWEITZER
HILTI FRANCE - 8.P. 77 - 91423 MORANGIS Cedex.



THOMSON CGR METTRE DES ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale.
Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.
Pour renforcer nos équipes, nous recherchons pour la Direction Technique et Scientifique, plusieurs

INGÉNIEURS LOGICIELS EXPÉRIMENTÉS

EN TRAITEMENT D'IMAGES MÉDICALES

Ils participeront au développement de nouvelles applications médicales. Selon leurs expériences, ils seront amenés à étudier et développer de nouveaux logiciels et/ou à participer à l'encadrement technique de ces équipes.

Afin de mener à bien ces projets stratégiques, il est nécessaire d'avoir une expérience minimum de 2 à 3 ans, de préférence sur VAX et MOTOROLA 68000.

Pour ces postes, basés à ISSY-LES-MOULINEAUX (92) - STAINS (93) ou BUC (78): indiquez-nous vos préférences et adressez-nous votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), à Françoise LEMAIRE, THOMSON-CGR, 48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

INGÉNIEURS INFORMATIQUE

ORSAY (91)

MULTIPROCESSEURS/ CONTROLE PROCESS/IMAGERIE

Développeurs d'une gamme de logiciels pour une importante société qui réalise des systèmes informatiques destinés aux marchés industriels et militaires, ils renforceront les équipes de projet en réalisant, en liaison avec les différents métiers de cette société, l'étude complète depuis l'analyse jusqu'à l'intégration sur site.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. MCI à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Important groupe industriel français (3 500 personnes, 10 filiales dont 6 à l'étranger, 80% de son CA à l'export), recherche pour deux de ses divisions:

UN DIRECTEUR EXPORT

Rattaché au Directeur Commercial, il est responsable du développement international de la division. Pour atteindre cet objectif il s'appuie sur différents Chefs de Zone Export et une équipe logistique commerciale (environ 10 personnes).
Il s'agit d'un spécialiste de haut niveau connaissant le marché électronique professionnel doté d'un sens commercial affirmé et d'un goût prononcé pour l'animation des hommes. Son expérience lui permettra d'aborder avec aisance de nombreux contacts avec nos filiales et agents et d'assurer le développement de cette activité sur le plan international. (réf. 4784).

UN CHEF DE ZONE

Il aura la responsabilité des différents agents qui représentent nos produits à l'étranger. Sa mission consistera à dynamiser et à assister ces agents.
Nous recherchons des candidats diplômés d'une école de commerce, trilingue anglais-espagnol ayant si possible une première expérience professionnelle. Motivation et dynamisme, seront des atouts supplémentaires. (réf. 4785)
Pour ces deux postes le lieu de travail est: proche banlieue Paris.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) sous référence correspondante à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 Paris.

INGÉNIEURS QUI REFUSEZ L'INERTIE UN PRODUIT NEUF VA MOBILISER VOS ÉNERGIES

filiale d'un grand groupe leader du BTP, spécialisée dans le développement de processus, nous avons mis au point un SYSTÈME DE CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR original, que nous commercialisons sur le marché international.
Ingénieurs d'Applications Scientifiques, vous serez pilotes du développement de nouveaux modules d'application (conception, calcul, études de fabrication des structures acier et béton armé). Vous participerez aux installations et assurerez la formation des utilisateurs.

Vous avez acquis la maîtrise du FORTRAN lors du développement d'applications scientifiques et vos 5 années d'expérience en B.E. ont valorisé votre formation d'ingénieur.

Anglais et disponibilité sont indispensables pour les courts déplacements prévus à l'étranger.
Lieu de travail: proche banlieue Sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 430 à notre Conseil en recrutement.

UNILOG
9 rue Alfred de Vigny
75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENTREPRISE TP
A VOCATION INTERNATIONALE
Banlieue SUD PARIS
recherche pour son SERVICE MATERIEL

**jeune ingénieur
mécanicien ou
électrotechnicien débutant**
DIPLOME AM - INSA - ENI ...

Destiné, dans un premier temps, environ deux ans, à un poste technico-administratif, gestion matériels avec utilisation informatique. Puis, dans un second temps, diverses orientations possibles : achats approvisionnements - ingénieur matériel sur grands chantiers. Poste à pourvoir rapidement.

Ecrire sous réf. 7364 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

catia : la CFAO au niveau international

INGENIEUR OU TECHNICIEN SUPERIEUR
débutant ou première expérience, passionné de CFAO, nous vous offrons de participer à la poursuite de notre croissance.

SUPPORT TECHNIQUE

En contact permanent avec le client, vous lui apporterez vos compétences :

- démonstrations
- installations
- éducation
- supports pédagogiques.

Votre parfaite connaissance de l'anglais (ou de l'allemand) vous permettra de satisfaire votre goût des déplacements.

Votre intégration sera précédée d'une période de formation. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) au Service Recrutement DASSAULT SYSTEMES - 40, Boulevard Henri-Sellier - 92150 SURESNES.

SUPPORT QUALITE

En relation avec les équipes de développement, de support technique et nos clients, votre expertise contribuera à entretenir notre image de marque :

- adéquation aux objectifs
- optimisation des performances
- analyse de la qualité
- garantie de fiabilité.



dassault systemes

CONSULTANT

Recrutement et Communication
Paris 30 ans minimum

Cabinet Conseil spécialisé, nous souhaitons engager un cadre diplômé d'études supérieures ayant déjà acquis une solide culture industrielle en entreprise ou à leur contact.

Le nouvel engagé aura la responsabilité de générer, concevoir et réaliser des actions tactiques ou stratégiques de communication liées au recrutement et de conduire des recherches de cadres.

La fonction implique quelques années d'expérience de fonctions voisines, un sens aigu de l'analyse et du dialogue, une aptitude particulière à l'expression écrite et orale et un goût marqué du résultat.

Pour informations complémentaires immédiates et premier contact en vue d'un rendez-vous, appelez Télécarière 763.11.15 réf. 172 65, avenue de WAGRAM 75017 PARIS.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



Crédit National

recherche pour son
DEPARTEMENT DES CONTRATS

JURISTES

Ils seront chargés de la mise au point des contrats de prêts et de la constitution des garanties. Cette activité implique des contacts avec les entreprises, les banquiers et les notaires.

Les candidats devront posséder :
- au minimum une maîtrise de droit,
- quelques années d'expérience acquise dans un service juridique de banque, chez un conseil juridique ou un notaire,
- des qualités de contact, le sens de la rigueur et de l'organisation.

Il leur est offert une rémunération motivante et des possibilités de progression.

Prière d'adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, salaire souhaité et photo au : CREDIT NATIONAL Service du Personnel et des Relations Sociales 45, rue Saint-Dominique 75700 Paris.

Gaumont

DONT LE CENTRE INFORMATIQUE
(NEUILLY SUR SEINE)
est équipé d'un IBM 4341 (D.O.S. - V.S.E. - C.I.C.S. - D.L.I. - V.S.A.M. - COBOL)

recherche pour la mise en œuvre de son plan informatique faisant largement appel au T.P. ...

ANALYSTE

3 ans d'expérience minimum, activité en liaison avec les différents utilisateurs du Groupe, autonomie dans l'organisation de son travail. Les candidats intéressés adresseront leur C.V. détaillé, photo récente et prétentions à Direction du Personnel 30, av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE - Discretion assurée.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (2) 204 1045

AVIS

LOCATION DE VOITURES recherche :

**Responsable des services
immobilisations et fournisseurs**

• posséder une excellente formation comptable,
• une expérience de 3 à 5 ans dans un cadre similaire.
Qualités essentielles requises : dynamisme, conscience professionnelle, disponibilité, autorité, excellentes qualités relationnelles. Libre rapidement.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service du Recrutement, AVIS, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (2) 204 1045

**QUAND JE SERAI GRAND
JE SERAI CHEZ
PROCTER & GAMBLE**

**JEUNES
DIPLOMES
GRANDES
ECOLLES**

scientifiques... X, Mines, Centrale, A & M, ... de gestion ... HEC, ESSEC, ESCP, MBA, ...
Tous ces départements ont des postes à pourvoir immédiatement. Prenez contact avec nous.
Recrutement Cadres PROCTER & GAMBLE FRANCE 96, av. Charles de Gaulle 92201 NEUILLY S/SEINE.

LES FINANCES...
le business, l'analyse financière, la prévision des profits, la rentabilité des marques, le contrôle des budgets... un empire.

LE DEPARTEMENT COMMERCIAL
C'est une filière rapide vers le Top-Management, alliant vente, marketing et merchandising... et je pourrai démarrer en flèche dans une Direction Régionale (Paris, Lyon, Lille, Nancy, Toulouse, Nice, Rennes).

LA RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
un produit nouveau en France tous les trois mois... une affaire qui marche.

L'INFORMATIQUE
des projets passionnants entre autres : • un nouveau système interactif pour la commercialisation des produits et le suivi des ventes • l'informatique de gestion de production à l'échelle européenne IBM 4341/4381, HP VMCMS, DOS/VS, SGSD TOTAL, CICS/MANIT, RAMIS, INFOCENTRE, ...

LE MANUFACTURING
automatisation, robotique, technologies nouvelles, des lignes de production les plus performantes au niveau mondial à Arviens comme à Marseille.

PROCTER & GAMBLE

BUITONI

1,1 Milliard de Francs de C.A. 1984 pour le Groupe France.
Trois activités en développement (conserves - surgelés - confiseries), des établissements industriels à taille humaine.
Une très bonne image de marque.
Leader sur le marché des plats cuisinés en conserve et afin de contribuer à l'amélioration de notre compétitivité, nous recherchons un

RESPONSABLE MARKETING

(35 - 40 ans)

Capable de devenir rapidement le Directeur Marketing de notre division produits grand public conserve. Vous pouvez justifier de réalisations professionnelles réussies comme chef de groupe de produits ou responsable commercial au sein d'une société performante (produits de grande consommation). Vous avez une formation supérieure (école de gestion ou université) mais avant tout, vous êtes un animateur et un coordinateur capable de payer constamment de votre personne au sein de structures volontairement légères. Assisté par deux jeunes chefs de produits efficaces, vous rendrez compte au directeur de division.

Adresser SVP lettre manuscrite + C.V. + photo récente avec rémunération actuelle à : BUITONI - Direction des Ressources Humaines - 76, rue Garibaldi - 94100 SAINT-MAUR.

**JEUNE
CONSEIL
en Droit Social**

Très important groupe du territoire, nous souhaitons intégrer un jeune conseil en droit social au sein de notre Direction du Personnel. La fonction que nous proposons comporte l'assistance juridique des Chefs de Personnel de nos établissements et peut impliquer la participation aux relations avec les partenaires sociaux. En outre des compétences en gestion sont nécessaires pour assurer notamment le suivi des dépenses en matière d'œuvres sociales (restaurants d'entreprise, subventions aux C.E.). La réussite dans ce poste basé à PARIS nécessite un diplôme de type maîtrise en Droit avec spécialisation dans la législation du travail et une formation complémentaire en gestion. Une première expérience professionnelle n'est pas indispensable.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 7347 à Contexte Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (2) 204 1045

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (2) 204 1045

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (2) 204 1045

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (2) 204 1045

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2060 à : GROUPE SYSECA Service du Personnel - 315, Bureau de la Colline - 92213 St Cloud Cedex

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNÉRIE EN INFORMATIQUE (800 personnes, C.A. 280 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale recherche dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATIENS

CONFIRMES (3 à 7 ans d'expérience)
Postes à pourvoir : CHEFS DE PROJETS

Domaines : réseaux de données, microinformatique, télématique, téléphonie, vidéocommunication

LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE



A vocation scientifique et technique, nos super minis 32 BITS s'adressent en particulier aux secteurs :

- AERONAUTIQUE/ESPACE - RECHERCHE/EDUCATION - DEFENSE/ARMEMENT
- INGÉNÉRIE/INDUSTRIE - TRANSPORTS/TRAVAIL PUBLICS

INGENIEURS COMMERCIAUX

Diplômé Grande Ecole, vous possédez une expérience d'au moins 3 ans dans la vente de ce type de matériel auprès des clients d'un de ces secteurs d'activités. Assisté par nos Ingénieurs Technico-Commerciaux et supports, vous serez responsable du développement d'un ou plusieurs grands comptes régionaux ou nationaux. Réf. 301M

INGENIEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX

Diplômé Grande Ecole, en 3 ans d'expérience dans une fonction similaire, vous avez acquis l'habileté technique et commerciale indispensable pour conseiller les clients dans le cadre de l'achat de systèmes complexes (simulations, acquisitions temps réel, C.A.O., traitement d'images). Après de nos Ingénieurs Commerciaux vous serez les garants de la performance technique de nos propositions. Réf. 291M

Entrez dans le nouvel espace informatique : ces postes sont à pourvoir à PARIS - LYON - TOULOUSE.

Merci d'envoyer votre candidature en reprenant la référence à ORRH MATRA DATASYSTÈME - Boite Postale 77 - 78191 BOIS D'ARCY Cedex

MATRA DATASYSTÈME

cegos

INFORMATIQUE

CEGOS Informatique est une unité d'une centaine de personnes - informaticiens, organisateurs - dont les activités portent sur le Conseil, la Réalisation, la Formation.

Notre développement est important et nous recherchons :

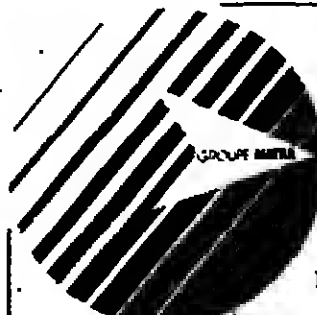
CONSEIL EN METHODES

Grâce à votre très bonne pratique des méthodes de conception et de réalisation des systèmes informatiques de gestion (MERISE, AXIAL,...)

- Vous développerez des activités de conseil chez nos clients et de promotion inter et intra-entreprises.
- Vous contribuerez au progrès des méthodes et à la formation de CEGOS INFORMATIQUE dans ce domaine.
- Vous participerez au perfectionnement de notre équipe de consultants et de nos équipes de réalisation dans l'utilisation des méthodes.

Vous avez le goût d'entreprendre et avez déjà exercé votre sens pédagogique.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 22120 à B. BROISIN-DOUTAZ, Directeur de CEGOS-INFORMATIQUE - Tour Chenonceau, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX. Christine DEFECHÉ, de SELE - CEGOS-INFORMATIQUE, participera à ce recrutement.



Ingénieur Electronicien MF

Pour le Centre Equipements situé à VELIZY

Il prend la responsabilité de l'étude, du développement et de la mise au point d'équipements électroniques embarqués sur des systèmes aéronautiques.

A ce titre, il établit des relations suivies avec les équipes projet, BE, fabrication et suit « la vie » des équipements de la phase étude à la mise en série industrielle.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé (ESE - ENSI - ISEP - ISEN ...) ayant des compétences en électronique analogique et digitale et des connaissances en micro-processeur et langage évolué.

Une expérience d'environ 2 ans, sans être indispensable, serait appréciée. Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1208 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

Nous rendons les ordinateurs intelligents

Ingénieurs d'Affaires



PARIS - LYON - MARSEILLE - MONTPELLIER ORLEANS

ECS est la première société française de location d'ordinateurs, avec un parc de 25.000 ordinateurs et périphériques. Le rythme de progression de notre C.A. est important (+ 58% en 1984). Nous réussissons parce que nos équipes commerciales d'un haut niveau de compétence savent écouter, conseiller et conquérir de nouveaux clients. Elles apportent, par ailleurs, une prestation complète (de la formation à la maintenance).

Nous vous proposons de rejoindre l'une d'entre elles au sein d'une agence à Paris ou en province. Vous commercialiserez et négociez les contrats de financement auprès de la clientèle - Grands Comptes, P.M.E., P.M.I. ...

Le bon niveau de vos interlocuteurs et l'importance des contrats traités nous amènent à rechercher des hommes et femmes possédant une formation supérieure (Ingénieur ou E.S.C.) et une expérience réussie de la vente de matériel informatique.

Autonomie et décentralisation procurent à ceux qui nous rejoignent un environnement professionnel stimulant. La rémunération, liée aux résultats, peut être très élevée.

Merci d'adresser votre candidature lettre manuscrite + CV) sous Réf. AC 528 à Françoise NOGAREDES, Responsable des Ressources Humaines. E.C.S. 18, rue Washington 75008 PARIS.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE AMERICAIN axée sur l'électronique, située en région parisienne, recherche dans le cadre de son développement

CHEF DE VENTES DISTRIBUTION

Il sera responsable d'ETABLIR, de MOTIVER et de CONTROLER un RESEAU DE DISTRIBUTION pour périphériques informatiques.

Ce poste, où un diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs est souhaité, demande :

- des qualités prouvées de vendeur,
- une pratique courante de la langue anglaise,
- une disponibilité pour de nombreux déplacements.

Les candidats répondant à ces critères feront parvenir C.V. et prétentions à N. 4276 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Choisis pour prendre en charge l'ingénierie de systèmes d'information de haut niveau dans de grandes organisations, nous souhaitons renforcer nos équipes de développement en intégrant des

Spécialistes "systèmes" IBM/BULL

De formation scientifique supérieure, vous possédez une première expérience (2 à 3 ans) de la fonction système sur gros sites IBM (DOS, MVS, SNA, VTAM) ou BULL (GCOS 7, GCOS 3, GCOS 8). Nous vous confierons des missions d'assistance technique (générations, optimisation, métrologie...) auprès d'entreprises dont vous deviendrez les conseillers. Vous pourrez ainsi en toute autonomie acquérir de larges compétences et devenir à terme expert système ou expert réseau.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la référence IS/12/M à SG2, Direction du Recrutement 12, avenue Vion-Whitcomb, B.P. 215 16 PARIS cedex 16.

la maîtrise informatique



jeunes diplômés école de commerce, maîtrise de gestion... Vous êtes passionné par

l'informatique de gestion, venez rejoindre nos équipes,

pour participer à l'analyse et à la mise en place de systèmes informatiques (gestion des contrats, comptabilité, marketing, informatique de bureau...) pour les AGENTS GÉNERAUX du groupe.

Travail varié (études diverses, définition des besoins, organisation, formation des utilisateurs) et vivant (nombreux déplacements en province, avec base Paris-La Défense).



Adresser votre candidature (CV + photo) sous réf. M/319 à GIE Direction du Personnel - Tour Franklin 92081 Paris La Défense Cedex 11

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE

PARIS-LYON-TOULOUSE



LA DIMENSION SUPPORT

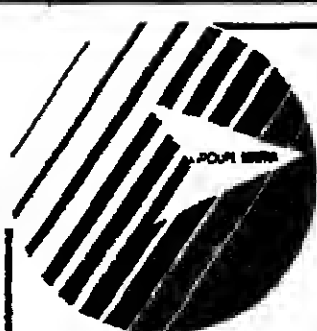
De formation Grande Ecole vous possédez une bonne connaissance des architectures Hard et Soft. Vous vous êtes familiarisés au cours d'une première expérience professionnelle avec les systèmes d'exploitation et les langages (SINTRAN, UNIX, VMS). Par ailleurs vous maîtrisez les techniques d'un des domaines suivants : CAO, Télécom, Réseaux, acquisition de données, temps réel, simulation ou traitement de l'image.

Au sein du service client de l'une de nos Directions Régionales de Paris, Lyon, ou Toulouse vous interviendrez :

- auprès de nos ITC pour les assister et les conseiller lors des propositions commerciales et benchmark,
- auprès de nos clients pour assurer leur formation et les assister pour la mise en place de leurs applications.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la région souhaitée sous référence 311M à DRRH MATRA DATASYSTÈME - BP 77 78391 BOIS D'ARCY Cedex.

MATRA DATASYSTÈME



Techniciens Electroniciens Automaticiens

(BTS - DUT)

MF

Pour l'activité Transports (systèmes VAL et ARAMIS) orientée sur la maîtrise d'oeuvre de projets et la réalisation de systèmes de transports automatiques.

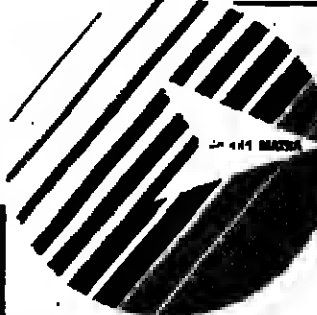
Ils seront chargés de la réalisation, de la mise au point et des essais d'équipements commandés par microprocesseurs.

Ils devront justifier d'une expérience professionnelle de 2 à 5 ans acquise sur des technologies microprocesseurs (de préférence Motorola 16 bits).

La connaissance de l'anglais est souhaitée. Poste situé à Paris-Sud.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1209IM à Monsieur RAY, MATRA TRANSPORT, 20 rue des Vicares - 59000 LILLE

MATRA TRANSPORT



Nous sommes leader sur le marché européen des TELEPHONES. Notre diversification nous a permis d'être présent dans tous les domaines de la Communication (SYSTEMES et RESEAUX, AUTOCOMMUNICATEURS, TERMINAUX ASCII/VIDEOTEX, RADIO-TELEPHONE).

Notre CA, plus d'un Milliard de Francs, est réalisé par 2500 personnes réparties en 5 établissements.

Nous renforçons les équipes de notre département SYSTEMES et RESEAUX et créons un poste de :

Chef de Projet Informatique

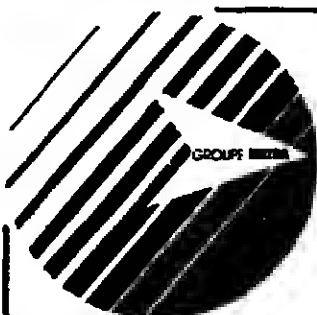
MF

Il aura l'entière responsabilité de la mise en oeuvre technique d'un projet en RESEAUX télé-informatiques et videotex (définition, conception, réalisation) et sera le garant de son adéquation aux spécifications du client. Il coordonnera l'équipe chargée d'en assurer la réalisation.

Le candidat que nous recherchons doit avoir une expérience confirmée dans ce domaine ou dans un domaine proche.

Adresser C.V., prétentions, photo et date de disponibilité sous référence JD 189IM à MATRA COMMUNICATION au Service du Personnel de BOIS D'ARCY - rue J.P. Timbaud - Boite postale 26 - 78390 BOIS D'ARCY

MATRA COMMUNICATION



Ingénieur B.E Electronique

MF

Pour le Centre Equipements situé à VELIZY

Il assure la responsabilité d'un bureau d'étude orientée sur l'implantation de circuits imprimés, circuits hybrides et circuits intégrés, à l'aide d'outils CAO.

Sa fonction le met en relation avec des services internes de l'entreprise (laboratoires - fabrication - industrialisation - technologie...) et les fournisseurs pour améliorer les systèmes existants.

Ingénieur Electronicien-Informaticien de formation, une première expérience industrielle de 2 à 3 ans et la connaissance de système CAO faciliterait la maîtrise de la fonction.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1207 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex.

MATRA

Notre société leader International dans le domaine de la per-informatique appartenant à un puissant groupe d'électronique de haute performance recherche

POUR SON ACTIVITE ECRANS GRAPHIQUES

Le Chef du service études et développements

X, ESE, Télécom, ECP

Il sera responsable d'une équipe d'ingénieurs et techniciens, chargés de concevoir et développer tant au niveau matériel que logiciel, des images couleur de hautes performances, incorporant des fonctions graphiques spécialisées.

La personne que nous recherchons (Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole), doit avoir une expérience confirmée dans le domaine des écrans graphiques et posséder un fort potentiel d'animation d'une équipe d'études de haut niveau.

De larges possibilités d'évolution sont offertes à l'intérieur du groupe auquel nous appartenons.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Ce poste est situé en Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3924 à Media-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Un chef de produit grand public

De formation commerciale HEC, ESSEC, ESCP..., vous avez acquis une première expérience (2-3 ans) du marketing des produits de grande distribution. Votre souhait aujourd'hui : valoriser vos idées neuves tout en abordant des produits plus sophistiqués.

Notre Division Grand Public vous en offre l'opportunité : leader en France pour ses calculatrices scientifiques et programmables, elle commercialise également des jeux éducatifs : dictée magique, little professor.

Ainsi un aspect important de votre mission consiste à développer notre stratégie "enseignant" (information et formation aux méthodes pédagogiques associées à nos produits). Plus classiquement, vous animez et entretenez une politique de communication dynamique avec tous les réseaux de distribution en France. Presse, publicité, salons et tout autre moyen d'assurer la promotion de vos produits seront pour vous autant d'occasions d'exercer imagination et sens créatif.

Rattaché au Directeur de la Division France, vous collaborez également avec la Division Européenne. Aussi la pratique de l'anglais est-elle indispensable. Poste basé à Velizy.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous réf. ECD/038S/1M à Thierry VINCENT - TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, avenue Morane Saunier - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Responsable de l'administration des obligations internationales.

Banque - Paris

Pour sa Direction des Affaires Financières Internationales, une importante banque française recherche la responsabilité du service "administration des obligations internationales".

Chargé de former, animer et encadrer son équipe, il se verra par ailleurs confier :

- la gestion du nouvel outil informatique et la définition de son utilisation optimale.
- le suivi de la qualité de service apporté à la clientèle.
- Ce poste de haut niveau, basé à Paris, implique de la part de ce jeune cadre un diplôme d'études supérieures, incluant une spécialisation Comptabilité-Gestion Financière.

Une expérience de quelques années dans ce domaine sera appréciée.

Bien entendu de bonnes connaissances en informatique et la pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3609 et le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

LE DEPARTEMENT INSPECTION D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

recherche

UN AUDITEUR INFORMATICIEN

De formation supérieure IMAG, Grande Ecole de Commerce, le candidat retenu devra avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans minimum, soit en tant qu'inspecteur de Banque complétée par une expérience informatique, soit en tant qu'informaticien ayant travaillé en milieu bancaire.

Les missions dévolues à ce poste seront de :

- concevoir le schéma et les procédures informatiques de contrôle (applications, systèmes, etc...)
- contribuer avec les autres membres du département de l'inspection d'origine plus opérationnelle à des missions variées dans un réel climat d'échange et de développement des compétences de chacun.

Ce poste implique d'autre part :

- un sens des responsabilités élevées
- une large autonomie d'action
- le goût des contacts et un sens pédagogique certain.

Quelques déplacements en province de courte durée sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4493 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

LE DEPARTEMENT AERONAUTIQUE D'UNE SOCIETE FRANCAISE de 5.000 personnes recherche pour son B.E. BANLIEUE SUD

INFORMATICIEN de TRANSMISSION de DONNEES

expérimenté en commutation et micro-informatique.

30-35 ans - Quelques années d'expérience.

Adresser CV et N° 7375 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

Importante Organisation Internationale privée recherche

Bibliothécaire-Documentaliste

pour lui confier la gestion de l'administration et de l'architecture de sa bibliothèque (archives, livres, périodiques).

Agée d'au moins 27 ans, de formation supérieure (école de Bibliothécaires-Documentalistes, université ou grande école), ayant acquis une expérience similaire de préférence dans un contexte international, elle aura à participer à la recherche et à la mise en oeuvre de systèmes modernes d'archivage et de gestion.

Une première expérience d'utilisation de support informatique serait appréciée.

Une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Ce poste, s'exerçant dans un cadre particulièrement agréable, est à pourvoir à 40 km au nord de Paris.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (femme ou homme) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la réf. 509 M à :

il parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DU DROIT DES AFFAIRES AU MONTAGE DES OPERATIONS

De formation juridique supérieure (DEA, DESS,...) avec notamment de bonnes connaissances en Droit des Affaires, vous avez déjà une première expérience professionnelle d'environ 3 ans dans ce domaine ou dans un domaine analogue.

Nous vous proposons de prendre en charge, au sein de notre Secrétariat Financier, le montage

administratif et juridique des opérations financières sur le marché français : augmentations de capital, introductions en Bourse, emprunts obligataires, etc...

Merci de nous faire part de vos motivations en adressant votre dossier de candidature sous réf. BG 32 à Banque Indosuez, Service recrutement, carrières, formation, 44 rue de Courcelles, 75008 Paris.



BANQUE INDOSUEZ

Un monde d'opportunités

1 responsable support technique 2 ingénieurs

Nous sommes un important Groupe industriel de renommée internationale, et nous recherchons pour le Centre Informatique de PARIS LA DEFENSE, équipé de matériel IBM haut de gamme sous MVS, CICS, VM, un réseau de 350 terminaux.

1 RESPONSABLE SUPPORT TECHNIQUE

réf. 25.02/15/85

2 INGENIEURS

réf. 25.03/11/85

- L'équipe Support Technique de 4 à 6 personnes a pour mission d'intervenir en Assistance :
- Après des études, notamment sur les projets faisant appel à des logiciels tels que : TOTAL, MARTIS, PAC, GP fonctionnalités, limites, architectures des fonctions, des données.
- Après de la Production pour tout ce qui concerne les techniques relatives à ces logiciels (automatisation, sécurisation).
- Après du Service Méthodologie.

Sa deuxième mission sera de conduire le projet d'installation d'un ensemble intégré de logiciels de 4^e génération. Ces postes conviendront à des candidats pouvant justifier d'une première expérience (2 à 4 ans) sur IBM sous MVS, CICS et VM CICS comme ingénieur système ou dans un service études où ils auraient eu des responsabilités techniques.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous référence à

Mme JACOB - ADEQUATION - 62-64 avenue Emile Zola - 75015 Paris

Adequation

Ingénieurs d'études

ESE, ENSAE,
ENSEEHT, ISEN, ENSEM

SINTRA recherche des ingénieurs d'études débutants ou possédant une première expérience pour son établissement de COLOMBES.

Ils interviendront dans l'un des deux domaines suivants :

- l'étude et le développement de systèmes organisés autour de microprocesseurs,
- l'étude et le développement de systèmes de visualisation à haute performance.

Dans le cadre de leur activité, ils auront à utiliser des outils C.A.O. et à réaliser des logiciels techniques.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, sous la réf. IE/LM, à Madame BRIAND - SINTRA - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.



SINTRA FILIALE THOMSON-CSF

Bougez, Vivez...

Nous consacrons 10% de notre CA à la recherche et au développement et 8% de la masse salariale à la formation interne.

Notre département Education, offre à nos clients un menu de formation de haute qualité et très complet. Nous vous proposons de venir rejoindre les 120 personnes hommes et femmes qui contribuent à notre expansion.

Consultant Chargé de Formation

Réf. MON 014

Vous animerez les stages destinés à nos clients, utilisateurs d'applications informatiques. Votre goût pour la formation, votre expérience orientée vers l'analyse, les rapports avec les utilisateurs et la mise en place d'applications en entreprise sont essentiels.

Ingénieurs Formation Logiciels

Réf. MON 015

Vous assurerez la formation de nos clients sur nos systèmes d'exploitation et logiciels de base. Votre goût pour la formation, votre compétence informatique renforcée par une expérience de développement et/ou d'exploitation sont des atouts majeurs pour ce poste.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Merci d'envoyer votre CV en précisant la Référence choisie au service du recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, BP 1361004 EVRY CEDEX.

ingénieurs système

Nous sommes un important Groupe industriel de renommée internationale, et nous recherchons pour le Centre Informatique de PARIS LA DEFENSE, équipé de matériel IBM haut de gamme sous MVS avec un réseau de 350 terminaux.

2 INGENIEURS SYSTEME

Intégrés dans une équipe de 4 personnes ils auront pour missions respectives :

- le suivi et l'évolution des systèmes CICS et ENVIRON 1, les études techniques relatives à ces moniteurs ainsi que les études des produits spécifiques qui leur sont rattachées,
- le suivi et l'évolution du système de base MVS, son optimisation, l'assistance technique auprès du groupe Méthode et auprès des utilisateurs.

Ces deux postes conviendront à des candidats pouvant justifier d'une première expérience (2 ans) sur site IBM, OS/MVS, CICS. La connaissance de VM est un atout supplémentaire.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous référence 25.01/15/82 à Mme JACOB, ADEQUATION 62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris

Adequation

France Construction

FILIALE IMMOBILIERE DU GROUPE BOUYGUES, RECHERCHE POUR SON AGENCE DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES

COLLABORATEUR CHARGÉ de la PROSPECTION FONCIERE

Il doit être avant tout un homme de terrain et de contact et assurera les rapports avec les Municipalités, les Aménageurs et l'Agence immobilière, etc.

Il doit aussi pouvoir analyser toutes les contraintes d'urbanisme et être en mesure de calculer une charge foncière admissible.

Adresser CV, photo et prétentions à : M. de LABOULAYE - Agence de St-Quentin Immeuble International - 2, rue Stephenson 78181 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.

pmp

pierre mulot publicité

Spécialistes de la communication de recrutement, filiale du Groupe CONTESSÉ, nous recherchons notre

ASSISTANT COMMERCIAL HF

Votre mission : les relations téléphoniques avec nos clients.

En collaboration avec notre équipe commerciale, vous jouerez un rôle de conseil : établissement de plans média, rédaction des annonces...

Bac + 3, organisé et méthodique, vous possédez des aptitudes certaines pour le suivi de budgets techniques. Doué pour les relations humaines vous aurez également à coordonner les impératifs de l'agence avec les activités du groupe.

Ce poste à caractère sédentaire, implique une première expérience dans un service du personnel, un cabinet de recrutement ou dans une agence de publicité, et nécessite une grande aisance téléphonique.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à Yves PLUM - P.M.P. - 39, rue de l'Arcade - 75008 Paris Réponse et discrétion absolue assurées.

GESTION TRANSACTIONNELLE CHEF DE PROJET

INGENIEUR OU MIAGISTE, vous avez 4 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion temps réel.

Vous avez déjà encadré une petite équipe de réalisation. Vous êtes prêt maintenant à prendre en charge l'ensemble d'un projet depuis l'étude jusqu'au suivi de la réalisation et assurer les relations avec les responsables clients à Paris et en Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé sous réf. 8401 à E. PICARD - Direction du Personnel CERC - 56, rue Roger-Salengro 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS (proche RER Val de Fontenay).

Cerci

informaticien désireux évoluer vers des responsabilités d' AUDIT INFORMATIQUE

recherché par
CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT ET DE CONSEIL

Vous avez une expérience réussie en informatique, vous êtes de préférence un ancien élève d'une Grande Ecole, vous êtes passionné par les problèmes de sécurité, vous aimez les contacts, vous voulez élargir votre champ d'action, vous avez le goût des défis.

Alors, contactez-nous. Nous vous présenterons ce que nous attendons de vous et ce que notre Groupe peut vous offrir en termes de carrière et d'intérêt des missions.

Veuillez adresser votre C.V. sous référence 2985-M à I.C.A., 3, rue d'Hautefeuille 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Importante Société Française située en Banlieue Sud, et qui doit son expansion à sa maîtrise des systèmes complexes faisant appel aux techniques de pointe en télésurveillance, contrôle commande et pilotage automatique, recherche pour faire face à de nouveaux marchés

INGENIEURS DEVELOPPEMENT LOGICIEL

Logiciels de base : développer les moniteurs temps réel, les fonctions de base, sous UNIX, d'un multiprocesseur 16 bits VM très performant.

Logiciels modulaires : constituer les modules de logiciel de commande ou d'acquisition à utiliser dans de grands ensembles d'automatisme.

Logiciels d'application : au sein de grands projets, réaliser le logiciel complet de maîtrise du système.

Projets logiciels : prendre en charge sur le plan technique et humain une des équipes de développement.

Ecrire sous réf. 7716 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Jeunes DUT gestion

Banque Paris-2

Importante banque recherche pour son département financier jeunes gens DUT de gestion. (Le poste est à dominante administrative, comptable et financière.)

Les candidats retenus devront avoir la volonté de réussir et être aptes aux contacts extérieurs.

Poste situé au cœur de Paris : 2^e arrondissement.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3444/LM à

MEDIA 81
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

OFFRES D'EMPLOIS

Demander les inscriptions à un haut niveau

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

CONTESSÉ

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Démarcher les institutionnels à un haut niveau

Banque importante - Paris

recherche

CADRE CONFIRME

connaissant montages, placements et produits financiers pour contacts et démarchage institutionnels.

Une formation universitaire et une expérience dans une grande banque sont nécessaires.

Les réponses seront transmises à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Adresser CV, photo, prétentions sous référence B/3831M à :

PA
PA Advertising

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Polytechniciens, HEC, Sciences Po...

investissez-vous dans une carrière professionnelle enrichissante.

C'est ce que nous vous proposons au sein d'un établissement bancaire de premier plan, implanté en France et à l'étranger, spécialisé dans le FINANCEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES ECHANGES INTERNATIONAUX.

En quelques années, au sein d'une équipe d'exploitants expérimentés ou de la division de la trésorerie, vous deviendrez un professionnel à la valeur reconnue, à qui pourra être offert, par la mobilité, l'élargissement de ses compétences nécessaires par la suite à l'exercice de responsabilités importantes.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

Merci d'envoyer votre C.V. à notre Conseil, sous la référence 5011/LM, ou transmettez-le à C.V. PLUS en composant sur votre Minitel le (1) 828.40.25.



Contrôleur de Gestion à fort potentiel

Sud de Paris

Une société internationale, leader dans son domaine, crée le poste de contrôleur de gestion pour sa filiale française de distribution la plus importante sise à Marouville (91).

Dépendant directement du Directeur Général et en liaison étroite avec l'administrateur, il mettra en place les tableaux de bord, les systèmes d'information et les procédures pour une gestion prévisionnelle et budgétaire. Il élaborera les budgets et les plans. Il assurera le suivi de la réalisation des objectifs et en analysera les écarts. De plus, il aura l'entière responsabilité du département et supervisera le service ad hoc.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...), possédant des qualités de rigueur et de méthode alliées à une grande facilité de travail. Il devra justifier d'une expérience réussie d'au moins 4 ans, si possible dans une société internationale.

Les qualités de l'ingénieur et la pratique courante de l'anglais sont également indispensables. Le très fort développement de cette société internationale offre une opportunité unique pour un candidat de valeur.

Envoyer votre dossier de candidature en toute confidentialité sous pli fermé à notre conseil Nicole ANCESSI.

Soderhu
MEMBRE DE SYTEC

Un projet exceptionnel pour un jeune financier ambitieux

Participer à la création de tous les systèmes comptables et financiers d'une entreprise multinationale spécialisée en BIENS D'EQUIPEMENTS leader sur le marché (CA 2 milliards F) est déjà un travail passionnant, c'est aussi un challenge pour évoluer rapidement au sein de la Direction Financière (250 personnes) à PARIS vers des postes de hautes responsabilités au niveau français et international.

Vous êtes de formation Grande Ecole + MBA de préférence, débutant ou avec une première expérience : vous êtes ambitieux et pragmatique, vous aimez être en prise directe avec la réalité.

Ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre dossier sous réf. 386, à notre Conseil.

BOURNE
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYTEC

NOUS CREONS UN BUREAU D'ETUDES

filiale de notre Société, pour répondre à notre rapide développement dans des technologies de pointe : électronique, courants faibles.

Au titre :

LE RESPONSABLE

SUPLEC, ENST, ENST

Réf. 11906

UN CHEF DE GROUPE

BTS + expérience

Réf. 11907

Ce B.E. sera spécialement orienté vers la protection électronique de sites et d'ensembles industriels : haute sécurité, électroaimants, hyper, vidéo, contrôle d'accès, centralisation d'alarmes, interférences. Il intégrera également les procédures d'essais, la recette et la maintenance.

Il travaillera en particulier pour la maison mère qui pilote les installations, la mise en service et assure le S.A.V.

Grâce à la souplesse de sa structure, l'activité de ce B.E. pourra et devra se diversifier et s'ouvrir vers une clientèle extérieure complémentaire, pour atteindre un effectif d'une dizaine de personnes d'ici un an.

La solide formation technique (électronique, électromécanique, électronique) des candidats à qui nous confierons ces postes sera le gage de leur capacité d'adaptation rapide à des chantiers variés. Angles souhaités ainsi, bien sûr, qu'une bonne expérience terrain et B.E.

Merci d'envoyer, sous référence cholest, C.V. et dernière rémunération à PIERRE LIGNAU S.A. - BP 220 - 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

BANQUE PRIVEE à PARIS

recherche

SPECIALISTE EN GESTION OBLIGATIONS FRANÇAISES

Adresser CV, photo, prétentions sous N° 9254 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

OFFICE ILM

DE MONTREUIL (93)

recrute rapidement

MONTEUR

D'OPÉRATIONS (H. F.)

Pour logement social : 150000 F. 600 ou 800 F. - Cadre rigoureux des tâches. Rens. (1) 859-91-99 poste 20. Candidature avant le 28 mars.

SEMA-METRA

LOGICIEL DE BASE

Le Département LOGICIEL DE BASE ET TECHNIQUES AVANCÉES de SEMA-METRA, recherche des Ingénieurs Logiciels connaissant les méthodes de compilation et langages. Ces ingénieurs maîtrisent plusieurs des langages suivants : PASCAL, C, ADA, LISP ainsi que le système UNIX.

INGENIEUR PRINCIPAL

Ingénieur Grande Ecole option Informatique ou 3ème cycle Universitaire, il a plusieurs années d'expérience, il connaît les problèmes de génération de code et micro-code. Réf. 10556/M

INGENIEUR SPECIALISTE

De formation ingénieur ou DEA informatique, il a de 1 à 3 ans d'expérience. Réf. 10557/M

JEUNE INFORMATICIEN DEBUTANT

Il est titulaire d'une maîtrise d'informatique ou d'un DEA. Réf. 10558/M

Si cette orientation de carrière vous intéresse, adressez un C.V. sous la référence choisie à Agnès Chauvin, Département Recrutement, Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

SEMA-METRA

jeune audit

HF

Nous sommes le premier Groupe Français de distribution de bières et boissons : 40 filiales.

Notre développement et notre structure décentralisée nous conduisent à renforcer notre service d'audit interne.

Nous recherchons un jeune diplômé d'Ecole Supérieure, type ESCA, ESCP, DES PO, ayant le certificat comptable du DECS et une première expérience comptable.

Devant exercer son activité sur toute la France, une grande disponibilité est nécessaire pour réussir à ce poste.

Notre siège est situé à PARIS. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Des possibilités de carrière existent dans notre Groupe.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 2965 M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

adjoint au chef du service financier

RESPONSABLE DE LA GESTION BUDGETAIRE

Le Centre Georges POMPIDOU recherche l'adjoint au chef du Service Financier, responsable de la gestion budgétaire et associé au Contrôle de gestion de l'établissement. Le poste s'adresse à un(e) candidat(e) possédant un BAC G ou un BTS de comptabilité. Il ou elle devra avoir une expérience en comptabilité publique et des aptitudes à l'INFORMATIQUE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo au Centre National d'Art et de Culture - Georges POMPIDOU - Service Recrutement - 75191 PARIS CEDEX 04.

De journalisme à la publicité

IL N'Y A QU'UN PAS. A VOUS DE LE FRANCHIR !

POSTES A PARIS ET A LYON

Si vous avez :

- une formation supérieure (Bachelier, Journaliste, C.S.A., lettres...)
- 28 ans minimum
- une première expérience professionnelle réussie
- le sens du commerce
- l'esprit concret
- des idées et savez les exprimer sur le papier
- un goût certain pour la vente de conseil auprès d'interlocuteurs de haut niveau
- et surtout, le volonté de vous investir pour

prosperer et développer

une clientèle d'entreprises.

Alors, vous nous intéressez, parce que vous nous ressemblez.

Nos collaborateurs sont avant tout des gens qui, au-delà des modes actuelles, savent ce que s'investir dans leur travail veut dire.

Pour des objectifs réalisés à 100 %

+ commissions, leur rémunération est de l'ordre de 155 000 F + avantages

Si vous êtes motivé par ces postes évolutifs (Paris et Lyon) alliant vente et conseil dans le secteur de la communication,

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) en précisant sur l'enveloppe la réf. J.P.M. à M. MISRELAIRE, 122 rue Montmartre - 75002 PARIS, qui transmettra. Ne pas se présenter. Réponse et discussion assurées.

Rowntree Mackintosh
1000 personnes
1,2 milliard de F.

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT (LION, NUTS, FOLKY, KIT KAT...)

recherche pour son usine de Marne la Vallée (600 personnes, 20 mn à l'Est de Paris)

CHEF D'ATELIER

Au-delà de la gestion courante de la fabrication (atelier de 20 personnes travaillant en 3x8), il sera l'animateur du progrès technologique et qualitatif de son secteur en liaison avec de nombreux responsables fonctionnels (ingénierie, méthodes, recherche développement, contrôle gestion, ressources humaines...).

Une formation ingénieur IAA ou chimie, une première expérience dans l'industrie alimentaire ainsi que son profil de meneur d'hommes lui permettront de réussir dans sa fonction et d'évoluer au sein de notre société.

Merci d'envoyer lettre, C.V. (photo) et prétentions à Denis Malteaux, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée cedex 2.

Institut Français du Pétrole

recrute dans le cadre de la recherche sur les moteurs et les carburants pour automobiles :

2 INGÉNIEURS MOTIVÉS PAR LA RECHERCHE

1) Pour des recherches en combustion et faisant intervenir des techniques de mesures avancées : optique, laser, traitement du signal, etc.

Diplômé Grande Ecole (Centrale, Sup-Aéro, ENSTA, etc.) option mécanique. Spécialisation ENSPM, thèse, appréciées.

2) Pour des études d'adaptation moteur-carburant (essence sans plomb, gazoles).

Diplômé Grande Ecole (Centrale, Chimie Paris, ENST, etc.) option énergie. Spécialisation ENSPM appréciée.

Lieu de travail : Ruell-Malmaison (92).

Envoyer CV photo et prétentions, en précisant le poste choisi, à n° 48908 YOUNG & RUBICAM CONTACT - BP 23 92105 BOULOGNE CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES
(90 personnes) CRETEIL & PARIS (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

**GESTION ET DÉVELOPPEMENT
D'ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES**

Relevant du Responsable de la sous-direction concernée, il sera l'interlocuteur de dirigeants d'entreprises assurant la collecte et la commercialisation d'animaux (porcs, bovins), et la fourniture de produits destinés aux exploitations agricoles, il sera chargé notamment de :

- établir des diagnostics économiques et financiers de ces entreprises ;
- analyser leur plan de développement dans le cadre de la politique du secteur ;
- proposer et négocier des interventions financières, les mettre en place et assurer le suivi de ces entreprises.

Courts déplacements en province.

Le candidat - 30 ans minimum - aura une formation supérieure et une expérience de gestion en entreprise.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 544/Men, précisant votre salaire actuel et notre conseil, Richard BÉNAÏOUIL - GROUPE ESC - 1 bis, place de Voltaire, 75001 PARIS. Discretion absolue et réponse rapide assurées à tous les candidats.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE recherche un

**SPECIALISTE
DES MOYENS DE PAIEMENT**

Connaissant le secteur bancaire et travaillant depuis quelques années, dans le domaine des moyens de paiement, vous êtes particulièrement intéressé par ces nouvelles technologies.

Dans le poste que nous vous proposons, votre mission sera plus particulièrement :

- de participer à la mise en œuvre de la carte à microprocesseur ;
- d'assurer l'interface entre les spécialistes informaticiens et les hommes de marketing ;
- de représenter notre groupe dans un certain nombre d'instances professionnelles.

Pour assumer ces responsabilités vous avez une formation supérieure et une bonne connaissance des technologies de l'informatique appliquées à ce domaine.

Envoyez votre dossier (lettre, C.V., photo et indication de la rémunération actuelle) sous réf. 3610 à RSCG CARRIÈRES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Un contrôle de gestion qui colle à la réalité

Nous n'avons pas le culte des procédures, mais celui de la simplicité. Pour nous, elles ne valent que dans la mesure où elles conduisent à l'efficacité... et à une meilleure rentabilité. C'est dans cet esprit que nous avons bâti notre contrôle de gestion et que nous le faisons évoluer. Pour poursuivre le développement actuel très satisfaisant de notre activité de fabrication et de vente de biens d'équipement de la maison : un CA d'un milliard de francs et une bonne rentabilité.

Mais simplicité n'exclut pas compétence et c'est à un(e) professionnel(le) déjà confirmé(e) - ayant de cinq à sept ans d'expérience de la fonction, acquise au moins en partie en milieu industriel - que nous confierons cette responsabilité. Qui aura plus assimilé l'esprit du contrôle de gestion qu'il ne sera attaché à ses techniques, qui sera prêt à évoluer avec nos besoins et qui passera bien auprès de nos usines et de nos magasins. Nous préférons une formation de base de type ESC, mais sans exclusive ; pour nous, personnalité et professionnalisme priment.

Des relations très directes, une large délégation de responsabilités, c'est le style de notre maison. S'il vous convient, une première lettre, sous référence 337 212M, aux consultants de Sirca avec une photo et l'indication de votre rémunération actuelle. Ce poste est au siège, à Paris, au sein d'une équipe restreinte. Il comporte des déplacements de courte durée en province. Nous souhaitons le pourvoir rapidement.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Grand constructeur informatique, notre secteur d'activité : les produits bureautiques.

Notre direction technique de 400 personnes implantée en proche banlieue sud recherche dans le cadre d'un programme ambitieux de renforcement de ses moyens de génie logiciel (réseau de plusieurs superminis pilotant 150 stations de travail évoluées).

**Un Expert
en
génie
logiciel**
h/f

Cet ingénieur, diplômé d'une grande école et ayant acquis une forte expérience (5 ans min.) chez un constructeur ou une importante SSII, sera chargé d'évaluer, de sélectionner, de coordonner la mise en place et promouvoir l'utilisation d'un ensemble cohérent d'outils de génie logiciel.

Les atouts pour réussir dans cette fonction de premier plan sont :

- une forte compétence en développement de logiciels système et en gestion de projets
- un esprit méthodologique allié à une forte capacité d'écoute et de dialogue
- si possible une connaissance concrète de l'environnement UNIX.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4786M - à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence 75009 Paris, qui transmettra.



STEIN HEURTEY

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE N° 1 MONDIAL DANS SA SPÉCIALITÉ
CONÇOIT, ÉTUDE, RÉALISE ET MET EN SERVICE
DES ÉQUIPEMENTS THERMIQUES INDUSTRIELS
recherche

ingénieurs

"automatisation par calculateur"

Diplômés Grandes Écoles débutants ou expérimentés, vous développez, au sein d'une équipe, des logiciels d'automatisation. Vous participez à la définition du projet technique, élaborez les programmes correspondants et en assurez la mise en service.

L'expansion constante de notre service d'automatisation nous permet de vous garantir de réelles perspectives de carrière.

Déplacements en France et à l'étranger. Anglais indispensable. Allemand apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au service du personnel Martin DUVERNE STEIN HEURTEY - B.P. 69 - 91002 EVRY CEDEX.

**MARKETING - DEVELOPPEMENT
CHIMIE ORGANIQUE**

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST réalise en France et à l'exportation un chiffre d'affaires proche de 5 milliards, dont 40 % à partir de produits fabriqués dans ses 4 usines.

Soucieuse de développer sur les marchés étrangers les produits issus de sa propre recherche, elle souhaite renforcer son équipe de Développement.

Elle recherche pour cela un

INGENIEUR CHIMISTE

(ESCP - ESPCI - ENSIC - ESCIL... Doctorat)

Pour prospecter une clientèle internationale et participer au lancement de produits nouveaux.

Une expérience d'au moins 5 ans est indispensable soit en recherche, production ou développement, soit en commerce international. Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 686 à
Département des Ressources Humaines SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cedex 03 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

VOTRE DYNAMISME NOUS INTERESSE !

Vous possédez déjà une première expérience dans la Fonction Personnel acquise par exemple dans une société de services et vous êtes, mais ce n'est pas indispensable, un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur (Droit, Sciences Eco...).

EUREST, l'un des premiers Groupes Internationaux de Restauration - plus de 1300 restaurants dans le monde dont 600 en France - vous propose de prendre en charge, à son siège parisien, une partie de l'administration centrale du personnel (plan social, rapports annuels...) et d'assister nos

CADRE FONCTION PERSONNEL

correspondants en Directions Régionales, pour la gestion, le droit du travail, D.P., C.E., ...

Pour saisir cette opportunité, adressez votre C.V. + photo et salaire actuel à EUREST - Département des Ressources Humaines - 14, rue d'Athènes, 75009 Paris. Votre candidature sera traitée confidentiellement.

EUREST

ORGANISME DE FORMATION ET CONSEIL EN AGRO-ALIMENTAIRE
recherche

**FORMATEUR CYCLES AGENTS TECHNIQUES
DE DEVELOPPEMENT**

- Ingénieur Agro ou équivalent
- Ayant qualification Conseiller Agricole
- Expérience dans entreprise, service développement ou centre de gestion
- Organiser et contrôler des cycles longs de formation
- Animer des séminaires développement
- Accessoirement participer à des actions de conseil ou de formation dans d'autres domaines
- Connaissance en informatique appréciée
- Evolution possible vers un poste de responsabilité

Envoyer Curriculum vitae et prétentions sous réf. 266 à
SWEETS Publicité, 9, rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

**Ingénieur INSA, ENSM,
ENSIMAG, ESIEE...**

INFORMATICIEN

SINTRA recherche un ingénieur informaticien possédant quelques années d'expérience en développement de logiciels temps réel sur mini-calculateurs.

La pratique du SOLAR et la connaissance du PL 16 et RTSD

seront appréciées.

La formation sur le système durera plusieurs mois dans la région parisienne (Asnières) avant installation pour maintenance logicielle permanente sur le site (Sud-Est de la France) dans le cadre d'une petite

équipe.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, s/réf. II/M, à Mme BRIAND - SINTRA - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.



SINTRA FILIALE THOMSON-CSF

ETABLISSEMENT FINANCIER
DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche pour sa Direction de Gestion
des valeurs mobilières, un

Spécialiste des Titres

qui aura, auprès du Directeur et des responsables d'unités, un rôle de conseil et d'assistance sur les aspects techniques des valeurs mobilières.

La fonction pourra déboucher sur des actions de formation. Ce poste s'adresse à un candidat ayant une expérience approfondie (5 à 10 ans) des valeurs mobilières acquise dans un service de gestion d'une banque ou d'un agent de change. Le sens du dialogue et une disposition au conseil lui seront indispensables pour faire partager ses connaissances.

Le poste est à pourvoir en très proche banlieue sud. Merci de nous adresser votre C.V. détaillé en précisant votre salaire actuel, et rappelant la réf. ST 503 sur l'enveloppe, à :

EGS CARRIÈRES

58, Bd Gouvion Saint-Cyr, 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON

nieurs
n par calculateur

DEVELOPPEMENT
GANIQUE

CHIMISTE

Hoechst

AGENTS TECHNIQUE
DEVELOPPEMENT

cialiste des

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieurs informaticiens



THOMSON
semi-conducteurs

Paris. Thomson semi-conducteurs (6.000 personnes) du groupe Thomson joue un rôle de premier plan dans l'électronique mondiale. Sa forte croissance l'amène, à concevoir et mettre en place France et plusieurs filiales étrangères réparties dans le monde. A cette fin, la société recherche :

le responsable des Etudes

Il a la responsabilité de la mise en œuvre du progiciel PROGESCO sur l'ensemble des sites. Il dirige une équipe de 14 personnes, dont 6 ingénieurs, chargés des études des besoins chez les différents utilisateurs, de la constitution des fichiers de bases, de la mise en place et de la formation des utilisateurs et des développements spécifiques. Ce poste convient à un ingénieur informaticien très confirmé, ayant déjà l'expérience de la conduite et de la mise en place d'importants projets temps réel en gestion commerciale dans un contexte international. Bonnes capacités de contacts et maîtrise de la langue anglaise.

le responsable technique

Il a la responsabilité de la mise en exploitation des nouvelles applications centrales et du réseau de télétransmissions international (en cours de construction), en liaison avec les responsables informatiques des usines et des filiales. A moyen terme, il assurera les études et la mise en place d'un réseau X25 intégrant l'ensemble des télécommunications entre les unités. Le candidat a des connaissances approfondies en MVS/TSO et CICS/PLI (IBM 30XX), télétraitement et méthodes d'exploitation. Il aura à former une équipe de 5 à 6 personnes. Maîtrise de la langue anglaise.

Ces deux postes exigent des candidats de très bon niveau. Intéressantes possibilités d'évolution à l'intérieur du Groupe pour des candidats de valeur. Le salaire sera fonction de la compétence. Postes à pourvoir très rapidement.

Ecrire avec CV, photo et prétentions, en précisant la référence à H. Bouet, Sama-Selection : Sama-Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sama selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse



THOMSON
COMPOSANTS

Paris. La branche composants (16.000 personnes) joue un rôle de premier plan dans l'électronique mondiale : son rapide développement exige, au niveau central, la mise en place de moyens informatiques du siège, récemment créés pour répondre à la décentralisation des unités opérationnelles ; il développera les actions importantes déjà entreprises dans la messagerie électronique, la micro-informatique et la bureautique.

Rattaché au Directeur du Développement Informatique, il élaborera le plan informatique du siège : il aura, en liaison avec les responsables informatiques des usines et filiales, à définir et mettre en place les outils informatiques nécessaires aux Directions et aux services fonctionnels du siège, récemment créés pour répondre à la décentralisation des unités opérationnelles ; il développera les actions importantes déjà entreprises dans la messagerie électronique, la micro-informatique et la bureautique.

Le candidat, ingénieur informaticien diplômé d'une grande école, a une expérience réussie de conduite de projets de gestion (comptabilité, trésorerie, gestion du personnel, reporting, ...) dans un environnement multinational et une première pratique des techniques de micro-informatique et de messagerie électronique. Il parle couramment l'anglais. Ce poste exige un fort potentiel et de bonnes capacités de synthèse et d'organisation. De larges possibilités d'évolution sont offertes, en cas de réussite, au sein du Groupe Thomson. Le salaire sera fonction de la compétence.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous la référence LD18/M, à H. Bouet, Sama-Selection : Sama-Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sama selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

responsable informatique
de la Direction Centrale



THOMSON
COMPOSANTS

Paris. La branche composants (16.000 personnes) joue un rôle de premier plan dans l'électronique mondiale : son rapide développement exige, au niveau central, la mise en place de moyens informatiques du siège, récemment créés pour répondre à la décentralisation des unités opérationnelles ; il développera les actions importantes déjà entreprises dans la messagerie électronique, la micro-informatique et la bureautique.

Rattaché au Directeur du Développement Informatique, il élaborera le plan informatique du siège : il aura, en liaison avec les responsables informatiques des usines et filiales, à définir et mettre en place les outils informatiques nécessaires aux Directions et aux services fonctionnels du siège, récemment créés pour répondre à la décentralisation des unités opérationnelles ; il développera les actions importantes déjà entreprises dans la messagerie électronique, la micro-informatique et la bureautique.

Le candidat, ingénieur informaticien diplômé d'une grande école, a une expérience réussie de conduite de projets de gestion (comptabilité, trésorerie, gestion du personnel, reporting, ...) dans un environnement multinational et une première pratique des techniques de micro-informatique et de messagerie électronique. Il parle couramment l'anglais. Ce poste exige un fort potentiel et de bonnes capacités de synthèse et d'organisation. De larges possibilités d'évolution sont offertes, en cas de réussite, au sein du Groupe Thomson. Le salaire sera fonction de la compétence.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous la référence LD18/M, à H. Bouet, Sama-Selection : Sama-Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

ingénieur,
chef du service
informatique

recherché par importante entreprise

SECTEUR MUTUALISTE

connaissant matériel IBM 34, 4300, COBOL. Bonnes capacités d'analyse et de synthèse. Bon organisateur. Encadrement 10 personnes environ. Sera, à terme, responsable d'un Centre de Calcul autonome. Réponse à toutes les candidatures.

Envoyez CV, photo et prétentions, sous réf. 2978-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

NEW YORK PARIS

ROHDE & SCHWARZ

Mesure électronique
recherche pour renforcer son équipe de vente

Ingénieurs
Technico-Claux

Expérience 3 ans minimum dans l'industrie. Bonnes connaissances des techniques de mesure (digitale, analogique, hyper et micro-processeurs). Formation : Ingénieur ou technicien supérieur (DUT - BTS électronique). Anglais indispensable. Postes basés à Paris et Région Sud Est.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. ML10 45/46, Place de la Loire - Site 180 94563 RUNGIS CEDEX

BLEU

cadre confirmé
(B/F)

Poursuivre une partie de son Patrimoine aux plans administratif, financier, juridique et fiscal. Le candidat de formation supérieure assurera l'animation d'une petite équipe. Adressez lettre manuscrite, Curric-Vite, photo et prétentions, n° 74.058 PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur - 75002 Paris

P.B.B.

analyste -
programmeur

recherché par importante entreprise

SECTEUR MUTUALISTE

vous avez : 2 ans d'expérience, la pratique du COBOL sur IBM - DOS/VSE et CICS appréciés ; êtes motivés par le développement d'une importante application. chez nous : Vous intégrerez une équipe dynamique sur une activité en expansion et participerez à la création d'un centre de Calcul autonome.

Envoyez CV, photo et prétentions, sous réf. 2982-M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

NEW YORK PARIS

NEUTROJENA CORPORATION

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
SPÉCIALISTE EN DERMOCOSMÉTOLOGIE
RECHERCHE
pour renforcer son équipe finance-comptabilité

UN CADRE COMPTABLE H. F.

PROFIL :
- Age 26-36 ans.
- Formation DUT/BTS.
- Expérience dans les domaines finance comptabilité et/ou contrôle de gestion dans une P.M.E.
- Bonne connaissance en anglais.

Envoyez lettre avec CV, détail, photo et prêt. à : NEUTROJENA CORPORATION 8, rue Copernic, 75016 Paris.

COMPAGNIE DE SIGNAUX
ET D'ENTREPRISES
ÉLECTRIQUES

leader dans le domaine du paiement électronique recherche pour son siège social à PARIS

CHEF DE PRODUIT
MONÉTIQUE

avec première expérience de vente pour LANCEMENT D'UN NOUVEAU PRODUIT. Vente, marketing, itinéraire, suivi, complément de formation assurée. Ecole d'ingénieur ou équivalent. Anglais courant.

Adressez CV et prêt. à M. AB463 Service Emploi et Développement 17, Place E. Perret 75738 Paris Cedex 15

COMPTES

Cabinet d'études
recherche

2 CHARGÉS (ES)
D'ÉTUDES

- Pour études sur applications et implications des nouvelles technologies et études marketing.
- Formation 3^e cycle, gestion au 600 ou au 900.
- Exp. 3 ans minimum dans secteur études.

Ad. CV, + photo + lettre à : C.C. 30, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

PROFS D'ALLEMAND

De langue maternelle. Expériences pédagogiques. Téléphone : 824-19-22.

Cases servit, vende cert agent commercial, parties communes produits horticoles. Exclusivité 54 département Sud-Est et Sud-Ouest. Firmes européennes représentées de tout premier plan, bien connues des professionnels français de l'horticulture. Clientèle Solide. Commissions annuelles, atteintes 200.000 F peuvent être considérables. Supplément à secteur prospectif à fond. Exp. n° 7.080 le Monde Pub. service AVEC CICS CLASSEZ. 5, rue des Bateliers, 75008 Paris.

La commune de COURCOURONNES (Essonnes) recrute

UN RÉDACTEUR

pour ses services Actualités Sociales. Adressez lettre de candidature et curriculum vitae à : M. le Maire de Courcouronnes, 8, rue de Vermeilles, 91000 COURCOURONNES.

ÉLECTRONICIEN

Niveau BTS. Bonnes connaissances de l'anglais. Pour matériel de laboratoire. SAV clientèle base Orsay-Sud-Paris.

ÉLECTROMÉCANICIEN

Technicien atelier base Vélizy. Envoyez CV, + photo à : ZAE de Courcouronnes, B.P. 98 Avenue d'Amazone 91943 LES LILIS CL.

Le Monde
Emplois Cadres
ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI
CHAQUE MERCREDI
PRIX : 6 F

CHAQUE MERCREDI
LE PANORAMA
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)
Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

L'avenir entre voisins

Bonjour Voisin : une association lancée à titre expérimental dans la Somme, sur une idée du cinéaste Jean Kerschbrun avec le concours du Crédit agricole. Son but : faire en sorte que la population prenne en main son avenir, discute de projets, réussisse à les réaliser. Cela doit avoir pour double résultat une responsabilisation des habitants et la création d'emplois.

Des essais ont été tentés dans plusieurs communes. Certains n'ont pas eu de suite. D'autres ont réussi. Trois villages sont à citer dans la Somme pour avoir mené à bien leur expérience sous l'égide de Bonjour Voisin : Guyencourt-sur-Noye, Ailly-sur-Noye et Chaussey-Epigny, tous trois situés à une vingtaine de kilomètres au sud d'Amiens.

A Guyencourt-sur-Noye, des habitants voulaient fabriquer du pain, sans doute à cause de tous les symboles dont cette nourriture est chargée : la terre, les tâches manuelles, la fraternité. Un boulanger est venu une fois pour expliquer.

Puis des réunions ont eu lieu. Aujourd'hui, on en est au projet de four. Il ne s'agit pas de cuire du pain tous les jours mais seulement de temps en temps, pour des occasions exceptionnelles ponctuant l'année. Ce sera alors la fête du pain, la fête au village.

Guyencourt fait aussi des recherches sur son passé de village picard, ce qui l'amène par la même occasion à s'intéresser à la langue picarde qui fait un retour en force depuis quelques années dans les milieux intellectuels car les autres ne l'ont pas complètement oubliée.

Un circuit d'art

A Ailly-sur-Somme, le souci dominant détaché par Bonjour Voisin est le développement du tourisme autour du chef-lieu de canton. On souhaitait valoriser le site, les églises, les châteaux.

L'été dernier a été mis en place un circuit de visites guidées dans la vallée de la Noye. Chaque samedi, du 1^{er} juin au 15 septembre, un guide a accueilli les personnes qui souhaitent parcourir le « circuit d'art » de la vallée. Les guides sont des habitants du pays (un agriculteur, un étudiant, un historien) qui se sont formés pour cette tâche et qui se passionnent

pour elle. L'initiative sera renouvelée l'été prochain car elle a déjà eu des répercussions économiques.

A Chaussey-Epigny, un spectacle son et lumière a été créé. Trois cents personnes ont réussi à mettre sur pied une manifestation qui a attiré quatre mille personnes. C'est très sérieusement que l'on a décidé de jouer en 1985 une évocation que l'on veut grandiose sur le thème « Histoire de la Picardie » à travers la vie quotidienne de ses habitants. Une association loi de 1901 sera créée qui pourra, le cas échéant, se transformer en véritable entreprise.

Une vallée de la misère

Bonjour Voisin s'attaque maintenant à la vallée de la Noye, dite « vallée de la misère », au nord-ouest d'Amiens. C'est là que se trouvent plusieurs usines du groupe Boussac-Saint Frères qui ont perdu 50 % de leurs emplois en dix ans. M. Dominique Martens, salarié du Crédit agricole et permanent de Bonjour Voisin, a fait une étude sur les sept communes concernées : Filixcourt, l'Etoile, Ville-Marcel, Bettencourt, Saint-Ouan, Bertoucourt, Saint-Léger-les-Domars.

Triste bilan : dans les deux cantons de Filixcourt et de Bertoucourt, aux confins de laquelle se trouvent les communes en question, on compte 81 % de la population n'ayant aucun diplôme ou seulement le certificat d'études (contre 74,5 % pour la Somme et 67,5 % pour l'ensemble de la France). Cela tient au fait que l'entreprise Saint Frères a fermé son usine de la naissance au cinquième. On n'était pas très bien payé, mais on était logé et on était sûr de trouver dans le textile un travail ne demandant pas de qualification particulière.

L'opération Bonjour Voisin dans ce secteur sera délicate à mener. Une exposition sur le passé industriel et sur la situation présente donnera une réflexion sur l'avenir. Quels axes d'action les habitants trouveront-ils ? Il est encore trop tôt pour le dire aujourd'hui.

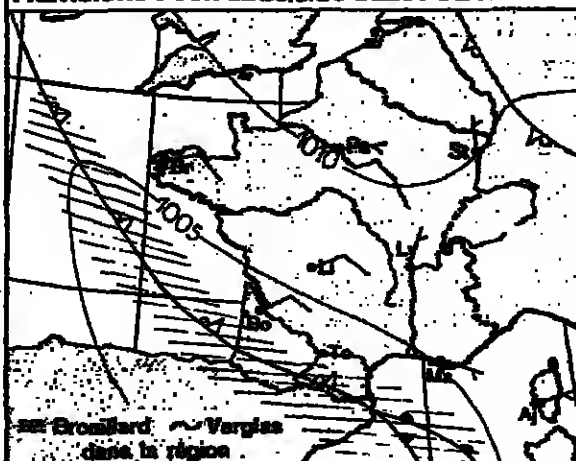
MICHEL CURIE.
* Bonjour Voisin, 500, rue Saint-Fiacre, 80040 Amiens. Tél. : (22) 89-10-41.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19.3.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20.3.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 mars à 0 heure et le mercredi 20 mars à 24 heures.

Une perturbation atlantique, freinée dans son déplacement vers l'est par l'air froid installé sur la France, se dirige vers la Méditerranée. De l'air froid et humide affecte encore temporairement les régions du Nord-Est.

Mercredi matin, une zone de temps couvert et souvent pluvieux s'étendra de l'Aquitaine, au sud-ouest du Massif Central, aux Pyrénées et au Languedoc-Roussillon; les chutes de neige pourront être abondantes sur le massif des Pyrénées.

At cours de la journée, le mauvais temps s'étendra aux régions méditerranéennes, avec un risque de pluie en soirée sur la Provence et la Côte d'Azur. Au nord-est d'une ligne approximative La Rochelle-Lyon-Marseille, le beau temps froid prédominera le matin, avec des gelées encore bien marquées dans l'ouest; des passages nuageux, risquant d'affecter temporairement les régions des Flandres à la Franche-Comté. Le ciel se couvrira en soirée près des côtes atlantiques. Les températures, voisines le matin de -3 à -5 degrés en général dans l'intérieur, 0 à +3 degrés près des côtes, atteindront l'après-midi 6 à 13 degrés du nord au sud.

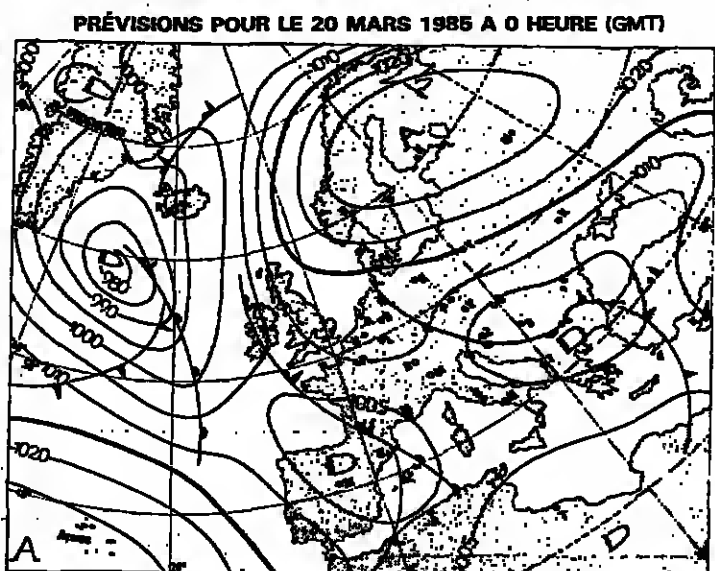
Sans d'évolution pour la fin de semaine :

De jeudi à vendredi, de l'air humide s'étendra à l'ensemble du pays au passage d'une perturbation atlantique. Samedi, un courant de nord-ouest plus frais et plus instable se généralisera sur l'ouest.

Temps prévu pour la fin de semaine :

Jeudi matin, le temps sera souvent froid et peu nuageux dans l'intérieur avec des gelées de 0 à -5 degrés. Quelques formations brumeuses, réduisant par endroits la visibilité. Toutefois, des Pyrénées centrales au sud des Alpes et à la Méditerranée, les nuages abondants dissuadent quelques ondées qui tomberont sous forme de neige au-dessus de 1000 mètres. De plus, une nouvelle aggravation pluvieuse débitera en Bretagne.

Dans la journée, le temps très nuageux gagnera un temps mou et doux tandis que les pluies s'étendront à toutes les régions atlantiques où les vents de sud-ouest se renforceront notablement. Des éclaircies persisteront près des frontières belge et allemande, mais les ondées resteront abondantes sur l'extrême Sud-Est. Les températures maximales seront comprises entre 6 et 13 degrés du nord au sud.



Vendredi, la zone pluvieuse traversera l'ensemble du pays d'ouest en est en dominant de la neige à haute altitude. Elle ralentira le soir près des frontières du Nord et du Nord-Est. En revanche, un épisode de temps plus variable lui succèdera dans la journée sur la moitié nord-ouest avec éclaircies d'éclaircies et averses. Les vents souffleront fort près de la Manche et de l'Atlantique et tourneront au nord-ouest, la tramontane se lèvera en soirée.

Samedi, un temps très nuageux avec pluie ou neige prédominera encore le matin des Ardennes aux Vosges, aux Alpes et à la Corse mais ne persistera plus le soir que sur le quart sud-est. Partout ailleurs se généralisera un temps plus variable avec éclaircies, averses et quelques giboulées. Les éclaircies deviendront plus durables au fil de la journée dans l'ouest. Les vents de nord-ouest faibliront progressivement près de la Manche et de l'Atlantique tandis que les vents du nord souffleront fort près de la Méditerranée. Les gelées matinales deviendront rares mais les températures maximales resteront légèrement inférieures aux normales saisonnières.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le mardi 19 mars à 7 heures, de 1012,3 millibars, soit 759,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

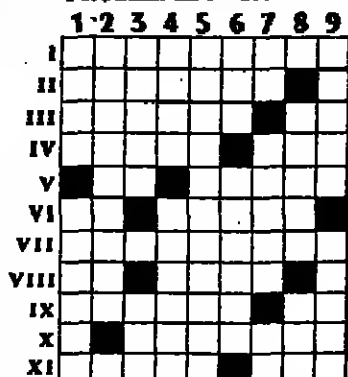
de la journée du 18 mars; le second, le minimum de la nuit du 18 mars au 19 mars) : Alger, 12 et 1 degrés; Biarritz, 8 et 2; Bordeaux, 9 et -2; Bourges, 6 et -5; Brest, 8 et 1; Caen, 6 et -2; Clermont-Ferrand, 2 et -3; Dijon, 4 et -6; Grenoble-St-Martin, 6 et -1; Grenoble-St-Claude, 1 et -4; Lille, 6 et -3; Lyon, 2 et -3; Marseille-Marguier, 8 et 2; Nancy, 3 et -5; Nantes, 8 et 1; Nice-Côte d'Azur, 14 et 4; Paris-Montsouris, 8 et -1; Paris-Orly, 6 et -3; Pau, 9 et -1; Perpignan, 9 et 2; Rennes, 8 et -1; Strasbourg, 1 et -3; Tours, 6 et -3; Toulouse, 8 et -4; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 et 11; Amsterdam, 6 et -5; Athènes, 18 et 12; Berlin, 2 et 0; Bonn, 2 et -1; Bruxelles, 5 et -4; Le Caire, 23 et 12; Les Canaries, 21 et 15; Coppenhague, 0 et -1; Dakar, 21 et 17; Djibouti, 28 et 19; Gênes, 2 et -4; Istanbul, 18 et 9; Jérusalem, 9 (mini); Lisbonne, 16 et 12; Londres, 8 et -2; Luxembourg, 1 et -7; Madrid, 16 et 10; Montréal, -4 et -11; Moscou, 2 et 0; Nicosie, 28 et 19; New York, 23 et -3; Palma-de-Majorque, 13 et -1; Rio-de-Janeiro, 30 et 24; Rome, 9 et -2; Stockholm, -1 et -7; Téhéran, 20 et 6; Tunis, 12 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3926



HORIZONTALEMENT

1. Ancienne tenue de la cavalerie blindée. - II. Mit beaucoup de sujets à la raison et, même à ce point, il montra de quel bois il se chauffait. - III. Synthèse de fiel et de miel. En source d'énergie. (Epêlé). - IV. Plus reposantes à la mer qu'au montagne. Secoué. - V. Personnel. Effectue un service militaire obligatoire. - VI. Copulative. Ordre militaire respecté avec la plus grande discipline. - VII. Passages à niveau. - VIII. Personnel. Son chef joue de la corne et passe pour en porter. - IX. Celui qui prétend qu'il ne fait pas le bonheur n'est pas pour autant disposé à partager le sien. Témoin oriental d'une lointaine civilisation. - X. Capter d'un organe de transmission. - XI. Grèce inviolable à la soupe populaire. Label de succès.

VERTICALEMENT

1. Cachet constituant le sceau de la haute couture. Morceau de flûte en pyralide. - 2. A Verdun, il faisait de la saucisse pendant que les autres étaient occupés aux boyaux. - 3. Homme de caractère. Pétillant, peut-être à cause du champagne. - 4. Problème de physique pour les collégiens. Se désiste quand le majorité est atteinte. - 5. Telle une malade jallieuse. - 6. Sa légèreté n'abrite en rien sa vertu désaltérante. Ecart de langage. - 7. Démonstratif. Embaume les morts et couronne les vivants. Complément d'information. - 8. Procure de l'euphorie ou trahit l'attention. Proverbialement fort. - 9. Se trouve en tête, mais derrière le chef. Qui ont mal tourné ou qui ne peuvent que bien tourner.

Solution du problème n° 3925

Horizontalement

I. Eustache. - II. Assurée. - III. Ut Coriol. - IV. Toc. Coche. - V. Ecot. Fe. - VI. Parrain. - VII. Vicieuse. - VIII. Ais. Fixé. - IX. Pétrin. - X. Eteuf. Sac. - XI. Xc. Tisane.

Verticalement

1. Astel. Appt. - 2. Estoc. Vite. - 3. Us. Copiste. - 4. Suc. Tac. Rut. - 5. Troc. Riffi. - 6. Aéro. frein. - 7. Cerceaux. Sa. - 8. Oh ! Iscran. - 9. Illeune. Co.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du lundi 18 et du mardi 19 mars :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 16 novembre 1982 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes.

DES ARRÊTÉS

● Accordant la garantie de l'Etat à un emprunt du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.

● Fixant la surface minimale d'installation nationale (vingt-cinq hectares).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 MARS

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30 (rendez-vous devant l'Hôtel de Ville).

« La Mosquée de Paris », 15 h 30 (rendez-vous place du Faisan-de-l'Ermitte).

« Le thème du jugement dernier au Musée des Beaux-Arts », 14 h 30, palais de Chaillot, place du Trocadéro (à l'extérieur).

« Le Théâtre de l'Odéon et son quartier », 14 h 30 (entrée du théâtre).

« L'église Saint-Séverin et son quartier », 15 heures (devant l'église).

« Exposition : histoire du XI^e arrondissement de Paris », 15 heures, 15 rue de la Harpe.

« Trésors de Piero della Francesca à Arezzo », 16 h 30, 62, rue Saint-Amand.

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30 (métro Saint-Paul, sortie).

« Le musée Orfila et l'histoire de la médecine », 15 heures, 12, rue de l'École-de-Médecine.

« Les salons de l'Hôtel de Soubise; de la Saint-Barthélemy à l'affaire du collier », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois.

« La Courgalerie, histoire de la Révolution française », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« Une folie du XVIII^e offerte par le comte d'Artois à la Dervieux », 15 heures (métro Trinité).

« Les jardins du Vieux Vaugirard », 14 h 30 (métro Vaugirard).

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30 (métro Madeleine, sortie Trois Quartiers).

« De la place des Vosges à l'Hôtel de Lamoignon », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Romani).

« La Courgalerie, histoire de la Révolution française », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« Une folie du XVIII^e offerte par le comte d'Artois à la Dervieux », 15 heures (métro Trinité).

« Les jardins du Vieux Vaugirard », 14 h 30 (métro Vaugirard).

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30 (métro Madeleine, sortie Trois Quartiers).

« De la place des Vosges à l'Hôtel de Lamoignon », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Romani).

« La Courgalerie, histoire de la Révolution française », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« Une folie du XVIII^e offerte par le comte d'Artois à la Dervieux », 15 heures (métro Trinité).

« Les jardins du Vieux Vaugirard », 14 h 30 (métro Vaugirard).

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30 (métro Madeleine, sortie Trois Quartiers).

« De la place des Vosges à l'Hôtel de Lamoignon », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Romani).

« La Courgalerie, histoire de la Révolution française », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« Une folie du XVIII^e offerte par le comte d'Artois à la Dervieux », 15 heures (métro Trinité).

« Les jardins du Vieux Vaugirard », 14 h 30 (métro Vaugirard).

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30 (métro Madeleine, sortie Trois Quartiers).

Livres rares à l'Hôtel Drouot

Pendant plus d'un demi-siècle, un bibliophile discret, mais fervent, a rassemblé des livres hors du commun par leur provenance et leur rareté, souvent dédiés à des écrivains illustres et habillés de somptueuses reliures.

En accord spirituel avec Edmond de Goncourt, qui voulait que ses collections fussent la joie d'ouvrages de la bibliothèque, M. G. a décidé de se séparer de ses précieux ouvrages du XIX^e siècle, par le ministère de M^{re} Ador-Picard-Tajan.

Parmi les plus beaux fleurons de son remarquable catalogue établi par les experts Claude Gelin et Dominique Courvoisier : une édition originale des *Fleurs du mal* dédiée par Baudelaire à Delacroix; *Téméraire* d'une éternelle admiration,

un exemplaire de *Madame Bovary* offert par Flaubert à Lamartine, et bien d'autres ouvrages exceptionnels signés ou annotés par Chateaubriand, Fromentin, Hugo, George Sand, Vigny... La vente aura lieu à l'Hôtel Drouot (salles 5 et 6) le 20 mars à 14 heures.

Une autre belle vente de livres, manuscrits du XV^e siècle et autographes, est prévue pour le 29 mars chez M^{re} Laurin-Guillois-Buffet-Tailleur.

D'autre part, l'ancienne collection Firmin-Didot provenant du château de Terrabie (tableaux, souvenirs historiques, objets d'art) sera mise en vente le 25 mars par M^{re} Cornette de Saint-Cyr.

G.

EN BREF

EXPOSITION

TOILES ET FORMES. - La deuxième exposition de peinture et de sculpture contemporaines du 12^e arrondissement de Paris a lieu jusqu'au 31 mars à la mairie du 12^e arrondissement, 130, avenue Daumesnil, tous les jours de 10 heures à 18 heures. Sections représentées : vitrail, art monumental, email, sculpture et peinture. Renseignements : 346-06-02, poste 342.

VIE QUOTIDIENNE

QUATRE JOURS DANS LE XVI^e. - La mairie du XVI^e arrondissement organise, les mardi 20 mars et jeudi 21 mars de 9 h 15 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures, des journées « portes ouvertes » au cours desquelles les visiteurs pourront s'informer sur le fonctionnement administratif et l'aide dont ils peuvent éventuellement bénéficier. Les samedi 23 mars et

dimanche 24 mars de 10 heures à 18 heures, de nombreuses associations (200 déjà) se sont inscrites) tiendront des stands d'information par secteur d'activité (social, culturel, jeunesse, sports, environnement, anciens combattants, etc.). Durant ces quatre jours, des animations sont prévues (concerts, chorale, théâtre, aéro-bic, guitare entre autres).

LOISIRS JEUNES

LES STAGES DE STAJ. - Le service technique pour les activités de jeunesse (STAJ) organise, durant les vacances scolaires de Pâques (du 30 mars au 14 avril suivant les zones), des sessions de spécialisation, d'animateurs : manœuvres, randonnées à vélo, les contes et la forêt, voile, canot-kayak, musique, techniques artisanales, communication, radio, etc.

* STAJ, 27, rue du Château d'Es, 75010 Paris. Tél. : (1) 208-56-63.

annonces associations

Appels

Village les. Moulins, rencontre tous les vendredis à 19 h 30 sur le thème « Les citoyens face à l'Europe et l'Union européenne ». 70 rue de la République, 93000 St-Denis. Tél. : 300-10-10.

Assoc. IPTL pour ses adhérents nouvelles retraitées qual. recherche postes bénévoles. Appel secret. Organismes, loisirs, humanitaires. Tél. : 223-66-08.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Association Souffle germe enfants, handicapés, Paris/Banlieue. Atelier d'écriture. 24 h/24 h. Tél. : 903-97-17.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Formations

Le Centre International de Formation Européenne offre séminaires jeunes à Paris, près de Paris, de 15 à 18 ans sur le thème « Les citoyens face à l'Europe et l'Union européenne ». 70 rue de la République, 93000 St-Denis. Tél. : 300-10-10.

Assoc. IPTL pour ses adhérents nouvelles retraitées qual. recherche postes bénévoles. Appel secret. Organismes, loisirs, humanitaires. Tél. : 223-66-08.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Association Souffle germe enfants, handicapés, Paris/Banlieue. Atelier d'écriture. 24 h/24 h. Tél. : 903-97-17.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

Assoc. d'ad. personnes mal. art. complémentaires bénévoles pour protéger l'écot. Paris. Hélios 200. 2 bureaux. Bureaux : 3 000 F. Tél. : 233-42-10.

VICTOIRE

SUR LE TABAC

Vous pouvez en 4 semaines passer de fumeur doublement et sans grossir. Nous ne faisons pas appel à votre volonté, juste à votre bonne volonté. Même si vous avez tout essayé, informez-vous : Victoire sur le Tabac 681-16-18.

MICRO-INFORMATIQUE

Stage intensif d'initiation du 2 au 12 avril. Session du samedi matin. A partir du 9 avril 1985. Stage MULTIMEDIA : les 2, 3, 4 avril. Stage KNOWLEDGE MAN : les 16, 17, 18 avril 1985. IC 71 bis rue de Valenciennes Paris 2. Tél. : 544-05-14.

économie

REPÈRES

Franchise : caution mutuelle des Banques populaires

Les Banques populaires, cinquième groupe bancaire français, ont créé une nouvelle société de caution mutuelle dont le rôle consiste à cautionner les concours financiers de toute nature consentis par ce groupe aux professionnels de la franchise (droit d'utiliser une enseigne commerciale et un savoir-faire moyennant le paiement de redevances).

Cette société, dénommée SOCOFRAN, associe franchiseurs et franchisés. Elle apportera son aval aux dossiers instruits par la Banque populaire fédérale de développement (BPF), à laquelle elle est rattachée. La BPF se propose de mobiliser le réseau des Banques populaires pour apporter une solution globale et homogène aux besoins financiers des franchisés, dont le situation apparaît parfois délicate vis-à-vis du système bancaire.

Jurispudience : les grévistes indemniseront ceux qui voulaient travailler

Vingt-quatre personnes qui avaient fait grève à l'appel de la CGT en juillet 1983 à l'usine Delsey (bagage) de Mondidier (Somme) devront payer 550 000 F à cent quatre-vingt-deux non grévistes, montant estimé des journées de travail perdues. Ces grévistes avaient bloqué les camions amenant d'un atelier à un autre les pièces détachées nécessaires pour terminer les valises. Empêchés de travailler, ces cent quatre-vingt-deux salariés de Delsey avaient formé une association dans le but d'aller en justice pour récupérer, disaient-ils, l'argent qu'ils auraient dû gagner sans la grève. Devant les hésitations du conseil des prud'hommes, c'est la présidente du tribunal d'instance d'Amiens, saisie en tant que juge départiteur, qui a décidé que les grévistes devaient payer 550 000 F, mais elle n'a pas accordé aux plaignants non grévistes les dommages et intérêts qu'ils réclamaient en sus.

La jurisprudence admet, lorsqu'il y a atteinte à la liberté du travail, que des salariés grévistes puissent être condamnés à indemniser des non-grévistes du préjudice qu'ils subissent du fait du non-paiement des journées non travaillées. — (Corresp.)

ÉTRANGER

Des établissements financiers américains sont accusés d'avoir « blanchi » de l'argent de la Mafia

Deux importantes firmes de courtage américaines ont couronné à « blanchir » de l'argent provenant de la vente d'hélicoptères effectuée aux États-Unis par la Mafia sicilienne, affirmait récemment, preuves à l'appui, la chaîne de télévision ABC. De son côté, le Bank of Boston, l'un des établissements bancaires les plus importants de la côte est des États-Unis, a été condamné à une amende de 500 000 dollars pour ne pas avoir respecté la réglementation relative aux transferts de capitaux à l'étranger, le Trésor ayant directement accusé la banque d'avoir « blanchi » des fonds provenant de la pègre locale. Enfin, quarante-cinq banques américaines, une si elles gardent, pour l'instant, l'anonymat, et non des moindres, viennent de solliciter une amnistie auprès des autorités fédérales à propos de transactions en espèces, dont elles auraient dissimulé la nature, au mépris de la législation en vigueur.

Autant d'éléments intervenus illustrant le climat tendu qui règne outre-Atlantique entre certaines institutions financières et le fisc, aidé par les autorités judiciaires bien décidées à mieux surveiller les revenus considérables des milieux du crime organisé.

Au cours de son émission, qui a fait quelque bruit à Washington, la chaîne de télévision américaine a affirmé, en citant des documents

officiels, que Merrill Lynch, la première firme de courtage internationale, et E.F. Hutton, une autre maison importante, avaient investi respectivement 15 et 5 millions de dollars sur les marchés à terme new-yorkais de l'or et de l'argent. Ces fonds auraient été apportés, en petites coupures et dissimulés dans des valises, par des membres de la « pizza connection », qui commercialisent aux États-Unis l'hélicoptère provenant d'un réseau d'origine sicilienne.

Les déboires de la Bank of Boston

Une fois « blanchi », l'argent était transféré en Suisse sur un compte ouvert au Crédit suisse.

Merrill Lynch, soupçonnant que cet argent pouvait avoir une origine douteuse, aurait cessé, d'elles-mêmes, d'accepter ces coupures, précise ABC.

Dans le cas de E.F. Hutton, le scénario s'est déroulé différemment. Les autorités américaines ont averti la firme qu'une enquête avait été ouverte en recommandant à ses dirigeants de ne pas alerter les suspects. Mais des responsables de E.F. Hutton ont, néanmoins, prévenu les personnes qui recevaient l'argent en Suisse, entraînant immédiatement la fin des opérations de « blanchissement », et, du coup, interrompant

brutalement la piste de la « pizza connection » suivie par les agents américains. Cette version est cependant réfutée par E.F. Hutton.

Classée au seizième rang des banques américaines, la Bank of Boston Carp jouit, à bien des égards, d'une réputation aussi solide que le grant rouge de l'édifice qui abrite son quartier général, souligne le Wall Street Journal dans un long article paru le 7 mars et consacré à la façon dont cet établissement a dû s'acquitter d'une amende de 500 000 dollars en février dernier, reconnaissant sa culpabilité après avoir nié les faits pendant un mois. Coupable de quoi ? D'avoir accepté, de 1980 à 1984, quelque 600 millions de dollars sous forme de coupures de 20 dollars provenant du trafic de drogue. Une accusation particulièrement grave puisqu'elle émanait de John Walker, l'un des responsables du Trésor américain. Déposant devant une commission ad hoc du Congrès, dans le cadre d'une enquête sénatoriale sur l'argent de la drogue, celui-ci devait faire état de quelque 1,2 milliard de dollars de transferts à l'étranger non signalés et réalisés en petites coupures, en violation de la loi américaine. Celle-ci prévoit, en effet, depuis 1980, que tout transfert supérieur à 10 000 dollars, effectué entre banques américaines et étrangères,

doit être systématiquement signalé aux autorités.

Mais la Bank of Boston n'est pas seule dans ce cas et, en l'espace de quelques jours, deux autres banques de Nouvelle-Angleterre, la Bank of New England et la Shawmut Bank of Boston, ont admis que certains de leurs collaborateurs avaient « omis » d'effectuer les déclarations obligatoires pour diverses transactions effectuées en espèces. Devant cette série de mea culpa, environ quarante-cinq grandes banques américaines ont pris les devants. Elles ont demandé à M. William Bosies, responsable des relations entre l'Association des banquiers américains et les autorités fédérales, d'intercéder auprès de ces dernières en proposant de déclarer les irrégularités commises, notamment les transferts en espèces, moyennant l'assurance qu'elles ne seraient pas poursuivies.

Grand seigneur, M. John Walker, responsable de la réglementation bancaire au Trésor, a consenti à accorder un traitement de faveur — moins de sévérité dans les poursuites engagées — à ces délinquants en col blanc. Mais, s'est-il empressé d'ajouter, « nous ne faisons aucune promesse... ».

SERGE MARTI.

Plusieurs pays très pauvres d'Afrique ont commencé à adopter des politiques économiques courageuses

nous déclare M. Alden Clausen, président de la Banque mondiale

Récemment invité par le centre Martin-Luther-King, le président de la Banque mondiale devait déclarer, devant la veuve du pasteur assassiné, que celui-ci « nous avait montré qu'il n'y a probablement rien de plus sûr sur cette terre qu'un rêve ».

Et pourtant, devait-il dire, « le rêve d'un banquier, non un rêve, mais une réalité ».

Les propos de M. Clausen n'ont plus tardé à faire la même tonalité qu'il y a deux ans et demi, quand il venait tout juste de quitter la Bank of America, où il avait fait une bonne partie de sa carrière pour succéder à M. Robert McNamara. Observant, en effet, que cet homme de cinquante-six ans, à la carrure d'un solide businessman, a l'air à la fois plus satisfait mais moins sûr de ses propres convictions, et que son sourire, hier pratiquement absent, semble traduire l'effet de la complexité politique des affaires de ce monde, dont il ne soupçonnait peut-être pas l'ampleur.

Le banquier se serait-il laissé gagner par un certain rêve, qu'une institution internationale comme la Banque mondiale, qui a fait l'an dernier un profit net de 660 millions de dollars, se doit aussi de cultiver pour conserver son dynamisme, au travers des intérêts souvent contradictoires des cent quarante-huit États dont elle est la propriété commune ? C'est dans le hall d'un grand hôtel de Londres où il était venu prononcer une conférence sur le thème « L'avenir de la Banque mondiale » à peine controversé de la « promotion du secteur privé dans les pays en voie de développement » que M. Clausen a bien voulu répondre aux questions de l'envoyé spécial du Monde.

« Tout laisse présager une diminution, au cours de l'exercice annuel qui s'achève le 30 juin 1985, du total des engagements de prêts de la Banque mondiale. Cette évolution contraste fortement avec la croissance constante depuis de longues années. Quel sens convient-il, selon vous, de donner à cette inflexion ? »

« Laissez-moi d'abord vous rappeler quelques chiffres propres à mesurer l'ampleur du phénomène. Selon toute vraisemblance, le total des engagements de prêts de la Banque mondiale proprement dite sera, pour l'exercice en cours, de l'ordre de 11 milliards de dollars, chiffre qui se compare avec les 11,99 milliards de l'exercice 1983-1984. On est ainsi ramené à un montant égal, sinon légèrement inférieur, à celui de 1982-1983. Le recul est encore plus marqué si l'on rapproche ce montant des prêts effectivement engagés de celui que nous avions prévu pour l'année budgétaire en cours, soit de 12,5 à 13 milliards de dollars ».

« Sans doute avons-nous minimisé l'impact des politiques d'ajustement ? Étant donné l'endettement considérable accumulé au cours d'un passé récent, beaucoup de pays y regardent à deux fois avant d'engager de nouvelles dépenses d'équipement qu'il leur faudrait financer à crédit. D'où l'intransigence dont font preuve maints gouvernements, tels — ce ne sont là que des exemples — ceux de l'Argentine et du Nigeria ».

« Cette réaction n'a pas que des implications négatives en ce qui concerne le développement à long terme. On prend de plus en plus

conscience qu'un climat de relâchement financier ne crée pas nécessairement les meilleures conditions possibles pour une affectation optimale des ressources disponibles ».

Des principes sains

« Les difficultés de l'heure ont suscité une attitude différente à l'égard de l'investissement. Un pays éprouve-t-il le besoin d'améliorer son système de transports ? Au lieu de créer une nouvelle infrastructure, il cherchera d'abord à rénover celle qui existe déjà pour en augmenter le rendement. Partout, l'accent est désormais mis sur l'entretien et la maintenance des équipements déjà en service, et sur leur « réhabilitation », comme on dit en anglais (et aujourd'hui en français).

« Il s'agit là, à n'en pas douter, de réflexes qui ne sont pas près de disparaître, et qui, dans leur principe, relèvent d'une saine économie. Cela dit, je suis convaincu que pour ce qui concerne les activités de la Banque mondiale, 1985 n'aura été qu'une année de transition ».

« Avec-vous déjà une idée de ce que sera l'exercice suivant ? »

« Nous pensons que 1986 verra la tendance de l'and reprendre le dessus, et qu'en conséquence la Banque mondiale devra dès l'an prochain faire face à un accroissement de la demande de prêts. Les pays en voie de développement ont, de toute façon, des besoins d'investissements considérables. Or leur propre épargne est insuffisante, et ce n'est pas demain qu'ils pourront retrouver en abondance des capitaux sur le marché international. En revanche, le service de la dette accumulée se traduit actuellement par un transfert net de fonds vers les pays étrangers. On se procure ailleurs qu'auprès d'acteurs internationaux, telle la Banque mondiale, de l'argent prêt pour une durée de quinze à vingt ans ? Depuis la réforme que nous avons introduite en juillet 1982, les taux de nos prêts sont révisables tous les six mois. Cela nous permet d'ajuster, avec seulement six mois de décalage, les conditions de crédit que nous faisons à nos emprunteurs, au coût des ressources que nous nous procurons nous-mêmes sur le marché. Ce qui est juste pour nous l'est également pour eux. Alors que le taux de nos prêts était de 11,6 % pendant le deuxième semestre de 1982, il a été fixé, pour le semestre en cours, à 9,29 % (la commission d'ouverture de prêt, qui était de 0,25 %, a été, en outre, supprimée). A cela s'ajoutent, pour les pays emprunteurs, deux grands avantages ».

« Lesquels ? »

« On tient à l'assistance technique que la Banque mondiale leur apporte d'abord pour établir le projet, ensuite pour l'exécuter. L'autre avantage tient bien sûr au caractère multilatéral de la Banque mondiale. L'activité de cette dernière ne doit pas être, et n'est pas politiquement orientée. Ceci n'est pas pour déplaire à l'aide bilatérale qui a une grande utilité, mais qui se présente naturellement dans des conditions différentes ».

« Il reste que vous avez renoncé à formuler auprès des cent quarante-huit pays membres une demande de nouvelle augmentation de votre capital (composé par des souscriptions nationales), à l'occasion de la réunion les 18 et 19 avril prochain, à Washington, du comité intérimaire et du comité de développement (les instances politiques cofaisant le FMI et la Banque mondiale). Le moment n'était-il pas pourtant propice dans la mesure où les Américains ont demandé que ses réunions ministérielles soient marquées par un « dialogue » entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement ? »

« En réalité, il ne s'agit que d'un report de six mois qui nous permettra de terminer l'étude engagée sur le futur rôle de la Banque mondiale, compte tenu de l'évolution probable des échanges internationaux, des besoins d'investissements, des échecs de remboursement de la dette. C'est seulement quand on saura ce que les gouvernements attendent de la Banque mondiale dans le nouveau contexte économique et financier qu'on pourra déterminer quelles sont les ressources dont elle a besoin. Une chose, en tout cas, est aussi certaine que le fait que je suis assis en face de vous : la Banque, dont on a décidé de doubler le capital en 1980 (entrée effective en vigueur : 1982), aura besoin d'une nouvelle augmentation. On en discutera au mois de septembre prochain, à Séoul, où doit se tenir l'assemblée générale annuelle du FMI et de la Banque ».

Le secteur agricole

« Depuis une quinzaine d'années, la Banque mondiale met l'accent sur la nécessité de mener une lutte vigoureuse contre la pauvreté. Les difficultés financières du moment l'ont-elles amenée à réduire ses ambitions dans ce domaine ? »

« Au contraire. La lutte contre la pauvreté, qui est conforme au mandat que nous avons reçu, défini par nos statuts (« Élever le niveau de vie des peuples »), est plus que jamais notre objectif. En particulier la lutte contre la « pauvreté absolue » qu'on peut définir comme l'état des populations dont le revenu est si bas qu'il ne permet pas de se procurer la quantité suffisante de calories pour vivre et travailler avec un rendement raisonnable ».

« Nous pensons que les objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté sont les deux aspects du même processus. On peut diminuer la pauvreté non seulement par des transferts de revenus, mais aussi en impliquant les pauvres dans le processus de croissance. C'est pourquoi la Banque mondiale veille, entre autres choses, à ce qu'une partie importante de ses prêts soit dirigée vers le secteur agricole. Il importe, selon nous, que les gouvernements qui sont obligés d'appliquer de sévères politiques d'ajustement prévoient des mesures spéciales pour les plus pauvres, comme le Brésil, qui a dû ramener la progression des salaires au-dessous du taux de l'inflation, sauf une exception, que nous approuvons, pour ceux qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus. Il en est de même de l'Indonésie, qui, tout en diminuant sous l'empire de la nécessité le volume global de ses investissements publics, n'a pas touché à ceux qui étaient les plus nécessaires aux plus démunis ».

« Les programmes que nous finançons comportent souvent une partie destinée précisément à cette fraction de la population. On le constate, par exemple, au Brésil, où nous finançons de nombreux projets agricoles. Nous croyons fermement, sur la base des résultats déjà obtenus, qu'un jour viendra où la pauvreté absolue sera éliminée ».

« Nous considérons que l'Association internationale de développement (AID), notre filiale spécialisée dans l'aide aux pays qui ne peuvent s'adresser au marché des capitaux (elle consent des prêts sans intérêts, remboursables en cinquante ans) est terriblement « sous-financée ». C'est pourquoi nous nous félicitons qu'un certain nombre de pays se soient, sur notre initiative, mis le 1^{er} février dernier d'accord pour contribuer ensemble à la création d'un Fonds spécial pour l'Afrique subsaharienne, qui, au total, disposera pour trois ans, d'un montant de 1,2 milliard de dollars. Je voudrais à ce sujet souligner les efforts accomplis par le gouvernement français, qui, dans cette négociation, comme dans celle sur la reconstitution des ressources de l'AID, s'est montré tout particulièrement coopérateur ».

« L'objectif proclamé de ce Fonds est d'aider les pays de cette région à promouvoir des réformes de politiques économiques dites « d'ajustement structurel ». On ne peut qu'être d'accord sur la nécessité de ces réformes étant donné que le sous-développement résulte aussi de graves insuffisances de gestion et, d'une façon plus générale, des mesures de caractère anti-économiques prises par le pouvoir politique. Mais l'expérience nous justifie-t-elle plus un certain scepticisme quant à la possibilité de les voir corrigées ? »

« Notre expérience des dernières années nous incline au contraire à rejeter ce scepticisme. Malgré les énormes difficultés auxquelles ils sont confrontés, les gouvernements de pays à très bas revenus, et notamment certains gouvernements de pays africains, ont aujourd'hui bien décidé à adopter des politiques propices à promouvoir la croissance. Ils ont déjà pris des mesures courageuses dans ce sens qui consistent par exemple à libérer l'énergie des forces productives en commençant à démanteler un appareil réglementaire étouffant, à adopter des politiques plus réalistes en matière de prix (notamment en faveur des paysans) et de taux de change, etc. Cette évolution est perceptible dans des pays comme Madagascar, l'Ouganda, le Malawi, le Ghana, pour citer des exemples. En mettant des ressources à la disposition de ces pays, la Banque ne les gaspille pas. Nous avons constaté, en effet, que des échecs inévitables, ce que nous appelons le « rendement économique » des projets que nous avons contribué à financer dans les quarante pays les plus pauvres (le rendement économique est un concept différent, mais pas essentiellement différent du rendement financier calculé pour un projet quel qu'il soit) n'ont en moyenne jamais été inférieurs au rendement économique de nos prêts à des pays comme le Brésil ou la Corée du Sud, qui ont déjà atteint un certain degré de développement ».

Propos recueillis par PAUL FABRA.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-LL	10,1385 10,1485	+ 150 + 160	+ 260 + 285	+ 370 + 470
Scan	7,3521 7,3642	- 14 - 4	- 51 - 18	- 342 - 219
Yen (100)	3,9069 3,9092	+ 133 + 142	+ 272 + 289	+ 850 + 898
DM	3,0538 3,0553	+ 122 + 130	+ 234 + 246	+ 642 + 683
Flora	2,7018 2,7034	+ 83 + 89	+ 158 + 169	+ 450 + 485
E.R. (100)	15,1888 15,1963	+ 3 + 40	+ 3 + 85	+ 105 + 135
S.S.	3,5838 3,5863	+ 151 + 162	+ 269 + 307	+ 864 + 982
L.I. (100)	4,8381 4,8384	+ 181 + 185	+ 361 + 388	+ 1 102
F. franc	11,2487 11,2610	- 321 - 290	- 594 - 446	- 821 - 650

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-LL	DM	Flora	E.R. (100)	S.S.	L.I. (100)	F. franc
8 9/16	8 9/16	8 13/16	8 15/16	9	9 1/8	9 7/8	10
5 3/4	5 3/4	5 13/16	5 15/16	6	6 1/8	6 7/16	6 9/16
1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8	1 3/8
10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2
26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2
30 1/2	30 1/2	30 1/2	30 1/2	30 1/2	30 1/2	30 1/2	30 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES EAUX ET FORÊTS

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

Le ministère de l'Agriculture et des Eaux et Forêts de la République de Côte-d'Ivoire lance une préqualification en vue de la gestion individuelle des complexes sucriers de Sodesucre : Ferkessedougou I, Ferkessedougou II, Borotou-Koro et Zuenoula.

Cette préqualification a pour but d'établir une liste restreinte d'entreprises pour la gestion des complexes sucriers dans le cadre d'un projet financé par un prêt de la Banque mondiale et de la Caisse centrale de coopération économique.

Les dossiers de préqualification peuvent être retirés à compter du 16 mars 1985 :

— A Sodesucre Direction Générale, 01 BP 2 164 Abidjan 01, Tél. : 32-04-79, télex : 23 451 ou

— Dans les ambassades de Côte d'Ivoire en France, aux U.S.A., en Grande-Bretagne.

ÉTRANGER

A LA SUITE DU DOUBLEMENT DE LEUR DÉFICIT COURANT

Les Etats-Unis vont devenir débiteurs du reste du monde

Le déficit de la balance américaine des paiements courants a plus que doublé en 1984, ayant atteint le montant record de 101,6 milliards de dollars contre 41,5 milliards en 1983. Cette très forte aggravation est liée à l'augmentation du déséquilibre commercial qui s'est élevée à 107 milliards de dollars (61,1 milliards en 1983) en termes de balance des paiements.

Toutefois, de son côté, l'excédent des services a sensiblement baissé, étant passé de 17 milliards de dollars (28,1 milliards en 1983). Enfin, les transferts unilatéraux (11,2 milliards de dollars contre 8,7 milliards en 1983), ont nettement progressé, du fait d'un important accroissement de l'aide des Etats-Unis, en particulier à Israël.

Les Etats-Unis sont donc en train de devenir un pays débiteur. Selon les analystes gouvernementaux, la poursuite d'un déficit courant de cette ampleur a probablement déjà conduit à ce point, ou ne va pas tarder à le faire, la faible position créditrice que les Etats-Unis affichaient encore début 1983 envers l'étranger, à quelque 30 milliards de dollars, depuis la première guerre mondiale, les Etats-Unis ont été, sans interruption, créanciers du reste du monde.

La récente détérioration de leur situation financière est due, selon les experts, à la politique économique suivie par le gouvernement américain, qui, en favorisant la montée du dollar, a entraîné un très lourd gonflement des importations américaines de marchandises. La balance commerciale des Etats-Unis a été excédentaire pour la dernière fois en 1981 (6,3 milliards de dollars).

Jusqu'alors les revenus des investissements américains à l'étranger permettaient de faire face au déficit commercial enregistré depuis 1975. Mais à la fin de 1984 les investissements nets des Etats-Unis sont tombés à 32 milliards de dollars, alors qu'ils s'élevaient à 104 milliards au début de l'année dernière. Actuellement le solde de ces investissements à l'étranger devrait être réduit à zéro. Les revenus nets ont en tout cas représenté 12 milliards de dollars en 1984 contre 14 milliards en 1983.

Les Etats-Unis vont donc dépendre des étrangers qui détiennent des dollars, ce qui ne pose pas de problème pour l'instant étant donné le niveau élevé des taux d'intérêt et l'attraction de la monnaie américaine. Toutefois de nombreux économistes s'inquiètent du jour où le dollar perdra de sa force: ainsi M. Fred Bergsten, directeur de l'Institut d'économie internationale se demande si les Etats-Unis « peuvent être la plus grande puissance internationale s'ils sont débiteurs à l'égard du reste du monde, les tenant en gage ».

Pour d'autres économistes, toutefois, le danger réside surtout dans l'insécurité des entreprises américaines de concurrencer les autres en raison de la cherté de leurs produits. Cette situation entraîne, selon eux, une détérioration du tissu industriel, un transfert des usines à l'étranger et un renforcement des tendances protectionnistes. Il faut donc réduire le déficit budgétaire, ce qui entraînerait une baisse des taux d'intérêt, un recul du dollar et un renouveau de la compétitivité.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

L'Italie propose un compromis sur la pêche et sur l'agriculture

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La négociation sur l'élargissement s'est déroulée jusqu'à présent de manière exemplaire. Tout se passe comme si les protagonistes étaient effectivement décidés à conclure les négociations d'adhésion d'ici jeudi. La présidence italienne, très active, a présenté lundi deux propositions de compromis, l'une sur la pêche, l'autre sur l'agriculture. Chacun de ces documents témoigne d'un effort non négligeable pour tenir compte des demandes espagnoles. C'est vrai en particulier en matière de pêche, le dossier apparemment le plus difficile, où la discussion commence à prendre un tour concret. Ce qui fait la veille figure de tigre ne l'est plus: il est ainsi proposé que les pêcheurs espagnols puissent avoir accès au « box » irlandais, c'est-à-dire aux zones poissonnières situées à l'ouest et au sud de l'île verte, à compter du 1^{er} janvier 1993 (1). Un frisson un peu inquiet était sensible chez les experts lorsqu'ils ont découvert, mardi, ces lignes d'ouverture à la limite du sacrilège. M. Moran, le ministre espagnol des affaires étrangères, convient avec M. Delors, le président de la Commission européenne, que la Communauté a changé de vitesse: il prend acte des gestes consentis en faveur de son pays et, se voulant résolument constructif, indique qu'on négociera jusqu'à plus tard, mardi, mercredi, s'il le faut. M. Delors rétorique qu'un accord est possible, que c'est maintenant ou jamais. M. Durand, tout sourire, balaise comme incongrus les commentaires de partenaires mal intentionnés qui constataient que les Français trahissaient les pêcheurs bloquant. « Nous sommes très ou-

verts pour trouver des solutions, même si nous tenons bon sur les problèmes qui, depuis le début, apparaissent essentiels pour nous », résume, de façon prudentement équilibrée, le ministre des relations extérieures.

Et pourtant, on guettait le grain de sable. Un diplomate intelligent et chevronné ne plaisantait qu'à moitié en estimant que « la date limite serait les élections grecques ». Les Grecs iront, paraît-il, aux urnes en mai; les Dix, travaillant sur la base des propositions de la présidence, étaient supposés présenter un compromis d'ensemble aux Espagnols, au cours de la journée de mardi. En admettant que ce cap - l'accord entre les Dix sur les concessions à faire - soit franchi, quelle sera la réaction de M. Moran? Face à un texte qui, à coup sûr, restera encore très éloigné des requêtes espagnoles, résistera-t-il à la tentation de l'éclat et de la surenchère? Jusqu'à présent, il a exploité le souci affiché par M. Genscher, le chef de la diplomatie allemande, et, plus discrètement, par les Britanniques, de faire des concessions politiques pour en finir? En dépit des mises en garde qui lui sont prodiguées depuis dimanche, s'abstiendra-t-il de considérer le conseil européen des 29 et 30 mars comme la suprême instance d'appel? Trois questions auxquelles notre diplomate sceptique est porté, à l'évidence, à donner une réponse négative.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Un nouveau projet de compromis, apparu mardi matin, repoussait au 1^{er} janvier 1996 l'ouverture du « box » irlandais.

DU MAÏS CHINOIS POUR L'AFRIQUE DU SUD

Pour la première fois, l'Afrique du Sud a acheté du maïs à la Chine. L'information a été rendue publique par M. Hannie Nel, directeur de l'Office sud-africain du maïs. Un chargement de 20 000 tonnes a été débarqué dans le port d'East-London, sur l'océan indien. M. Nel a précisé que ce contrat avait été négocié par un intermédiaire et qu'il prévoyait la livraison du maïs dans un autre pays que l'Afrique du Sud. Ce n'est qu'ensuite que le transport a été dévié vers East-London. M. Nel a indiqué que les autorités chinoises devaient connaître la véritable destination, mais qu'elles ont cherché à se protéger contre d'éventuelles objections politiques, condamnant la commerce avec le pays de l'apartheid.

Le maïs chinois revient aussi moins cher que le maïs américain, la différence étant d'environ 9 dollars par tonne. Il est jugé également de meilleure qualité par Johannesburg. L'Afrique du Sud doit importer des céréales car après trois années de sécheresse, ses réserves sont insuffisantes; la production de maïs devrait s'élever en 1986 à 5,5 millions de tonnes, les besoins du marché intérieur étant estimés à 8,6 millions de tonnes.

A. L.

SOCIAL

SELON UNE ÉTUDE DE L'UNEDIC

L'extension des congés de formation-recherche d'emplois ne serait pas trop coûteuse

Le projet gouvernemental d'extension des congés de conversion à l'ensemble des licenciés économiques, connus sous le sigle CFR (congés de formation-recherche d'emploi), ne coûterait pas trop cher aux caisses de l'UNEDIC. Selon une étude qui avait été demandée aux pouvoirs publics aux services techniques du régime d'assurance chômage, et complétée par des questions émanant des partenaires sociaux, les dépenses supplémentaires seraient comprises entre 250 millions et 1,5 milliard de francs, en fonction des hypothèses retenues, pour une année pleine de fonctionnement - en régime de croisière -.

Portés à la connaissance des conseillers techniques de l'UNEDIC le 18 mars, ces résultats seront communiqués dans quelques jours aux membres du bureau de cet organisme de gestion paritaire.

LA GARANTIE DE RESOURCES N'EST TOUJOURS PAS ACCORDÉE A CERTAINS CHÔMEURS

Une mesure prise par le bureau de l'UNEDIC, le 10 octobre 1984 (le Monde du 13 octobre), et qui visait à faire bénéficier de la garantie de ressources quelques milliers de personnes qui en avaient été exclues, n'est toujours pas appliquée à l'entrée en vigueur.

Comme toute décision de cette nature, en effet, celle-ci doit être soumise à l'agrément du gouvernement qui, depuis cinq mois maintenant, fait traîner le dossier, sans toutefois faire connaître son refus ferme et définitif. Craignant d'avoir à prendre une position impopulaire, les pouvoirs publics hésitent à se prononcer. Mais, peu favorables à l'application d'une telle mesure, et opposés à son principe, ils font valoir qu'elle aurait pour effet d'augmenter brusquement le nombre des indemnisés de la garantie de ressources, aujourd'hui en diminution. Ce qui aurait pour conséquence l'accroître les difficultés de l'ASF (Association pour la structure financière) dont l'équilibre financier n'est pas acquis.

Sous certaines conditions, il était prévu que des chômeurs indemnisés par les ASSEDIC, âgés de soixante ans depuis le 8 juillet 1983 et qui avaient été licenciés à cinquante-cinq ans et plus, puissent être intégrés dans la garantie de ressources.

Neuf variantes, qui évaluent selon l'âge des bénéficiaires, la durée de leur affiliation au régime, les périodes de préavis et le délai de carence, ont été établies. Elles prévoient, toutes, que le comportement des salariés admis dans les CFR ne serait pas différent de celui que l'on constate, aujourd'hui, chez les licenciés économiques. Dans le cas le plus favorable, c'est-à-dire si la nouvelle mesure ne s'adressait qu'aux salariés âgés de moins de cinquante ans, on estime que la dépense supplémentaire se situerait entre 259 millions et 434 millions de francs pour une population évaluée entre 253 000 et 302 400, le salaire de référence moyen s'élevant à environ 7 000 F par mois.

Ces calculs sont intéressants à plusieurs titres. Ils corrigent l'appréciation des conseillers techniques du ministère du travail pour lesquels les CFR étaient sans effet sur les finances de l'UNEDIC, les CFR ne se révélant pas aussi coûteux que certains le craignaient. Force ouvrière,

par exemple, craignait que le surcoût s'élève à 3 milliards de francs.

Au moment où les organisations syndicales, sauf la CGT, s'apprêtent à rencontrer le CNPF au cours d'une série de consultations que M. Bergeron inaugurerait le 26 mars, l'étude de l'UNEDIC fournit des bases plus saines à la discussion.

En l'attente de renseignements complémentaires, quelques-uns, dont FO et la CFDT, commencent même à croire à la possibilité de mettre sur pied un tel système, à condition que le surcoût occasionné à l'UNEDIC soit pris en charge, ou par l'Etat ou par le Fonds national de l'emploi. Mais il restera encore à convaincre le patronat dont l'effort, toujours selon la même étude, correspondrait à la moitié des 1,7 milliard de francs au titre de leur participation au financement du budget global nécessaire, le solde étant pris en charge par l'Etat qui se substituerait aux entreprises défaillantes.

A. L.

LES GRANDES ECOLES SONT SUR CONTESSE TELEMATIQUE

(1) 296.10.65
MINTEL

PARIS / LILLE / LYON / STRASBOURG / TOULOUSE

ATTENTION

Retraite

Retraite par répartition : le système s'est montré excellent pendant bien des années... des années fastes : activité soutenue, actifs nombreux. Les temps ont bien changé. Suivant les catégories socio-professionnelles, le revenu du retraité est amputé de 20 à 80 % ! Cette situation, au regard des courbes démographiques, ne peut que se détériorer.

Dès maintenant, il vous faut penser à améliorer votre retraite. Informez-vous, lisez « Préparez votre retraite », le numéro hors-série du Journal des Finances. Vous y trouverez la réponse aux questions que vous vous posez :

- Quel sera le montant de ma retraite ?
- Comment l'améliorer ?
- Quels sont les placements et les investissements qui m'apporteront le complément le plus substantiel ?

Dès aujourd'hui

PREPAREZ VOTRE RETRAITE

Guide 1985. En vente chez tous les marchands de journaux, 25 F.

LE JOURNAL DES FINANCES

122, rue Reaumur, 75002 Paris

7000m²

de Bureaux Neufs

72 à 78 Grande Rue à Sèvres

C'est un immeuble U.A.P.

• 149 parkings
• Restaurant d'entreprise • Dans une rue commerçante

Commercialisation :

sagel vendôme
39, bd Malesherbes
75008 Paris
Tél. 742.44.44

GEHCO
63, bd de Courcelles
75008 Paris
Tél. 763.83.96

Michel Maffesoli

ESSAIS SUR LA VIOLENCE

collection. sociologies au quotidien
69 F. Prix public TTC au 15.01.85

Librairie des Méridiens

AFFAIRES

LE DÉPOT DE BILAN IMMINENT DE LA SATEC

La politique de coopération avec le tiers-monde en question

Une entreprise de deux cents salariés risque de fermer. Banal. Deux cents, dont cent cinquante ingénieurs, économistes et géographes. Ses actionnaires sont une société nationale, Thomson, et le ministère de la coopération. C'est déjà moins courant. Spécialisée dans l'ingénierie et les projets de développement agricole pour le tiers-monde, elle intéresse - ses dépouilles en tout cas - des entreprises concurrentes. L'ombre de « JBD » et d'Interagra rode autour de son enseigne : SATEC (Société d'aide technique et de coopération).

Se déconfiture prévisible pose une question : quelle est la politique du gouvernement en matière de coopération technique dans le tiers-monde ? Les syndicats (CGT et CFDT) de la SATEC aimeraient que les actionnaires et les pouvoirs publics, soit trois ministères au moins (développement industriel, finances et coopération), répondent au cours d'un « table rond » qui se tient ce mardi 19 mars.

L'enseigne SATEC est connue dans le tiers-monde et surtout en Afrique, où la société réalise 85 % de son activité. Créée en 1956, elle a pris son essor au lendemain des indépendances. Dans un premier temps, il s'agissait surtout d'actions de formation et de développement sur le terrain. Puis, au fil des années, la nature des contrats a changé, car le « marché », du fait de l'africanisation progressive des cadres agricoles, se réduisait. D'où une diversification vers des projets plus importants, voire grandioses, comme le pari libyen : quelque 4000 hectares de hâle en culture irriguée dans le désert de Sarir.

Refus des responsabilités

Mais l'assise financière de la SATEC n'était pas à la hauteur de ses succès techniques. A grands projets, grands risques financiers. Résultat : un passif net de 140 millions de francs fin 1982. L'actionnaire de la SATEC, la Caisse centrale de coopération économique, cherche à passer la main. Un nouveau montage est proposé : c'est la SODETEG (Société d'études techniques et d'entreprises générales), filiale de Thomson, numéro deux français de l'ingénierie, spécialisée dans l'assistance technique spatiale et militaire et la livraison d'usines clés en main, qui prend le contrôle avec 60 % de la nouvelle société rebaptisée SATEC-Développement (on SODETEG-Aide technique pour la coopération et le développement). La Caisse centrale de coopération économique reste actionnaire avec 40 %.

Après un audit de six mois, qui débouche sur une centaine de licenciements, la SATEC repart, avec un capital de 12 millions de francs. Elle reprend surtout des activités, sans risques majeurs, d'assistance technique au développement agricole. Deux ans plus tard, c'est à nouveau la catastrophe. Sur un chiffre d'affaires de 90 millions, la perte serait de l'ordre de 15 à 20 millions de francs. Le dépôt de bilan est imminent, car, accusent les syndicats, les actionnaires, et donc les pouvoirs publics, cherchent à se débarrasser de la SATEC, qui a

pourtant encore quelque 95 millions de francs d'affaires en portefeuille.

Les causes ? La SODETEG elle-même est malade : environ 500 millions de pertes en deux ans, 430 suppressions d'emplois en septembre 1984. La SATEC, disent les syndicats, n'est pas dirigée, - pas de directeur officiellement nommé, - et les actionnaires s'en désintéressent, se ravalant, en termes sévères, les responsabilités. Toujours selon les salariés, les tarifs pratiqués par la SODETEG pour importer des matériels sont trop élevés par rapport à la pratique du développement agricole. L'incertitude comme les départs en FNE des plus anciens ont affaibli techniquement l'entreprise.

L'attitude du ministère de la coopération est aussi mise en cause. Celui-ci favoriserait les sociétés concurrentes, filiales de la Caisse des dépôts (SCET, BDPA) en marginalisant l'activité de la SATEC et en lui retirant les marchés qui fai-

saient sa spécialité. Plus globalement, la question du rôle des sociétés, privées certes, mais dépendantes en fait de l'Etat, qui ont une activité de développement dans le tiers-monde est posée depuis mai 1981. Sans nier le rôle des organisations non gouvernementales (ONG), les ingénieurs de la SATEC estiment anormal que l'Etat se dédouane sur les associations caritatives.

Les salariés de la SATEC, qui se battent naturellement pour leur emploi, voudraient que dans cette affaire le gouvernement clarifie sa politique : « Christian Nucci n'a pas les mêmes préoccupations que Jean-Pierre Cot lorsqu'il était secrétaire d'Etat à la coopération : que compte-t-il faire des outils existants : s'agit-il d'un pourrissement ou d'un renouvellement ? ». Ces salariés voudraient aussi que les dirigeants assument leurs responsabilités : « Ils se tirent dans les pattes, l'un se note, l'autre le regarde ».

JACQUES GRALL.

LE JUGEMENT DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE SUR LA SITUATION DES ENTREPRISES

De la difficulté d'exporter...

Bien placée au cœur des régions, l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI) est plus à même que d'autres institutions de juger du développement des entreprises à travers la France. Dans sa contribution au rapport annuel sur la situation conjoncturelle dans les pays de la CEE, l'Assemblée permanente indique que, pour la France, la reprise de l'activité en 1984 est essentiellement le fait de la demande étrangère, mais qu'elle concerne principalement la chimie, le verre, le papier-carton, la sidérurgie, l'agriculture (grâce à la récolte record de céréales) et le secteur agro-alimentaire.

« Pour les autres activités, la tendance est plutôt à la stagnation ou à la baisse : BTP, commerce extérieur, services », indique le rapport. On note toutefois que les activités liées aux loisirs et au tourisme se sont dans l'ensemble mieux comportées.

L'APCCI souligne le décalage temporel entre les régions (certaines réagissent plus vite que d'autres aux inflexions de

l'activité) et le contraste entre les performances des entreprises : « Il existe des entreprises performantes dans les secteurs qui éprouvent des difficultés et inversement ».

En ce qui concerne les investissements, les renseignements parvenus proviennent qu'ils visent en règle générale l'amélioration de la productivité. Certains investissements importants ont également été réalisés dans le stockage des céréales et dans le tourisme (capacités d'accueil). L'achat de biens d'équipement s'effectue principalement dans le secteur des biens intermédiaires.

Enfin, les chefs d'entreprise interrogés dans les régions soulignent eux-mêmes les difficultés qu'ils rencontrent à l'exportation : manque de productivité de produits présentés, défaut de structures d'accompagnement, renforcement des mesures protectionnistes en Europe et en Amérique du Nord, insolvabilité croissante de certains pays du tiers-monde.

● Le groupe Thomson et l'Etat signent un avenant au contrat de plan. - Le contrat avait été conclu le 1^{er} juillet 1983. L'avenant pour 1985 qui vient d'être négocié prévoit une dotation en capital de 1,3 milliard de francs et constate que le groupe « est sur le point de sortir d'une phase de redressement de sa gestion et de restructuration de son dispositif industriel ». Le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur confirme en effet que Thomson retrouvera l'équilibre financier en 1985. Le texte du contrat fixe des objectifs « ambiteux » à Thomson. Dans le domaine des composants, « clé de voûte de la filière électronique », Thomson compte couvrir 3 % du marché mondial d'ici à 1991 (avec une progression du chiffre d'affaires de 30 % entre 1983 et 1991).

● Les Britanniques construisent le métro de Taipei. - Les autorités de Taipei (Taiwan) ont choisi le consortium britannique British Mass Transit Consultants pour concevoir un réseau de métro de 95 kilomètres et de 76 stations. La première tranche devrait entrer en service en 1991. Le consortium regroupe les firmes Freeman Fox, London Transport International, Halcrow Fox, Charles Haswell et Sir William Hall-crow. - (AFP.)

ERRATUM. - Une coquille nous a fait écrire dans nos dernières éditions datées du 13 mars les concours de l'Etat aux groupes nationaux (sic) que les crédits reportés de 1984 sur 1985 atteignent 166 millions pour Renault. Il fallait lire 1116 millions comme nous l'avions indiqué dans nos premières éditions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CMI SOVAC

Le conseil de surveillance du Crédit mobilier industriel SOVAC s'est réuni le 14 mars sous la présidence de M. Michel David-Weill.

Le directeur a rendu compte de l'activité de la société et soumis les comptes et les résultats de l'exercice 1984 à l'approbation du conseil.

Activité du groupe

Dans une conjoncture économique marquée par le prolongement de la politique de rigueur engagée par les pouvoirs publics en 1982, le groupe SOVAC a pu, dans l'ensemble, maintenir le niveau de son activité par l'adaptation de ses orientations commerciales, de ses produits et de ses services.

Les financements nouveaux consentis en 1984 par l'ensemble des sociétés du groupe s'élevaient à 12,9 milliards de francs, en diminution de 2 % par rapport à l'exercice précédent.

Les encours gérés par ces mêmes sociétés au 31 décembre 1984 atteignent 32 milliards de francs, en progression de 8 %.

(Ces montants comprennent notamment la totalité des financements consentis et des encours des sociétés du groupe CREDIPAR, dont le groupe SOVAC et le groupe Peugeot SA détiennent respectivement 50 %.)

La progression des encours dans le respect des règles de l'encadrement a été assurée par des émissions d'obligations de 600 millions de francs pour chacune des sociétés SOVAC, BF Im SOVAC, CREDIPAR et sa filiale DIN. Le coût total d'émission de ces obligations, soit 73,6 millions de francs, a été intégralement pris en charge sur l'exercice (ces frais s'élevaient à 52,4 millions de francs en 1983). Pour l'année 1985, il est envisagé une poursuite du développement des encours par un accroissement des ressources stables.

Résultats

Le bénéfice social du CMI SOVAC en 1984 ressort à 175 524 032 francs (dont 8 786 546 francs de plus-values nettes à long terme), contre 177 067 178 francs (dont 24 779 489 francs de plus-values nettes à long terme) en 1983.

Conformément aux recommandations des pouvoirs publics sur la limitation de la progression des dividendes, le directeur propose à l'assemblée générale, qui se réunira le 29 mai 1985, la distribution d'un dividende net de 18,30 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 9,15 F. La distribution nette globale sera ainsi de 73,2 millions de francs, le solde étant affecté aux comptes de réserves.

Les résultats consolidés nets d'exploitation revenant à SOVAC - qui ne sont pas encore définitivement arrêtés - devraient être supérieurs à 310 millions de francs, en progression d'au moins 13 % sur ceux de l'exercice précédent.

Le résultat consolidé d'exploitation par action serait ainsi de l'ordre de 78 F contre 68,67 F en 1983.

Locafrance

Le résultat financier de l'exercice 1984 s'élève à 89 100 000 francs, avant amortissement des frais sur opérations financières et avant prise en compte de la plus-value nette à long terme de 18 600 000 francs, résultant de l'apport à la société immobilière d'un immeuble de bureaux situé 10, avenue de la Grande-Armée.

La progression du résultat financier ressort à 24 % par rapport à l'exercice 1983 et se situe donc à un niveau supérieur à celle de la production de l'exercice qui s'élevait à 12,8 % pour Locafrance et à 19,2 % pour l'ensemble du groupe.

Après amortissement du solde des frais d'émission de l'emprunt obligataire de 1983 et de l'emprunt obligataire 1983, soit 9 400 000 francs et de la totalité des frais d'émission de l'emprunt obligataire à bons de souscription d'actions 1984, soit 12 000 000 de francs, le résultat financier de l'exercice s'élève à 67 700 000 de francs, ce qui représente un accroissement de 8,5 % par rapport à 1983.

Cette croissance du résultat est due à la fois au maintien des marges financières brutes sur contrats, malgré une concurrence très vive, et à une réduction des charges financières découlant de la baisse du loyer de l'argent enregistré au cours du deuxième semestre de l'exercice.

Au total, après une dotation à la réserve latente de 20 000 000 de francs, contre 13 000 000 de francs en 1983, le résultat net comptable ressort à 47 500 000 francs contre 26 400 000 francs en 1983. Ce résultat permet de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée le 22 mai 1985 la distribution d'un dividende de 17 francs par action, majoré d'un avoir fiscal de 8,50 francs, contre 16 francs par action, majoré d'un avoir fiscal de 8 francs, au titre de l'exercice précédent.

Le plus-value nette à long terme de cession d'éléments d'actif, déduite au cours de l'exercice pour un montant de 18 600 000 francs, sera affectée aux fonds propres de la société.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

Liseo
Le Monde des
PHILATÉLISTES

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Les actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, réunis en assemblée générale ordinaire, le 14 mars 1985, sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, ont :

- approuvé les comptes de l'exercice 1984 arrêtés au 31 décembre 1984 ;
- décidé la mise en distribution d'un dividende de 38 F par action, assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 19 F, donnant un total de 57 F par action. Au titre de l'exercice précédent, le dividende net était de 35 F par action, auquel s'ajoutait un avoir fiscal de 17,50 F, donnant un total de 52,50 F par action.
Le dividende sera payé dans les banques habituelles, à compter du 22 mars 1985.

SICAV A.M.I. ALSACE-MOSELLE INVESTISSEMENT

Durant sa première année d'existence, la Sicav A.M.I. s'est valorisée de 17,6 %.

Le 27 février 1985, la Sicav Alsace-Moselle Investissement a célébré son premier anniversaire. En un an, son capital a pratiquement doublé et la valorisation de l'action s'est élevée (coupon compris) à 17,63 %. Cette performance place la Sicav A.M.I. dans le peloton de tête des Sicav françaises. Pour les deux premiers mois de l'année 1985, celle-ci s'est valorisée de 5,30 %.

Rappelons que la Sicav A.M.I. a été créée le 27 février 1984 à l'initiative conjointe de la Sogeval et du Groupe Rhin & Moselle. Il s'agit de la première Sicav gérée hors de Paris. Composée pour deux tiers d'obligations (dont la moitié à taux variable et révisable) et pour un tiers d'actions, la Sicav assure tout à la fois rendement et possibilité de valorisation.

FINANCIÈRE SCFAL

Le conseil d'administration, réuni le 15 mars 1985, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1984.

Après 36 105 329 francs d'impôt sur les sociétés, le bénéfice net d'exploitation est de 24 830 616 francs (contre 19 727 119 francs l'année précédente).

Il s'y ajoute 1 315 395 francs de plus-values nettes à long terme (contre 2 613 960 francs).

Le conseil proposera, en application des recommandations gouvernementales, à l'assemblée générale des actionnaires du 10 mai 1985 la distribution d'un dividende net de 27,50 francs contre 26,30 francs en 1984.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT-Obligations 14,60% - 1980

Les intérêts courus du 1^{er} avril 1984 au 31 mars 1985 seront payables à partir du 1^{er} avril 1985 à raison de 262,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 5 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 29,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 43,78 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 216,10 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 983 178 à 1 050 000 et 1 à 45 748 sorties au tirage au sort du 30 janvier 1985 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 6 au 1^{er} avril 1986 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris 7^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :
- D'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;

- D'autre part, que le remboursement des obligations délaissées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT (à réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés) ;

- Enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 462 985 à 550 484, 649 993 à 693 742, 964 921 à 412 230 et 178 034 à 244 471 sont respectivement remboursables depuis le 1^{er} avril 1981, le 1^{er} avril 1982, le 1^{er} avril 1983 et le 1^{er} avril 1984.

INVESTIR, C'EST GAGNER.

EMPRUNT

Derrière les PME qui gagnent, il y a souvent le Crédit d'équipement des PME. Et aujourd'hui, pour financer les entreprises qui se modernisent, le Crédit d'équipement des PME émet un emprunt, garanti par l'Etat :

EMPRUNT A TAUX VARIABLE :
Montant : 2 milliards de francs.
Durée : 10 ans
Prix d'émission : 4941 F.
Taux d'intérêt variable égal à 95% de la moyenne arithmétique des taux

moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés (TMO) (minimum 6,5%).

On souscrit partout. Avec le Crédit d'équipement des PME, pour vous aussi, investir c'est gagner.

Une note d'information visa COB N° 8558 du 13 mars 1985 est disponible, sans frais, sur simple demande auprès du CEPME 14, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.
Bail du 18 mars 1985.

GARANTI PAR L'ÉTAT

Crédit d'équipement des PME

هكدام الناجين

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. DISCRIMINATIONS : « Le féminisme sans objet ? », par Denise Breton ; « Non à la haine », par Jean Pierre Bloch.

11. Le génocide des Arméniens : Mémoires, de Henri Morgenthau.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : le président Gemayel est de plus en plus isolé.
4. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : M. Reagan s'engage à fond pour le vote de crédits en faveur de nouveaux missiles MOC.
5. ASIE
- CHINE : M. Deng Xiaoping a relancé la campagne pour le renforcement de la discipline.
6. DIPLOMATIE
- O.N.E.S.C.O.
- Comment sauver l'organisation ?
6-7. EUROPE

DOSSIER

8. Le point sur le conflit du Sahara occidental.

POLITIQUE

- 10-11. Après le second tour des élections cantonales.
12. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

13. Les mesures pour favoriser la lecture à l'école.
14. JUSTICE : le procès des frères Wilk ; la réunion du Conseil de l'Europe à Vienne ; l'affaire de l'hôpital de Poitiers.
23. MÉDECINE : la grève des internes des CHU.

89 FM

à Paris

Allé « Le Monde »

232-14-14

Mardi 19 mars, 19 h 20

Les prisons

en France

Philippe Boucher

répond aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par FRANÇOIS KOCH

CULTURE

15. MUSIQUE : rencontre avec William Christie, chef d'orchestre du baroque.
- CINÉMA : la Rivière, de Mark Rydell.
18. COMMUNICATION

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. L'avenir des télécommunications françaises.
20. La pénurie des bureaux à Paris.
22. Un colloque de l'Association d'économistes appliqués.

ÉCONOMIE

40. ÉTRANGER : un entretien avec M. Aiden Clausen, président de la Banque mondiale.
42. AFFAIRES : le dépôt de bilan imminent de la SATEC met en cause la politique de coopération avec le tiers-monde.

RADIO-TÉLÉVISION (17)

INFORMATIONS

« SERVICES » (39) :

« Vie associative » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.

Annonces classées (24 à 38) ;

Carnet (23) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (43).

le premier robot-photo

super compact 24x36 autofocus

FUJI réalise une première mondiale, jamais un compact autofocus n'avait été aussi simple. Le DL 200 est entièrement automatique : chargement, exposition, flash, motorisation, réglage de sensibilité jusqu'à 1600 ISO. Le FUJI DL 200 est compact et léger comme son prix : discount - 1 980 F.

Un appareil disponible à découvrir immédiatement en avant-première chez

IMAGES

le spécialiste FUJI
31 et 24, rue Saint-Augustin
75002 PARIS - Tél. (1) 742-42-42
Métro : Opéra ou 4-Septembre

APRÈS LES DIFFICULTÉS DES SOIXANTE ET ONZE BANQUES DE L'OHIO

Forte baisse du dollar

Le dollar a fortement fléchi, mardi 19 mars, revenant à Francfort de 3,37 DM à 3,3150 DM, et à Paris de 10,31 F à 10,0590 F environ.

Déjà orienté à la baisse au début de la semaine dernière, avant de se raffermir provisoirement (il était retombé de 10,44 F à 10,02 F pour remonter à 10,45 F), le « billet vert » a été ébranlé par l'affaire des soixante et onze établissements d'épargne et de crédit de l'Ohio. Les guichets de ces établissements ont été fermés à la veille du week-end par décision du gouverneur de l'Etat, pour stopper une ruée des clients qui craignaient pour leurs dépôts.

Quelques jours auparavant, le plus important de ces établissements avait dû élever ses portes après une perte de 150 millions de dollars, liée au dépôt de bilan d'un courtier de valeurs mobilières en Floride. Comme le fonds de garantie des établissements en question, contrôlé par l'Etat d'Ohio, ne se montait qu'à 130 millions de dollars, le pire était à redouter, d'où la décision du gouverneur, la première de ce genre prise depuis la fermeture de tous les guichets de banque en 1933, lors de la grande dépression, à l'initiative du président Roosevelt.

La réouverture des guichets de l'Ohio, qui devait s'effectuer lundi, a été retardée dans l'attente du résul-

tat des négociations engagées avec les autorités fédérales. Ces dernières, à la demande du gouverneur, accepteraient de garantir les dépôts des soixante et onze établissements précités, par les soins de l'organisme gouvernemental de réassurance des caisses d'épargne et de crédit (FSLIC). Mais ces établissements devront se soumettre à la réglementation de cet organisme, qui garantit déjà cent vingt-cinq autres caisses de l'Etat.

Pour inquiéter que soit cet « incident », il n'aurait pas suffi à ébranler le dollar si ce dernier n'avait pas été « mûr » pour une solide correction technique, après sa hausse de ces dernières semaines. L'incertitude règne, en effet, sur la santé réelle de l'économie américaine, et les avertissements de M. Volcker, président de la Réserve fédérale, sur les dangers de l'endettement de l'Union, rendent de plus en plus prudents les détenteurs de dollars. Enfin, on murmure que des courtiers new-yorkais seraient, également, en difficulté.

FRANÇOIS RENARD.

Au Soudan

Le maréchal Nemeiry abandonne le portefeuille de la défense

Une semaine après l'arrestation des chefs de l'Organisation des Frères musulmans, le président Nemeiry s'est déssaisi du portefeuille de la défense au profit du général Hassan Swaraddahab. Ce dernier, officier discret, voire secret, occu-

pait jusqu'à la fin des fonctions de commandant en chef adjoint des forces armées. En même temps que ministre de la défense, il devient commandant en chef de l'armée. Cette promotion intervient à un moment où, selon certaines rumeurs, l'armée était en passe d'être renvoyée par les Frères musulmans. La principale tâche du nouveau ministre sera d'épurer l'armée de ses officiers « suspects ».

Le portefeuille de la défense était assumé personnellement par le maréchal Nemeiry depuis le limogeage, en janvier 1982, du général Abdelmagid Khalil, qui occupait également les fonctions de vice-président de la République.

Cette nomination intervient dans la foulée de l'arrestation du chef de la confrérie des Frères musulmans, M. Hassan Al Tourabi et d'une centaine de ses partisans. Elle suit de très peu la visite, début mars, du vice-président américain George Bush, qui avait exprimé aux dirigeants soudanais les inquiétudes de Washington sur la dégradation de la situation économique, politique et militaire du Soudan.

Auparavant, dans ce qui était apparu comme un coup de semonce, les Etats-Unis avaient laissé entendre, plus officiellement, qu'ils suspendaient le versement de 194 millions de dollars d'aide au Soudan, mettant les dirigeants soudanais dans un visible embarras. L'aide a été finalement maintenue, à charge pour le gouvernement de mettre de l'ordre dans ses affaires sans délai. — (AFP).

NOUVELLES BRÈVES

● Le Japon étudie avec les Etats-Unis une libéralisation du commerce.

— Tokyo a proposé lundi 18 mars à une délégation américaine conduite par le représentant adjoint pour les négociations commerciales, M. Michael Smith, d'étudier les moyens de supprimer les taxes douanières sur les ordinateurs et composants d'ordinateurs.

La partie japonaise a également indiqué qu'elle étudiait les propositions faites par les Etats-Unis en vue d'assouplir les conditions d'entrée au Japon de produits américains (acceptation par les Japonais des contrôles de qualité américains, raccourcissement des délais d'homologation de matériel électronique, réduction aussi des tarifs douaniers sur les produits forestiers).

● Disparition de la marque Pathé-Marconi. — La marque Pathé-Marconi, qui distribue les téléviseurs et les magnétoscopes du groupe Thomson, disparaîtra dans le courant de l'année après l'épuisement des stocks actuels, a indiqué, ce 18 mars, le groupe nationalisé.

La marque Pathé-Marconi n'appartenait pas à Thomson, mais était mise en location-gérance par la firme britannique Thorn-EMI qui encaissait des royalties sur chaque produit vendu. Pathé-Marconi a, en 1984, représenté 15 % des ventes de Thomson dans l'électronique de loisir.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS FGAAC ET CGT PARALYSE À MOITIÉ LA SNCF

La grève de vingt-quatre heures, décidée par les syndicats FGAAC (autonomes) et CGT, a perturbé, mardi 19 mars, le trafic de la SNCF. A Paris-Montparnasse, les sections CFDT ont aussi appelé à la grève, la Fédération des cheminots de cette centrale étant demeurée en dehors de cette action.

Pour les grandes lignes, le trafic était assuré de la façon suivante : Paris-Est, 60 % ; Paris-Nord, 60-70 % ; Paris-Saint-Lazare, 50 % ; Paris-Montparnasse, 40 % ; Paris-Austerlitz, 25 % ; Paris-Lyon, 50 % (TGV) et 25 % (trains classiques). Dans la banlieue parisienne, le trafic assuré a représenté 60 % du régime normal à Paris-Est et à Paris-Nord, 50 % à Paris-Saint-Lazare, à Paris-Montparnasse et sur la ligne C du RER, et 30 % à Paris-Lyon.

La circulation ferroviaire est aussi très perturbée en province, notamment dans la région Midi-Pyrénées où le service régional est totalement interrompu bien qu'un train de grandes lignes sur quatre y circule encore. Le trafic devrait être totalement rétabli le mercredi 20 mars.

BOUSSAC VA INVESTIR 27 MILLIONS DE FRANCS DANS SES FILATURES DES VOSGES

Le comité d'entreprise du groupe Boussac se réunira vendredi 22 mars. A cette occasion, le président, M. Bernard Arnault, devrait annoncer un nouvel investissement de 27 millions de francs dans les filatures des Vosges. Ces dépenses supplémentaires, engagées pour moderniser l'outil de production, porteront à 74,5 millions de francs le montant global des investissements décidés depuis le début de l'année.

La nouvelle politique industrielle définie par la direction du groupe Boussac, qui vise notamment à développer les activités exercées dans l'hygiène (Peau Douce), dans les filatures (lin et coton), les emballages plastiques, les chemises (Rousseno) et les tissus (Sports West), se matérialise, spécialement dans le département de l'Aube, par la mise en service de nouvelles unités de production. Comme prévu, le groupe Boussac se sépare des activités non rentables comme Tod Lapidus, Pigeon Voyageur (cession à Jacques Esterel), usine Saint-Frères de Flixécourt (Somme), rachetée par Dixon Constants. D'autre part, le conseil d'administration de la société Dior, qui se tiendra mercredi 20 mars, nommera M. Bernard Arnault président et M. Paul Audrain directeur général.

PECHINEY S'APPRÊTERAIT À PRENDRE LE CONTRÔLE DE CARBONE-LORRAINE

Actionnaire majoritaire à 43 % de Carbone-Lorraine, spécialisée dans la fabrication de balais en carbone et graphites artificiels pour moteurs électriques, ce groupe se préparait à lancer une OPA en vue d'empêcher un nouvel investisseur d'entrer dans le capital.

Des échanges anormaux ont été enregistrés ces derniers temps en Bourse et Pechiney entend conserver avec l'autre actionnaire à 36 %, la société britannique Morgan Crucible, la haute main sur cette affaire en voie de redressement. La cotation des actions Carbone-Lorraine a été suspendue le 18 mars (dernier cours : 271,80 F).

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ
CAPELOU
SPECIALISTE DU CONTRÔLE

Réputé pour leurs tolérances et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places litens : 0,55, 0,80, 1,00 et 1,40. Métaux, bois, latex ou polyéthylène. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

27 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro : Père Lachaise - Paris Nord
Tél. 357.46.35

Lisez
Le Monde
PHILATELISTES
Ouvrage de la Bibliothèque

A B C D E F G

Sur le vif

Une plume légère

La semaine dernière, j'y suis allé d'un billet associant dans le même hommage ému la mort de Tchernenko et le décès d'un véritable bienfaiteur de l'humanité, un Américain génial, le père du trombone. Invention fabuleuse dans sa modeste simplicité qui a permis d'agrafer, un à un, des milliers de rapports, de notes, de déclarations, de documents secrets. Et d'ériger la bureaucratie en système de gouvernement totalitaire et triomphant.

Ce m'a valu un abondant courrier. Je n'ai pas pour habitude de vous en faire part. Mais je ne peux résister à l'envie de vous communiquer la lettre que m'a envoyée M. Martiel Elle.

C. S.

Monsieur,

Je vous adresse cette lettre pour vous exprimer ma profonde indignation après la lecture de votre article. Votre littérature ironique et calomnieuse n'est pas qualifiable par lettre. Sachez, monsieur, que la mort douloureuse de Tchernenko me touche profondément, nu vous en déplaît.

Ma compagne et moi-même sommes trop attachés à la coexistence pacifique et à la lutte pour la paix pour nous réjouir honteusement avec une plume légère et un papier cédant à fort bragué. Je souhaite, monsieur Sarraute, qu'aucun confrère extrémiste, qu'aucun destructeur et censeur en puissance, ne vous interdise de tenir de tels propos.

L'amié entre les peuples est trop actuelle, trop importante, pour ne pas oublier l'œuvre immense des Soviétiques. Je souhaite, monsieur, que vous portiez attention à cette lettre en respectant la paix, comme le deuil des Soviétiques est respecté par le monde entier.

Avant d'écrire cette lettre, je vous informe que nous ne lisons le Monde que très rarement. Par contre nous lisons très régulièrement notre quotidien l'Humanité, chaque jour nous analysons les faits, chaque fois avec lucidité, jamais nos propos ne deviennent calomnieux.

Je vous prie d'agréer, monsieur...

LE COMITÉ CENTRAL DU PCF SE RÉUNIRA LE 25 MARS

Le comité central du Parti communiste et ceux des secrétaires fédéraux qui ne sont pas membres de cette instance se réuniront le 25 mars. Le rapport introductif sera présenté par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat. La discussion portera sur « la mise en œuvre des décisions du vingt-cinquième congrès dans la situation politique actuelle ». Cette réunion de comité central sera la première depuis le congrès au terme duquel il avait été élu, en février dernier.

« Auteurs » d'une loi d'aide à l'enseignement privé

CHARLES BARANGÉ

EST MORT

M. Charles Barangé, connu pour avoir donné son nom en 1951 à l'une des premières lois d'aide à l'enseignement privé, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

[Né le 21 décembre 1897 à Beaulieu-sur-Layon (Maine-et-Loire), M. Barangé était inspecteur central du Trésor. Il a été de 1946 à 1953 député MRP de Maine-et-Loire et rapporteur de la Commission des finances à l'Assemblée nationale. M. Barangé a d'autre part présidé le comité régional d'expansion des pays de Loire, du Maine et de la Vendée.

C'est un peu par hasard qu'il n'a donné son nom à la loi du 9 septembre 1951, créant une allocation scolaire versée par enfant et par trimestre à l'Association de parents d'élèves pour les établissements privés, en conseil général pour les élèves de l'enseignement public. Député par dix-huit députés RPF, MRP et modérés, membres du conseil d'administration de l'Association parlementaire pour le libération de l'enseignement, le texte — qui a provoqué notamment une manifestation du Comité national de défense laïque autour de la tombe de Jules Ferry — a pris le nom de M. Barangé, parce qu'il était le premier dans l'ordre alphabétique.]

LE PRIX DES AMBASSADEURS A ALAIN DECAUX

Le prix des Ambassadeurs a été décerné mardi 19 mars à Paris à Alain Decaux pour son *Victor Hugo*, publié à la Librairie académique Perrin (voir le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech dans le Monde du 14 décembre 1984).

Ce prix est attribué par un jury composé traditionnellement de personnalités littéraires et de diplomates en poste à Paris.

Inculpé de vol à main armée

DANIEL DEBRIELLE

EST DE NOUVEAU ÉCROUÉ

En liberté depuis le 4 août 1981, Daniel Debrille est de nouveau en prison (nos dernières éditions). Il a été inculpé et écroué samedi 16 mars à Châteauroux après l'ouverture d'une information sur un vol à main armée dans une discothèque de Vincennes (Indre).

Selon son avocat, M. Henri Juramy, cette nouvelle affaire doit être considérée « avec circonspection ». Il fait remarquer que l'inculpation de Daniel Debrille intervient neuf mois après les faits reprochés.

Daniel Debrille avait été condamné en 1977 par la cour d'assises du Calvados à douze ans de réclusion criminelle pour sa participation à deux agressions commises l'une à Deauville, l'autre à Tourgenville.

Au cours de ce procès, comme pendant sa détention, il protesta toujours de son innocence et engagea une campagne contre les quartiers de haute sécurité (QHS). Il avait finalement obtenu de la Cour de cassation une révision de son procès. Mais si la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine devant laquelle il fut jugé de nouveau l'acquitta le 7 décembre 1984, comme auteur principal pour l'affaire de Deauville, elle retint sa complicité ainsi que sa participation à celle de Tourgenville et le condamna à cinq ans de réclusion, peine couverte par la durée de ses détentions antérieures (le Monde daté 9-10 décembre 1984).

Les fautes d'un pilote d'Iberia

— Selon le quotidien espagnol *El País*, un rapport officiel estime que le pilote du Boeing-727 de la compagnie Iberia qui s'est écrasé, le 19 février, à Bilbao aurait dû être révoqué. « Il avait commis les plus graves irrégularités en vol, lit-on dans le rapport. Il avait un comportement irresponsable et téméraire et ignorait les règlements ». L'avion d'Iberia, qui volait trois cents mètres plus bas que la normale, a accroché un relais de télévision. Cent quarante-huit personnes ont été tuées dans l'accident.

A BANQUE AMBITIEUSE, RESPONSABLE D'APPLICATIONS PERFORMANT.

Importante Banque Paris, recherche pour son département Etudes Informatiques, un responsable d'applications. Il devra prendre en charge le secteur International qui comprend environ 25 personnes. Les équipes à animer sont essentiellement composées de jeunes ingénieurs dont la mission est de concevoir, développer et mettre en œuvre le système d'information.

Le candidat, ingénieur Grande Ecole, a plus de 30 ans, dispose d'une expérience minimum de 8 ans dans l'informatique (gros, minis et micros systèmes) d'une banque ou d'une très grande entreprise avec des responsabilités d'encadrement. Anglaise indispensable.

Merci d'envoyer votre candidature (CV, photo, rémunération) en repellant la réf. LM 19 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.